MAIRIE DE PARIS

N° 10 - Jeudi 9 décembre 2010
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 18 et mardi 19 octobre 2010

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, MM. Gauthier CARON-THIBAULT et Bruno JULLIARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Adoption d'un compte rendu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le compte rendu sommaire de la séance des lundi 27 et mardi 28 septembre 2010 a été affiché.

Avez-vous des observations sur ce document ?

Il n'y en a pas.

Il est donc adopté.

Débat commun Ville et Département sur les orientations budgétaires.
2010, DF 67 - Communication de M. le Maire de Paris sur les orientations budgétaires 2011.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous abordons maintenant les orientations budgétaires de la Ville et du Département, ce qui explique que nous sommes à la fois, au moment où je vous parle, en Conseil municipal et en Conseil général.

Mes chers collègues, le projet de budget 2011 sera débattu en décembre par notre Assemblée, mais conformément à la loi, le Conseil est saisi deux mois avant des orientations générales qui inspireront les choix de notre collectivité. Dans la crise, plus que jamais, Paris investira, car là se situe la clef pour répondre aux urgences et pour encourager l'activité économique en faveur de l'emploi.

Nous devrions ainsi investir en 2011, comme les années passées, 1,6 milliard d'euros. C'est le signe d'un budget dynamique mis au service de quatre priorités :

- la solidarité,

- l'innovation,

- le développement durable,

- et, enfin, l'évolution du paysage parisien.

La solidarité d'abord.

L'effort social de notre collectivité a augmenté de près de 75 % depuis 2001 pour s'élever aujourd'hui à plus de 2 milliards d'euros, mais, en la matière, il ne nous sera jamais permis de dire que nous en faisons trop, surtout dans la période actuelle où les plus fragile mais aussi les classes moyennes basculent parfois si vite dans la précarité, voire dans l'exclusion.

En 2011, nous intensifierons donc notre action.

Deux exemples :

- les crédits de l'Aide sociale à l'enfance progresseront nettement pour répondre aux besoins des 26.000 jeunes qui sont suivis et épaulés à ce titre.

- nous augmenterons très sensiblement les crédits du fonds "solidarité logement" qui aide notamment à prévenir les impayés de loyer et permet ainsi d'empêcher des expulsions.

Toujours sur le logement, notre priorité absolue, je confirme que 6.000 logements sociaux seront financés en 2011, même si nous savons combien ce sera difficile puisque l'Etat multiplie les obstacles.

Oui, le Gouvernement fait, en effet, du logement social la première cible de ses coupes budgétaires et il y a des parlementaires qui savent, j'imagine, ce qu'ils votent. Le Gouvernement a même annoncé un prélèvement sur les bailleurs sociaux à hauteur de 2,5 % des loyers. Pour les bailleurs de la Ville de Paris, cela signifiera donc 25 millions de moins pour l'entretien des immeubles et pour la construction de nouveaux logements.

Paris réaffirme cependant son objectif de 20 % de logements sociaux dès 2014. Dès 2014 ! Nous l'assumons, et même, nous le revendiquons.

L'innovation sera un autre axe essentiel de notre budget 2011, notamment parce qu'elle est l'une des meilleures armes pour favoriser l'emploi. Soulignons d'abord sur ce point que, depuis deux ans et pour la première fois en vingt ans, le taux de chômage parisien, à 8,7 %, est inférieur au taux national, 9,3 %. Mais il faut évidemment agir sans répit, sans faiblesse et mobiliser tous les instruments disponibles.

Parmi ceux-ci, je tiens à mentionner le renforcement du fonds "Paris innovation amorçage" qui permettra en 2011 de soutenir et d'accompagner une centaine d'entreprises innovantes, par le moyen de subventions ou d'avances remboursables. Grâce à ce dispositif, de nombreux incubateurs et pépinières ouvriront l'année prochaine, en particulier dans les 5e, 11e et 18e arrondissements.

Le développement durable sera de même plus que jamais au coeur de notre action. Le Plan climat de la Ville de Paris fixe un cap volontariste : une diminution d'ici 2020 de la consommation d'énergie et de la production de gaz à effet de serre de 25 % sur le territoire parisien, mais aussi de 30 %, ce qui est plus ambitieux, dans les structures dépendant directement de la Ville.

Pour atteindre ces objectifs, 4.500 logements seront ainsi réhabilités chaque année et, dans le même esprit, nous inscrirons au budget 2011 les crédits qui permettront de rénover plus de 100 écoles parisiennes.

Ce budget traduira en outre la poursuite de notre lutte contre l'hégémonie de la voiture individuelle polluante. Celle-ci a déjà diminué d'un quart en neuf ans au profit d'autres moyens de transport. Non seulement nous continuerons cette politique, mais nous allons l'amplifier.

Le chantier du tramway des Maréchaux entrera ainsi l'année prochaine dans sa dernière phase : le parcours jusqu'à la porte de la Chapelle sera achevé en 2012. Et les études démarrent dans les prochains mois pour le prolongement jusqu'à la porte d'Asnières, même si, pour ce dernier tronçon, la participation financière de l'Etat demeure nécessaire.

2011 sera enfin l'année du lancement d'Autolib' entrepris en partenariat avec près de 40 communes de la Métropole. J'observe d'ailleurs que, parmi ces communes, plusieurs ont des exécutifs d'une orientation politique différente de la nôtre. Ce qui prouve une fois encore, heureusement, que certaines collectivités UMP Nouveau Centre sont plus constructives et plus ouvertes que l'opposition municipale parisienne.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je peux !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Qu'est-ce qui vous permet de dire cela ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Alors je répète, puisque M. LEGARET me dit : "Qu'est-ce qui vous permet de dire cela ?"

Plusieurs collectivités UMP Nouveau Centre sont avec nous dans la dynamique pour créer Autolib'.

Voilà, je n'ai rien dit de mal. J'ai dit une vérité.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - "Les Verts" ne sont pas pour !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et "Les Verts", effectivement, ne sont pas pour, c'est vrai.

C'est exact. La vérité ne me dérange jamais.

Enfin, ce budget sera dédié à la beauté de Paris.

(Brouhaha).

Je l'ai dit et je le répète, en 2014, Paris aura changé.

L'année prochaine, le projet des Halles passera à l'étape opérationnelle.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Cela va être beau !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela sera sûrement plus beau que ce que vous avez fait dans le passé sur les Halles.

Il faut assumer. Ce n'est pas moi qui ai fait les Halles telles qu'elles sont.

Ce projet passera à l'étape opérationnelle, qui débouchera sur un nouveau site, plus vivant, plus hospitalier, plus écologique, au coeur de notre ville.

De nombreux équipements seront en outre livrés à la Z.A.C. "Paris Rive gauche" et aux Olympiades. Les 200 hectares de Paris Nord-est seront entièrement rénovés. Les logements et les activités économiques continueront à s'implanter à Claude Bernard, comme bien sûr aux entrepôts Mcdonald.

J'arrête là cette énumération, mais, vous l'aurez compris, Paris bouge, Paris change vraiment : 10 % de son territoire sont actuellement en cours de réaménagement. C'est bien le visage de notre cité qui évolue, car seul ce qui est en mouvement est vivant.

Le mouvement de Paris, voilà bien ce qui nous anime au moment où nous établissons notre budget 2011. Nous le faisons, en ce qui concerne nos prévisions de recettes, dans un contexte très particulier, dont je tiens à vous dire quelques mots.

Cette année 2010 est marquée par une reprise des recettes de fiscalité immobilière, après une chute nette et brutale de plus d'un tiers en deux ans. Les encaissements, pour cette année, seront assez sensiblement supérieurs à la prévision volontairement prudente de 700 millions d'euros que nous avons inscrite au budget supplémentaire.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Très largement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pas tant que cela, je préférerais que ce soit plus.

Mais tout en prenant acte de cette bonne nouvelle, je souhaite nous inviter collectivement à la vigilance, sur notre prévision elle-même, que nous chiffrerons en décembre, et aussi sur l'usage qui pourra être fait de ces sommes, car je rappelle qu'il n'est pas question pour nous d'affecter des recettes fluctuantes à des dépenses pérennes.

Nous sommes, en effet, dans un climat chargé d'incertitudes, et parmi celles-ci j'en citerai trois.

La première, c'est bien entendu l'évolution du marché immobilier parisien, dont nul ici ne peut prétendre deviner l'avenir.

La deuxième incertitude est la réforme de la taxe professionnelle, conduite dans des conditions très floues, avec une grande imprévoyance et, à la clef, la menace d'une lourde perte d'autonomie pour les collectivités locales.

Ce sera aussi, pour les entreprises parisiennes, une réforme douloureuse, car les nouvelles taxes nationales qui se substitueront à la T.P., vont se traduire d'ici quelques années par une contribution deux fois supérieure - je dis bien deux fois supérieure à ce que les acteurs économiques parisiens payaient jusqu'alors au titre de la taxe professionnelle. J'ajoute évidemment que ce coup de massue sur l'économie parisienne ne bénéficie nullement à notre collectivité.

Et la troisième incertitude ressemble, de moins en moins hélas, à une incertitude et de plus en plus à un fait : je veux parler du désengagement ininterrompu de l'Etat.

Non seulement, celui-ci a annoncé le gel de la dotation globale, qui représente plus de 20 % de nos recettes de fonctionnement, ce qui entraînera pour Paris un manque à gagner de l'ordre de 30 millions d'euros, mais l'Etat s'obstine, de surcroît, à refuser aux Parisiens un droit pourtant garanti par la Constitution, dans son article 72 : la compensation intégrale de toutes les dépenses correspondant aux compétences transférées aux collectivités locales. Pour les seuls R.M.I. et R.S.A., la dette de l'Etat envers Paris s'est ainsi accrue en un an de 35 millions d'euros.

Cette attitude du Gouvernement lèse toutes les collectivités, de Droite comme de Gauche, et je me suis d'ailleurs joint aux soixante présidents de Conseils généraux, qui ont solennellement interpellé le Premier Ministre à ce sujet. Nous attendons toujours la réponse.

L'enjeu pour nous, ce n'est pas seulement la restitution de sommes dont les Parisiens ont été spoliés. C'est une conception de la décentralisation, qui aujourd'hui est de moins en moins pensée comme une organisation efficace des compétences, et de plus en plus comme un simple transfert des dépenses.

Dans ces conditions, deux exigences s'imposent : une grande prudence sur nos prévisions de recettes et la poursuite de nos efforts pour maîtriser nos dépenses.

La rationalisation des procédures administratives se poursuivra ainsi en 2011, notamment en ce qui concerne les achats, sur lesquels nous économiserons pour les marchés passés l'année prochaine, près de 15 millions d'euros après les 12 millions d'euros de 2010.

Les effectifs de notre collectivité seront maintenus, les besoins supplémentaires étant, comme chaque année depuis 2008, pourvus par redéploiement.

Et nous nous attacherons, en particulier, à l'amélioration des situations les plus précaires, notamment celles des vacataires à temps partiel et des agents de ménage contractuels. Une réforme des carrières et une requalification de certaines fonctions seront ainsi conduites en 2011.

Je souhaite enfin apporter une précision utile à cette présentation générale.

Après deux ans d'augmentation des taux de la fiscalité locale, et conformément aux annonces faites devant les Parisiens avant les dernières élections municipales, nous nous engageons à une stabilité fiscale totale, jusqu'à la fin du mandat.

Sur ce sujet, comme sur les autres, nous tenons parole.

Mes chers collègues, notre budget 2011 conciliera donc des exigences de solidarité, de dynamisme et de sérieux.

Je remercie celles et ceux qui contribuent à sa préparation, et tout d'abord bien sûr Bernard GAUDILLÈRE à qui je redis ici toute ma gratitude.

Notre objectif est que Paris traverse la crise dans la cohésion et en ressorte avec plus de force et plus de confiance.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

Et je donne maintenant la parole à M. Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, comme chaque année, les débats d'orientation budgétaire constituent un moment de vérité.

Moment de vérité parce que l'élaboration d'un budget révèle les choix économiques et financiers décisifs d'une collectivité. Cette année encore, notre budget sera marqué par un double constat. D'une part, les Parisiens souffrent toujours des conséquences de la crise. D'autre part, notre horizon budgétaire est noirci une fois de plus par la politique du Gouvernement.

Moment de vérité, dirai-je encore, parce que ce débat s'accommode mal de leçons malvenues. C'est en prenant connaissance du projet de loi de finances pour 2011 que me sont revenues en mémoire les leçons dont nous avait gratifiés en 2008 et 2009 Mme LAGARDE, dont je regrette l'absence ce matin.

Elle déclarait, ici même, en comparant le budget de l'Etat et celui de la Ville, qu'à la différence du nôtre, le sien ne présentait : "pas d'augmentation d'impôts, plus d'investissements et moins de dépenses de fonctionnement, grâce à la maîtrise du nombre de fonctionnaires". C'était, à l'en croire, la recette économique d'une réussite dont nous nous montrions incapables.

Qu'il est loin ce temps. Car au regard du projet de loi de finances pour 2011, Mme LAGARDE nous a donné une tout autre leçon : celle de l'inconstance en matière fiscale, de l'imprévision en matière d'investissement et d'une aggravation sans précédent de la situation des services publics, due précisément à cette politique d'emploi.

Inconstance en matière fiscale d'abord.

Que fait aujourd'hui Mme LAGARDE qui n'avait pas de mots assez durs pour condamner les augmentations d'impôts locaux de la Ville ?

Elle augmente les impôts.

Et force est de reconnaître qu'elle a la main plutôt lourde : 10 milliards d'euros en 2010, 13 prévus en 2012, sans compter le nouveau tour de vis fiscal annoncé pour 2013 par François BAROIN, le "co-Ministre" des Finances, enfin c'est comme cela qu'il se nomme. Le taux de prélèvements obligatoires gagnera un point en 2011, pour atteindre 43,2 % en 2012, soit le niveau de 2007, c'est François FILLON qui l'a reconnu.

Bref, un quinquennat blanc en matière de prélèvements sur les Français.

Je me souviens aussi de cette même Christine LAGARDE, qui nous expliquait en octobre 2008 que si en matière de fiscalité Bertrand DELANOË appliquait "sa méthode à la France" les prélèvements obligatoires auraient sans doute déjà dépassé la moitié du P.I.B. Pour accomplir cette prouesse, Mme LAGARDE n'a pas besoin du Maire de Paris, elle se débrouille très bien toute seule.

Même inconstance d'ailleurs dans les principaux piliers de la politique fiscale du Gouvernement menée par Mme LAGARDE. La déductibilité des intérêts d'emprunts immobiliers, aussi coûteuse qu'impuissante à transformer tous les Français en propriétaires, a été abandonnée en catimini dans la torpeur de l'été. Et que dire du bouclier fiscal ?

Ce qui devait nous préserver des délocalisations des grandes fortunes devient maintenant, paraît-il, un symbole d'injustice. Mais le bouclier fiscal est toujours en vigueur.

Imprévision en matière d'investissement ensuite. En matière d'innovation et de recherche, on ne voit rien dans ce projet de loi de finances ou très peu de choses. Un crédit impôt recherche pérennisé et une harmonisation des règles en matière de brevet, c'est à peu près tout. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement quand le Gouvernement a opté pour une double norme de dépense pour l'État à savoir zéro valeur hors intérêts et pensions des fonctionnaires, zéro volume pour l'ensemble des dépenses.

Reste évidemment le Grand emprunt, mais curieusement, plus personne n'en entend parler.

Reste aussi, il est vrai, deux grandes constantes dans la politique budgétaire et financière de l'État. La première, c'est celle de la gestion calamiteuse de la dette avec, par exemple, le transfert de 130 milliards de dettes sociales à la CADES pour une affectation de ressources supplémentaires de 3,5 milliards seulement, ce qui a conduit...

M. Jean-François LAMOUR. - Le Conseil de Paris, Monsieur CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - J'y viens ! Ce qui a conduit le Président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, pourtant UMP, à qualifier cette décision, je le cite "d'irresponsable et d'insensée".

La deuxième constante est celle de la poursuite du matraquage invraisemblable de la fonction publique avec l'an prochain, la suppression de 31.600 postes de fonctionnaires dont 16.000 dans l'Education nationale, dont nous subissons les conséquences à Paris. Et puisque nous sommes au Conseil de Paris, Monsieur DUBUS, je vous préciserai qu'alors que le nombre de petits Parisiens en âge d'être scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires s'est accru de 700, seuls 3 postes supplémentaires d'enseignants ont été alloués à l'Académie.

Mes chers collègues, je n'irai pas plus loin dans la description de la politique budgétaire fiscale et financière de l'État, mais vous l'aurez compris, le temps des leçons que croyait pouvoir nous administrer Mme LAGARDE est révolu. A l'inconstance fiscale, à l'imprévision en matière d'investissement, à l'accumulation de la dette et à la destruction de pans entiers de services publics par l'Etat, les orientations budgétaires que vous nous proposez, Monsieur le Maire, répondent point par point. Notre fiscalité est totalement transparente. Elle a été proposée aux Parisiens et acceptée par eux. Elle est donc démocratiquement appliquée par nous.

En 13 ans, la fiscalité n'aura augmenté qu'à deux reprises, et restera sensiblement inférieure à celle de toutes les autres grandes villes du pays : la stabilité est désormais de mise jusqu'à la fin de la mandature.

Notre investissement, prévu pour environ 1,6 milliard d'euros, comme les années précédentes, est massif et pertinent, c'est ce qu'a d'ailleurs souligné, il y à quelques jours, l'Agence de notation "Standard and Poor's".

Nos efforts se poursuivront en faveur du logement pour parvenir à 20 % de logements sociaux en 2014, en faveur également de l'innovation et de l'emploi. Sans oublier l'environnement, puisqu'il nous est proposé de continuer à décliner le Plan climat, ce qui montre à l'envi que nous ne sommes pas de ceux qui pensent que "l'environnement, cela commence à bien faire". Et nous ne pouvons être que d'accord lorsque le document en débat aujourd'hui nous invite à poursuivre cette politique, dans le respect des grands équilibres financiers de notre collectivité.

C'est-à-dire la poursuite de la stabilité d'un emploi, de la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement de l'ordre de 2 % l'an prochain, y compris la forte progression des dépenses de solidarité qui en font partie et qui devraient atteindre près de 5 % en 2011.

C'est-à-dire aussi le dégagement d'une épargne importante, ne serait-ce que pour nous préserver des désengagements ou des mauvais coups de l'Etat, je pense notamment au gel pour trois ans des dotations aux collectivités territoriales, à la taxe sur les loyers perçus par les bailleurs sociaux, qui va les priver l'an prochain à Paris de 25 millions d'euros pour la réhabilitation de leurs logements ou la construction, et j'en passe.

C'est-à-dire enfin, un recours modéré à l'emprunt, puisqu'il nous est indiqué dans cette communication que notre investissement serait financé à hauteur des deux tiers de l'épargne dégagée et pour un tiers seulement par le recours à l'emprunt.

Mes chers collègues, les orientations budgétaires qui nous sont annoncées sont fidèles à nos engagements. De nombreux projets vont se poursuivre, d'autres vont naître. Toujours attentif à la qualité de vie des Parisiens, je souhaiterai signaler l'impulsion qui sera donnée en 2011 à deux projets importants de cette mandature : la mise en service d'Autolib' et la réappropriation des voies sur berges.

Pour conclure, mon groupe et moi-même tenons à saluer la cohérence des orientations budgétaires qui nous sont présentées ce matin.

Soyez certain, Monsieur le Maire, que face à l'inconstance, à l'imprévision, et à l'inconséquence, nous saurons opposer sincérité, responsabilité et volonté.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci.

Monsieur le Maire, chers collègues, comme chaque année à cette époque nous sommes amenés à débattre et à nous prononcer sur les orientations du budget de notre Municipalité, que nous voterons dans deux mois.

Cette année cependant, le contexte a changé.

Certes, la crise que nous traversons depuis septembre 2008 est loin d'être derrière nous, et de nombreux Parisiennes et Parisiens sont en grande difficulté et subissent de plein fouet les effets de cette crise.

Certes, nous continuons à subir les effets d'un désengagement de l'Etat que vous avez rappelé et sur lequel nous allons revenir.

Cependant, du point de vue des finances de notre Municipalité, les perspectives sont moins moroses durant ces mois que l'an passé.

En effet, la reprise observée du marché de l'immobilier, et donc pour notre ville des recettes de la fiscalité immobilière, amorcée déjà au printemps dernier, semble se confirmer en cette rentrée.

Ainsi, les droits de mutation, qui contribuent pour une part non négligeable au budget de notre Municipalité semblent retrouver des niveaux comparables aux années précédentes.

Ceci, combiné avec votre décision d'augmenter les impôts locaux, que nous avons soutenue, même si nous aurions préféré qu'elle soit lissée pendant plusieurs années, tout en restant prudent permet à notre ville d'envisager le budget avec une plus grande sérénité et des marges de manœuvre supplémentaires.

Même si l'on est en droit dans le même temps de s'interroger sur la pertinence d'une telle équation budgétaire qui fait reposer son équilibre financier sur une part si importante liée à la spéculation immobilière mais également et surtout sur l'utilisation de cette manne, notamment en ce qui concerne l'action de notre ville dans le domaine du logement et en matière de fiscalité qui pourrait et devrait être encore plus juste comme le développera René DUTREY dans quelques minutes.

En premier lieu, Monsieur le Maire, nous tenons à vous dire que nous nous félicitons de l'effort qui se maintient et même s'accroît dans le domaine de la solidarité sociale.

Que ce soit en matière de logement social, de résorption de l'habitat insalubre, d'aide alimentaire et d'urgence, d'accueil des réfugiés, de réhabilitation des foyers de travailleurs migrants, d'aide sociale à l'enfance, de soutien aux personnes âgées dépendantes et aux personnes en situation de handicap et d'accueil de la petite enfance, notre Municipalité continue d'affirmer ses choix et ses priorités.

Nous soutenons cette politique comme vous le savez, Monsieur le Maire, sans aucune réserve.

Nous nous réjouissons également de la création de la S.E.M. "Energie", futur opérateur public de l'énergie à l'échelle métropolitaine. Rénovation thermique et développement des énergies renouvelables, cette S.E.M. aura vocation à agir auprès des particuliers comme des collectivités.

En matière de politique énergétique, nous tenons nous aussi à rappeler la création de l'Agence parisienne du climat, ce dispositif innovant va devenir un outil fondamental pour le déploiement du Plan climat sur le territoire parisien, et cela, en lien avec de nombreux acteurs.

Cela est d'autant plus vrai et important que l'actuel Gouvernement, semble-t-il en sursis à l'heure où nous parlons, ne peut, de son côté, afficher le même volontarisme et le même bilan, tout occupé à casser méthodiquement les acquis sociaux des habitants de notre pays, la seule constance de SARKOZY et de ses amis.

Vous l'avez rappelé, le Gouvernement, non content de faire peser toujours davantage de charges sur les collectivités locales, surtout en période de crise qui a vu notamment les dépenses au titre du R.S.A. s'envoler, a annoncé un gel de ses dotations aux collectivités locales en 2001 et pour les trois prochaines années et si, par malheur, il écoutait Jacques ATTALI, ce serait encore pire, puisque ce serait une réduction de ces dotations.

Décision à laquelle s'ajoute une véritable destruction du service public, à laquelle nous assistons dans différents domaines, que ce soit la santé, l'école, la solidarité, les transports publics qui, chaque jour, devient de plus en plus intenable pour nous tous.

Malgré ce contexte difficile et en attendant avec impatience une alternance, que nous appelons de nos vœux, mais c'est un autre sujet de débat, nous sommes en responsabilité à Paris et nous poursuivons notre effort pour davantage de solidarité, de redistribution des richesses et de qualité de vie dans notre ville.

Face à cette politique de casse et de classe que nous propose le Gouvernement qui ne gouverne que pour quelques privilégiés, heureux bénéficiaires du bouclier fiscal par exemple, notre municipalité soutient les centres de santé en difficulté, favorise la création de maisons de santé pluridisciplinaires, finance le tramway des Maréchaux et son prolongement, encourage l'économie social et solidaire, finance de nouvelles places de crèche et s'engage fortement dans la rénovation et l'amélioration du patrimoine scolaire ; nous nous en réjouissons.

Un bémol cependant : un effort supplémentaire serait sans doute nécessaire dans des domaines importants. Dans les espaces verts, par exemple, la Ville continue d'ergoter sur la création de postes liés à la livraison de nouveaux jardins. Six créations de postes sont ainsi encore à l'arbitrage pour 2011, deux pour permettre au service en charge de la création de ces nouveaux jardins de faire face à une charge de travail de plus en plus lourde pour remplir l'objectif de la mandature d'ouvrir au public 30 hectares supplémentaires d'espaces verts et quatre postes pour l'entretien de 3,4 hectares de nouveaux jardins qui vont être livrés l'année prochaine.

La D.E.V.E., profondément restructurée ces dernières années, a largement contribué au redéploiement demandé aux directions de la Ville. Aujourd'hui, alors que la fréquentation de nos espaces verts ne cesse de croître, les effectifs de la D.E.V.E. sont extrêmement tendus, avec pour conséquence des maires d'arrondissement trop souvent insatisfaits de l'entretien et du gardiennage des jardins.

De même, faute de crédits d'investissement suffisants, la D.E.V.E. ne dispose pas des moyens requis pour un bon entretien de son patrimoine, que ce soient les jardins eux-mêmes, les locaux techniques et sociaux du personnel ou encore du matériel mécanique nécessaire à cet entretien.

Le résultat de tout cela est un climat social, dans cette Direction et dans d'autres, qui ne cesse de se dégrader et nous tenons à vous en alerter une nouvelle fois.

Autre interrogation en matière d'emploi : vous annoncez dans ces orientations que vous nous proposez une nouvelle fois de maintenir l'emploi et de redéployer les agents, sans création de poste pour les nouveaux équipements. Sans ouvrir et conclure prématurément le débat que nous aurons à l'occasion du passage prochain en Conseil de Paris du rapport de la mission d'information et évaluation sur les effectifs et la gestion des ressources humaines de la collectivité parisienne, nous continuons de penser que l'approche quantitative de la gestion du personnel, par de simples redéploiements, le niveau de rémunération et les conditions de travail de certains agents doivent être rediscutés et reconsidérés.

Pour conclure, nous souhaitons soulever deux points.

Vous parlez dans votre communication d'un contexte particulièrement lourd d'urgence économique et sociale, mais, vous le savez, nous avons une lecture sensiblement différente de ces crises. Nous pensons que nous sommes confrontés à une crise économique et sociale, mais également et surtout à une crise écologique majeure, et que la réponse à cette situation exige de notre part de ne pas seulement et uniquement, comme vous le proposez dans votre communication, poursuivre l'effort de notre municipalité en faveur de l'excellence environnementale.

Nous devons par nos choix, par nos priorités budgétaires, par notre mode de fonctionnement et par la gestion que nous avons de cette ville, engager une véritable conversion écologique de Paris.

Comme cela, nous deviendrons plus robustes face aux crises que nous connaissons et cette politique est porteuse d'emplois pérennes car non délocalisables.

C'est pourquoi, en s'appuyant sur une étude réalisée par des chercheurs du C.I.R.E.D. - C.N.R.S., nous avions fait, à l'occasion du budget primitif 2009, diverses propositions budgétaires d'investissements conséquents dans le secteur des énergies renouvelables, des transports publics non polluants et de l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments et de l'éclairage public du logement social et du parc privé, propositions qui avaient été rejetées en décembre dernier, car jugées trop coûteuses et hasardeuses.

Pourtant, d'autres collectivités locales s'engagent cependant désormais dans cette voie et nous souhaitons que la Ville de Paris poursuive cette réflexion et cette action.

C'est le sens des propositions que nous porterons dans les prochaines semaines et à l'occasion du vote de décembre prochain du budget primitif 2011.

Enfin, pour conclure, nous souhaitons rappeler dans ce débat qu'à l'occasion d'une question d'actualité posée il y a quelques mois par notre groupe, la Ville de Paris avait promis de lancer une réflexion et un travail, afin que notre Ville s'engage, comme l'ont fait la Région Ile-de-France et d'autres Régions, à tenir compte, dans le choix de ses partenaires financiers et bancaires, des activités qu'ils mènent directement ou indirectement dans les paradis fiscaux.

Très attachés à cette mesure pour apporter davantage de transparence et d'éthique dans les activités de notre Ville, nous souhaitons connaître l'avancement de cette décision.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Vraiment, cher collègue, il y a quelque chose qui me heurte, c'est que vous ne vous écoutez pas. C'est valable d'ailleurs aussi bien pour les orateurs de la majorité que pour les orateurs de l'opposition. Cela me choque.

Je vous demande vraiment de faire un effort, tout simplement de respect pour les opinions de vos collègues.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci.

Monsieur le Maire, chers collègues, le débat sur nos orientations budgétaires pour 2011 s'inscrit, comme vous l'avez dit, dans un contexte social et économique critique pour un grand nombre de Parisiennes et de Parisiens, un contexte tendu chaque jour un peu plus par les choix d'un Gouvernement qui prend prétexte de la crise pour amplifier ses choix politiques aux effets toujours plus inégalitaires.

La crise avec Nicolas SARKOZY ne touche pas tout le monde, loin s'en faut. Pour les amis du Fouquet's, c'est le bouclier fiscal et les légions d'honneur, pour les salariés du privé, c'est travailler vieux et gagner moins et pour les fonctionnaires, c'est le gel du point d'indice pour toute perspective d'évolution salariale.

Le triomphe de l'injustice sociale, c'est cela, le vrai marqueur de l'ère SARKOZY. On le mesure à la lumière de certains chiffres dans l'actualité comme la troisième place mondiale que la France vient de décrocher dans l'accueil du nombre de millionnaires.

Dans le même temps, l'Observatoire des inégalités indique que la pauvreté en France a cessé de reculer, comme elle le faisait pourtant depuis les années soixante-dix, et touche aujourd'hui 8 millions de Français.

Mais le contexte, Monsieur le Maire, et cela a été dit par mes collègues, c'est aussi, c'est surtout, la mobilisation sociale exceptionnelle que nous connaissons, qui appelle des orientations politiques et économiques radicalement différentes de celles qui sont menées au niveau national, en rupture franche avec celles qui ont conduit notre planète à la crise.

Ce contexte nous invite à faire preuve d'une combativité à toute épreuve dans la mise en œuvres de nos politiques.

À l'occasion de ce débat d'orientations budgétaires, les élus de notre groupe souhaitent inscrire deux priorités au budget primitif 2011, dont nous débattrons en décembre prochain.

Ces deux piliers de notre politique locale, vous en parlez dans votre communication, sont l'accès au logement, dont sont encore exclus 120.000 demandeurs de logement social dans notre ville, et la situation des personnels de notre collectivité, soit près de 50.000 personnes qui contribuent directement à la qualité et au développement des services rendus aux usagers parisiens.

Notre effort en faveur de l'accès au logement a déjà été considérable avec le financement de 30.000 logements sociaux lors de la précédente mandature.

Pourtant, à Paris, le coût de la vie, et en particulier la part du logement dans le budget des foyers, continue à exclure. Avec une hausse moyenne de 9 % depuis le début de l'année, acheter un logement à Paris devient impossible pour les ouvriers, les employés, mais aussi pour les cadres, chassés de la capitale, où le prix du mètre carré avoisine 7.000 euros. Dans trois arrondissements, il a même dépassé les 9.000 euros.

Avec cette spéculation immobilière qui s'emballe, c'est l'esprit même de Paris qui est en péril, sa diversité sociale, cette mixité qui font sa force et sa richesse.

Face à cette situation inquiétante, il faut, plus que jamais, maintenir l'objectif de 40.000 logements sociaux lors de cette deuxième mandature. Nous atteindrons ainsi l'objectif fixé par la loi S.R.U. dès 2014. Il s'agit d'ailleurs, pour nous, non pas d'un seuil maximum, mais d'un seuil plancher qui a vocation à être dépassé pour aller vers les 30 % de logements sociaux dans notre ville à horizon 2030, ainsi que le préconise le S.D.R.I.F.

Mais il nous faut, dans le même temps, accorder une attention décisive à la question de la répartition de ces logements sociaux dans le territoire parisien.

A cet égard, il nous faut tenir compte de certains éléments d'analyse qui ont été portés à notre connaissance récemment.

En effet, le rapport de la Chambre régionale des comptes concernant la politique parisienne dans le logement social, soumis au Conseil de Paris le mois dernier, a mis en évidence un problème persistant dans le déséquilibre entre les arrondissements dans la répartition des logements sociaux.

Notre groupe est intervenu à plusieurs reprises pour que les quartiers riches cessent de défendre bec et ongles un entre-soi qui est une injure aux valeurs de notre Ville.

Ce blocage, honteusement encouragé par certains maires d'arrondissement de Droite, n'est tout simplement plus tolérable au regard notamment des situations tragiques de mal logement que nous connaissons tous à Paris, en particulier dans nos permanences d'élus.

Ainsi, pour répondre positivement aux besoins de logement des demandeurs de toutes catégories socioéconomiques et pour lutter contre la gentrification de la population parisienne, notre production de logements sociaux doit se poursuivre et s'amplifier, notamment devant les arrondissements qui en comptent aujourd'hui très peu.

Disons le franchement, un tel objectif ne pourra pas être atteint si nous ne faisons pas sauter le plafond 6.000 euros du mètre carré qui nous empêche de préempter au-delà.

Nous considérons, pour notre part, que l'objectif de rééquilibrage du logement social à Paris suppose que ce plafond soit levé. Faute de cela, nos discours sur la mixité sociale n'auront qu'un effet limité sur la réalité vécue par les Parisiens.

Nous sommes aujourd'hui en capacité financière de le faire, car l'augmentation des transactions en nombre et en prix à Paris va augmenter considérablement nos revenus issus des droits de mutation ; 700 millions de revenus de fiscalité immobilière ont été inscrits au budget supplémentaire en juillet et nous sommes déjà bien au-delà de cette prévision que vous avez vous-mêmes qualifiée de prudente.

En toute cohérence, ces revenus variables, supplémentaires, issus du marché de l'immobilier, doivent nous permettre d'augmenter le parc de logements sociaux à Paris et de rééquilibrer son implantation sur le territoire.

Nous devons par conséquent abonder massivement notre compte foncier et veiller à ce qu'il soit intégralement utilisé pour amplifier notre offre de logement.

Rappelons le, cela a été dit également par mes collègues, notre taux d'endettement est particulièrement bas, il s'établit à 39 % de nos recettes contre 80 % en moyenne dans les autres grandes villes.

Notre autofinancement reste particulièrement élevé puisque les deux tiers de nos investissements sont financés sans recours à l'emprunt.

Beaucoup de coupes budgétaires ont été exigées pour maintenir de bonnes conditions d'emprunt, notre autorisation d'emprunt doit donc, contrairement aux années précédentes, être mobilisée en totalité, et ce d'autant plus que son montant reste très faible au regard du haut niveau d'investissement que nous atteindrons en 2011.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Maire, nous pensons que les recettes exceptionnelles de la fiscalité immobilière, mais aussi l'emprunt, doivent nous permettre d'augmenter nos investissements en faveur du logement public pour aller vers plus de mixité sociale à Paris dans tous les quartiers.

Nous souhaitons que notre combativité soit à l'identique lorsqu'il s'agit, et ce sera mon deuxième point, de se battre pied à pied pour défendre les 50.000 agents qui travaillent pour notre collectivité.

Cette question aussi doit attirer toute notre attention dans l'élaboration du budget 2011. Ces dernières semaines ont été l'occasion pour certains de se lamenter sur le thème de l'augmentation de la masse salariale de notre Ville et de notre Département.

Pour notre part, pour ce qui est de notre groupe, nous n'avons pas la religion de la baisse de la masse salariale, pas plus dans le public que dans le privé. Nous ne l'avons jamais eue, nous ne l'aurons jamais parce que chaque jour permet de mesurer les effets désastreux de la politique de réduction drastique du nombre de fonctionnaires menée au niveau national.

Nous ne sommes pas, à l'opposé de certains de nos collègues qui siègent à la droite de cet hémicycle, les adeptes d'une secte qui porterait le nom de R.G.P.P. et dont le gourou serait Christine LAGARDE.

Nous considérons pour notre part que les 50.000 agents qui travaillent au service de notre collectivité sont une chance pour notre Ville, une chance pour les Parisiens.

Respecter les agents de la collectivité parisienne, cela suppose, dans ce contexte de crise que nous connaissons, de prêter une attention toute particulière à leur pouvoir d'achat.

Le Gouvernement a annoncé le gel du point d'indice et veut entériner la casse de notre système de retraites par répartition, c'est-à-dire appauvrir un peu plus les foyers déjà fragilisés et notamment les 50.000 personnels qui travaillent pour notre collectivité.

Un grand nombre de personnels de notre Ville va donc continuer de subir la dégradation de ses conditions de vie.

La rareté de l'embauche, la montée de la pénibilité, l'augmentation des prix dont les transports et la baisse équivalente des revenus, tout cela doit nous inciter à avoir une autre ambition pour nos personnels.

La revalorisation du pouvoir d'achat des revenus les plus bas est plus que jamais nécessaire, tout comme l'attention que nous devons porter aux conditions de travail des agents et aux moyens mis à leur disposition pour mener à bien les missions qui leur sont confiées.

Voilà, Monsieur le Maire, sur deux questions décisives, les priorités que notre groupe défendra à l'occasion de ce budget 2011.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur Jean-François LAMOUR, vous avez la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Il y a un an, M. Bernard GAUDILLÈRE nous expliquait, en évoquant l'augmentation des impôts, je le cite : "On ne le fait pas pour le plaisir, on n'a pas le choix".

Ainsi, il rompait ce contrat de confiance entre les Parisiens et la Ville sur une maîtrise de la fiscalité et engageait résolument la capitale dans une logique de surfiscalisation.

Avant de parler d'orientations budgétaires, parlons plutôt de bilan.

Par rapport à 2006, l'impôt direct acquitté par les Parisiens a augmenté de 470 millions d'euros. Ne serait-ce que pour l'écart entre 2008 et 2009, c'est près de 23 % d'augmentation qu'ont subi les Parisiennes et les Parisiens en matière d'imposition directe.

Au compte administratif 2009, ce sont ainsi près de deux milliards d'euros qui sont tombés dans les caisses de la Ville.

L'augmentation de la fiscalité, effectivement, a été appliquée par un certain nombre de collectivités un peu partout en France, mais jamais dans de telles proportions.

Vous évoquez bien sûr la baisse des droits de mutation. Vous l'avez dit vous-même, Monsieur le Maire, ces droits viennent de retrouver leur niveau de 2008 ou de 2006, c'est-à-dire près de 850 millions d'euros, alors que vous nous expliquiez il y a encore quelques mois que vous étiez obligé d'augmenter la fiscalité parce que ces droits de mutation étaient en baisse sensible.

Vous avez également évoqué la réforme de la taxe professionnelle comme une source d'incertitudes pour les recettes de la Ville.

Vous le savez très bien, vous mentez, Monsieur le Maire : cette réforme de la taxe professionnelle rapporterait théoriquement plus de 800 millions d'euros supplémentaires aux caisses de la Ville. J'ai bien dit théoriquement, parce qu'effectivement, vous le savez très bien, le surplus repartira vers le F.N.G.I.R.

Monsieur le Maire, vous qui évoquiez une soi-disant baisse des recettes de la Ville au travers de la réforme de la taxe professionnelle, une incertitude qui vous permettait effectivement là aussi d'augmenter la fiscalité directe des Parisiennes et des Parisiens, vous le savez très bien, c'était pour mieux tromper vos administrés et leur faire subir ce coup de massue fiscal lors de ces deux dernières années.

Enfin, dernière petite entourloupe, vous avez touché près de 100 millions d'euros de F.C.T.V.A. dans le cadre du plan de relance. Qu'avez-vous donc fait de ces 100 millions versés par l'État dans le cadre du F.C.T.V.A. alors que vous n'avez engagé aucune action particulière au titre de l'engagement de la Ville dans le plan de relance du Gouvernement ?

La question que l'on vous pose aujourd'hui, Monsieur le Maire, c'est où sont passés ces millions ? Où sont passé ces 470 millions d'euros supplémentaires que vous avez prélevés dans la poche du contribuable ?

Certainement pas dans l'investissement. Je rappelle qu'il était de 1,7 milliard d'euros en 2007 contre seulement 1,4 milliard en 2009.

Certainement pas non plus dans le remboursement de la dette, puisque vous avez doublé la dette ces dernières années.

Pas non plus dans la gestion des ressources humaines de la Ville de Paris. Le rapport de la mission présidée par Alain DESTREM l'a très bien démontré : il y a injustice et disparité, à tel point d'ailleurs que notre groupe n'a pas validé ce rapport. Nous aurons l'occasion d'en discuter en novembre prochain.

Ce n'est pas non plus dans l'augmentation des allocataires du R.S.A. et du R.M.I., ils sont pratiquement restés au même niveau.

En revanche, l'A.P.A. a augmenté et je rappelle que l'A.P.A. a été instaurée sans compensation par le Gouvernement JOSPIN que vous avez en permanence soutenu.

Alors oui, effectivement, Monsieur le Maire, vous nous parlez encore du logement social, mais j'ai lu avec attention le rapport de M. DOUTRELIGNE. Il vous trouve optimiste, pas uniquement à cause de l'État mais simplement parce qu'il estime que vous n'atteindrez pas les objectifs que vous vous êtes fixés en matière de logements sociaux.

C'est bien ce qu'il annonce. Il dit que vous êtes bien optimiste dans les objectifs que vous vous êtes fixés. Là aussi, vous nous promettez des investissements et vous ne tiendrez pas votre parole.

Vous gérez la collectivité, uniquement en fonctionnement, en oubliant encore et encore les investissements.

Revenez, Monsieur le Maire, a une rigueur fiscale ! Faites en sorte aussi d'investir là où il faut ! Vous avez une capacité d'endettement de près de 10 milliards d'euros. Où est passé le milliard consacré à l'enseignement supérieur, l'innovation et la recherche que vous nous avez annoncé à grand renfort de trompette au début de votre mandature ?

Aujourd'hui, quelques dizaines de millions d'euros seulement ont été investis dans ce domaine, alors que l'Etat fait des efforts considérables en matière d'enseignement supérieur, de recherche au travers des pôles universitaires et des centres de recherche. Mais de ce côté, au niveau de la Ville, il n'y a aucun signe tangible d'une volonté réelle de créer, au travers de ces investissements, un retour pour les Parisiens et pour les Parisiennes.

Alors, ce budget 2011, Monsieur le Maire, constituera très vraisemblablement un tournant. La réforme fiscale aura un impact très important et s'appliquera sur une assise nettement revalorisée par l'augmentation de la pression fiscale que vous avez fait subir aux Parisiens en 2009. Le redressement des droits de mutation vient conforter cette dynamique. Ajoutons un faible niveau d'endettement. Tous les feux sont au vert pour voir émerger une politique volontariste et visionnaire.

C'est ce que nous appelons de nos vœux, Monsieur le Maire, et c'est ce nous défendrons en décembre prochain.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur SAINT-ETIENNE, vous avez la parole.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, la Région Ile-de-France est classée au troisième rang mondial pour l'accueil des investissements étrangers sur les cinq dernières années mais le classement 2009 des villes européennes préférées des entrepreneurs n'est pas aussi optimiste. Paris est ainsi trente-troisième sur les 37 métropoles européennes en matière d'attractivité pour la création d'entreprise.

Selon le dernier classement mondial KPMG 2010 en matière d'attractivité, Paris ne séduit que 8 % des entrepreneurs interrogés et figure en sixième position au sein des métropoles qui comptent.

Pourquoi un tel manque de dynamisme du tissu économique de la Capitale, alors que le PIB par habitant de Paris est plus de trois fois supérieur à la moyenne de l'Union européenne ? Paris est en fait une ville riche, qui est en panne de développement. Paris souffre, de plus, d'un cruel déficit d'image au regard des entreprises innovantes, alors que Londres est en tête, comme le révèle l'étude de 2010 effectuée par le Cabinet DELOITTE. L'innovation est un facteur d'attractivité. Il faut tout faire pour transformer la recherche en innovation, favorisant le développement économique.

Mais justement, de ce point de vue, il y a quelque chose d'inquiétant. Il apparaît que les centres de commandement des entreprises internationales s'installent plus volontiers à Londres qu'à Paris tandis que Paris devient une sorte de back-office de Londres, alors même que cette ville a été durement frappée par la crise financière. Paris n'a pas su saisir sa chance pour supplanter Londres en termes d'attractivité, car Paris n'a pas su mettre en œuvre des investissements stratégiques qui auraient favorisé l'essor d'une véritable économie entrepreneuriale de la connaissance, une économie de l'innovation dans laquelle entrepreneurs, capitaux-risqueurs et chercheurs travaillent au développement de nouveaux produits et services, avec des ingénieurs de production et des opérateurs qualifiés.

Une telle stratégie pourrait être encore mise en œuvre, comme il vient d'être parfaitement exposé par notre collègue de l'U.M.P.P.A., grâce notamment aux recettes issues des droits de mutation qui pourraient constituer le capital d'amorçage pour la création de centres intégrés de recherche et de commandement sur la région parisienne et dans notre ville, en liaison avec les entreprises et les institutions bancaires.

Mais vous ne ferez rien de tout cela, car vous êtes sur les rails d'une idéologie de la distribution de subsides et d'allocations et vous ne concevez pas la nécessité d'un basculement de nos ressources vers l'innovation et l'investissement productif au-delà de quelques opérations sympathiques, mais qui sont dix fois trop faibles pour retenir l'attention des investisseurs internationaux !

J'ai d'ailleurs, pour être tout à fait équitable, dénoncé la même dérive d'une politique trop passive au plan national dans de nombreux article, mais Paris, avec sa richesse et son potentiel économique, aurait justement dû être le laboratoire d'une France compétitive et ambitieuse.

Monsieur le Maire, dans quelques mois, vous aurez dirigé cette Ville phare depuis dix ans. Qu'avez-vous fait, Monsieur le Maire, des ressources prodigieuses que Paris a mises entre vos mains ? Qu'avez-vous fait des 60 milliards d'euros de budget gérés au cours de vos quasi dix ans de mandat ? Où sont les réalisations qui attirent le monde ? Où sont les pôles de développement qui font l'envie de la Silicon Valley, de Shanghai ou de l'Inde ? Où sont même les pôles culturels et sportifs qui émerveillent l'Europe ?

En fait, vous n'avez rien à montrer, car vos dépenses et subventions ne s'inscrivent pas dans une vision à la hauteur de la compétition internationale. Votre politique est marquée par l'éparpillement des subventions et une gestion erratique et capricieuse, voire injuste.

Injuste, oui ! Alors que les droits de mutation remontent en flèche depuis début 2010, avec un accroissement de plus 30 % et un niveau au 1er octobre 2010 supérieur à celui atteint à la clôture de l'exercice comptable 2009, alors que Paris est une ville riche et prospère, la pression fiscale que subissent les Parisiens obère leur pouvoir d'achat et compromet leur capacité à faire face à leurs besoins les plus élémentaires.

On peut parler, en fait, d'une double peine que vous infligez à la population, alors que le coût de la vie et les prix du foncier et du locatif pèsent lourdement dans le budget des Parisiens. Jusqu'à votre mandature, en fait, la faiblesse de la fiscalité sur Paris était la contrepartie du coût de la vie sur Paris. Maintenant, on a à la fois le coût de la vie le plus élevé de France et des impôts de plus en plus lourds. L'augmentation de plus 8 % en 2010 pour la taxe foncière et de 9 % en moyenne pour la taxe d'habitation fait suite à l'augmentation de 9 % des impôts locaux en 2009.

Il est grand temps, Monsieur le Maire, de cesser de punir les classes moyennes d'aimer Paris et de vouloir y vivre !

Les derniers résultats communiqués par la Chambre des notaires, qui font apparaître une hausse inégalée des prix de l'immobilier et une amélioration du volume des ventes très importante, laissent augurer de la manne des droits de mutation qui viendront renflouer les caisses parisiennes.

A la lueur de ces éléments, toute justification des hausses d'imposition auxquelles l'Exécutif parisien a procédé devient irrecevable.

Aussi, si l'Agence de notation "Standard & Poor's" a confirmé la note de référence à long terme AAA attribuée à la Ville de Paris, il ne lui a pas échappé qu'"au cours des deux prochaines années, l'évolution des recettes de fonctionnement devrait être limitée - je la cite - tandis que la croissance des dépenses de fonctionnement s'avérera plus vigoureuse". L'Agence de notation en tire les conclusions que la capacité d'autofinancement de la Ville est structurellement moins solide et que son endettement est moins soutenable qu'au cours du précédent mandat. "Cette détérioration structurelle pourrait même compromettre à terme la note de Paris", c'est ce que dit l'Agence.

Les choix budgétaires que vous vous apprêtez à effectuer nous semblent inopportuns et desservent l'intérêt des Parisiens.

Que dire des sujets abordés, de façon d'ailleurs allusive et laconique, sans considération de leur importance, telle la réforme annoncée des Missions locales ? Quatre lignes dans votre intervention, voilà toute l'attention que la centralisation des fonctions de gestion financière administrative et le reclassement des personnels que cela induit vous inspirent.

L'air du temps semble dicter votre agenda politique et budgétaire, Monsieur le Maire. Tandis que le vol spectaculaire de cinq chefs-d'œuvre au Musée d'Art moderne avait donné lieu au vote d'un budget supplémentaire de 2 millions d'euros destinés à la sécurisation des musées en mai dernier, pas un mot n'est consacré à cet objectif de préservation du patrimoine dans votre communication.

Le budget qui sera soumis au vote au Conseil de décembre devra être animé d'un souci de transparence, d'efficacité et d'équité pour le bien-être des Parisiens. Il devra traduire, enfin, une réelle ambition de développement pour notre ville.

Mais comment encore espérer un tel sursaut, compte tenu d'un bilan aussi faible ?

D'une certaine façon, Monsieur le Maire, Paris s'enfonce dans la nuit blanche de ses regrets ! Paris attend le sursaut capable de lui redonner le goût de l'espoir.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur MARTINS, vous avez la parole.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues.

A la lecture de votre communication sur ce débat d'Orientations budgétaires, que dire, si ce n'est : pas de surprise ! Aucune surprise ! J'entends, pour autant, les soutiens fidèles d'une partie de cette Assemblée, les cris d'orfraie de l'autre côté de cette même Assemblée et pourtant pas vraiment de surprise dans ces Orientations budgétaires ; je vais y venir.

Nous partageons en tout cas au moins un point de vos orientations budgétaires : celui que la première priorité de la Ville doit aller vers le logement, vers une politique de logement ambitieuse, durable, pluriannuelle, j'y reviendrai, mais aussi, et c'est peut-être l'un de nos points de désaccord, cette politique de logement devra aussi concerner le logement intermédiaire et le logement des classes moyennes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez une seconde, Monsieur MARTINS !

Arrêtez le chrono !

Il y a eu une bonne écoute pour deux ou trois intervenants. Je souhaite que ce soit le cas pour tous les intervenants, sans exception.

Parlez dans le calme !

M. Jean-François MARTINS. - Merci de votre sollicitude, Monsieur le Maire.

A ce titre, sur cette politique de logement, j'exprime à nouveau notre très vive inquiétude face au cercle vicieux dans lequel Paris s'est définitivement inscrite. Cette situation, notre capacité à produire du logement, et donc à réduire les inégalités, est profondément et intimement liée à l'augmentation de ces mêmes inégalités, puisque notre capacité à financer du logement est terriblement dépendante de ces droits de mutation et donc de la spéculation immobilière.

Notre seule option, en tout cas nous semble-t-il, pour sortir de cette dépendance est de pouvoir se donner les moyens et les garanties de financer durablement le logement social, de manière pérenne, et de maintenir nos capacités, même si l'immobilier venait à rechuter.

C'est le sens du vœu que je défendrai en 1ère Commission sur un fonds de réserves exceptionnel nous permettant de garantir et de maintenir nos marges de manœuvre.

Je me satisfais cependant, Monsieur le Maire, qu'un certain nombre de vos engagements soient respectés. Je crois que la vitalité de la démocratie tient au respect des engagements par les élus que les citoyens ont mis en responsabilité. Ainsi, je me réjouis que le maintien des impôts, au niveau qui avait été annoncé, soit garanti.

Juste une remarque cependant. J'entends bien que l'engagement a été pris de ne pas les augmenter d'ici 2014. Je crois qu'il faut, par ailleurs, ne pas tomber dans des postures ou dans des dogmes sur le sujet, si nous avons les moyens de les réduire d'ici à 2014. Si la situation venait à nous redonner les moyens de ralléger la pression fiscale sur les Parisiens, il ne faudrait pas l'évacuer d'un revers de main, sous prétexte de dogmes ou d'idéologie.

Nous regrettons enfin, Monsieur le Maire, que ces premières orientations fiscales ne fassent pas la place belle à l'aide à l'emploi, au développement de toutes les activités économiques, en particulier celles que Paris perd chaque jour. Je pense notamment aux activités liées à l'emploi non qualifié, au commerce, à l'artisanat et à l'emploi industriel - ce n'est pas un gros mot à Paris, et nous devrions également le soutenir.

Je le disais, pas de surprise, Monsieur le Maire, dans votre communication. C'est le prolongement de votre politique depuis le début de la mandature. Je dois reconnaître une gestion plutôt sérieuse, un investissement nécessaire dans le logement, mais un manque de souffle évident vers la création d'activités, le soutien aux classes moyennes, les mobilités nouvelles.

J'aurai l'occasion de redire tout cela à l'occasion du budget primitif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Nous devons, dans un contexte de crise, qui malheureusement ne semble pas s'arranger, en particulier pour l'emploi, poursuivre notre action pour les Parisiens dans le respect de nos engagements.

La difficulté de l'emploi des jeunes signe les impasses du Gouvernement, à tel point que des associations, comme "ATD Quart Monde", s'inquiètent de la paupérisation des jeunes et qu'un énième plan est annoncé.

A Paris, le taux de chômage est durablement installé sous la moyenne nationale. Il faut le préserver, en continuant à développer l'initiative, notamment celles qui sont conduites sous l'égide de Christian SAUTTER, aussi bien la Ville de Paris que dans nos arrondissements, par exemple pour développer les filières d'emplois culturels qui présentent une forte dynamique.

Le respect de nos engagements passe, en particulier en 2011 et jusqu'à la fin de la mandature, par une stabilisation des taux de la fiscalité locale. Après deux années de hausse modérée que nous avions annoncée, cette stabilisation sera sans doute la bienvenue, au regard des annonces du projet de loi de finances pour 2011 très dur pour la classe moyenne.

La facture du sarkozysme continue d'augmenter, avec une fiscalité toujours plus injuste pour les Français et les Parisiens les plus modestes.

Je pense au prélèvement sur les H.L.M., qui va entraîner une hausse des loyers et raréfier les ressources consacrées à la construction, en mettant en péril les finances des bailleurs sociaux, et qui a été dénoncé de façon unanime lors du Congrès réunissant les acteurs du logement social.

Je pense aussi à l'augmentation de la T.V.A. pour les offres de télévision et de téléphonie par Internet, qui va pénaliser notamment les jeunes ménages parisiens.

Quelle est, dès lors, la crédibilité du pseudo coup de rabot sur les niches fiscales, alors que le symbole d'injustice que constitue le bouclier fiscal, aux dires de l'actuel Ministre du Budget, demeure. Même si, évidemment, comme dans une pièce de Ionesco, il ressemble déjà de plus en plus à un cadavre dont on ne sait plus comment se débarrasser. C'est là que l'absurde rejoint l'injustice.

Le contraste est évidemment saisissant. Après 2001-2008, où la stabilité fiscale annoncée était respectée à Paris, nous tenons notre engagement : une hausse les deux premières années puis la stabilisation pour quatre ans, ce qui est un cas unique dans les collectivités locales.

J'entends d'ailleurs que l'opposition U.M.P. est assez gênée et trouve peu de prise quand elle voit que, finalement, nous arrivons à maintenir cette politique de cohérence fiscale, quand le Gouvernement, lui, est obligé de détricoter la loi Tepa de 2007, imprudemment adoptée à l'époque.

Evidemment, le crédit d'impôts pour les intérêts d'emprunt y est passé. Je pense que la suite sera peut-être - il est temps d'y réfléchir - à la défiscalisation des heures supplémentaires, dont le coût exorbitant et l'inefficacité en période de crise ont été dénoncés par le Conseil des prélèvements obligatoires, un organe qui est proche de la Cour des comptes.

Paris ne sera pas, comme l'ensemble des collectivités territoriales, épargnée par le gel des dotations de l'Etat, ce qui impliquera dès l'année prochaine un nouveau manque à gagner de 30 millions d'euros, qui s'ajoutera encore une fois à la longue liste de ses désengagements, tout particulièrement dans le domaine social, ce qui ne nous empêche pas de maintenir, nous, notre priorité forte au logement social.

Des mauvais coups seront aussi portés aux agents de la fonction publique par l'Etat, avec le gel du point d'indice. Les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés seront très attentifs à ce que ces mesures ne soient pas trop pénalisantes pour nos agents, dont les salaires sont les plus bas, mais aussi en poursuivant notre politique de résorption de l'emploi précaire.

En 2011, se concrétisera la réforme de la catégorie B, dans la concertation et le dialogue avec les organisations syndicales. Pour préserver nos capacités à maîtriser nos dépenses dans une volonté de bonne gestion, il faut poursuivre une politique de redéploiement vers les secteurs qui en ont le plus besoin, et directement utiles aux Parisiens, comme la Petite enfance pour couvrir les ouvertures de nouveaux établissements, mais aussi pour la propreté, notamment pour les arrondissements de l'Est parisien, où les besoins restent importants.

Nous parlerons en novembre de la question des personnels, mais je voudrais juste dire une chose, c'est que l'on ne peut pas dire ici, en séance, que l'on ne fait pas assez et, en mission, exactement le contraire, c'est-à-dire que l'on fait trop. Il va falloir quand même que le groupe U.M.P. choisisse clairement son discours. En tout cas, il y a d'ores et déjà des choses que je ne pourrai pas laisser passer et laisser dire, parce qu'on ne peut être à ce point contradictoire quand on veut être responsable.

Le budget 2011 verra aussi la mise en œuvre concrète pour les arrondissements de la réforme des investissements localisés, dans le cadre d'une plus grande déconcentration et décentralisation initiées depuis 2009. Ainsi, nous avons pu élaborer nos budgets localisés aux moyens d'enveloppes : l'une réservée à l'espace public, l'autre aux équipements de proximité.

Je tiens à souligner que les critères appliqués n'ont, semble-t-il, pas été défavorables aux arrondissements gérés par les élus qui siègent ici dans l'opposition de ce Conseil. Nous sommes donc très éloignés d'une gestion politicienne, dont certains voudraient nous accuser.

Tout comme nous sommes attachés à l'unité de Paris, nous sommes soucieux de tous les Parisiens.

Ces relations nouvelles des arrondissements, avec les directions dans la procédure budgétaire, prendront leur plein essor l'an prochain, dans un souci de gestion au plus près des préoccupations des citoyens et des usagers.

Au moment où le Gouvernement a perdu la boussole de sa politique budgétaire, les orientations annoncent que nous gardons le cap d'une politique fiscale simple, claire, lisible, annoncée à l'avance et respectée : des priorités dans les dépenses, qui découlent de notre contrat de mandature et que nous suivons, d'un souci de bonne gestion qui permet de préparer l'avenir de la Ville.

Je vous remercie.

(Applaudissements).

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'attire l'attention de tous les groupes sur le fait qu'ils ont beaucoup d'inscrits et de moins en moins de temps. Cela concerne tous les groupes.

Monsieur DUTREY ?

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le Maire.

Il me reste deux minutes ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Une minute et 52 secondes, théoriquement. Essayez d'être raisonnable.

M. René DUTREY. - Je sais être concis.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je viens de le dire, notamment pour les deux groupes les plus importants en nombre.

M. René DUTREY. - Merci.

Les droits de mutation, qui ont permis de réaliser d'énormes investissements pendant des années, ont été une chance extraordinaire pour la Ville de Paris, pour faire face au désengagement de l'Etat et pour créer crèches, équipements publics, logement social.

Ces droits de mutation, et vous l'avez rappelé tout à l'heure, Monsieur le Maire, sont une recette volatile, et ont malgré tout financé des dépenses pérennes pendant de nombreuses années. Là, je souhaiterais attirer l'attention de la majorité municipale, comme nous le faisons depuis plusieurs années, face au risque de caler 15 à 20 % du budget de la Municipalité sur les fluctuations du marché.

Ce marché et ces droits de mutation, c'est l'indicateur de la spéculation à Paris. Les droits de mutation sont l'indicateur de l'exclusion d'une partie de la population en particulier des classes moyennes de l'accès au logement.

Le groupe Verts a toujours défendu l'idée qu'une grande partie de ces droits de mutation devait permettre de lutter contre la spéculation, ce qui a été fait pendant plusieurs années par l'alimentation du compte foncier.

Mais nous souhaiterions que ce budget de la Ville de Paris, dont 15 ou 20 % sont totalement connectés aux fluctuations du marché, puisse être progressivement déconnecté. Pourquoi déconnecter le budget de la Ville de Paris des fluctuations du marché ? Parce qu'en cas de retournement, comme cela s'est passé depuis deux ans, nous nous trouvons obligés de chercher des économies, de baisser la voilure, alors que c'est exactement à ce moment-là que les Parisiens ont le plus besoin de la collectivité et du service public.

Alors, la pression fiscale à Paris. J'entends la Droite s'égosiller à chaque fois que l'on parle d'augmentation d'impôts, mais de quoi parle-t-on à Paris en matière de pression fiscale ? Nous avons une taxe d'habitation relativement élevée qui pèse sur le budget de nombreux ménages, mais notre taxe foncière, notre taxe professionnelle sont extrêmement basses par rapport au niveau national.

Une taxe foncière, j'en ai une ici, de quoi parle-t-on précisément. Un appartement de 19 mètres carrés dans le 18e arrondissement, avant l'augmentation d'impôts, c'étaient 200 euros de taxe foncière, même pas un demi-mois de loyer. Après augmentation, après ces fameux deux fois 8 % sur lesquels on a entendu des choses et lu les articles d'ailleurs absolument délirants, cela représente 231 euros de taxe foncière annuelle même pas un demi-mois de loyer. C'est cela la pression fiscale dont vous parlez, extrêmement forte sur le Parisien ?

Non, cela ne peut pas être le cas. La fiscalité et l'impôt, c'est normalement l'outil de redistribution des richesses, nous sommes dans une ville riche, il faut avoir le courage d'utiliser effectivement cet impôt pour redistribuer les richesses et effectivement le groupe "Les Verts", et je souhaite vraiment que nous ne caricaturions pas notre position, nous ne sommes pas pour une augmentation des impôts mais nous considérons effectivement que sur la taxe foncière ou la taxe professionnelle, il y a des marges de progression ; nous devons par contre réfléchir à faire baisser cette taxe d'habitation, réfléchir sur les possibilités de déliaison de taxes et l'habilité de Bernard GAUDILLÈRE en créant récemment une taxe professionnelle sur le Département prouve bien que nous avons des marges de manœuvre. L'impôt doit servir à redistribuer les richesses, nous sommes dans une ville riche, allons dans ce sens, c'est une proposition, je souhaite que nous puissions réfléchir ensemble à cette solution.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

(Applaudissements).

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Heureusement, Monsieur le Maire, heureusement, mes chers collègues, que la loi fait obligation de présenter ces orientations budgétaires avant le budget, cela nous permet de connaître avec un peu d'avance, les mots-clefs de la préparation de ce budget, et il est bien clair que ces mots-clefs sont l'arrogance, le truquage, et l'irresponsabilité.

(Applaudissements).

L'arrogance, parce que je dois dire qu'il faut beaucoup d'aplomb, d'audace, pour oser encore écrire aujourd'hui dans votre document, en évoquant les hausses de fiscalité appliquées depuis deux ans, qu'il s'agit de hausses modérées. Manifestement, la modération n'a pas le même sens pour vous et pour les Parisiens.

Et vous le savez d'ailleurs puisque tous les journaux et magazines qui ont fait des comparatifs avec tout ce qui est comparable dans les grandes villes, vous ont tout de même, sans aucune contestation, accordé la première place avec 25 % d'augmentation sur les deux dernières années, Monsieur le Maire, je vous en rends grâce, vous avez battu tous les records historiques.

Arrogance, parce qu'on a vu la semaine dernière sortir la nouvelle notation "Standard and Poor's", et on a fait beaucoup moins de publicité que d'habitude, on comprend pourquoi. Parce que, comme on le sait, cette note ne fait que mesurer le ratio de solvabilité, alors avec un endettement de l'ordre de 40 % par rapport aux recettes, c'était 30 % lorsque vous êtes arrivé au pouvoir en 2001, cela s'est déjà beaucoup dégradé, mais l'Agence "Standard ans Poor's" écrit que si l'épargne brute de la Ville et sa capacité de désendettement continuaient à se dégrader au même rythme, cela pourrait mettre la note de Paris sous pression. C'est la première fois qu'une agence de notation fait cette mention sur les notations de la Ville.

Arrogance, parce que pendant ce temps, les dépenses de personnel, on l'a bien vu dans la mission d'évaluation, les dépenses des services continuent à déraper alors que l'investissement stagne durablement.

Et ce n'est pas avec l'opération des Halles, et le milliard que vous allez investir sur cette opération que vous pourrez démontrer le contraire.

Truquage, parce que comme l'a dit Jean-François LAMOUR, non seulement vous ne reconnaissez pas cette augmentation brutale de la fiscalité, mais vous dissimulez les gains des droits de mutation. Un peu plus de 700 millions dites-vous, nous savons déjà en 1ère Commission que les recettes enregistrées, si on intègre les recettes qui ne sont pas encore titrées atteignent déjà 839 millions à la fin du mois de septembre. Vous allez allègrement franchir la barre des 850 millions à la fin de l'année et vous le savez bien.

Alors, qu'est-ce que c'est que ces plus de 150 millions de recettes supplémentaires dissimulées ? Est-ce une cagnotte nouvelle ? Et qu'en ferez-vous ?

Quant aux recettes supplémentaires de taxe professionnelle, je n'y reviens pas, la Ville, contrairement à ce que vous aviez affirmé, va y gagner.

Irresponsabilité, parce qu'il y a de l'argent, il y a des recettes supplémentaires, dans de grandes proportions, à la Ville de Paris, et que, avec tout cela, vous ne soutenez pas l'investissement, vous laissez déraper les dépenses. L'investissement, cela ne consiste pas à dépenser de l'argent inutilement comme vous l'avez fait sur les travaux de voirie, comme vous le ferez sur le jardin des Halles, dépenser de l'argent public, Monsieur le Maire, quand on dépense de la manière dont vous le faites, ce n'est pas investir sur l'avenir.

Alors, nous avons une seule logique, nous vous demandons de diminuer les dépenses, les impôts, soyez enfin, dans cette période de crise, responsable.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme BACHE a la parole.

Mme Marinette BACHE. - Contrairement à ce que nous sérine le Gouvernement, la crise est bien réelle. La note d'automne de l'I.N.S.E.E. le confirme, la croissance du second trimestre, de 0,7 %, est factice, puisque 0,6 de ces pour cent provient de la vente des stocks. La crise continue et ce n'est pas la politique d'austérité menée par le Gouvernement qui l'enraye, au contraire. Austérité pour les salariés, les retraités, les chômeurs, les précaires, mais bénéfices, avances et chèques-cadeaux pour les banques, les spéculateurs, les industries de luxe et les nantis.

Alors que 75 % des Français soutiennent la mobilisation actuelle, ce qui importe au Gouvernement c'est de supprimer l'I.S.F., les 35 heures, la retraite à 60 ans, la gratuité des soins, les urgences, notre Sécurité sociale.

Bref, tous les acquis sociaux existant depuis la Libération voire plus avec la privatisation de La Poste.

La cagnotte, ce n'est pas dans la reprise de l'immobilier à Paris qu'il faut la chercher, c'est dans les poches des salariés dans lesquelles puise chaque jour Nicolas SARKOZY pour donner à ses amis. Le chèque reçu par Mme BETTENCOURT, c'est mieux que la cagnotte du loto ! Ainsi, les élues républicaines et socialistes tiennent tout particulièrement à saluer la communication du Maire de Paris, qui démontre la conscience aigue qu'a notre majorité de la crise, de son ampleur, et sa volonté d'agir à son niveau pour créer des emplois et permettre à la solidarité de s'exercer, car l'emploi et la solidarité ont toujours été notre priorité et c'est là notre responsabilité alors que le Gouvernement actuel nous donne cette impérieuse nécessité d'intensifier nos efforts.

C'est ce que nous avons fait avec efficacité puisque si à Paris la crise est réelle, avec une augmentation de 13 % des chômeurs et de 8 % du R.S.A. en deux ans, le taux de chômeurs y est quand même inférieur au taux national.

Pour créer de l'emploi, il faut d'abord investir. Nous nous réjouissons donc de l'augmentation des investissements qui loin de fléchir ne cessent de s'intensifier.

Notre politique de l'emploi, c'est ensuite le soutien et l'aide au développement du tissu des P.M.E.-P.M.I., qui sont les principaux employeurs et leur situation n'est pas celle des entreprises du CAC40.

C'est le soutien à l'innovation, aux universités et à la recherche. C'est "Paris Pionnière", "Paris Entreprendre", des ressources accrues pour le laboratoire "Paris Région Innovation", et j'en oublie.

Nous saluons aussi la clause sociale incluse dans la D.S.P. que constitue Vélib' et espérons la généralisation de celle-ci à l'ensemble des marchés publics. Il faut que la Ville permette aux mieux disants sociaux d'être avantagés sur ceux pratiquant le dumping social.

Notre second axe concerne les services publics. Ce sont eux et notre modèle social qui ont permis à la France d'être moins touchée par la crise que ses voisins européens. Or le Gouvernement ne cesse de les privatiser, de les démanteler, quand ce n'est tout simplement de les fermer. Comme si cela ne suffisait pas à contenter les milieux financiers, il s'en prend à leur qualité via la R.G.P.P., les réductions du personnel, le gel du point d'indice et j'en passe.

La Ville de Paris doit donc pallier ce qui n'est même plus une carence de l'Etat, mais une banqueroute organisée des missions de service public.

Les services publics sont pourtant, avec l'impôt progressif, la concrétisation la plus aboutie de notre solidarité.

Nous souhaitons que les Parisiens bénéficient de ces services publics de qualité, que ceux-ci soient accessibles à tous et dans une gestion transparente.

C'est d'ailleurs la raison principale de la remunicipalisation de l'eau que vous avez voulue, Monsieur le Maire, et qui a été menée à bien par Anne LE STRAT.

Un autre exemple, l'Etat démantèle l'A.P.-H.P., ferme les lits et les services d'urgence. La Ville, elle, soutient les centres de santé en difficulté des 19e et 20e arrondissements, ouvre la Maison des adolescents Paris Est-Nord.

Un mot sur l'accueil des usagers et, à cet effet, je terminerai mes propos en félicitant l'ensemble des agents municipaux pour leur travail, leur probité et leur investissement. J'étends d'ailleurs ces propos à l'ensemble des fonctionnaires qui, bien souvent, prennent sur eux pour permettre la satisfaction des usagers et le respect des fondements du service public, malgré les attaques répétées du Gouvernement qui ne voit en eux qu'un coût.

L'ensemble des groupes de la majorité municipale est, je le crois, scandalisé par la décision du Gouvernement de gel du point d'indice. Comme notre Ville agit là où elle le peut pour contrer la politique antisociale de Nicolas SARKOZY, les élues républicaines-socialistes seraient sensibles à ce qu'un signe soit fait lors des négociations salariales envers nos agents.

Vous l'aurez compris, l'adhésion des élues républicaines-socialistes apparentées au groupe P.S.R.G.A. aux grandes orientations budgétaires 2011 est donc totale.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame Marie-Laure HAREL, vous avez la parole.

Mme Marie-Laure HAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, vous avez décidé de faire du développement durable l'un des axes forts de votre budget.

J'espère que nous pourrons le vérifier, car, aujourd'hui, le développement durable, vous le maltraitez et vos dépenses ne parviennent pas à porter leurs fruits.

On peut compter trois types de dépenses pour l'instant : les dépenses qui sont en retard, celles dont les résultats se font toujours attendre, les dépenses contreproductives - vous investissez dans des actions qui sont clairement nuisibles à l'environnement - et, enfin, les dépenses inefficaces, celles qui ne produisent pas les effets escomptés, loin de là.

Je voudrais apporter quelques exemples à l'appui.

S'agissant tout d'abord des dépenses à la traîne, la S.E.M. "Energie", chargée de promouvoir les sources renouvelables d'énergie, n'est toujours pas opérationnelle. Je rappelle que c'est une disposition du Plan climat de 2017. Aujourd'hui, les discussions se prolongent, le dossier ne se finalise pas et les investissements tardent.

S'agissant ensuite de l'Agence parisienne du climat, elle aussi va être opérationnelle avec un an de retard, début 2011 contre début 2010, et cela, c'est dans le meilleur des cas.

Les investissements ont été si mal gérés que le budget a fini même par tripler : 500.000 euros au départ, 1,5 million au final.

Si c'est pour la bonne cause en tout cas, tant mieux, mais à quand les effets ?

On passe ensuite aux dépenses contreproductives, celles qui polluent. Vous décidez donc de mettre de l'argent dans des actions qui polluent Paris. Vous avez dit que Paris aura changé en 2014, mais, Monsieur le Maire, c'est déjà le cas, vous avez paralysé la Ville avec des embouteillages, notamment grâce à vos couloirs de bus, dont le bilan est largement négatif, et vous le savez bien. Les pollutions ont été multipliées par deux, il n'existe pas d'alternative pour les Parisiens, puisque les transports en commun sont défaillants, les couloirs de bus sont tout le temps vides pendant que les automobilistes sont prisonniers des bouchons.

Dois-je ensuite rappeler les opérations Jean Bouin et celle des Halles ? 200 millions d'euros d'un côté, 1 milliard de l'autre, et, au final, 376 arbres abattus. On est loin de la végétalisation horizontale que vous affichez.

Je passe enfin aux dépenses purement inefficaces, celles qui sont suivies d'une absence totale de résultat. Il y a les panneaux solaires, encore et toujours.

Dans le bleu budgétaire, je vois que vous consacrez des sommes assez conséquentes aux études, 200.000 euros cette fois-ci, qui continuent à mener à quoi ? Rien de concret. 200.000 euros, 200.000 mètres carrés de panneaux solaires, on ne les atteindra jamais et vous le savez très bien. Vous pouvez reprocher ce que vous voulez au Gouvernement en matière de tarif des rachats, il ne peut évidemment pas être tenu pour seul responsable du fait qu'aujourd'hui, on arrive péniblement à 3 ou 4 % du bel engagement que vous aviez pris au départ.

Enfin, en matière de tri des déchets, vos dépenses sont insuffisantes, inefficaces je ne sais pas, mais en tout cas pas suivies d'effets.

Les masses budgétaires dont vous disposez, on se demande à quoi elles servent, puisque, aujourd'hui, le taux de tri dans notre Ville est de 12,3 % quand la France se situe à 63 % et que le Grenelle 2 a pour objectif 75 %. Il va donc falloir commencer à investir et investir mieux.

Monsieur le Maire, puisque vous augmentez sans cesse les impôts et puisque le développement durable sera soi-disant une priorité pour vous, eh bien, dépensez, mais dépensez mieux, s'il vous plaît !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur Jacques BRAVO, vous avez la parole.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Chers collègues, nous approchons du terme de notre débat et je voudrais juste faire part à l'opposition de quelques remarques.

Je trouve que vos critiques sont trop souvent orientées contre Paris, contre les Parisiens et, surtout, qu'elles s'autodétruisent au fil des ans.

Pendant deux ans, vous avez critiqué l'investissement de la Ville de Paris, contestant qu'il était au volume et à la capacité de ce que l'on a fait.

Les années suivantes, vous avez contesté l'impôt ; vous n'en parlez quasiment plus, parce que, encore une fois, ce que nous aurons fait pendant ces deux mandatures, c'est une augmentation pendant 2 ans sur 13 ans. Faites les calculs de l'augmentation moyenne ! On est bien loin du matraquage fiscal qui vous mobilisa.

Vous avez comparé souvent Paris avec d'autres grandes métropoles françaises ou européennes ; vous ne le faites plus. Pourquoi ? Tout simplement parce que vos lignes sont floues et les Parisiens ne comprennent pas ce zapping permanent, vous changez d'arguments, vous changez de logique et vous vous prononcez souvent contre Paris.

Je voudrais revenir simplement sur les aspects positifs de cette stratégie financière et je le fais souvent avec le carré magique des finances publiques qui consiste à voir le fonctionnement, l'investissement, l'emprunt et l'impôt.

Le fonctionnement est maîtrisé autour de 2 %. Nous approuvons cette perspective, c'est très contraignant, les marges de manœuvre sont difficiles, mais il faut passer par cette hygiène.

L'investissement sera porté à 1,6 milliard, vous ne le contestez plus ; c'est l'effort principal et la stratégie de toute la mandature.

L'emprunt reste modéré et, je le répète, les impôts vont rester stables jusqu'en 2014. Le Maire de Paris l'a montré déjà de 2001 à 2008, il le montrera de 2011 à 2014.

Tout ceci confirme une bonne gestion, qui est marquée notamment par un taux d'épargne brute autour de 500 millions d'euros.

Je reprends le ratio si souvent cité par Jean-François LEGARET : l'encours de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Eh bien oui, nous sommes encore à moins de la moitié des grandes métropoles françaises, moins de la moitié ! Je félicite l'adjoint aux Finances d'avoir tenu le cap en la matière, c'est un point positif.

Dans une époque où le respect de la parole donnée n'est pas toujours reconnue positivement, je trouve que ces perspectives budgétaires marquent la volonté de réaliser fidèlement le programme de mandature sur la période 2008-2014.

Je termine par les aléas et le désengagement de l'Etat qui pèsent sur nos finances parisiennes.

Tous les maires, et si vous l'ignorez, ils le rappelleront durement, en France, actuellement, se sentent insécurisés par les perspectives des finances locales. Vous le savez.

Monsieur LAMOUR, je ne comprends pas votre affirmation répétée tout à l'heure ; vous oubliez que la réforme de la taxe professionnelle va pénaliser les entreprises parisiennes. Je le répéterai autant de fois qu'il le faudra. Les menaces sur les finances locales et cette menace de la T.P. sur les entreprises parisiennes pèseront sur notre développement.

Chers collègues, c'est résolument que nous approuvons cette stratégie budgétaire.

Merci, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est exemplaire ! Vous restez dans le temps de parole.

Monsieur BERTHAULT, vous avez la parole.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, 10 lignes sur 10 pages sur la propreté à Paris, c'est très représentatif de l'importance que vous accordez à ce sujet essentiel pour la vie quotidienne des Parisiennes et des Parisiens.

De façon évidente, ces orientations budgétaires s'inscrivent toujours dans une démarche aussi peu volontariste de l'Exécutif dans ce domaine.

Par votre politique de matraquage fiscal et les ressources financières sans précédent de la Ville, vous pourriez pourtant réaliser enfin ce plan d'urgence que nous vous demandons en vain depuis tant d'années.

Le temps n'est plus au bricolage, au rafistolage, à une gestion lamentable du personnel de propreté et à un manque significatif d'investissement en moyens matériels.

Vous le savez, nous dénonçons depuis 2001 et nous continuerons puisque les faits nous donnent raison, la désorganisation complète du travail sur le terrain et ses conséquences visibles dans tous nos arrondissements. Vous l'aviez d'ailleurs vous-même, Monsieur le Maire, reconnu lors de votre campagne municipale de 2008.

Alors, vous avez toujours la même réponse, facile et démagogique, qui consiste à vous réfugier derrière nos critiques sur l'augmentation des effectifs de la Ville, mais nous assumons, Monsieur le Maire, vous avez des effectifs pléthoriques, mais visiblement pas là où ils devraient être, c'est-à-dire sur le terrain.

Nous l'affirmons une nouvelle fois aujourd'hui, les moyens affectés à la propreté de Paris ne constituent pas pour vous une priorité budgétaire.

La réalité, c'est qu'en créant des postes supplémentaires pour la mise en place d'un plan d'urgence que nous réclamons également depuis des années pour la propreté, vous serez face à vos propres contradictions, face à votre gestion hasardeuse et opaque de l'organisation administrative de la Ville et de l'évolution globale des effectifs.

C'est la raison pour laquelle vous ne pouvez plus continuer aujourd'hui à vous réfugier derrière des arguments fallacieux. Il est temps de tout mettre à plat et de donner aux Parisiens une vision complète et détaillée des agents qui exercent leur mission de service public au sein de notre collectivité et très souvent dans des conditions difficiles par votre faute.

Nous sommes convaincus que vous avez fait les mauvais choix et que vous ne voulez pas vous donner les marges de manœuvre suffisantes pour répondre aux attentes légitimes des Parisiens et de vos agents, nous vous demandons instamment de nous présenter au budget 2009 ce plan d'urgence pour la propreté.

Vous avez bien évidemment les moyens financiers pour le faire, comme l'ont rappelé mes collègues dans leurs interventions précédentes.

Dans le cas contraire, nous solliciterons un audit général sur ce sujet afin d'être en mesure de dégager des moyens suffisants à affecter à la propreté.

La propreté de notre environnement quotidien est la première exigence d'une grande capitale européenne ouverte sur le monde et l'une des principales attentes de vos administrés au moment où vous augmentez de façon scandaleuse leurs impôts locaux.

Monsieur le Maire, il vous reste deux mois pour nous présenter un budget 2011 tenant sérieusement compte de nos demandes, mais que de temps perdu depuis le début de cette nouvelle mandature.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, il me revient donc de conclure les interventions de ce matin sur les perspectives budgétaires pour l'exercice prochain.

Dans quelques semaines, Monsieur le Maire, vous allez nous présenter un budget et, selon le mot et l'anecdote que chacun connaît ici, vous allez nous dire que ce budget est un bon budget.

Malheureusement, ce sera faux. Ce sera faux car ce budget sera un mauvais budget. Il sera mauvais car il convient de dissiper ce matin quelques contrevérités que l'on a entendues de-ci de-là au cours des précédentes interventions.

Monsieur le Maire, vous avez rigidifié le budget que vous allez nous présenter. Vous l'avez rigidifié depuis maintenant près de 10 ans d'une gestion au cours de laquelle vous avez laissé déraper, vous avez laissé filer, vous n'avez pas maîtrisé les dépenses de personnel de votre Ville.

Je voudrais ce matin démonter cette mécanique assez perverse sur laquelle nous n'avons pas suffisamment débattu au cours des derniers mois mais qu'il faut quand même bien souligner.

En 2000, la Ville de Paris comptait s'appuyer sur près de 40.000 effectifs. En 2008, le sommet, vous avez atteint le chiffre de 49.236 agents au sein de la Ville, soit une augmentation de 22,2 %. En 2010, nous en sommes à 48.991, soit près de 50.000.

La mission d'information et d'évaluation sur les personnels permettra de revenir sur ces points le mois prochain. Néanmoins, dissipons la première contrevérité.

Vous expliquez à longueur de temps que l'augmentation de ces effectifs proviendrait du désengagement de l'État. Ce désengagement ne compte que pour un peu plus de 900 emplois.

En réalité, vous n'avez pas recherché les gains de productivité qui auraient pu être trouvés dans les différents services. Vous avez préféré augmenter les effectifs.

Depuis quelques mois, depuis deux ans, vous parlez de redéploiement des effectifs. En réalité, c'est simplement la crise qui a freiné votre frénésie d'embauches.

Naturellement, pour les Parisiens, cette frénésie a un coût. La masse salariale pèse deux milliards d'euros aujourd'hui dans ce budget. La Chambre régionale des comptes, dont nous avons pu débattre du rapport le mois dernier, a d'ailleurs montré combien vous aviez été insuffisant dans la maîtrise de certaines de ces dépenses.

Je ne reviens pas sur les salaires qui ont été annoncés le mois dernier, sur lesquels vous vous êtes engagé, de manière assez contradiction d'ailleurs, parce que, il faut tout de même le souligner, le mois dernier vous avez fait preuve de beaucoup d'acrobaties. Vous nous avez à la fois expliqué en préambule de votre intervention que vous n'y étiez pour rien et que c'était la loi et, en conclusion, vous nous avez également dit que vous feriez en sorte d'obtenir une baisse de ces salaires.

Je n'ai pas très bien compris, je vous l'avoue, cette contradiction interne à votre raisonnement, qui vous a valu le lendemain quelques titres élogieux qui, me semble-t-il, étaient parfaitement déplacés.

Cette politique que vous menez aujourd'hui n'est pourtant pas la seule que l'on pourrait envisager. Le Gouvernement aujourd'hui s'est engagé dans un passage en revue des politiques publiques, dans le cadre de la R.G.P.P., avec un calendrier programmé sur plusieurs années et une diminution, je reprendrai l'adjectif qui a été utilisé concernant vos hausses d'impôts, puisque manifestement il vous plaît, une diminution modérée des effectifs.

Qu'il est loin aujourd'hui le temps de votre libéralisme, celui dont vous parliez dans un certain livre. Vous avez fait en revanche le choix de l'hyper administration pour notre Ville.

Seule la crise vous a contraint à freiner votre course folle à la dépense. M. BARGETON disait, je conclurai par là, que l'Opposition U.M.P. était gênée. Non, Monsieur le Maire, l'Opposition U.M.P. n'est pas gênée, elle est affligée par la facture delanoïste que vous infligez aujourd'hui à Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci à tous. Je note que le groupe U.M.P. aussi a respecté son temps de parole.

Après ce long débat, je donne la parole à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais évidemment répondre à toute une série de considérations de nos collègues, toutefois je voudrais, si vous le permettez, au tout début de mon intervention, répondre aux critiques les plus virulentes et les plus injustes que nous venons d'entendre puisque M. LAMOUR est revenu sur son inénarrable accusation de cagnotte et M. LEGARET, qui est un homme qui connaît généralement le poids des mots, a employé le mot de "trucage", ce qui m'a évidemment blessé, puisque je ne crois être vraiment ce que l'on appelle un truqueur.

Je suis admiratif, Monsieur LAMOUR, devant la constance dont vous faites preuve sur cette accusation irréelle de constitution d'une cagnotte. J'ai beau démolir séance après séance, interview après interview, cette idée, j'ai beau démontrer qu'il ne peut pas y avoir et qu'il n'y a pas de cagnotte, vous y revenez, vous le répétez, vous croyez sans doute qu'à force de le dire ces mots finiront par être pris aux sérieux.

Je ne me décourage pas et j'y reviens.

Qu'est-ce que qu'une cagnotte ? C'est, sauf erreur de ma part, un pactole caché dont on ne fait rien.

Mais s'agissant du budget d'une collectivité territoriale, il n'y a aucune ligne secrète. Le moindre centime est exposé dans nos documents budgétaires, le moindre euro est affecté à une dépense. L'épargne que nous dégageons sur notre budget de fonctionnement est intégralement et immédiatement reportée sur le budget d'investissement.

Voilà le mécanisme simple et parfaitement transparent de notre budget. Même si je connais le rôle de notre polémique dans la vie politique, je trouve que celle-ci pourrait peut-être cesser.

D'ailleurs, permettez-moi de vous faire remarquer qu'elle laisse les Parisiens indifférents pour une raison toute simple : les Parisiens, jour après jour, voient nos efforts de fonctionnement et d'investissement et l'idée d'un trésor caché leur paraît, à juste titre, invraisemblable.

Je vais, Monsieur le Maire, non pas revenir sur le détail des mesures que vous avez vous-même évoquées mais insister sur quelques axes fondamentaux de notre politique.

En premier lieu, répétons-le, jamais dans son histoire, en tout cas depuis plus d'un siècle, la Ville de Paris n'a autant investi que durant cette période.

Après les décennies plutôt malthusiennes de ceux qui nous avaient précédés, où l'investissement ne dépassait guère 800 millions d'euros par an, nous avons investi 1,2 milliard par an de 2001 à 2007 et 1,6 milliard d'euros par an en moyenne depuis 2008 et nous resterons à ce niveau en 2011.

L'expression de M. LEGARET selon laquelle l'investissement stagne, alors que l'investissement est aujourd'hui et depuis trois ans le double de ce que lui-même investissait lorsqu'il occupait mes fonctions, me paraît surréaliste.

Je lisais dans une déclaration du Président du groupe U.M.P. jeudi que l'on ne sait pas aujourd'hui où le Maire investit. Décidément, Monsieur le Président, vous avez un problème avec la notion de transparence et de trésor caché.

Puisque nos documents ne sont, semble-t-il, pas assez explicites, je vais redonner quelques chiffres. Sur 1,6 milliard d'investissement en 2011, 400 millions d'euros environ iront au logement social, presque 300 à la voirie et notamment au tramway qui, vous le savez, est pratiquement l'un des seuls de France à ne pas être subventionné par l'État, 130 millions à peu près aux zones d'aménagement, c'est-à-dire à l'urbanisme, 120 millions d'euros aux écoles, 120 millions d'euros aux équipements sportifs, une cinquantaine de millions d'euros aux crèches et une quarantaine de millions aux espaces verts.

Excusez-moi de cette longue énumération, qui d'ailleurs n'est pas exhaustive, mais elle a le mérite, me semble-t-il, de démontrer, sans conteste possible, l'utilité du moindre euro investi. Il y a un point, d'ailleurs, sur lequel je vous rejoins, Messieurs de l'opposition, c'est que les Parisiens ont le droit de savoir ce que nous faisons de leur argent, et j'espère bien le démontrer.

J'attends, sur les diverses priorités d'investissement que je viens d'énumérer, les critiques de l'opposition.

En second lieu, jamais non plus Paris n'a autant dépensé pour la solidarité.

J'écoutais tout à l'heure avec un peu d'étonnement cette phrase de M. SAINT-ETIENNE, qui était empreinte d'un goût à la Guizot, si j'ose ainsi m'exprimer : "distribution de subsides et allocations". On se serait cru au XIXe siècle !

Non, Monsieur SAINT-ETIENNE, ce ne sont pas des distributions de subsides et allocations, une espèce de soupe populaire étendue aux limites de Paris, c'est un budget qui, dans le contexte de crise que Paris connaît, comme le reste de la France, n'a qu'un seul objectif : qu'aucun Parisien ne reste sur le bord du chemin !

Il est vrai que ce budget, hors personnels, a progressé depuis deux ans de 162 millions d'euros, c'est-à-dire 13 %, et nous le revendiquons.

Enfin, on passe souvent sous silence l'effort de solidarité de Paris vis-à-vis des autres collectivités d'Ile-de-France comme des autres régions. Je rappelle que nous finançons de manière importante le S.T.I.F. (344 millions d'euros), ce qui est une forme de solidarité, et le fonds de péréquation francilien (90 millions d'euros).

Mais, en 2011, nous contribuerons également fortement aux péréquations issues de la réforme de la taxe professionnelle et au fonds de péréquation des droits de mutation. Ne l'oublions pas, Paris n'est pas une ville égoïste, elle se situe dans ces politiques de partage et il est juste de le souligner.

Voilà pour les dépenses.

Au titre des recettes, l'élément le plus inquiétant est évidemment l'aggravation de la politique de l'Etat vis-à-vis des collectivités territoriales en général et de Paris en particulier.

Je ne reviendrai pas trop longuement sur la compensation profondément insuffisante des transferts de compétence, la fameuse formule de M. RAFFARIN "la compensation à l'euro près", qui s'est transformée, hélas, en "à plusieurs centaines de millions près" ! Nous en avons fait ici même, en juillet 2009, la démonstration chiffrée irréfutable et, depuis lors, c'est peu dire que la situation ne s'est pas améliorée. Le Maire a récemment saisi le Premier ministre pour obtenir que l'Etat respecte ses promesses. Nous attendons la réponse.

Le deuxième domaine, vous l'avez souligné, Monsieur le Maire, et c'est la raison pour laquelle je passerai rapidement, pour lequel nous attendons de l'Etat une réponse claire, c'est le logement, puisque la convention de financement en cours se termine dans deux mois.

J'insisterai davantage sur la décision que vient d'annoncer le Gouvernement, je veux dire le gel pour plusieurs années des dotations aux collectivités locales, c'est-à-dire, appelons les choses par leur nom, un lent étranglement de ces dernières.

Rappelez-vous la chronique de ces dernières années ! Il est toujours intéressant d'avoir une vision historique des choses. Pour ces dotations, on est passé de l'indexation sur l'inflation et la croissance à l'indexation sur la seule inflation et, aujourd'hui, au gel. La prochaine étape, je crois que personne n'en doute, y compris les élus locaux de droite dans d'autres collectivités, c'est la diminution. D'ailleurs, pour Paris, je vous l'annonce, la diminution, ce n'est pas dans deux ans, ce n'est pas dans trois ans, c'est dès 2011, puisque notre dotation globale de fonctionnement diminuera d'au moins 2 % - je dis bien "au moins 2 %", nous connaîtrons le chiffre précis très bientôt -, c'est-à-dire de 30 à 40 millions d'euros.

La vérité, c'est que le Gouvernement fait fi de deux principes constitutionnels auxquels tous les élus locaux, y compris ceux de droite, devraient être profondément attachés : celui d'autonomie financière des collectivités territoriales et celui de leur libre administration.

Quelques mots sur la fiscalité.

Après les ajustements de taux que nous avions annoncés et qui seront les seuls intervenus sur 14 ans, nous avons renoué avec la stabilité fiscale et nous respecterons jusqu'à la fin de la mandature cet engagement comme les autres.

Deux augmentations fiscales en 14 ans : combien de collectivités françaises, dans le contexte actuel, y parviendront ? Nous en reparlerons en 2014.

En attendant cette échéance, je me réjouis que les Parisiens restent parmi les moins imposés des habitants des grandes villes : 435 euros de taxe d'habitation en moyenne, contre 850 euros à Lyon, 1.020 euros à Marseille et 1.090 euros à Bordeaux.

Je rappelle à cette occasion ce que l'on n'a peut-être pas assez souligné dans les débats fiscaux, c'est que Paris est de très loin - je dis bien "de très loin", et je peux le prouver abondamment - la Ville qui pratique les abattements les plus généreux sur la taxe d'habitation : 246 euros pour tous les Parisiens et 246 euros par enfant à charge. Ces abattements sont sans commune mesure avec ceux des autres grandes villes et, qui plus est, sont forfaitaires, ce qui signifie qu'ils profitent proportionnellement beaucoup plus aux Parisiens modestes et aux classes moyennes.

Oui, la fiscalité locale parisienne est modérée.

Je sais que cette réalité agace l'opposition mais nous y reviendrons sans cesse.

En revanche, il est une catégorie qui sera davantage imposée dans les prochaines années et la Municipalité n'y sera pour rien, ce sont les entreprises.

Alors, certes, les dispositifs qui remplacent la taxe professionnelle sont très complexes ; à telle enseigne qu'au moment où je vous parle, je suis incapable de vous dire le montant exact que percevra Paris en 2011 !

Certes aussi, l'augmentation pour les entreprises sera progressive.

Mais, peu à peu, se fait jour la vérité toute simple.

Le Gouvernement et la majorité à laquelle appartiennent dix de nos collègues ont voté un texte qui majore de plusieurs centaines de millions d'euros les impôts des entreprises parisiennes.

Bien entendu, Paris ne touchera pas cette augmentation, qui sera reversée au reste de la France.

Monsieur LAMOUR - permettez-moi de vous le dire, Monsieur le Ministre, avec tout le respect que j'ai pour vous - pratique un double langage. Il nous a dit tout à l'heure : "Je sais que cette somme sera reversée à un fonds de péréquation." Il n'empêche qu'il a déclaré à la presse jeudi dernier que ces 800 millions d'euros allaient être un gain pour la Ville ! Eh bien non ! Ce ne sera pas un gain pour la Ville, vous en convenez aujourd'hui, et je crois plutôt que l'explication de ce langage incertain est que les parlementaires parisiens de droite ont voté cette disposition sans en mesurer l'impact catastrophique pour les entreprises parisiennes et ils se rendent compte aujourd'hui avec angoisse qu'ils vont avoir à l'assumer.

Mon propos serait incomplet si je n'abordais pas à la fin les grands équilibres de ce budget.

Je dirai très brièvement, parce que le temps passe, que nous sommes évidemment décidés à maintenir en 2011 un contrôle strict des dépenses des services. Les efforts des années précédentes seront poursuivis.

Je remercie Jacques BRAVO de nous avoir appuyés dans cette démarche.

Continuité aussi dans le maintien de l'emploi public et dans la stabilité des effectifs, contrairement à l'Etat qui, vous le savez, préfère dégrader le fonctionnement des services par des coupes sombres dans les effectifs des fonctionnaires, l'exemple de l'Education nationale étant le plus désastreux.

Continuité, enfin, dans le financement des investissements qui devraient être grosso modo partagés entre l'épargne, les recettes de cession et l'emprunt.

C'est peut-être le moment de dire un mot de l'emprunt et des droits de mutation, puisque c'est un sujet qui a été évoqué par des élus de droite comme de gauche.

Si j'en parle au même moment, dans la même partie de mon discours, c'est parce que, vous le savez, ces deux notions sont étroitement liées. Je répète inlassablement depuis 2008 que si nous avons pu investir autant pendant la première mandature, sans nous endetter de manière excessive, c'est parce que les droits de mutation ont été très dynamiques. Ce qui s'est produit durant les deux dernières années confirme bien le lien étroit entre ces deux notions. Notre investissement a été financé davantage par l'emprunt en 2008 et 2009 que précédemment et, a contrario, la remontée des droits de mutation en 2010 aura permis de beaucoup investir sans recourir beaucoup à l'emprunt.

Je conclus.

M. LAMOUR nous disait tout à l'heure : "Le budget de 2011 est un tournant." Non, je ne le crois pas et je vais en dire quelques mots.

Ce budget s'inscrit, au contraire, dans une très forte continuité à tous égards, et je viens de le rappeler. L'investissement est toujours exceptionnellement élevé ; les dépenses de solidarité répondent aux effets de la crise, comme précédemment ; la fiscalité ne change pas.

La fiscalité ne change pas, combien de fois devrai-je le répéter !

Nous continuerons à maîtriser les dépenses de fonctionnement des services, et nous maintiendrons l'emploi public. Enfin, nous conserverons un financement équilibré et sain de l'investissement entre l'épargne et l'emprunt.

Cette continuité stratégique, nous la revendiquons. On ne gère pas un budget de 7,5 milliards d'euros par un pilotage à vue, au gré des humeurs conjoncturelles. On le fait en s'appuyant sur des principes stratégiques clairs et durables, au service de nos priorités, c'est-à-dire au service des Parisiens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Bernard GAUDILLÈRE.

Cette intervention clôt le débat sur les orientations budgétaires, mais pas le débat sur le budget que nous aurons jusqu'au mois de décembre.

Je vous remercie donc tous.

Nous passons à la 4e Commission, et d'abord à un vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme KUSTER est-elle là ?

M. Jean-François LAMOUR. - On va la chercher.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est une bonne idée.

M. Jean-François LAMOUR. - Nous demandons une suspension de séance, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pour trois minutes. On reprend à 11 heures.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures cinquante-cinq minutes, est reprise à onze heures, sous la présidence de Mme Anne HIDALGO, première adjointe).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous propose de démarrer, après cette suspension de séance.

Vœu relatif aux effectifs des agents verbalisateurs déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 2, qui est relatif aux effectifs des agents verbalisateurs, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Madame KUSTER, vous avez la parole.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

C'est un vœu qui a été particulièrement défendu par notre premier adjoint du 17e arrondissement, Hervé BENESSIANO, qui a en charge entre autres la propreté et qui fait le constat, que nous sommes plusieurs élus à faire, je pense, dans cet hémicycle, de l'état grandissant de saleté dans les rues de Paris et de la nécessité de verbaliser davantage les incivilités que nous constatons de manière récurrente.

De façon à pouvoir mettre en place cette politique de répression pour éradiquer des comportements qui deviennent de plus en plus nombreux, nous souhaiterions dans le 17e arrondissement que le nombre d'agents verbalisateurs soit augmenté. À ce jour, nous n'avons pu bénéficier que de deux équipes supplémentaires de deux agents. De ce fait, nous souhaiterions que les effectifs du C.A.P.P. soient renforcés, et que la D.P.P. collabore de manière plus étroite avec le C.A.P.P.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Pour vous répondre, la parole est à M. DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire du 17e arrondissement, je ne souhaite pas engager une polémique avec vous. J'ai entendu tout à l'heure M. BERTHAULT, je vous entends à l'instant, manifestement l'opposition est en panne d'inspiration et essaie de recycler les vieilles recettes, mais celles-ci ne marchent plus et ce vieux tube a fait son temps. Nous faisons des efforts et nous le faisons tous ensemble dans les arrondissements pour améliorer la situation.

Le premier constat à dresser, mais vous avez eu l'honnêteté de le rappeler, c'est que les effectifs de la brigade locale du C.A.P. P. dans le 17e arrondissement, comme ils l'ont été dans d'autres arrondissements similaires, ont été doublés en 2009 et qu'ils sont à un niveau qui n'avait jamais été atteint tout au long des mandatures précédentes dans lesquelles nous n'étions pas en responsabilité.

D'ailleurs, Hervé BENESSIANO, comme vous-même, avez reconnu en apprécier les effets.

Au-delà, il s'agit de bien organiser les interventions. Depuis la réforme que j'ai portée en 2009, l'orientation, les priorités thématiques et géographiques de la verbalisation sont une compétence partagée avec les mairies d'arrondissement. Et dans le cadre du copilotage de la propreté que nous avons mis en place, il appartient à la mairie du 17e de définir ses priorités thématiques et géographiques.

Par ailleurs, la mairie d'arrondissement peut faire appel à la brigade fonctionnelle du C.A.P.P. en fonction des disponibilités de cette dernière pour renforcer les moyens d'intervention sur les opérations ponctuelles et ciblées.

J'ajoute que la bonne coordination interservices en arrondissement témoigne du management local de l'équipe d'arrondissement.

A la lumière de ces éléments, j'émets donc un avis défavorable à votre vœu. Je reste largement disponible comme toute la D.P.E pour vous accompagner dans la définition des priorités d'intervention et obtenir, parce que beaucoup dépend de cela, un meilleur comportement de l'ensemble des usagers de l'espace public.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup. Une explication de vote du Nouveau Centre puis de l'U.M.P.

Mme Fabienne GASNIER. - Concernant le vœu déposé par mes collègues du 17e du groupe U.M.P., Brigitte KUSTER et Hervé BENESSIANO, pour le renforcement des effectifs des agents verbalisateurs mais par redéploiement, cela apparaît comme une nécessité dans le contexte de la réorganisation des services de la propreté. Nous avions d'ailleurs déposé un vœu en ce sens en octobre 2009, demandant une augmentation du nombre d'agents de verbalisation en fonction des besoins spécifiques de l'arrondissement. Ce vœu avait été refusé, M. DAGNAUD nous ayant répondu que dans le cadre du partenariat de copilotage, les mairies d'arrondissement possédaient les moyens d'agir. La verbalisation et la communication sont en effet leurs seules prérogatives en matière de propreté. Or, leurs capacités d'action en la matière sont très réduites en raison du manque d'effectifs à disposition sur le terrain.

Ainsi, le 17e arrondissement, un des arrondissements les plus vastes, ne dispose pourtant que de quatre agents, 2 effectivement sur le terrain. C'est trop peu. Il faut redéployer les effectifs en faveur des services de la propreté.

Les rues restent sales, les encombrants et dépôts sauvages se multiplient, il faut donc faire un réel effort sur cette politique. Je voterai donc ce vœu.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Explications de vote de l'U.M.P.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Lorsque vous dites, Monsieur DAGNAUD, que c'est un vieux tube qui ne fait plus recette, je pense que vous ne vous promenez pas dans les mêmes rues que nous. A l'heure actuelle, on voit bien l'aggravation de la situation. Il y a des mouvements de grève, mais au-delà de cela, on voit que l'incivisme est grandissant.

Nous avons tous un rôle à jouer. Nous l'entendons bien de cette manière. Vous dites que l'on a doublé les effectifs, nous en avions 2, nous passons à 4 sur une population de 165.000 habitants, on voit la difficulté pour agir de manière efficace.

Nous maintenons ce vœu et sommes désolés de ne pas être plus entendus pour travailler correctement. Car lorsque vous parlez de compétences partagées, de copartenariat, il faut que les moyens soient au rendez-vous.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci pour ce soutien avéré à l'emploi public.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Absentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif aux collectes de déchets alimentaires, verres, papiers déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le vœu n° 3 relatif aux collectes de déchets alimentaires, verres, papiers, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Madame Brigitte KUSTER, vous avez la parole.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Ce vœu, également souhaité par M. Hervé BENESSIANO en raison de ses compétences d'adjoint en charge de la propreté, est relatif aux collectes alimentaires, de verres et papiers.

Le constat a été fait que dans le cadre des collectes alimentaires, papiers et verres, les immeubles dont les syndics ont un gardiennage à demeure sont injustement plus verbalisés que ceux dont les syndics font appel à des sociétés privées.

De ce fait, les sociétés privées s'autorisent souvent à sortir les bacs la veille au soir, tandis que les gardiens d'immeuble sont obligés de se lever tôt pour présenter les leurs sous peine de contravention à la charge personnelle de ces mêmes gardiens.

C'est pourquoi nous proposons qu'au nom de l'équité, les syndics d'immeuble sans gardiennage soient traités de la même façon que ceux ayant un gardien à demeure.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - M. DAGNAUD a la parole.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je m'étonne un peu de ce vœu, parce que je n'en comprends pas bien le fondement. Je lance un appel que je relaierai directement auprès de l'intéressé, notre collègue Hervé BENESSIANO qui participe très activement à la coordination des élus d'arrondissement chargés de la propreté que je réunis très régulièrement pour m'exposer ce qui l'a amené à essayer de vous convaincre l'intérêt de ce vœu.

En effet, les immeubles qui ont recours à des sociétés privées pour présenter des bacs d'ordures ménagères à la collecte municipale sont soumis au respect des mêmes règles que l'ensemble des usagers de la voie publique, et de la même façon, les auteurs matériels des infractions sont verbalisables, qu'ils soient employés d'une société privée ou employés directement par un bailleur.

De la même façon qu'un gardien d'immeuble, un employé de société privée pris sur le fait peut donc tout à fait être sanctionné par une contravention dans l'hypothèse d'une sortie anticipée des bacs.

Je vous confirme par ailleurs qu'une surveillance plus soutenue peut être mise en œuvre à la demande de la mairie d'arrondissement qui, je le rappelle, a compétence pour définir et dégager les priorités thématiques et géographiques, confère ce que j'indiquais à l'instant auprès des équipes du C.A.P.P.

En outre, de façon à sensibiliser les syndics des immeubles concernés, des lettres de rappel à la réglementation sont périodiquement adressées pour les inviter à respecter les horaires en vigueur et la mairie du 17e pourra tout à fait nous accompagner dans ces démarches. Je ne doute pas de la parfaite bonne volonté qu'elle manifestera sur le sujet. Il n'y a pas un traitement différencié entre les sociétés privées et les bailleurs sociaux. Les auteurs de d'infractions sont verbalisables tout autant. Si des manquements sont constatés dans notre arrondissement sur certaines adresses, dans le cadre du copilotage que j'évoquais, il revient à la mairie de signaler ces adresses de façon que des opérations ponctuelles et ciblées puissent être mises en œuvre.

Je vous invite à le faire et à retirer votre vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame KUSTER ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - En l'absence de Hervé BENESSIANO, je préfère le maintenir.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2010, DEVE 71 - Approbation des modalités de lancement et de signature d'un appel d'offres pour les prestations d'entretien de la régénération et des plantations dans le bois de Vincennes (12e).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DEVE 71. Il s'agit du lancement et de la signature d'un appel d'offres pour les prestations d'entretien et de régénération des plantations dans le bois de Vincennes dans le 12e arrondissement.

Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération qui porte sur le recalibrage, hélas à la baisse, de marchés pour la replantation et l'entretien des massifs touchés par la tempête de 1999 dans le bois de Vincennes me donne l'occasion d'intervenir pour évoquer l'investissement que consacre notre Ville à l'entretien de l'un des deux poumons verts de notre Capitale.

Je souhaite, à travers ce projet de délibération, rappeler l'engagement que la Ville de Paris a pris avec la signature de la Charte d'aménagement durable des bois en 2003.

Si des investissements ont été réalisés pour assurer la replantation et l'entretien des massifs forestiers, nous ne pouvons que déplorer une panne sur certains investissements, notamment ceux relatifs à la réalisation de voies forestières.

Ainsi, la transformation en voie forestière de la route de la Croix-Rouge et de la route du Bac est toujours en suspens. Cette opération avait été inscrite au projet de budget d'investissement en 2010, soutenue par Fabienne GIBOUDEAUX et par le groupe des élus Verts.

Hélas, à notre grand regret, cette opération n'a pas été retenue dans le budget.

Nous souhaitons donc savoir si cet aménagement sera inscrit au projet de budget en 2011 et nous espérons vivement un arbitrage favorable, ainsi qu'un soutien de la mairie du 12e arrondissement à ce projet qui améliorera de manière notoire l'environnement du bois aux abords du lac Daumesnil.

Autre motif d'inquiétude, le projet de budget 2011 ne prévoit à ce jour aucun crédit pour l'entretien courant du bois de Vincennes, les crédits acquis à ce jour étant entièrement consommés par la troisième et dernière tranche de la réhabilitation du hall de la Pinède au Parc floral, hall qui, je le rappelle, accueille des manifestations à caractère commercial.

Les élus du groupe "Les Verts" demandent donc que des crédits supplémentaires, et ce sera l'occasion de le rappeler au moment de la discussion budgétaire, soient consacrés à l'entretien courant, à savoir le plan de gestion arboricole, la remise en état du réseau des lacs et rivières ou bien encore la réfection des allés.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

Madame GIBOUDEAUX, pour vous répondre ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Je remercie Christophe NAJDOVSKI pour l'attention particulière et régulière qu'il porte au bois de Vincennes. Effectivement, c'est un des poumons verts importants pour Paris et pour les Parisiens et il est important que nous puissions toujours investir et faire en sorte que l'on gagne de la place pour les personnes, de plus en plus nombreuses, qui fréquentent ce bois : les promeneurs, les sportifs et les familles, qui ont besoin de plus en plus de contacts avec la nature et d'espaces proches de Paris.

Je voudrais rappeler que la fermeture du carrefour de la Patte-d'Oie et de la route Saint-Hubert qui a eu lieu cet été a permis une meilleure accessibilité du bois notamment aux personnes à mobilité réduite. L'association qui s'occupe de l'accès au bois pour les personnes à mobilité réduite dispose de véhicules électriques. Je pense qu'il est important que l'on puisse rendre accessible ce bois et la fermeture des voies à la circulation automobile facilite énormément l'accès du bois à ces personnes à mobilité réduite. Je tenais à le souligner, c'est un point sur lequel il faut encore travailler et encore développer de nombreux projets.

Sur le projet auquel fait référence Christophe NAJDOVSKI, qui est étudié depuis pas mal d'années au sein de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement, la route du Bac, une réunion devrait avoir lieu dans les prochaines semaines pour se caler sur un projet et un budget et permettre de mettre en œuvre ce projet dans la mandature et, j'espère, dès l'année prochaine.

Il a été fait référence à la nécessité d'investir pour l'entretien courant, car si nous n'investissons pas régulièrement, nous aurons dans les prochaines années des travaux encore plus coûteux à réaliser ; ce sera pour la collectivité une charge financière très importante. Je pense que ce serait dans l'esprit du développement durable de faire en sorte que l'on n'ait pas des dépenses très importantes à réaliser faute d'avoir entretenu régulièrement les bois.

Je soutiens donc tout à fait les propos et la position de M. NAJDOVSKI.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame GIBOUDEAUX.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 71.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DEVE 71).

Vœu relatif aux pelouses de l'avenue de Breteuil (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Chers collègues, nous passons à l'examen de vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération. Le vœu n° 4, relatif aux pelouses de l'avenue de Breteuil sur la partie du 15e arrondissement, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Madame POIRAULT-GAUVIN, vous avez la parole.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, sur les pelouses de Breteuil, qui font le charme du quartier Cambronne-Garibaldi dans le 15e arrondissement, les rassemblements de jeunes et de familles sont nombreux. Parfois, ils donnent lieu à des pique-niques qui se déroulent, la plupart du temps, dans de très bonnes conditions.

Malheureusement, les trouble-fêtes font parfois irruption, au détriment des habitants du quartier ; cela génère de nombreuses nuisances, du bruit, des personnes qui sont en état d'ébriété sur la voie publique, des jets de détritus. L'été, les riverains sont tout simplement excédés.

Plusieurs pétitions ont été adressées aux élus, notamment à Philippe GOUJON, le maire du 15e, et les conseils de quartier ont décidé de se mobiliser, de faire des propositions en matière de surveillance pour qu'un gardien soit affecté en journée sur ces pelouses, pour que l'on puisse faire de la prévention auprès des jeunes sur les dangers de l'alcool, et notamment en partenariat avec le lycée Buffon, et un effort en matière de propreté.

Mes chers collègues, je vous demande de soutenir les propositions des conseils de quartier si vous êtes si attachés à la démocratie participative et les propositions des élus du 15e pour que la tranquillité soit retrouvée sur ces pelouses de Breteuil.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mme GIBOUDEAUX a la parole pour vous répondre.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je voudrais, avant de répondre plus particulièrement sur les pelouses de Breteuil, évoquer un principe. Je vois que l'U.M.P.P.A. demande des moyens supplémentaires, puisqu'il s'agit d'avoir un agent d'accueil et de surveillance à plein temps sur les pelouses du 15e arrondissement.

J'espère qu'au niveau national et à tous les niveaux, ils soutiennent les collectivités pour qu'elles aient les moyens de fonctionner et qu'ils soutiennent aussi les créations d'emploi et le maintien de l'emploi dans les collectivités.

Je pense qu'on aura l'occasion d'en reparler, mais il y a quand même parfois des contradictions entre des vœux locaux, des discours que l'on tient au niveau local, et des discours que l'on tient dans d'autres instances.

C'est bien de faire de la démagogie dans son quartier, mais je pense qu'il est important aussi d'avoir le courage politique de défendre l'emploi et l'emploi municipal.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

Pour revenir plus particulièrement sur les pelouses de Breteuil, il y a des passages réguliers des agents d'accueil et de surveillance, mais les faits que vous dénoncez se passent le soir ou la nuit et, comme vous le savez, les agents d'accueil et de surveillance ne travaillent pas le soir et la nuit et l'on observe effectivement, au Champ de Mars et ailleurs, de plus en plus de rassemblements très alcoolisés et assez inquiétants. Je pense que vous avez mobilisé le commissariat du 15e et il est important de continuer à le faire, parce qu'ils ont aussi un rôle à jouer, et aussi mobiliser les équipes de prévention qui travaillent sur place, parce que la question de l'alcool touche effectivement les jeunes et un travail moins de répression et plus de prévention et d'information serait intéressant à développer.

Je laisse mes collègues qui sont en charge de ces délégations prendre aussi des initiatives, c'est tout à fait possible ; cela a été fait dans le 7e arrondissement, où il y a eu, dans le lycée Victor-Duruy, en lien avec la Direction de la Propreté et de l'Eau, des réunions d'information, qui ont été, apparemment, tout à fait intéressantes et qui ont permis d'avancer sur la question du Champ de Mars.

Sur le rappel du règlement, l'utilisation de l'alcool qui est interdit et des panneaux éducatifs sur le respect des lieux, je suis favorable à ce que l'on étudie, sur les pelouses de Breteuil, dans l'alignement du mail, la possibilité de mettre, comme on a fait au Champ de Mars, des panneaux pour rappeler à la fois le règlement et aussi la fragilité et les contraintes de ces espaces verts.

Sur les poubelles, j'ai interrogé les services de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement qui a la charge de récolter les réceptacles de propreté, et il m'a été dit qu'il n'y a pas de saturation, les poubelles ne sont pas remplies, elles sont collectées régulièrement, elles sont vidées chaque matin, y compris le week-end, et sont rarement pleines. On peut le faire, mais il n'est pas justifié de rajouter des poubelles sur ce site.

Voilà ce que je voulais dire.

Avec les informations que j'ai données, je demanderai un retrait de ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame POIRAULT-GAUVIN, retrait du vœu ?

Il y a une explication de vote ? Oui, allez-y.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Madame la Maire, juste quelques mots. Je vois que Mme GIBOUDEAUX n'est pas très éloignée de nos positions.

C'est vrai que la situation s'est très dégradée sur les pelouses de l'avenue de Breteuil et que les riverains vivent dans des conditions de bruit, d'incivilité, de désordre et d'alcoolisation considérable avec beaucoup de nuisances.

Tous les techniciens considèrent qu'il faut un emploi d'agent d'accueil supplémentaire. Je ne pense pas que cela mette en péril les finances de la Ville. Je vous propose simplement de faire des redéploiements en interne.

Vous avez augmenté de près de 10.000 le nombre de fonctionnaires dans cette Ville. On pourra bien trouver un agent d'accueil supplémentaire à affecter dans ce secteur.

Quand vous parlez de la nuit, la nuit, c'est aussi la responsabilité de la Ville dans son domaine public et, normalement, des inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris doivent patrouiller de jour et de nuit dans les parcs, dans les jardins municipaux, dans les équipements publics municipaux pour y assurer l'ordre.

Bien sûr, je ne souhaite pas que l'on se renvoie la balle entre administrations, nous avons adressé des demandes à la Préfecture de police, c'est bien évident.

Quant à la propreté, je vous assure que cela ne va pas du tout. De ce fait, nous demandons vraiment que ce sujet puisse être évoqué de façon concertée avec l'ensemble des services municipaux et bien sûr avec les conseils de quartier et le lycée Buffon.

Nous maintenons le vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Vœu relatif à la projection du film "Water Makes Money" à l'auditorium de l'Hôtel de Ville déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le vœu n° 5 est relatif à la projection du film "Water Makes Money" à l'auditorium de l'Hôtel de Ville. Ce vœu a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Marinette BACHE a la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

En effet, le documentaire "Water Makes Money" dénonce la mainmise sur la distribution de l'eau de multinationales comme Suez ou Veolia et les logiques financières qui, bien souvent, prédominent sur la mission de service public qui leur a été confiée.

Les réalisateurs de ce film et les milieux associatifs qui les soutiennent souhaitent faire prendre conscience des enjeux de la gestion de l'eau, alimenter le débat sur cette ressource à la fois vitale et universelle et organiser ou participer à des projections débats dans les cinémas, les associations et tous les lieux appropriés.

Le jeudi 16 septembre, ce film a été présenté en avant-première au Pavillon de l'Eau et le 24 septembre s'est déroulée une projection débat animée par Anne LE STRAT, Franck PUPUNAT et Marc LAIMÉ.

Depuis le 23 septembre, ce film a été projeté dans plus d'une centaine de salles en France et dans beaucoup d'autres en Europe et aux États-Unis.

Par ce vœu, les élus républicains socialistes apparentés au groupe S.R.G.A. souhaitent que la Ville de Paris continue à utiliser ce film comme vecteur de popularisation de ce débat sur la gestion publique de l'eau.

Nous appelons à ce que ce film soit projeté dans l'Auditorium de la Ville de Paris et soit suivi d'un débat en relation avec la coordination Eau Ile-de-France.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je donne la parole à Mme Anne LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Marinette BACHE, pour votre soutien et votre implication forte et continue sur ce dossier. Nous en avons besoin et je sais que je peux toujours compter sur vous.

Vous avez rappelé qu'il y a eu plusieurs projections de ce film dans différentes collectivités. Nous voyons évidemment avec intérêt, au niveau de l'Exécutif, une possibilité de projection à l'Auditorium.

Nous organiserons ainsi un débat sur un sujet qui, enfin, émerge dans l'espace public. Après des décennies où il était quasiment impossible de parler de mode de gestion et des enjeux liés au service public de l'eau, nous avons maintenant la possibilité d'en débattre.

La réforme mise en place sur Paris a incontestablement et indéniablement suscité vocations, nouveaux engagements et débats sur ce sujet.

Il est vrai que ce documentaire a pour mérite premier d'exister, parce qu'il n'y a malheureusement pas de documentaire, ou très peu, faits par des réalisateurs français. Il y en a tout de même un qui passe ce soir, sans faire de publicité pour France 3, "Villes en eau trouble", que je vous conseille de voir si vous avez envie de vous intéresser à ce sujet.

Nous aurons l'occasion de continuer de débattre sur ce thème avec la projection que j'espère pouvoir organiser relativement rapidement, en fonction de l'agenda de l'Auditorium, pour que nous puissions rester dans la dynamique lancée dans de nombreuses collectivités.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 244).

2010, DUCT 141 - Subvention à l'association "Aurore" (15e). Montant : 12.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DUCT 141. Il s'agit d'une subvention à l'association "Aurore" pour un montant de 12.000 euros.

Je donne la parole à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Une intervention pour souligner la qualité du travail de l'association "Aurore", sur le plan tant du logement que de l'aide aux plus démunis à travers l'action qu'elle mène dans le 18e arrondissement, sur le projet qu'elle a accompagné du Carré des Biffins et dire qu'il est important de soutenir cette association et éventuellement de développer d'autres projets.

Nous avons beaucoup de sujets, que ce soit sur la question du logement ou sur celle des jardins d'insertion, beaucoup d'associations sont impliquées aujourd'hui et impliquées à l'échelle des quartiers. Je trouve cela tout à fait intéressant.

Concernant la question des Biffins, sur Paris nous avons en tout cas d'autres lieux et d'autres projets qui doivent être développés.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole à M. BOUAKKAZ pour vous répondre.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Madame la Maire, mes chers collègues, je me garderai bien de répondre sur la question des Biffins, sinon pour recommander que l'on ne se trompe pas de sujet et que l'on ne fasse pas de mélange inapproprié.

Simplement, l'association "Aurore", en l'espèce, travaille pour faire émerger des projets associatifs, pour rapprocher de notre démocratie les publics les plus éloignés de la participation.

Elle le fait en lien avec des équipes de grands professionnels qui travaillent à la DUCT, en particulier au Carrefour des associations parisiennes, que j'en profite pour saluer chaleureusement.

Elle le fait dans un esprit de toujours plus mixer les publics pour faire en sorte que la démocratie parisienne prenne en compte l'ensemble des citoyens et des problématiques de cette Ville.

C'est pourquoi j'ai tenu à soutenir cette initiative qui réunit plusieurs centaines de militants associatifs tous les ans et qui fait émerger des projets d'association, petites et moyennes, et fait aussi émerger de futurs créateurs d'association.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Il s'agit de l'association "Aurore". Nous sommes un certain nombre d'élus à être membres de son Conseil d'administration. C'est une très belle association.

J'invite les membres du Conseil d'administration à ne pas prendre part au vote, comme je vais le faire moi-même.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 141.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DUCT 141).

Je vous remercie.

2010, DPP 25 - Signature d'une convention de partenariat avec Paris Habitat OPH pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux . Montant : 4.262.640 euros.
2010, DPP 26 - Signature d'une convention de partenariat avec ICF La Sablière pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 146.408 euros.
2010, DPP 27 - Signature d'une convention de partenariat avec la RIVP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 972.730 euros.
2010, DPP 28 - Signature d'une convention de partenariat avec SAGECO pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 73.963 euros.
2010, DPP 29 - Signature d'une convention de partenariat avec la SIEMP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 133.499 euros.
2010, DPP 30 - Signature d'une convention de partenariat avec Immobilière 3F pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 178.120 euros.
2010, DPP 31 - Signature d'une convention de partenariat avec Logement francilien pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 132.640 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je propose d'examiner conjointement les projets de délibération DPP 25 à DPP 31. Il s'agit de projets relatifs à la signature de conventions de partenariat avec des bailleurs, pour l'attribution de subvention dans le cadre de la surveillance des logements sociaux.

Je donne la parole à M. Gilles ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Madame la Maire, mes chers collègues, nos concitoyens, qui vivent dans le patrimoine de l'habitat social, nous le savons, expriment régulièrement une attente forte en termes de tranquillité et de sécurité.

De quoi nous parlent-il ? D'abord des nuisances de voisinage comme le bruit, les dégradations des parties communes qui peuvent aboutir à priver les habitants de tours de 15 étages d'ascenseur pendant des jours et des jours mais aussi du problème récurrent et jamais résolu des occupations des halls d'immeuble par des groupes qui gênent les locataires quand ils ne les intimident pas.

Un cran au-dessus, dans certains ensembles sociaux, on déplore le trafic de stupéfiants, avec tout ce que cela représente en termes de conséquences. Je pense d'abord aux règlements de comptes entre bandes de dealers rivales, qui peuvent aller jusqu'à utiliser des armes à feu. Enfin, il y a aussi les découvertes d'armes dans ces mêmes quartiers qui traumatisent les habitants, ce que l'on peut comprendre.

La démarche que la Ville de Paris a lancée en 2004 de mutualiser les moyens de surveillance et d'interventions dans les logements sociaux prioritaires, à travers le G.P.I.S., demeure à ce jour la bonne.

Six nouveaux bailleurs sociaux ont rejoint cette année le groupement. La question va donc, à mon avis, se poser en 2011 des moyens dévolus au G.P.I.S. pour couvrir les nouveaux ensembles, aussi bien en termes de personnels, de véhicules que de commandement. Le G.P.I.S. pourra-t-il fonctionner avec une seule base dans le 17e arrondissement pour tout Paris ? Il faudra s'interroger.

Pour ce qui est de l'actualité, on peut observer que les résidents prennent de plus en plus le réflexe de solliciter le groupement, en appelant le numéro de téléphone dédié. Mais 99 agents du G.P.I.S. ont été victimes d'agressions verbales ou physiques pour les neuf premiers mois de l'année sur un total de 182 agents. Ceci est inadmissible.

Hélas, ce fait témoigne que les personnels du G.P.I.S., par leur présence sur le terrain ou leurs interventions, gênent les délinquants dans leurs trafics qui s'en prennent à eux. Il est donc indispensable que le G.P.I.S. puisse poursuivre son travail de surveillance et qu'il continue, comme il le fait d'ailleurs très bien, à le faire en contact étroit et complémentaire avec la police nationale.

Mais le G.P.I.S. ne peut pas tout faire à lui tout seul. D'abord, 437 sites couverts, c'est plus de 67.000 logements, c'est une population de 170.000 Parisiens qui bénéficient de ce service, ce sont 10 arrondissements concernés.

Face au durcissement de la délinquance, c'est de la police nationale dont les Parisiens ont d'abord besoin. Sur les huit premiers mois de l'année, la délinquance dans la capitale progressait de 1,2 %, alors qu'elle recule dans le reste de l'agglomération. Les atteintes aux personnes augmentent frénétiquement : + 9 %. Les faits sont là.

Alors qu'il faudrait à la police plus de personnels, plus de moyens, la R.G.P.P. qui la frappe en diminue le nombre. Et ce ne sont pas les annonces coups de poing du Gouvernement, l'improvisation constante, la rhétorique "un fait divers, une loi", la cohorte de lois répressives et spectaculaires qui répondent à ce constat.

Dans notre pays, mes chers collègues, et à Paris, l'insécurité progresse. Pour sa part, la Ville doit prendre ses responsabilités en assurant la sécurité des locataires parisiens dans les ensembles sociaux les plus prioritaires.

Aussi, je me réjouis qu'elle le fasse en accordant ce soutien financier de 4,2 millions d'euros au G.P.I.S.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Monsieur ALAYRAC, pour cette intervention.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Nous partageons pas mal de préoccupations, comme je viens de l'entendre, avec M. ALAYRAC, sauf que j'ai trouvé sa conclusion un peu à côté de la plaque, d'autant plus que jamais la Préfecture de police n'a bénéficié d'autant de moyens, notamment en effectifs, et même au-delà de l'effectif de référence habituel, de la Préfecture de police. On ne peut pas dire tout le temps n'importe quoi sur ce sujet de la sécurité.

Je voudrais surtout m'attacher au projet de délibération qui nous concerne, puisque la mairie centrale a décidé en 2003 de changer profondément la nature du dispositif, que d'ailleurs j'avais mis en place sous la troisième mandature de Jacques CHIRAC.

Si je ne critique pas la modification qui avait été alors opérée, je conteste en revanche que, sous couvert de raisonnement juridique, vous ayez en réalité amoindri l'ancien dispositif. M. ALAYRAC est rapidement passé là-dessus.

Auparavant, la Ville de Paris participait à hauteur de 11 millions d'euros à un dispositif de surveillance, dont bénéficiait une soixantaine de milliers de logements sociaux, 24 heures sur 24 et 365 jours par an, dans les ensembles immobiliers sociaux de tous les arrondissements qui le nécessitaient, et pas seulement en zone "politique de la ville".

Aujourd'hui, l'enveloppe consentie par la Ville a été réduite de 11 à 5,9 millions d'euros. Les patrouilles diurnes ont été supprimées au profit de la seule plage horaire 18 heures - 5 heures du matin. Est-ce que cela se justifie par une diminution des besoins en surveillance ? Je ne crois pas. Je souhaiterais, pour ma part, que l'on allonge les plages horaires d'horaires de surveillance.

Si vous avez augmenté le nombre de logements surveillés, puisque M. ALAYRAC vous a parlé de 67.000 logements en 2010, la surveillance est forcément moindre puisque les moyens correspondants n'ont pas suivi.

La subvention a été divisée par deux. L'enveloppe n'a pas varié depuis quatre ans. Je pense qu'il est temps d'augmenter la participation financière, ou alors il faudra demander un effort supplémentaire aux bailleurs sociaux. Il n'y a pas d'autre choix.

Cette adaptation des moyens aux besoins est d'autant plus indispensable qu'il faut implanter - là je rejoins parfaitement M. ALAYRAC - une base supplémentaire dans le Sud-ouest parisien pour permettre aux agents du groupement d'intervenir directement dans le 14e et le 15e arrondissement, au lieu de venir du 17e arrondissement et de perdre des heures précieuses de surveillance dans les embouteillages.

J'en profite pour adresser une demande plus que légitime, me semble-t-il : l'affectation de patrouilles dans le quartier Dupleix, où chacun se souvient du drame qui a causé la mort de Demba Touré. Il est incompréhensible que le G.P.I.S. n'intervienne pas sur ce site.

Concernant le suivi et le pilotage du système, une évolution est perceptible, les élus de l'arrondissement concerné reçoivent désormais les statistiques d'activité mensuelle. Mais il manque toujours des renseignements : la liste exhaustive par arrondissements des immeubles, le nombre d'agents qui y sont affectés.

Nous avions proposé aussi d'associer les associations de locataires, et même pourquoi pas les représentants de l'opposition au comité technique.

Nous attendons un bilan du dispositif pour permettre de voir s'il y a lieu de le modifier, en fonction du renouvellement des conventions.

Depuis trois ans, de surcroît, je demande que les moyens du G.P.I.S. soient renforcés afin d'étendre ses horaires d'intervention et son périmètre d'action à la totalité des ensembles immobiliers sociaux qui le nécessitent.

Depuis trois ans, je demande que les inspecteurs de sécurité de la Ville participent à ce dispositif de surveillance, comme le permet la loi relative à la prévention de la délinquance, à la suite d'ailleurs de l'adoption d'un amendement en ce sens que j'avais déposé au Sénat.

Où en est-on, alors que faute d'effectifs suffisants, le G.P.I.S. est obligé de sous-traiter même certaines missions à des sociétés privées ? Ce qui revient à rétablir en réalité le système antérieur, sans le dire.

Les agents du G.P.I.S. accomplissent un travail difficile, que je salue, travail non dénué de risques…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous demanderai vraiment de conclure, parce que même si je vous ai laissé plus de temps, c'est là vraiment beaucoup plus.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Madame la Maire, je me suis inscrit sur les six projets de délibération, donc je peux.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Pardon ! D'accord, allez-y.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Soit je parle cinq minutes sur les six projets de délibération, soit vous me laissez une minute pour terminer.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Allez-y. Tout à fait.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci de votre obligeance.

Surtout que j'étais en train de dire que les agents du G.P.I.S. faisaient du bon travail, alors c'est dommage de m'interrompre à ce moment-là.

D'ailleurs, M. ALAYRAC a parlé d'une centaine de blessés, ce qui justifie qu'ils puissent désormais se protéger aux moyens d'un tonfa, comme le leur permet l'amendement que j'ai fait aussi adopter dans la loi sur les bandes. D'ailleurs, la Gauche ne s'est pas opposée à cet amendement.

L'efficacité de leur action serait enfin renforcée si les bailleurs sociaux - ce sera mon dernier mot - installaient la vidéoprotection dans les espaces publics. Les images pourraient être transmises directement à la police, grâce à l'adoption prochaine de la LOPSI 2.

Pour terminer, si vous recherchez véritablement, comme nous et je crois que c'est le cas, l'amélioration de la sécurité des locataires de ces ensembles sociaux, c'est-à-dire de ceux qui en ont le plus besoin, vous devez, me semble-t-il, vous saisir d'urgence des nouvelles possibilités juridiques que vous donnent les nouvelles lois adoptées par la majorité et le Gouvernement.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. Georges SARRE pour vous répondre.

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Madame le Maire, chers collègues.

Le financement du Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (G.P.I.S.) est l'un des éléments forts de notre action municipale en matière de sécurité. Il témoigne de notre effort constant pour ce qui constitue pour nous une priorité : la sécurité des Parisiens en général, et la tranquillité des locataires des ensembles sociaux en particulier.

Cette année encore, l'enveloppe globale de la subvention annuelle de la Ville de Paris est de 5,9 millions d'euros. Une somme rondelette, répartie entre sept bailleurs membres du G.P.I.S., au prorata des logements surveillés.

M. ALAYRAC a rappelé avec raison que de nouveaux bailleurs ont rejoint le dispositif et demandent à être subventionnés comme les précédents. J'y suis favorable mais nous ne pouvons pas aujourd'hui préjuger du budget 2011, même si j'ai d'ores et déjà l'assurance que les subventions de la Ville de Paris pour ce dispositif seront, quoi qu'il en soit, en hausse en 2011.

Nous nous félicitons du travail utile et efficace que le G.P.I.S. fournit en procédant à des rondes, des intervention, des évictions et des fouilles du patrimoine dans environ 70.600 logements répartis dans dix arrondissements, patrimoine surveillé qui augmente. Son rayon d'action se développe donc d'année en année. Beaucoup d'entre nous le souhaitent en raison du professionnalisme de ses 220 agents et du discernement avec lequel ils interviennent dans un contexte où ils prennent de plus en plus de risques.

Je tiens à préciser que, depuis le début de l'année, 99 agents ont été blessés ou victimes de menaces et d'agressions verbales. Au 30 septembre 2010, le nombre de blessés a d'ores et déjà dépassé le niveau de l'année 2009.

Vous le constatez, face à des situations de plus en plus risquées, qui me préoccupent, l'armement de bâtons de défense est nécessaire et utile. Je le dis solennellement : je regrette que nous attendions encore aujourd'hui le décret du Gouvernement qui permettra aux agents de se défendre, le cas échéant, et de travailler dans un climat plus sûr, plus serein.

Une fois de plus, la Droite est dans l'affichage, les effets d'annonce et la communication. Une loi est votée et le texte d'application n'est pas pris, au préjudice quotidien des agents de terrain.

Comme vous le savez, le G.P.I.S. est apprécié des Parisiens, et ceci, d'autant plus qu'ils interviennent systématiquement sur appel des locataires dans des délais tout à fait raisonnables. Le temps moyen d'intervention, notez-le, est d'une demi-heure. La police fait mieux pour ce qu'elle estime urgent mais pas pour les conflits de voisinage. Tout le monde en a conscience. L'ensemble des Parisiens bénéficient d'une amélioration de la sécurité lorsque le G.P.I.S., grâce à ses fouilles notamment, découvre des quantités de drogue et des armes à feu. Son activité complète celle de la Préfecture de Paris qui, j'ose le dire, est satisfaite de la coordination qui s'opère avec ses fonctionnaires.

Il ne faut évidemment pas, pour autant, tomber dans une logique de vases communicants qui consisterait à faire faire par le G.P.I.S. le travail de la police nationale. La Ville de Paris agit avec force et constance. L'Etat doit lui aussi maintenir et renforcer son action dans un domaine qui relève d'abord de sa mission régalienne.

Mes chers collègues, Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Georges SARRE, de cette réponse.

Nous allons procéder au vote des différents projets de délibération.

Tout d'abord, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 25.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 25).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 26.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 26).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 27.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 27).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 28.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 28).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 29.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 29).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 30.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 30).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 31.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DPP 31).

Vœu demandant le renforcement des moyens des services de police déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen d'un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération. Il s'agit du vœu n° 6 demandant le renforcement des moyens des services de police. Ce vœu a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je donne la parole à M. Pierre AIDENBAUM.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Monsieur le Maire, vous le savez, le 3e arrondissement a été confronté à une série d'incendies de deux-roues entre le 30 septembre et le 10 octobre.

Le 30 septembre, une quinzaine de scooters ont été incendiés dans la rue des Coutures-Saint-Gervais et la rue Pastourelle, provoquant d'importants dégâts sur les façades. Dans la nuit du 9 au 10 octobre, un incendie a ravagé plusieurs motos, une quinzaine, et des scooters rue du Perche, endommageant sévèrement la façade d'un immeuble ainsi que deux magasins. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, huit scooters et un véhicule de tourisme ont été la cible d'un incendie rue Portefoin, causant un sinistre important sur la façade de l'immeuble abritant la bibliothèque municipale Marguerite Audoux.

Nous constatons que ces incidents se sont succédé quelques jours et l'objet de ce vœu est de demander, comme je l'ai fait de vive voix au Préfet de police, de bien vouloir renforcer les moyens et mettre des moyens supplémentaires pour identifier naturellement les auteurs mais aussi pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas.

Cela a déjà été dit, nous constatons une diminution des agents, vous le savez, dans les commissariats, notamment dans le commissariat du 3e arrondissement où c'est une quinzaine d'agents, semble-t-il, que nous avons en moins depuis deux ans.

Vous savez aussi, M. le Représentant du Préfet est là, que j'ai été très surpris de savoir que certaines des victimes de ces incendies de moto ont été éconduites quand elles sont venues pour déposer plainte au commissariat du 3e arrondissement, où on a refusé de prendre leur plainte pour les renvoyer le lendemain dans le commissariat du 19e arrondissement. Je ne sais pas pourquoi.

Donc, ce que je demande, c'est un renforcement. Vous avez supprimé petit à petit la police de proximité - on en a souvent parlé ici, il n'y a plus d'agents sur la voie publique - pour les remplacer dans quelque temps par des caméras. Je ne suis pas contre les caméras, encore faut-il savoir où on les installe.

Mais voilà, ce vœu a pour but de demander un renforcement significatif des agents de police dans le 3e arrondissement.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Pierre AIDENBAUM.

Je donne la parole à M. Renaud VEDEL qui représente le Préfet de police, puis à Georges SARRE.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

Monsieur le Maire, la série de quatre incendies, d'origine vraisemblablement criminelle, suscite une forte émotion chez les riverains du Haut-Marais et la Préfecture de police comprend parfaitement leur inquiétude.

Je souhaite donc leur garantir que tous les moyens policiers pertinents sont mis en œuvre : exploitation de tous les témoignages recueillis, mise en jeu de la police technique et scientifique, et, bien entendu, renforcement de la surveillance du secteur. En dehors des effectifs du 3e arrondissement, totalement mobilisés sur l'objectif, à commencer par la B.A.C., des renfort des compagnies parisiennes d'intervention et de la B.A.C. de nuit d'agglomération, puisque c'est la nuit qui est la période la plus sensible, en civil comme en uniforme, sont activés.

Sans minimiser la gravité des faits dans le 3e, je pense important de rappeler qu'à Paris, le nombre de véhicules incendiés dans la Capitale depuis le début de l'année est en baisse de 13 %, donc il n'y a pas d'explosion, comme le disait tout à l'heure M. ALAYRAC.

En outre, chose notable, en deux ans à Paris, c'est la troisième série d'incendies de véhicule importante. Je voudrais dire que les deux précédentes ont été résolues.

Il y avait celle du 15e arrondissement, il y a un an et demi, dans lequel plusieurs véhicules utilitaires avaient été incendiés de manière séquencée. Là, c'était une dame âgée, qui avait des problèmes psychiatriques, qui avait été à l'origine de ces faits.

Plus récemment, en juillet, notamment dans le 20e arrondissement, 30 deux-roues et 8 véhicules avaient été détruits en 9 incendies successifs. Là encore, la police a interpellé l'auteur qui, lui, était un délinquant multirécidiviste.

S'agissant des effectifs, avec 210 fonctionnaires pour 35.000 habitants, non compris les 63 A.S.P., l'arrondissement qui reste l'un des plus sûrs de la Capitale n'est nullement défavorisé, ni au regard des autres arrondissements ni en comparaison des autres circonscriptions de police de la région parisienne et le rapport de la Cour des comptes en cours à la Préfecture de police le démontrera.

Il bénéficie aussi de l'action des services transversaux.

Cette même Assemblée avait, l'an dernier adopté un vœu relatif à la situation du secteur de la place Bernard Lazare sur votre proposition.

Je souhaite donc informer cette Assemblée que le S.I.T., cette unité transversale parisienne, vient d'interpeller et de mettre à la disposition de la justice huit mineurs ou jeunes majeurs qui fréquentaient ce groupe perturbateur sur le site. Par recoupements et après une enquête de plusieurs mois, dans laquelle la vidéo a été déterminante, les policiers ont établi qu'ils étaient impliqués dans une série de vols avec violence commis dans différentes stations de métro de la Capitale. Sur ce site, les policiers patrouillaient de manière répétée, multipliaient les évictions et les contrôles d'identité pour tapage ou nuisances et ils avaient diligenté plusieurs procédures pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Mais, sans un travail policier transversal à l'échelle de la Capitale, ce groupe n'aurait peut-être pas été mis en cause pour ses méfaits les plus graves et la Justice a décidé cinq placements en détention provisoire et trois contrôles judiciaires.

Depuis vendredi, deux mineurs de votre arrondissement dorment en prison. Mais à 16 ou 17 ans, on n'a pas vocation à rester incarcéré. C'est donc dès aujourd'hui qu'il convient de préparer de manière partenariale leur retour dans le quartier, pour eux-mêmes, pour les riverains mais aussi pour leurs camarades.

Si l'encadrement de ces deux mineurs relèvera désormais des services du Ministère de la Justice, il est particulièrement souhaitable d'engager un véritable suivi partenarial des autres membres du groupe de la place Bernard-Lazare, le seul recensé à ce jour dans votre arrondissement.

Prévu par le contrat de sécurité de l'arrondissement, cette disposition n'est, malheureusement, toujours pas concrètement mise en œuvre.

Enfin, par rapport au travail des policiers sur la voie publique, si, en huit ans, le taux d'élucidation des crimes et délits enregistrés dans votre arrondissement est passé de 13 à 31 %, c'est bien qu'ils sont sur la voie publique, mais à quoi cela servirait-il d'affecter toujours plus de policiers si l'on ne tire pas aussi les conséquences nécessaires en matière de prolongements sociaux, éducatifs, sportifs ou culturels.

Les policiers sont prêts à participer à ce travail de prévention.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur Georges SARRE, vous avez la parole.

M. Georges SARRE, adjoint. - Madame le Maire, chers collègues, je ne peux que m'associer à ce vœu du maire du 3e arrondissement, M. Pierre AIDENBAUM, qui a le mérite d'attirer notre attention sur la survenance de plusieurs incendies de scooters dans un court laps de temps.

S'agit-il d'un phénomène sériel ? A voir.

La multiplication de ces actes a appelé mon attention, comme celle des élus du 3e arrondissement. Je souligne d'ailleurs que des faits similaires se sont produits depuis le printemps dernier, écoutez bien, dans le 10e, le 11e, le 17e, le 18e et le 20e arrondissement, et que l'effectif municipal a d'ores et déjà demandé à M. le Préfet de police de bien vouloir nous tenir informés des résultats des enquêtes diligentées.

Bien sûr, je reste extrêmement vigilant et soucieux de la sécurité de nos citoyens, la sécurité de leur personne et celle de leurs biens, qu'ils viennent dans le 3e arrondissement ou dans les 19 autres arrondissements bien sûr.

Nous sommes donc demandeurs de moyens policiers suffisants, notamment de policiers de proximité sur l'ensemble du territoire parisien.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous.

J'ai une demande d'explication de vote de Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Merci.

Pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous comprenons bien qu'il s'agit d'un vœu qui avait été d'abord débattu et adopté en arrondissement, donc je pense que c'est pour cela qu'il y a la référence au Centre de Paris, mais il va sans dire que le droit à la sûreté et à la sécurité pour tous est valable sur l'ensemble de la Capitale.

Nous voterons pour ce vœu, même si, par contre, nous ne nous retrouvons pas dans les propos oraux relatifs à la vidéosurveillance. Le problème, aujourd'hui, dans les différents quartiers, face aux problèmes de délinquance, est bien celui d'avoir des moyens physiques, humains, des forces de police pour pouvoir intervenir.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 245).

2010, DPVI 142 - Subventions à 7 associations mettant en oeuvre des projets visant à la participation et à la mobilisation des habitants dans les quartiers "politique de la ville". Montant total : 22.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DPVI 142. Il s'agit des subventions accordées à sept associations qui mettent en œuvre des projets visant à la participation et à la mobilisation des habitants dans les quartiers "politique de la ville" pour un montant de 22.000 euros.

Madame Frédérique PIGEON, vous avez la parole.

Mme Frédérique PIGEON. - Merci, Madame la Maire.

Alors que certains parient sur l'essoufflement citoyen au niveau national, la Ville de Paris crée une nouvelle ligne budgétaire entièrement dédiée à la participation des Parisiens, habitant dans les quartiers populaires et connaissant d'importants renouvellements urbains : ateliers urbains, journaux locaux, journal audiovisuel annuel, structures d'expositions et d'échanges itinérantes, blogs concernant la vie du quartier et les projets des habitants dans les 17, 18, 19, 20.

Après l'exigence d'information, de consultation et de concertation de la Ville de Paris, la délégation à la politique de la ville et son adjointe au maire, Gisèle STIEVENARD, s'engage encore plus auprès des habitants.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame PIGEON.

Mme STIEVENARD a la parole pour vous répondre.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Madame la Maire.

Je remercie Frédérique PIGEON de mettre en valeur cet aspect essentiel de la politique de la ville qui consiste à impliquer les habitants pour favoriser la création de lien et le bien vivre dans les quartiers populaires.

C'est encore plus pertinent dans les sites qui connaissent des opérations de transformation urbaine de grande envergure. Les habitants doivent être pleinement partie prenante de l'évolution en profondeur de leur quartier, d'où la création de cette nouvelle ligne budgétaire au demeurant modeste, dédiée à la participation des habitants.

Elle va permettre, en 2010, de financer des projets portés par sept associations dans plusieurs arrondissements, dont le 18e, bien sûr, mais également les 17e, 19e et 20e arrondissements.

Merci à vous de mettre en relief ces initiatives nouvelles au service des habitants de nos quartiers.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame STIEVENARD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 142 avec l'enthousiasme de Pascal CHERKI.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPVI 142).

2010, DPVI 165 - Subvention à la Régie de Quartier du 14e Flora Tristan. Montant : 10.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DPVI 165. Il s'agit d'une subvention à la régie de quartier du 14e, la régie Flora Tristan, pour un montant de 10.000 euros.

Je donne la parole à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Madame la Maire.

Si nous reconnaissons tous le travail efficace et original des régies de quartier, notamment dans les quartiers populaires de Paris - elles sont au nombre de 11 et la première a vu le jour en 1998 -, cependant, ces structures associatives regroupent les collectivités locales, les bailleurs sociaux, les associations locales, les entreprises et les habitants pour intervenir collectivement dans la vie des quartiers parisiens.

Je me fais ici le relais de certains élus du 14e qui s'interrogent sur la pertinence de la création d'une Bricothèque au sein de la régie du quartier Flora Tristan, structure publique importante du sud du 14e arrondissement qui irrigue socialement les environs de la porte Didot.

Prêter des outils aux habitants du quartier afin de faciliter la pratique du bricolage peut sembler une bonne idée, mais elle suscite des interrogations chez certains de nos collègues élus d'arrondissement et aussi parmi les commerçants.

Est-ce vraiment le rôle d'une régie de quartier de prêter des outils ? N'y a-t-il pas là un risque d'encourager aussi le travail au noir ? La nécessité de passer par le biais d'une association n'est pas, pour nous, une garantie suffisante à nos yeux.

La lecture du règlement de prêt montre que les habitants sont clairement invités à passer par le biais d'une association qui pourrait être une association alibi. Cette dernière engage sa responsabilité quant à la restitution des outils, mais pas quant à son utilisation à des fins associatives. C'est donc un peu facile.

Si ce type de prêt simplifie, c'est vrai, la vie des associations, c'est parfait, mais s'il parasite les petites entreprises, c'est un peu plus inquiétant.

Oui, Madame le Maire, nous sommes donc inquiets sur les dérives possibles d'une telle structure. Merci donc de bien vouloir nous rassurer sur ce sujet, de rester vigilant, afin que cette bonne idée ne parasite pas les entreprises.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - A titre de précision, c'est un élu, pas certains, celui du groupe Centre et Indépendants, un estimé collègue d'ailleurs. Les élus de l'U.M.P.P.A. n'étant pas présents au Conseil d'arrondissement ce jour-là, il y a qu'un seul élu qui ait exprimé des réserves.

Deuxième élément, l'argument principal était : est-ce que cela va entraîner de la concurrence déloyale pour les commerçants ? Ce à quoi je lui ai répondu : à ce moment-là, pourquoi faire des ludothèques, puisqu'on pourrait considérer que cela fait des concurrences déloyales aux marchands de jouets ? Le débat, après, s'est nettement apaisé en Conseil d'arrondissement.

C'est tout ce que je voulais dire.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme Gisèle STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Je partage ce qui vient d'être dit à l'instant par Pascal CHERKI et je remercie Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS d'avoir rendu hommage aux régies de quartier. Vous savez qu'elles sont activement soutenues par Seybah DAGOMA au titre de l'économie sociale et solidaire et la DPVI intervient en complément pour des actions de lien social et de contact entre acteurs locaux et habitants.

C'est donc un volet complémentaire à la mission d'insertion par l'activité économique qui mobilise une enveloppe de 105.000 euros.

La régie de quartier du 14e marche bien. Elle emploie environ 80 personnes, ce qui mérite d'être souligné, avec un développement économique très rapide, des marchés obtenus auprès de la Ville, D.P.E. et D.E.V.E., et des bailleurs sociaux, I.C.F., La Sablière et R.I.V.P. Elle a bénéficié en 2009 d'un nouveau local.

Ce projet de bricothèque correspond à une demande exprimée par les habitants, il ne s'agit pas du tout d'encourager le travail au noir mais certains peuvent bricoler chez eux pour des petites interventions, et je pense que le volume d'activité restera très raisonnable pour ne pas en effet gêner les commerçants.

J'entends bien votre argument mais il est vrai que certaines personnes sont embarrassées quand elles doivent effectuer de petites interventions qui n'intéressent pas forcément les professionnels, qui parfois, je le dis, mettent aussi beaucoup de temps avant d'intervenir lorsqu'ils sont sollicités. Nous veillerons donc à ce qu'il n'y ait pas de concurrence déloyale, mais là où les bricothèques existent déjà, nous n'avons pas eu de protestation de la part des commerçants.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame STIEVENARD.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 165.

Qui est pour ?

Conte ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DPVI 165).

Vœu relatif à l'application de l'accord de juin dernier concernant les travailleurs sans-papiers en grève déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.
Vœu relatif au soutien des travailleurs sans-papiers occupant la CNHI déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés .
Vœu relatif au soutien des travailleurs sans-papiers occupant la CNHI déposé par le groupe "Les Verts".
Vœu relatif à la régularisation des travailleurs sans papiers déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.
Vœu relatif à la situation des grévistes sans-papiers de la Porte des Lilas déposé par le groupe "Les Verts".
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à la 6e Commission et nous examinons des vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération. En accord, je crois, avec les présidents de groupe, ces vœux seront examinées conjointement. Il s'agit des vœux n° 7, 8, 9, 10, 11, et 11 bis relatifs aux travailleurs sans papiers.

Les vœux 7 et 8 ont été déposés par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ; les vœux 9 et 11 par le groupe "Les Verts" ; le vœu 10 par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et enfin, le 11 bis par l'Exécutif.

Je donne tout d'abord la parole à M. Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - J'ai vu l'excellent vœu que propose l'Exécutif, du coup je vais retirer le mien. Non seulement il prend en compte la revendication qui est liée à la pression que l'on va mettre sur François FILLON pour qu'il tienne ses engagements, mais qui plus est, il fait référence à l'actualité et à ce qu'il se passe en matière d'immigration.

Je m'efface donc humblement devant l'excellent vœu présenté par Pascale BOISTARD.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur BOUTAULT ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Tous les élus de la majorité, je m'en réjouis, sont mobilisés derrière et avec les travailleurs sans papiers qui occupent depuis le 7 octobre la Cité nationale de l'immigration.

Vous savez que cette occupation fait suite à l'accord qui n'a pas été tenu par la Préfecture de régulariser et notamment de donner des autorisations de séjour provisoire aux salariés qui occupaient la place de la Bastille devant l'Opéra au mois de juin. C'est pour protester contre cette absence de concrétisation des engagements pris par les pouvoirs publics que la Cité de l'immigration est actuellement occupée et nous défendons ces salariés qui contribuent à la richesse nationale. Vous savez que près de 4 % de notre richesse nationale serait due aux travailleurs sans papiers aujourd'hui en France. Ce sont des personnes qui payent des impôts, qui cotisent, et qui pourtant n'ont pas de droits et nous sommes tous concernés, tous les Français se sentent de plus en plus concernés, puisque 68 % des Français souhaitent - l'opinion publique a donc une approche favorable de cette question - que ces salariés puissent être régularisés et vivre dignement sur notre sol.

J'ai déposé également un autre vœu que je propose de défendre dans la même intervention, si vous le permettez, qui concerne la porte des Lilas, puisque depuis un an… Je reprendrai la parole après ?

Mme Anne HIDALGO, première ajointe, président. - Tout à fait.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Parce que le vœu de l'Exécutif tient compte de l'occupation de la porte des Lilas, et comme le vœu de l'Exécutif me convient en réponse à mes deux vœux, je voulais le défendre sur la même intervention.

Donc, sur la porte des Lilas, les salariés occupaient depuis plus d'un an le chantier du tramway sans entraver la bonne marche des travaux.

Un accord a été trouvé à la Préfecture de police pour que le piquet de grève soit levé, et en conséquence que les dossiers soient étudiés avec une attention particulière, et que des autorisations provisoires de séjour soient accordées.

Il s'agit de faire preuve de vigilance à côté des soutiens associatifs et syndicaux pour que nous nous assurions que les promesses de l'État soient tenues afin qu'on ne se retrouve pas dans les mêmes configurations qu'avec les travailleurs qui occupaient la place de la Bastille et sont maintenant à la Cité de l'histoire de l'immigration.

Je vous remercie pour votre attention et je précise que le vœu de l'Exécutif présenté par Pascale BOISTARD me convenant, je retirerai les deux vœux présentés par le groupe "Les Verts".

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous.

Je donne la parole à Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, ce mouvement, qui a tout de même déjà connu huit mois de grève et plusieurs semaines d'occupation des marches de la Bastille, et depuis quelques semaines l'occupation du musée de l'Immigration, est en train peut-être de gagner.

Nous sommes vraiment à une phase historique, et c'est pourquoi au niveau du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous retirons notre vœu au profit de celui de l'Exécutif. Il est vraiment nécessaire que notre Assemblée, de manière la plus unanime je l'espère, exige du Gouvernement qu'enfin il traduise par écrit ses engagements notamment ceux qu'il avait pris auprès du mouvement et de ses représentants à la Bastille et qu'il vient à nouveau de prendre auprès des représentants du groupe des Onze qui ont été reçus à plusieurs reprises en négociation et qu'enfin l'ensemble des grévistes de ce mouvement puissent être bénéficiaires de récépissé avec autorisation de travail afin que leurs dossiers soient étudiés.

Je voudrais juste rappeler également que notre Assemblée a pris l'engagement au Conseil de juin dernier, d'aider financièrement ce mouvement par l'intermédiaire des associations qui le soutiennent ; même si cela ne fait pas partie du vœu de l'Exécutif, je souhaite que symboliquement, nous réaffirmions tous notre attachement à traduire concrètement ce soutien dans les faits.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous.

Je donne la parole à Mme Pascale BOISTARD.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Tout d'abord permettez-moi de remercier l'ensemble de celles et ceux qui viennent de s'exprimer par leurs vœux, sur une situation humaine inacceptable, celle du sort réservé aux travailleurs sans papiers dans notre pays.

Je tiens pour cela à remercier particulièrement Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement et sa majorité ; Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement et sa majorité ; le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche ainsi que le groupe "Les Verts" et Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement de Paris.

Depuis plus d'un an, plusieurs milliers de travailleurs sans papiers sont en grève. Ces travailleurs réclament que leurs droits soient reconnus par une circulaire s'appliquant de manière identique sur l'ensemble du territoire et comportant des critères de régularisation clairs et objectifs.

En juin dernier, M. BESSON, à l'issue de longues négociations avec syndicats, associations et représentants de ces travailleurs, s'était engagé sur cette demande ainsi que sur la délivrance pour les 6.804 grévistes recensés, de droit de séjour et de travail en France dans l'attente du dépôt de leur dossier et ce, dans un délai n'excédant pas le 30 septembre 2010.

Je rappelle que ces travailleurs sans papiers participent dans leur grande majorité à la solidarité nationale, par leurs cotisations sociales et leurs impôts et font preuve d'intégration.

Or, les engagements de M. BESSON n'ont pas été tenus. A Paris, ce sont 1.806 premiers dossiers qui ont été déposés dont seulement 58 ont obtenu une autorisation provisoire de travail et nombre de ces travailleurs continuent d'être arrêtés.

Au lieu de faire face à ses engagements, M. BESSON et le Gouvernement auquel il appartient viennent une nouvelle fois de durcir la loi à l'encontre des étrangers, loi votée le 12 octobre dernier par l'Assemblée nationale qui ne mentionne, bien évidemment, aucun critère de régularisation des travailleurs sans papiers.

Ce texte est tellement en opposition avec les valeurs de la France et ses principes républicains que même certains députés de l'U.M.P. et Nouveau Centre ont voté contre ce texte ou se sont abstenus.

Une nouvelle fois, force est de constater que la parole de ce Gouvernement est fortement dévaluée par ses engagements non tenus. Sa méthode de travail est maintenant assez simple à comprendre : lorsqu'il prend des engagements, il ne les tient pas, lorsque les Français lui demandent de reprendre le dialogue, il le refuse.

Je tiens ici, au nom de la majorité municipale et du Maire de Paris, à réaffirmer nos engagements auprès de ces travailleurs sans papiers, notamment ceux de la Porte des Lilas qui ont aujourd'hui quitté le piquet de grève porte des Lilas et que nous continuerons à soutenir et à accompagner, même socialement, et qui, pour certains, occupent aussi la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Nous sommes à vos côtés et nous continuerons à vous soutenir jusqu'à ce que M. BESSON tienne enfin parole.

C'est pourquoi je vous propose, mes chers collègues, de retirer vos vœux afin que le Conseil de Paris émette le vœu que le Maire de Paris s'adresse au Premier Ministre afin de demander aux Ministres de son Gouvernement de respecter les engagements pris en juin 2010 afin que les autorisations provisoires de séjour et de travail soient délivrées sans délai et que cessent les interpellations et mises en rétention de ces travailleurs grévistes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Pascale BOISTARD.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

Merci aux différents collègues qui avaient présenté des vœux. Ils les ont retirés, ils l'ont dit dans leurs interventions.

Je vais donc mettre aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif qui vient de nous être présenté par Pascale BOISTARD et qui réunit la majorité de cette Assemblée.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. Je vous remercie. (2010, V. 246).

2010, DASES 30 - Approbation du principe de déplacement des chapiteaux de l'association "Turbulences" et autorisation de déposer une demande de permis de construire pour l'implantation des chapiteaux sur le terrain situé 12, boulevard de Reims (17e).
Vœu relatif à la mise à disposition du CIO du 17e d'un lieu d'accueil plus adapté déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DASES 30 sur lequel le vœu n° 12 a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Il s'agit de l'approbation du principe de déplacement des chapiteaux de l'association "Turbulences" et une autorisation de déposer une demande de permis de construire pour l'implantation de chapiteaux sur le terrain situé boulevard de Reims dans le 17e arrondissement.

Je pense que c'est Mme DOUVIN qui intervient. Merci.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Nous voudrions tout d'abord nous étonner de voir que le projet de délibération DASES 30 n'a pas été présenté à l'ordre du jour du Conseil du 17e arrondissement.

En effet, il s'agit de la répartition d'un certain nombre de lieux dans ce quartier.

Nous souhaitons d'abord affirmer notre demande de trouver un lieu d'accueil pérenne pour le chapiteau de "Turbulences" et nous souhaitons aussi que le centre d'information et d'orientation du 17e arrondissement trouve un lieu plus approprié à ses nécessités d'accueil et au service public qu'il assure qu'au troisième étage d'un immeuble du boulevard Bessières.

Nous souhaitons également que la Direction des Affaires culturelles de la Ville de Paris transmette à la mairie du 17e arrondissement tous les éléments qui sont relatifs au début de la construction du nouveau conservatoire de musique. Vous savez que nous l'attendons depuis fort longtemps, et un retard important a été pris par rapport au calendrier initial.

C'est pourquoi nous présentons un vœu afin que la situation évolue de façon favorable pour tous puisque les différents locaux sont liés les uns aux autres.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Pour vous répondre, Mme DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Madame DOUVIN, vous avez rappelé votre attachement à l'installation ou à la réinstallation pérenne du chapiteau de "Turbulences" et je vous en remercie.

Dans cette affaire, dans cette histoire, dans ce dossier, c'était pour nous également la priorité. Vous le savez, puisque la mairie du 17e arrondissement a beaucoup suivi les périples et les difficultés que nous avons rencontrés. Cela fait plus de deux ans que nous cherchions un lieu, nous l'avons fait avec vous, il fallait, c'était en tous les cas la solution idéale, que ce chapiteau reste dans le 17e arrondissement pour des raisons évidente à comprendre, étant donné le public concerné.

Je rappelle que le chapiteau est un E.S.A.T., un espace de service et d'aide par le travail, qui accueille des jeunes adultes autistes. C'est aussi une S.A.S., une section d'accompagnement spécialisé qui est, comme son nom l'indique, un moment transitoire vers le travail en milieu protégé.

Ce chapiteau devait rester dans le 17e arrondissement. Nous avons cherché et nous avons trouvé ce lieu bien que encore occupé par le C.I.O.

Je vous rappelle et j'insiste sur le fait qu'il est occupé d'une façon très précaire par le C.I.O., qu'il n'était pas absolument pas question que le C.I.O. reste là. Je pense que, vous en conviendrez, des Algeco ne sont jamais l'idéal.

Nous avons trouvé ce lieu pour le chapiteau. Nous avons trouvé un local pour le C.I.O. du 17e arrondissement. Nous avons pris le temps qu'il fallait et, quoi qu'il en soit, le déménagement ne sera effectif en ce qui concerne le chapiteau qu'en juin 2011, là encore pour des raisons évidentes de transition pour la structure.

Les locaux que nous avons trouvés pour le C.I.O. sont situés au 92, boulevard Bessières. C'est vrai que c'est au troisième étage mais des travaux vont être faits, des travaux d'aménagements qui permettront un accès particulier à cette structure en dehors de l'école.

Nous savons tous et toutes les difficultés qui existent pour trouver des locaux, cette solution a été validée par l'ensemble des structures et des institutions concernées.

Je crois que la Maire du 17e arrondissement devrait recevoir ou a peut-être déjà reçu un courrier de l'adjointe au Maire en charge des affaires scolaires, Mme BROSSEL.

En ce qui concerne le conservatoire, il est vrai que cela a pris du retard, il y a eu un certain nombre de difficultés que vous connaissez. Vous connaissez aussi l'attachement de la Mairie de Paris à ce que ce projet se fasse.

Il va y avoir aussi un problème financier et j'espère que vous êtes aussi attachés que nous à cette nouvelle structure et que, malgré ce retard, malgré ce coût supplémentaire, vous nous accompagnerez.

J'espère qu'en fonction des réponses que je vous ai données et que je vous transmettrai par écrit, vous allez retirer votre vœu. C'est ce que je souhaite, sinon j'y donnerais un avis favorable. Je vous ai transmis les réponses que je connaissais dans l'immédiat.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame DOUVIN, sur le vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - En l'absence de Brigitte KUSTER, je préfère maintenir ce vœu et je constate tous les éléments de grande convergence avec Mme DUBARRY.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 247).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASES 30.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASES 30).

Vœu relatif à la résurgence d'un marché sauvage boulevard de Belleville et rue du Faubourg du Temple (11e) déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu n° 13 qui ne se rapporte à aucun projet de délibération. Il s'agit d'un vœu relatif à la résurgence d'un marché sauvage boulevard de Belleville et rue du Faubourg-du-Temple dans le 11e arrondissement.

Il a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. DUCLOUX a la parole.

M. Philippe DUCLOUX. - Madame la Maire, ce vœu, qui a été adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement lundi, vise à mettre en exergue, comme vous le disiez, la résurgence d'un certain nombre de marchés sauvages, notamment dans le secteur du Faubourg du Temple et du boulevard de Belleville.

C'est un souci. Comme un certain nombre de collègues le savent, depuis un an un dispositif dissuasif avait été mis en place par la Préfecture de police, avec succès, je dois le faire, mais depuis le début de l'été, les riverains ont constaté malheureusement au jour le jour que cette résurgence était encore d'actualité.

Ce que je voulais dire aussi, c'est que cette situation concerne plus spécialement le 116, rue du Faubourg-du-Temple où les habitants sont excédés par cette situation qui concerne également une résidence pour personnes âgées du quartier.

A partir de là, les problèmes de propreté et de nuisance concernent également tous les riverains du secteur du Faubourg-du-Temple et du boulevard de Belleville.

C'est pour cette raison que, sur proposition de Patrick BLOCHE, des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, je propose ce vœu qui vise à ce que le Maire de Paris demande au Préfet de police de maintenir le dispositif dissuasif mis en place avec efficacité en attendant bien entendu la mise en place d'une brigade spéciale de terrain sur ce quartier du Bas-Belleville.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous.

Je donne la parole à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Madame la Maire, chers collègues, comme le rappelle ce vœu présenté par les élus du 11e arrondissement, on observe la recrudescence d'un marché sauvage ou marché de la misère au niveau du haut de la rue du Faubourg du Temple et du boulevard de Belleville.

Si on observe la présence de vendeurs et d'acheteurs, dont la situation sociale semble extrêmement précaire, d'autres phénomènes viennent se greffer sur celui que d'aucuns appellent "marché de la misère", tels que la vente de maïs, la vente de marrons ou encore, de manière totalement différente, une émergence de la prostitution.

Monsieur le Préfet de police, qui n'est pas représenté et qui est absent, je voudrais vous dire que l'on souhaite que vous mainteniez vos efforts sur ce site, afin que les riverains de ce quartier puissent bénéficier à nouveau d'un cadre de vie agréable.

Mais nous demandons également, Monsieur le Préfet de police, à nouveau de bien vouloir agir de manière intégrée, concertée sur l'ensemble des sites parisiens concernés par ces phénomènes, afin de lutter contre le transfert d'un site à l'autre.

L'intervention policière ne réglera pas tout à elle seule. Ce problème est complexe et relève de causes diverses, parmi lesquelles il ne faut pas négliger la misère sociale, alimentée par certains choix politiques européens et nationaux.

Madame la Maire, la Ville de Paris ne baisse pas les bras. Le volet de diagnostic et d'accompagnement social est en cours de discussion avec les maires d'arrondissement et les adjoints concernés. Nous réaborderons ce sujet cet après-midi, lors des questions d'actualité.

Je voulais juste préciser que mercredi dernier, en 5e Commission, mon collègue Georges SARRE a proposé d'organiser un débat lors d'une commission extraordinaire, associant l'ensemble des acteurs concernés par ce problème, les élus de la 6e Commission, tout comme la Préfecture de police et les autres acteurs impliqués, afin de faire émerger des pistes innovantes d'action.

Vous l'avez compris, Madame la Maire, je donne un avis favorable à ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame TROSTIANSKY.

Il y a une demande d'explication de vote de Mme SIMONNET pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Mme Danielle SIMONNET. - Pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous ne pouvons voter ce vœu. Il faut être conscient que plus la crise va s'aggraver, plus le développement de ces marchés de la misère ira croissant, tant qu'il n'y aura aucune politique de rupture radicale avec les logiques du système au niveau national et gouvernemental.

Dans cette situation d'urgence, que devons-nous faire ?

Evidemment, personne n'est pour le statu quo, parce que le statu quo attente à la dignité tant des revendeurs et acheteurs, que des riverains avec l'ensemble des dégradations de l'espace public qu'il occasionne.

Mais soyons conscients que les interventions policières ne résoudront rien. On ne peut que déporter le problème avec ces interventions policières Regardez ce qui se passe dans le 20e arrondissement. L'intervention des forces de police sur la porte de Montreuil n'a fait que déplacer le problème sur la porte de Bagnolet et sur Bagnolet.

On ne peut voter des vœux, qui finalement viseraient à dire : "cacher ou chasser ces pauvres que je ne saurai voir !" Il nous semble vraiment urgent - face justement à de très bonnes expériences, comme celle dans le 18e arrondissement, qui risquent d'être victimes de leur succès si nous ne menons pas un travail plus global, non seulement sur l'ensemble de la Capitale mais aussi en concertation avec les mairies limitrophes - de réfléchir de manière globale aux réponses d'urgence à apporter au niveau des nouveaux Carrés de Biffins, qui doivent être créés de façon réfléchie, et à l'ensemble du traitement social du problème.

C'est pourquoi nous ne voterons pas ce vœu.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2010, V. 248).

2010, DASCO 74 - Ressort des écoles publiques de Paris pour l'année scolaire 2011-2012.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à la 7e Commission. Nous examinons le projet de délibération DASCO 74, sur lequel un amendement n° 14 a été déposé par l'Exécutif. Il s'agit du ressort des écoles publiques de Paris pour l'année 2011- 2012.

Je donne la parole à M. ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Madame la Maire.

Tous les ans, les mairies d'arrondissement, avec les services de la Ville, redéfinissent les périmètres des écoles publiques de Paris. Il s'agit d'un travail à la fois fin et complexe, rendu indispensable par les évolutions que connaît la population.

Cet exercice se doit ainsi d'anticiper les arrivées d'habitants du fait de la livraison de logements sociaux dans certains quartiers.

Il faut également veiller à assurer la proximité des écoles par rapport au domicile, veiller à la cohérence géographique entre les secteurs des écoles, pour éviter les déplacements des parents, dont plusieurs enfants sont scolarisés en maternelle et en élémentaire.

Il faut enfin équilibrer sociologiquement les établissements, la mixité sociale étant pour nous, élus de la majorité, un principe intangible.

Le travail qui a été accompli, aboutissant à un nouveau ressort des écoles publiques, donne toute satisfaction.

Alors qu'il résulte le plus souvent d'un consensus, il est hélas dans le 15e arrondissement un sujet de débat provoqué par la mairie. D'ailleurs un vœu, portant sur cette question, va être tout à l'heure défendu par le groupe U.M.P.

De quoi s'agit-il ? La Droite du 15e arrondissement réclame la création d'une nouvelle école dans le Sud de l'arrondissement, et se montre sourde aux arguments qui n'en démontrent pas la nécessité immédiate.

Quand il s'agit de demander à la Ville d'investir des sommes considérables pour construire une école, la Droite qui soutient la R.G.P.P., les restrictions budgétaires pour tous les Ministères, le non-remplacement des départs des fonctionnaires à la retraite, le gel de leur salaire, là, se montre moins économe des finances publiques qu'elle ne gère pas.

Je sais qu'il existe aujourd'hui des échanges entre la mairie centrale et la mairie d'arrondissement, afin de trouver une solution équilibrée aux constructions et livraisons de logements qui sont prévues au cours des prochaines années dans le Sud du 15e arrondissement.

La nécessité n'en est pas discutable, mais l'objectif immédiat n'est-il pas plutôt de rechercher une répartition plus équilibrée des élèves, entre les écoles du centre de l'arrondissement, aujourd'hui saturées, et les écoles avoisinantes qui, elles, disposent de locaux classes libres ?

La recherche de foncier disponible pour construire une école dans Paris est, nous le savons tous, une entreprise particulièrement complexe. Il faudra donc que la DASCO poursuive son travail d'investigation.

Mais dans l'immédiat, la révision de la carte scolaire, qu'il faudra bien sûr revoir l'année prochaine, me paraît de nature à répondre aux besoins et c'est là l'essentiel.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur ALAYRAC.

Madame Colombe BROSSEL, vous avez la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - C'est laborieux.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Je n'ai pas encore parlé, Monsieur LAMOUR. Vous ne pouvez pas dire que c'est laborieux. C'est désagréable ! Laissez-moi au moins commencer, me mettre un peu en voix !

M. Jean-François LAMOUR. - Il ne s'agissait pas de vous…

Mme Colombe BROSSEL, adjointe,rapporteure. - Il y a un amendement technique de l'Exécutif sur ce projet de délibération…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur LAMOUR, le bruit de fond pendant que Mme BROSSEL parle n'est pas très agréable. C'est une adjointe, qui a l'habitude de s'exprimer ici, je demande vraiment à ce qu'on l'écoute avec attention.

M. Jean-François LAMOUR. - Je répondais gentiment à Mme BROSSEL.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Oui, mais vous passez par moi, qui préside cette séance.

Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Allez, ne nous échauffons pas, ne nous échauffons pas, Monsieur LAMOUR !

Il s'agit donc d'un amendement technique, parce que le ressort des écoles publiques…

J'ai à peine commencé que c'est le bazar !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le sujet de l'école est un vrai sujet, Colombe.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Le ressort des écoles publiques donne lieu, la plupart du temps et au moins pour ce que j'en sais dans les arrondissements, à concertation. C'est une bonne chose, c'est comme cela que l'on construit les éléments les plus adaptés à la réalité. Donc, la concertation a parfois été un tout petit peu plus tardive, mais nécessaire dans certains arrondissements, et c'est pour cela qu'il y a un amendement technique concernant trois arrondissements, le 11e, le 19e et le 20e arrondissement.

Ce sont donc des demandes qui remontent des arrondissements et qui vous sont soumises en tant qu'amendements techniques, mais je souhaitais vous donner une explication sur ces amendements techniques, que je vous demande, bien évidemment, de voter.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BROSSEL.

Je mets tout d'abord aux voix, à main levée, l'amendement technique n° 14 de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 14 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 74 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2010, DASCO 74).

2010, DASCO 81 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 1er arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 61.099 euros.
2010, DASCO 85 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 5e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 56.755 euros.
2010, DASCO 86 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 6e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 17.412 euros.
2010, DASCO 87 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 7e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 79.080 euros.
2010, DASCO 88 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 8e arrondissement portant sur le versement par la ville d'une subvention contractuelle. Montant : 19.430 euros.
Vœu relatif aux critères de calcul de la subvention contractuelle déposé par le groupe U.M.P.P.A.
2010, DASCO 91 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 11e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 426.640 euros.
2010, DASCO 95 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 15e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 12.878 euros.
2010, DASCO 96 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 16e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 31.601 euros.
2010, DASCO 97 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 17e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contrac-

tuelle. - Montant : 97.549 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous propose d'examiner conjointement les projets de délibérations DASCO 81, 85, 86, 87, 88, 91, 95, 96 et 97. Ils sont relatifs à la signature de conventions avec les caisses des écoles. Il y a eu un accord avec les présidents de groupe pour aborder conjointement l'ensemble de ces projets de délibération.

Je donne donc la parole à M. LECOQ.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, j'ai l'honneur de parler au nom des huit maires d'arrondissement appartenant à l'opposition municipale, maires du 1er, du 6e, du 7e, du 8e, des 15e, 16e et 17e arrondissements, qui ont déposé des recours, vous le savez, contre la grille tarifaire unique de restauration, qui a été votée par notre Assemblée municipale il y a plusieurs mois.

A cet égard, je voulais signaler que nous attendions avec sérénité le jugement au fond du tribunal administratif qui a été annoncé récemment, à l'occasion du rejet du deuxième référé d'urgence qu'avait déposé le Maire de Paris, après le premier qui avait été d'ailleurs repoussé lui-même au début du mois de juillet et qui excipait de l'urgence et de la confusion, mais, semble-t-il, elle existait surtout dans son esprit, quant à l'instauration de cette grille tarifaire unique.

Nous sommes d'ailleurs tout à fait sereins sur le jugement mais nous sommes également, et je le rappelle, Monsieur le Maire, Madame l'adjointe, tout à fait ouverts à une discussion qui, de fait, sera, à mon sens, nécessaire. Nous serons obligés de nous mettre autour de la table - je ne dis pas de passer à table ! - à l'issue du jugement qui interviendra à la fin de cette année civile.

Mais manifestement, Monsieur le Maire, Madame la Maire, vous avez un problème dans votre politique vis-à-vis des caisses des écoles qui, je le rappelle, sont des établissements publics de coopération intercommunale, créés au 19e siècle, qui sont dotés d'une comptabilité publique, qui sont dotés d'organes de gestion (Conseil de comité de gestion ou Conseil d'administration) et qui existaient bien avant que notre Assemblée ne soit érigée en Conseil municipal.

Nous souhaitons donc que, tant que nos caisses des écoles existeront, vous les considériez avec toute l'attention qu'elles méritent. J'ai remarqué d'ailleurs dans le cadre des dernières délibérations qui avaient été adoptées, on avait tendance même à gommer leur existence. Vous remarquerez que les jugements du tribunal administratif n'ont pas été dans votre sens.

Quant à la politique de subventionnement que vous mettez en œuvre cette année, nous remarquons également que vous n'avez pas souhaité rencontrer les présidents des caisses des écoles, c'est-à-dire les maires d'arrondissement. Je rappellerai que cela n'a pas toujours été le cas ; j'ai souvenance d'un adjoint, M. FERRAND, qui a d'ailleurs été adjoint au Maire M. DELANOË, qui chaque année nous recevait avec constance et discutait avec nous des subventions qui nous étaient allouées.

Certes, le résultat n'était pas toujours à la hauteur de nos demandes mais en tout cas l'intention était louable et, surtout, il nous recevait avec attention et avec l'attention que méritait notre fonction de président.

Ce que nous observons cette année, c'est que véritablement vous dépassez les bornes. Ce même argument que vous nous servez en matière de grille tarifaire unique, c'est-à-dire la nécessité que tous les petits parisiens soient égaux selon les arrondissements, à travers les différents arrondissements, à travers la Capitale, on ne le retrouve pas - c'est le moins qu'on puisse dire ! - à travers le subventionnement que vous faites de nos caisses des écoles. Les sommes qui sont octroyées aux caisses des écoles des douze arrondissements de la majorité municipale représentent 88,2 %, mes chers collègues, de l'enveloppe totale allouée aux caisses des écoles et qui totalisent un peu moins de 3,2 millions d'euros. 88,2 %, si je ne me trompe pas, cela fait donc 17,8 % réservés aux huit caisses appartenant à l'opposition municipale.

Vous faites vraiment très, très fort puisque, en matière d'investissement localisé, on est depuis des années dans une répartition 70-30 ou 75-25, mais là, passer à 88 % de l'enveloppe consacrée aux caisses des écoles à la restauration et nous dire "les petits parisiens et les familles parisiennes doivent être égaux d'un arrondissement à l'autre", je dirais qu'il y a une contradiction de fond que j'aimerais que vous nous expliquiez. Je vous souhaite bon courage pour le faire.

Bien évidemment, ensuite, vous répartissez selon les arrondissements en fonction de critères : aide aux petites caisses, bio, séjours contractuels. Mais s'apercevoir que, d'un arrondissement à l'autre, le rapport peut être de 5 voire de 6 à 1, n'est pas correct, me semble-t-il.

Je vous ferai d'ailleurs remarquer que, s'agissant du 6e arrondissement...

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Il va falloir conclure, Monsieur LECOQ.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - … nous sommes passés au bio depuis le début de l'année et j'aurais aimé recevoir plus de 1.012 euros au titre de l'aide au biologique, alors que je m'aperçois que, dans certains arrondissements, ce sont des sommes considérables, près de 100.000 euros, qui sont données, voire plus à certaines caisses.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Madame TISSOT, vous avez la parole.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Madame la Maire, mon intervention portera plus sur la caisse des écoles du 11e.

En effet, parmi les objectifs pour 2010 de ce projet de délibération DASCO 91, le développement de l'utilisation des produits issus de l'agriculture biologique est affiché comme une priorité, et il s'agit là d'ailleurs d'une priorité que tous les élus U.M.P.P.A. approuvent totalement.

D'ailleurs, parmi les maires d'arrondissement qui consacrent une part importante de leurs subventions contractuelles à l'introduction du biologique, il y a les maires des 15e, 16e et 17e ainsi que ceux du 14e et du 19e.

Je regrette donc que la caisse des écoles du 11e fasse partie des caisses qui financent a minima l'introduction du bio, alors même qu'elle bénéficie d'une des plus importantes subventions contractuelles de la Ville. Je rappelle, en effet, qu'elle touche 426.640 euros au total mais ne consacre au biologique que 17.300 euros.

En tant qu'élue du 11e, je regrette donc que les enfants de mon arrondissement ne puissent profiter autant que les autres petits parisiens de l'effort fait par la Ville pour favoriser l'introduction du bio dans les repas des cantines. J'ai marqué ma désapprobation au conseil d'arrondissement lundi dernier mais je tenais absolument à dénoncer à nouveau cette iniquité devant notre Conseil, au moment même où le Maire de Paris impose une tarification unique des repas sur l'ensemble de Paris, au nom de la justice sociale.

Je vous remercie, Madame la Maire.

(Applaudissements).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole à M. DARGENT.

M. Claude DARGENT. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, chers collègues, le projet de délibération que nous examinons aujourd'hui a suscité des débats lors du Conseil du 15e arrondissement de la semaine dernière. En effet, la subvention attribuée à la caisse des écoles baisse cette année dans cet arrondissement.

Un minimum d'honnêteté intellectuelle aurait pu nous dispenser d'un débat inutile. Force est de constater que ce n'est pas l'usage de la majorité du conseil d'arrondissement du 15e et je voudrais donc ici remettre les choses au clair sur ce point.

Non, cette baisse ne constitue pas, comme on a pu l'entendre, une punition à l'égard des maires d'arrondissement refusant d'appliquer la réforme de justice sociale votée par notre Assemblée en juin dernier. Simplement, le refus de mettre en place la réforme de la tarification ne permet plus à la caisse des écoles de bénéficier, comme les années passées, du complément financier destiné à encourager la formation du personnel lié à la mise en place de la réforme. C'est cela qui explique la diminution de la subvention dans le 15e arrondissement, comme dans les cinq arrondissements concernés.

En effet, les critères d'attribution de l'aide à la formation du personnel sont centrés sur sa formation au nouveau logiciel permettant la mise en œuvre de cette nouvelle grille.

Au demeurant, ce critère de formation n'est pas nouveau. Il existait déjà les années précédentes. Il s'agit donc d'un critère objectif, excluant toute rupture d'égalité entre les arrondissements. Pas de discrimination ni de punition, donc ! En témoigne d'ailleurs l'engagement de Colombe BROSSEL, la dynamique et rigoureuse adjointe aux Affaires scolaires, de rétablir les sommes correspondantes pour les arrondissements dès lors qu'ils mettront en place la réforme.

En second lieu, le maire du 15e s'est indigné de la baisse de la subvention liée à la prise en charge des séjours de vacances. Il s'agit pourtant là de la conséquence inéluctable de l'arithmétique appliquée au 15e.

En 2010, le calcul de cette dotation repose en effet sur le nombre de séjours organisés en 2009. Or, la mairie du 15e n'a pas organisé de séjours de vacances en 2009. Souhaitons que cela change cette année, mais là encore aucune discrimination.

On arrêterait la discussion ici s'il n'y avait pas eu au Conseil d'arrondissement un certain nombre de dérapages. Le maire du 15e a souhaité de nouveau polémiquer sur la réforme de la tarification. Je ne reviendrai pas ici sur le débat, nous le connaissons, simplement sur le droit d'ester en justice. Il me semble important de clarifier aujourd'hui la situation. Jamais, évidemment, comme cela a pu être dit par le maire du 15e, la Gauche parisienne n'a entendu contester l'initiative des mairies d'arrondissement d'attaquer le projet de délibération.

Par contre, pour que les Parisiens soient correctement informés, il faut préciser aussi que le recours intenté n'a pas été encore jugé, et le répéter. Il devrait l'être avant l'année prochaine, mais il est erroné d'affirmer, comme j'ai pu le lire récemment encore sur le site Internet du député maire du 15e, que le tribunal administratif a condamné le Maire de Paris lors du rejet du référé le 30 septembre dernier. Ce rejet ne préjuge en rien de la décision qui sera rendue à l'avenir par les juges.

Au fond, ce qu'ils ont dit, ce n'est pas que cette réforme était infondée en droit, mais qu'une procédure d'urgence n'était pas requise. Une fois de plus, on est dans la désinformation, cela ne nous étonnera pas ici.

Enfin, la discussion sur ce projet de délibération a servi, en C.A. du 15e, d'appui à la Droite pour dériver sur le service minimum d'accueil.

Je souhaiterais rappeler que là où cette loi, le S.M.A., n'est pas appliquée à Paris, c'est simplement parce qu'il n'est pas possible de s'y plier, à moins de transiger en matière de formation des personnels et de taux d'encadrement.

La Ville se refuse également à réquisitionner des personnels et à organiser le service ailleurs que dans les écoles. Elle se refuse également, comme cela a pu être proposé par la majorité du quinzième arrondissement, de confier les élèves aux parents avec tous les problèmes de responsabilité inhérents.

Et donc, comme le Gouvernement le savait d'ailleurs très bien lorsqu'il a présenté cette loi sur le S.M.A., lors des grands mouvements de grève, notamment interprofessionnels, il est matériellement impossible de mettre en œuvre ce dispositif, faute de personnel formé en nombre suffisant.

Je tenais à rappeler ces quelques points dans cette enceinte, tellement dans le conseil d'arrondissement du 15e, l'U.M.P. ne cesse d'aligner les contrevérités, et je tenais à affirmer ici que les membres de la majorité du Conseil de Paris considèrent qu'il y a un certain nombre de dispositifs et de valeurs fondamentaux : l'égalité, la justice sociale dans la restauration scolaire…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Il va falloir conclure, Monsieur DARGENT.

M. Claude DARGENT. - … la qualité et la sécurité de l'accueil des enfants, tous dispositifs et valeurs fondamentaux pour le service public de l'éducation, auquel, à la différence de la droite, nous demeurons, pour ce qui nous concerne, fermement attachés.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Les parents d'élèves du 15e apprécieront l'approbation par M. DARGENT de la diminution de moitié de la subvention contractuelle pour la caisse des écoles du 15e ! Chacun jugera.

Mais si j'ai souhaité prendre la parole, c'est surtout en tant que président de la caisse des écoles de l'arrondissement à la fois le plus peuplé de Paris et pourtant doté de la subvention contractuelle la plus faible de tout Paris, ce qui est sûrement un critère objectif là aussi...

D'ailleurs, nous déplorons cette situation injuste depuis plusieurs années, mais avec la baisse de moitié cette année de cette subvention à 12.878 euros - vous apprécierez le chiffre, mes chers collègues -, nous sommes carrément frappés d'une double peine, à défaut pour le Maire de Paris d'être parvenu à faire condamner les maires d'arrondissement, ce dernier effectivement ayant été débouté à deux reprises par le tribunal administratif. J'ai le dernier jugement sous les yeux, Monsieur DARGENT, je vous le ferai volontiers parvenir, et je lis que "par ces motifs, plaise au juge et au tribunal administratif de vouloir rejeter (…) condamner la Ville de Paris à verser à la caisse des écoles du 15e la somme de 200 euros".

Je dis simplement ce qu'il en est.

Le Maire de Paris a refusé de nous recevoir, ce qui est quand même une grande première, et à défaut d'être parvenu à nous faire condamner, comme je le disais, voici venu pour lui, effectivement, le temps des représailles financières, avec la diminution brutale des subventions contractuelles aux caisses des écoles des cinq arrondissements qui ont simplement refusé de se soumettre à son diktat.

L'habillage administratif inédit de cette injustice - c'est là que l'on peut parler d'injustice -, avec l'introduction, pour la première fois, d'un nouveau critère pour accompagner la réforme tarifaire, est tout à fait inadmissible et, surtout, n'est pas vrai, parce que si les subventions des cinq arrondissements concernés, c'est-à-dire 6e, 8e, 15e, 16e et 17e, sont réduites de plusieurs dizaines de milliers d'euros, celles des autres arrondissements n'ont pas varié, à l'euro près, depuis l'année dernière, avant l'uniformisation des tarifs. On voudrait donc savoir avec quels moyens ils vont pouvoir accompagner cette réforme tarifaire.

Loin d'accompagner les caisses dans la mise en œuvre de l'harmonisation tarifaire, la subvention stagne pour 13 caisses et se veut donc, avant tout et surtout, sinon uniquement, une punition pour les caisses récalcitrantes et surtout, malheureusement, pour les parents.

Et si, dans le 15e, je n'ai pas voulu appliquer la nouvelle grille tarifaire, comme un certain nombre de mes collègues, c'est dans l'intérêt en tout cas des 52 % de familles qui s'acquittent des tarifs 6 à 8, que j'avais mis en place, pourtant à la demande de la Ville, dès mon élection. La hausse sur deux années s'élèverait alors à 22 % pour le tarif 6, à 30 % pour le tarif 7 et à plus de 35 % pour le tarif 8.

Mon opposition à la nouvelle grille n'était donc pas systématique et je suggérais, pour des raisons d'équité, de lisser plutôt, et je l'ai dit à la directrice des affaires scolaires, les nouvelles hausses sur plusieurs rentrées, comme plusieurs de mes collègues, Jean-François LEGARET entre autres.

L'objectif inavoué, finalement, du Maire de Paris ne serait-il pas de dissuader par des hausses immodérées telles que je les ai citées ces familles des classes intermédiaires de recourir à la cantine pour leur enfant ? Je pense qu'il n'est pas permis d'en douter, tant la politique de la Mairie de Paris est défavorable aux classes moyennes. Je citerai juste un exemple : la suppression de l'avantage du "Pass Paris Famille" qui a suscité d'ailleurs de nombreuses plaintes des usagers.

Et si j'approuve, en revanche, la politique de réduction tarifaire pour les faibles revenus - je les ai moi-même bloqués, ces tarifs, depuis mon élection -, elle ne peut se faire sur le dos des classes moyennes, mais, à ce moment-là, que la Ville prenne les moyens de sa politique en versant une participation financière.

J'ajoute que, par exemple, pour le tarif 1, qui est de 0,15 euros dans le 15e, votre réforme ferait économiser aux familles qui sont au tarif 1 2,50 euros par mois, ce qui est quand même un avantage assez faible !

Quels autres mystérieux critères aboutissent au calcul d'une subvention contractuelle très inférieure dans le 15e à celle accordée aux autres, beaucoup moins peuplés, 100.000 euros dans le 12e, 86.000 dans le 11e, je m'en réjouis pour eux ? J'admets l'existence, bien sûr, de coûts de fonctionnement supérieurs dans les petits arrondissements, mais pourquoi, à ce moment-là, le 20e, avec 194.000 habitants - je vous rappelle que le 15e en a 235.000 - obtient-il 534.000 euros, soit 40 fois plus pour le 20e que pour le 15e ?

La subvention de 12.878 euros - je rappelle ce chiffre quand même - pour le 15e, pour 11.500 enfants à nourrir, est destinée au bio ; c'est 6 fois moins que dans le 12e et 10 fois moins que dans le 20e.

Et pour ce qui est des séjours de vacances que vous avez cités, Monsieur DARGENT, ils ont été mis en place à Pâques et cet été et nous en supportons donc l'intégralité du coût, car, évidemment, les familles payent en fonction de leur quotient familial et la caisse des écoles complète.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Il va falloir conclure, Monsieur le Maire.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Absolument !

Avec 1,20 euro par enfant, comment financer ces séjours en 2011 ? J'espère que le critère sera appliqué.

Et comment, avec ces 12.000 euros, participer à l'entretien et à l'amélioration des réfectoires ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Il va vraiment falloir conclure.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Nous n'avons, et je terminerai là-dessus, aucune aide pour compenser le tarif le plus bas, 0,15 euros, appliqué aux familles en grande difficulté, le critère social de la subvention ayant été supprimé.

Les parents d'élèves, en tout cas 500 d'entre eux, ont signé une pétition pour maintenir les tarifs actuels et, bien sûr, je soutiens le vœu de François LEBEL pour sortir la subvention contractuelle de cette opacité dans laquelle elle est maintenue et je plaide, ainsi que mes huit collègues concernés, pour que justice sociale ne rime pas avec sacrifice des classes moyennes.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - On reviendra sur ce que vous appelez "classe moyenne", mais permettez-moi de vous le dire, puisque vous avez dit que les parents d'élèves apprécieront, je suis une modeste parent d'élève qui est tout à fait satisfaite d'une politique de solidarité conduite dans cet arrondissement et je sais que nous sommes un certain nombre à apprécier cet effort de solidarité.

(Brouhaha sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Il y a aussi des gens généreux dans le 15e arrondissement qui considèrent que l'égalité des petits parisiens est un vrai sujet de combat.

Je donne la parole à M. Patrick KLUGMAN.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Madame la Maire.

Je crois que chacun, sur ce débat, est dans un moment de vérité.

Le projet de délibération sur lequel nous sommes amenés à nous prononcer ce matin porte sur trois choses, il faut bien que les choses soient claires : d'une part, une subvention aux voyages scolaires, d'autre part une subvention pour introduire le bio dans les cantines et, effectivement, un troisième élément qui est la formation des personnels à la nouvelle grille de tarification et il est étonnant de se voir reprocher dans cet hémicycle le retrait de cette subvention par les caisses des écoles qui ont refusé la nouvelle tarification unique mise en place par notre Assemblée, les 10 et 11 mai derniers.

Alors, je voudrais juste faire un tout petit peu œuvre de pédagogie, la Ville de Paris n'a pas été condamnée par la Justice. La Ville de Paris, devant la désorganisation du service public de l'éducation, des caisses des écoles, a par deux fois saisi la justice administrative par voie de référé, c'est-à-dire par voie d'urgence.

La seule chose que la justice administrative ait dite à ce jour, c'est qu'elle ne pouvait pas, en tant que juge de référé, se prononcer. Chacun attend ici la décision sur le fond qui ne manquera pas d'intervenir et qui ne manquera pas d'intervenir dans un sens, c'est le sens des dispositions du Code de l'éducation, qui confie à la collectivité territoriale qui en a la charge la tarification scolaire, c'est-à-dire à la Ville de Paris.

Ces brefs rappels juridiques ayant été faits, je voudrais, au nom des nombreuses familles, des familles les plus nécessiteuses, les familles les plus populaires et les plus nombreuses de notre Ville, demander à nos collègues des arrondissements, du quarteron d'arrondissements de Droite réfractaires, d'arrêter ce combat d'arrière-garde.

C'est un combat d'arrière-garde sur deux plans au moins, d'abord parce qu'on ne peut jamais s'opposer à l'intérêt général et à une réforme qui, qu'on le veuille ou non, bénéficiera à 65 % des familles parisiennes.

Pour le 17e arrondissement, puisque nous avons débattu de cela lundi dernier, ce seront 59,6 % des familles parisiennes qui en bénéficieront.

De plus, au-delà des arrondissements, nous ne sommes pas dans une querelle d'arrondissement, nous sommes ici l'hémicycle parisien. On doit mettre fin à ce système qui, pour un même repas et pour une même famille, faisait que le coût du repas pouvait varier de 0,15 euro à 1,15 euro.

Cette réforme de justice doit s'imposer et on est toujours dans un combat d'arrière-garde quand on cherche à lutter contre l'injustice.

C'est un combat d'arrière-garde parce que la guérilla judiciaire dans laquelle vous nous avez entraînés s'enlise, elle prend du temps, elle coûte, elle coûte surtout aux caisses des écoles, aux écoles et aux familles qui attendent dans l'incertitude les tarifs qui leur seront appliqués.

Je vous demande, sur ce terrain là seulement, de bien écouter ce que je vous dis. En 1936, Maurice Thorez a dit une très belle phrase, qui n'est de mise que pour votre combat d'arrière-garde : "Il faut savoir arrêter une grève et, pour d'autres matières, il faut savoir la poursuivre".

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Patrick KLUGMAN.

Je donne la parole à Mme BROSSEL et je demande le silence dans cette Assemblée pendant que Mme BROSSEL nous répond.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Merci beaucoup.

Je vais essayer d'être rapide au regard de l'heure, je sens vos estomacs qui s'agitent, et à cause de l'heure et à cause du sujet.

C'était un joli festival ce matin, un joli arc-en-ciel durant lequel, pour qui ne travaille pas un peu sur ces sujets, honnêtement on aurait pu avoir la larme à l'œil en écoutant les maires d'arrondissement U.M.P. nous parler des subventions contractuelles aux caisses des écoles.

Très rapidement, chers collègues, pour que tout le monde ait la mesure du sujet, nous sommes en train de parler de subventions contractuelles qui représentent une somme totale, sur les 20 arrondissements, de 3,2 millions d'euros sur une participation financière de la Ville sur l'ensemble de la restauration scolaire de 70 millions d'euros.

Nous sommes donc en train de parler de 4,4 % des versements de la Ville sur la restauration scolaire. Mais que n'ai-je entendu ? La diminution brutale, la punition, le désengagement qui va mettre en péril certaines caisses, etc.

Je ramène tout ceci à sa juste mesure : nous parlons de 4,4 % des versements de la Ville à la restauration scolaire.

Merci, permettez-moi cette incise, à Claude DARGENT et Patrick KLUGMAN d'avoir ramené un peu de rationalité dans nos débats.

Alors, oui, la subvention contractuelle que peut-être certains maires d'arrondissement découvrent, c'est marrant parce que c'était exactement la même chose l'année dernière et exactement la même chose l'année d'avant, la subvention contractuelle est appuyée sur quatre critères qui sont : le soutien aux vacances "Arc-en-Ciel", l'encouragement au bio…

Merci, Madame TISSOT, d'avoir dit que tous les maires U.M.P.P.A. soutenaient fermement l'engagement de la Ville pour le bio, cela me permettra d'avoir des discussions sereines avec le maire du 8e arrondissement qui lui refuse d'introduire du bio à la cantine, merci.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - J'attends la subvention !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Ah non, Monsieur, ce n'est pas comme cela que cela fonctionne, vous faites et on vous verse avec grand plaisir.

… une aide structurelle aux petites caisses, désolée pour cette appellation, les caisses pour lesquelles le fonctionnement est par nature plus coûteux parce qu'elles servent peu de repas et une ligne qui n'est absolument pas apparue, qui existait déjà l'année dernière, à savoir un soutien à la formation des personnels et à l'amélioration et la modernisation des outils de gestion des caisses.

Alors oui, la chose qui a changé cette année, c'est que nous avons souhaité que cet accompagnement, en termes de formation et d'outils de gestion, soit ciblé sur la réforme mise en œuvre dans les caisses des écoles.

Donc oui, il y a sur 70 millions d'euros à peu près 50.000 euros, je vous demande de bien maîtriser l'ampleur financière du sujet dont nous parlons, qui effectivement n'ont pas été versés aux caisses des écoles qui n'appliquent pas la réforme de la tarification scolaire.

Nous n'allons tout de même pas, alors que nous parlons d'argent public, verser de l'argent pour des actions qui n'auraient pas été mises en œuvre.

Mais, et je l'ai dit à tout le monde, je l'ai dit par voie de presse, je le redis ici solennellement, j'ai demandé à la Direction des affaires scolaires que cette somme soit mise de côté et que, lorsque la raison reviendra aux maires U.M.P. et qu'ils auront des projets à faire financer sur cette ligne, cette somme puisse être également débloquée car je ne souhaite justement pas que vous puissiez l'interpréter comme une punition mais juste comme le fait que nous ne pouvons pas financer des choses que vous n'avez pas faites.

On a entendu des choses absolument formidables. Vous faites, Messieurs, puisque je n'ai pas entendu les dames ce matin, de la politique dans vos caisses des écoles.

Sur le refus par un certain nombre de maires U.M.P. de mettre en place des séjours "Arc-en-Ciel", n'allez pas m'expliquer des choses qui ne tiennent pas la route, vous refusez par principe les séjours "Arc-en-Ciel" parce que ceux-ci sont basés sur le même principe que la réforme de la tarification de la restauration scolaire, sur la justice sociale.

Alors, oui, Monsieur GOUJON, lorsque vous refusez de faire des séjours "Arc-en Ciel", vous refusez la justice sociale et donc nous ne vous financerons pas.

Ce n'est pas faux, c'est vrai. C'est pour cela que vous n'êtes pas financés.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - C'est un mensonge !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Mme BROSSEL et uniquement à Mme BROSSEL.

Monsieur GOUJON, calmez-vous enfin. Ecoutez Mme BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Je vais terminer en vous disant deux choses.

D'abord, je crois que nous avons fondamentalement, mais c'est le même sujet que notre débat démocratique sur la justice sociale, nous avons fondamentalement une vraie opposition sur ce qu'est une classe moyenne.

Oui, je revendique, tout comme le Maire de Paris revendique, tout comme l'ensemble de la majorité de Gauche de cet hémicycle revendique, que les parents qui gagnent plus de 7.5000 euros de revenus par mois paient 5 euros le repas.

Nous le revendiquons, vous le refusez, vous mentez aux habitants de vos arrondissements en expliquant des choses qui sont fausses, nous le revendiquons et cela ne nous pose aucun problème.

Contrairement à ce que vous pensez, mais d'ailleurs vous ne le pensez pas parce que nous recevons beaucoup de courriers en commun vous et moi, un certain nombre de Parisiens sont effectivement épris de justice sociale et voient bien que la contribution à hauteur de ses revenus est un principe qui, finalement, permet à chacun de vivre ensemble dans cette ville.

Je terminerai par une information, parce qu'il y a un arrondissement que l'on n'a pas entendu de la part de sa majorité ce matin, c'est le 17e arrondissement.

Le 17e arrondissement dit beaucoup de choses dans ses Conseils d'arrondissement, la Ville les étrangle, nous allons faire mourir la restauration scolaire dans le 17e arrondissement, je voulais juste porter à la connaissance de l'ensemble de nos collègues que l'année dernière nous avions voté dans cette même Assemblée une subvention contractuelle pour la caisse des écoles du 17e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Cela les dérange vraiment d'écouter. J'ai vraiment le sentiment qu'écouter la parole de l'adjointe qui vous a écoutée, tout à l'heure, y compris en disant des choses qui étaient fausses, vous gêne.

Mme BROSSEL a la parole et elle uniquement. Je demande aux élus U.M.P. et aux maires d'arrondissement U.M.P. d'être au moins respectueux de la parole des élus dans cette Assemblée.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - J'ai peur que cette vérité sur le 17e arrondissement soit un tout petit peu dérangeante pour nos collègues maires d'arrondissement U.M.P.

Sachez que cette subvention contractuelle, celle dont nous parlons depuis ce matin, qui met en péril, quand elle n'est pas versée intégralement, l'équilibre financier des caisses des écoles, la caisses des écoles du 17e arrondissement a refusé de l'encaisser.

Je n'ose pas croire qu'une maire d'arrondissement, qui est garante du fait que l'ensemble des habitants de son arrondissement soit protégé, puisse avoir volontairement refusé de percevoir une subvention, au risque de mettre en péril financier l'équilibre de sa caisse des écoles.

Vous mélangez tout, vous voulez mener un combat contre la justice sociale, et nous ne sommes pas en train de parler de cela mais de la subvention contractuelle aux caisses des écoles. Alors oui, nous maintiendrons le cap sur la réforme des tarifs, sur la mixité sociale, vous avez des positions idéologiques, nous les contesterons et continuerons à dire aux parents, que c'est bien pour tous les Parisiens et tous les petits Parisiens que nous nous battons et nous allons ramener ce débat à sa jusque mesure, nous étions ce matin en train de parler de 4,4 % des financements de la Ville à la restauration scolaire. Je crois que tout ceci mérite de garder un peu de mesure.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Colombe BROSSEL.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

J'ai une explication de vote sur le vœu n° 15 de l'U.M.P.P.A.

Monsieur BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Madame le Maire.

Mme BROSSEL visiblement est restée bloquée à 2009. C'est l'année précédente, que nous n'avions pas voté à la caisse des écoles du 17e cette subvention. Je rappelle simplement que si vous aviez regardé 2010, nous l'avons votée, et d'ailleurs à hauteur de ce que vous proposez, 97.549 euros, ce qui ne retire en rien tous les propos qui ont été tenus précédemment par les maires U.M.P. de Paris.

J'ajouterai simplement que vous êtes tellement bloquée sur 2009, que l'amendement technique que vous êtes obligés de déposer aujourd'hui résulte à une erreur de copié/collé. Vous avez pris le document de l'année dernière et avez oublié sur une ligne de remettre la somme…Voyez à quel point vous regardez d'une façon extrêmement superficielle l'ensemble des dossiers.

En troisième lieu, nous avons assisté pour cette erreur technique dont nous avons débattu en Conseil d'arrondissement, à une série d'élucubrations de la Gauche, qui étaient tout à fait remarquables pour nous dire que si l'on était à 97.000 alors qu'elle était annoncée à 114.000, c'est parce que vous nous mettiez une punition pour ne pas avoir appliqué les tarifs de la Ville. Nous étions complètement dans le délire le plus total.

Alors comme nous avons bien compris qu'il s'agissait d'un problème purement technique, nous votons bien entendu cet amendement mais avec toutes les remarques que je viens de formuler Madame BROSSEL, essayez de ne pas vivre simplement sur votre passé, mais de coller un peu plus au présent.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Et à l'avenir aussi, parce qu'elle a l'avenir devant elle Colombe BROSSEL.

Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Nous essayons de nous projeter dans l'avenir, nous avons un peu de mal à le faire dans cinq arrondissements à Paris, mais nous allons y travailler. C'est un amendement technique, je présente comme à chaque fois, toutes mes excuses parce que c'est toujours désagréable d'avoir des amendements techniques.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons donc passer au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 81.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 81).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 85.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 85).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 86.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 86).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 87.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 87).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Le vœu n° 15, on vient de le voter, je veux bien vous donner la parole, Monsieur LEBEL, et on votera à nouveau après, mais allez y rapidement, vous avez 2 minutes.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Madame HIDALGO, en fait, tout a été dit sur ces subventions contractuelles, et surtout des contrevérités. Il est clair qu'elles sont octroyées à la tête du client même si cela ne porte que sur 4,5 % du total, Madame BROSSEL. Cela étant, nous voudrions tout de même savoir même sur 4 et quelques pour cent, sur quelle base, sur quels critères ces subventions sont attribuées.

Nous aimerions aussi savoir, vous nous aviez dit que nous n'aurions pas de réponse, quand cette punition qui nous a été infligée sera levée.

Vous vous gargarisez depuis tout à l'heure et même avant d'ailleurs du mot de justice.

En fait, c'est surtout une justice de classe que vous êtes en train de manipuler puisque la fameuse subvention contractuelle, c'est vos amis qui en profitent à presque 90 %.

Alors, nous sommes punis à l'Ouest parisien par votre justice de classe. Quand serons-nous pardonnés, Madame BROSSEL, de ne pas partager vos idées ?

La réponse est claire ! Je devrais me taire maintenant. Quand cesserons-nous d'être vos koulaks, Madame BROSSEL, risquons-nous la Sibérie et le goulag, dites-nous tout, Madame BROSSEL, allez-y, et je suis ravi d'entendre tant de protestations à gauche...

(Brouhaha).

Tant de protestations émues ! Mon dieu ! Très bien, bravo ! Allez-y !

J'adore cela !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Bien, merci, Monsieur LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Au goulag, ce n'est pas un problème personnel.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LEBEL. Je ne regrette pas de vous avoir donné la parole.

(Brouhaha).

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Mais moi non plus !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je ne regrette absolument pas !

(Brouhaha).

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - J'adore ! J'adore les mensonges et les contrevérités. J'adore que tout le monde…

(Brouhaha).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LEBEL.

Maintenant, Madame BROSSEL, puis on reprend le vote normalement.

(Brouhaha).

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Je m'excuse ! Juste un mot.

Pardon de briser l'ambiance !

Tout ceci serait drôle s'il n'y avait pas des familles et des enfants pris en otage derrière !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Donc, je m'excuse mais arrêtez avec les grandes phrases du style "quand cesserez-vous de nous punir parce que nous ne partageons pas vos orientations ?", non, Monsieur, vous refusez d'appliquer une délibération votée par le Conseil de Paris.

Non, Monsieur, vous refusez d'appliquer une délibération que le contrôle de légalité, effectué par le Préfet, a validé.

Non, Monsieur, vous êtes en train de prendre en otage des enfants des familles les plus modestes à Paris !

Pardonnez-moi, mais ceci ne me fait pas sourire !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BROSSEL.

Je remets aux voix le vœu n° 15 de l'U.M.P.P.A., fort des explications de M. LEBEL, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 88.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 88).

Je mets aux voix à main levée, le projet de délibération DASCO 91.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 91).

Je mets aux voix, aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 95.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 95).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 96.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DASCO 96).

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je demande la parole pour une explication de vote.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Une explication de vote ! Cela ne va pas ! On est en procédure de vote.

Non, vous vous êtes retiré, je suis désolée, Monsieur GOASGUEN.

(Protestations - brouhaha).

Dans ma mansuétude, je vous accorde 2 minutes d'explication de vote, mais je le dis ici : l'ordre des débats, vous êtes en train de le revoir d'une façon qui n'est pas correcte. Vous vous êtes retiré des interventions et donc les explications de vote ont été données tout à l'heure par M. BENESSIANO.

Vous avez la parole pour 2 minutes mais sachez que ce n'est pas comme cela que nous avons organisé ce débat !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Quand même ! Je suis, que vous le vouliez ou non, maire d'un arrondissement, ce qui n'est pas votre cas !

Alors, laissez-moi parler ! Puisque nous sommes directement concernés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je suis juste première adjointe au Maire de Paris et c'est moi qui préside ces débats !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Oui, mais alors je voudrais rappeler deux choses à Mme Colombe BROSSEL !

Un, les caisses des écoles ont la personnalité morale. C'est d'ailleurs la seule institution dans les arrondissements qui a la personnalité morale. Premier point.

Deux, nous sommes en instance juridique devant le Tribunal administratif et nous attendons la décision de fond du Tribunal administratif pour voir si effectivement la délibération du Conseil de Paris est acceptée ou non par le Tribunal administratif.

Tout le reste, c'est billevesées et incompétence !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - On se retrouvera pour commenter la décision.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 16 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

L'U.M.P.P.A. vote pour, oui ? Vous avez voté pour ?

D'accord, très bien. Merci.

Abstentions ?

L'amendement n° 16 est adopté à l'unanimité.

Je mets enfin aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 97 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité également. (2010, DASCO 97).

Dépôt de questions d'actualité.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous informe que des questions d'actualité ont été déposées.

La première émane du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Elle est relative "à la mise en place dans le projet de loi de finances 2011 d'une nouvelle taxation sur les loyers des organismes H.L.M.".

La deuxième question, posée par le groupe "Les Verts", concerne "les biffins".

La troisième question d'actualité, posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, à M. le Maire de Paris est relative au "mouvement contre le projet de réforme des retraites".

La quatrième question émane du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris. Elle concerne "les problèmes d'éducation".

La cinquième question est posée par le groupe Centre et Indépendants. Elle est relative "à l'avenir du projet d'aménagement des voies sur berges".

La dernière question d'actualité est posée par M. Georges SARRE. Elle est adressée à M. le Préfet de police et concerne "la sécurité des lycéens mobilisés pour la défense des retraites".

Nous pouvons nous réjouir et aller déjeuner. Nous nous retrouverons à 14 heures 45.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures dix minutes, est reprise à quatorze heures cinquante minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est un chahut partagé par la Majorité et l'Opposition.

Examen de questions d'actualité.

I - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative à la mise en place dans le projet de loi de finances 2011 d'une nouvelle taxation sur les loyers des organismes H.L.M.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons aux questions d'actualité, d'abord celle posée par M. AIDENBAUM au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, l'article 99 du projet de loi de finances pour 2011 prévoit un prélèvement pérenne de 2,5 % du montant des loyers des organismes de logement social, H.L.M. et S.E.M.

Ce prélèvement représente au plan national un montant de 340 millions d'euros. Il pallie la décroissance des aides à la pierre de l'État, destinées à la réalisation de logements sociaux puisque l'enveloppe nationale serait progressivement réduite à 60 millions d'euros en 2013.

Présenté comme la suppression d'une exonération de contribution sur les revenus locatifs dont bénéficiaient les organismes de logement social, ce prélèvement constitue une première historique.

Il est particulièrement injuste et pénalisant pour les organismes de logement social, pour les locataires et les demandeurs de logement social. Cette mesure est d'autant plus scandaleuse que la quasi-totalité des propriétaires bailleurs privés ne sont pas soumis à cette contribution.

Ces conséquences sont particulièrement graves pour Paris qui a fait du logement social la première priorité de ce mandat.

Depuis 1892, année de dépôt de la loi Siegfried, première loi sur le logement social, c'est la première fois que l'État se dérobe de son rôle de garant de la solidarité nationale dans le domaine du logement.

A travers ce prélèvement, l'État institutionnalise le financement d'une forme de solidarité entre les ménages modestes et très modestes.

Pendant que l'État organise un prélèvement de 340 millions d'euros sur les locataires modestes, il en redistribue le double au titre du bouclier fiscal. C'est une étrange conception du rôle de l'État que nous ne pouvons pas partager.

Ce prélèvement injuste et pénalisant, unanimement dénoncé, ne sert qu'à honorer les dettes de l'État sur d'autres aides au logement et s'accompagne d'une baisse drastique des aides à la pierre.

Il est d'autant plus injuste que les organismes qui ont le mieux répondu présents pour répondre à leur mission sociale sont d'autant plus pénalisés.

Ce prélèvement pèse pour en moyenne 80 euros par an et par locataire. Alors que les besoins en logements sociaux restent particulièrement criants, ce prélèvement réduit les capacités de construction de 20.000 logements par an.

Imposé comme un coup de force, sans la moindre concertation, ce prélèvement a été unanimement dénoncé par l'ensemble des familles H.L.M. lors du congrès de Strasbourg le 29 septembre dernier.

La Fédération des entreprises publiques locales, qui tient son congrès la semaine prochaine à Marseille, vient de faire de même.

Ce prélèvement, c'est donc moins de logement social et une baisse des investissements réalisés au service des locataires.

Pour les organismes parisiens, ce prélèvement est estimé à 25 millions d'euros par an. Il aura des conséquences très graves pour le logement social à Paris, alors que la priorité de ce mandat est le logement social, alors qu'il reste plus de 100.000 demandeurs de logements sociaux, alors que nous avons résolument remis tous les organismes, qu'il s'agisse de "Paris Habitat" ou des différentes S.E.M., au cœur de leur mission d'intérêt général.

Ce prélèvement a des conséquences particulièrement graves qui nous conduisent, en l'attente de l'analyse de ses conséquences et du vote des dispositions définitives de la loi de finances, à retirer les C.U.S., conventions d'utilité sociale approuvées en juin et qui traduisent la détermination des organismes parisiens à remplir leur mission au service des Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous explosez le temps.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Monsieur le Maire, c'est la question : quels seront les conséquences de cette mesure sur la politique de logement social volontariste de la Municipalité engagée depuis 2001, remet-elle en question nos objectifs pour la mandature ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le temps des applaudissements n'est pas dans le temps des interventions. C'est vrai pour toutes les interventions.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur AIDENBAUM, nous étions vous et moi au congrès H.L.M. de Strasbourg. C'est la première fois en 10 ans que je vois l'unanimité du monde H.L.M. dans ses différentes composantes contre un projet du Gouvernement.

La Fédération des E.S.H., Société 3F par exemple, Astria, la Fédération des E.P.L., évidemment, la Fédération des offices H.L.M., la Fédération des coopératives, la Fédération des sociétés régionales d'H.L.M., etc. contre, unanimement contre, et, bien sûr, l'organisation des locataires. Pourquoi ? Parce que c'est la première fois qu'on voit à ce point le cynisme de ce Gouvernement.

Le logement inscrit dans la Constitution, responsabilité nationale, se voit restreint au niveau du budget de l'aide à la pierre à 160 millions d'euros sur le budget de la Nation pour l'exercice 2011, avec des perspectives à 2013 de 60 millions d'euros, c'est-à-dire rien !

Alors, derrière ces problèmes de chiffres, se cache vraisemblablement quelque chose de beaucoup plus profond. On est en train d'abandonner 100 ans d'histoire de construction de logement social dans ce pays. Le logement social, ce sont 10 millions de personnes logées dans notre pays, avec le soutien de la Nation et des collectivités locales. Aujourd'hui, par ces mesures, c'est un retour complet par rapport à une philosophie de base qui a fondé l'équilibre sociologique de notre pays ; on veut sans doute copier l'Angleterre, où on a vendu le logement social pour en faire une opération de produits privés. Eh bien, nous ne pouvons accepter ce déséquilibre total des efforts de la Nation en la matière. C'est pourquoi, avec juste raison, vous signifiez l'importance globale et immédiate que cela veut dire.

C'est d'abord et avant tout une aberration économique. 340 millions d'euros de moins, c'est de la construction en moins, de l'entretien en moins, c'est chiffré immédiatement par 2 milliards de travaux en moins dans le pays ; ce sont donc des rentrées fiscales en moins, de l'emploi en moins, des cotisations sociales en moins.

Voilà les mesures iconoclastes, contreproductives qui ont été prises par le Gouvernement, avec une cible logement social qu'on devrait rayer de la carte.

Qu'est-ce que cela veut dire au niveau parisien ? En tout état de cause, il y a des difficultés pour les bailleurs sociaux, car même si M. le Ministre, à tort, essaye d'expliquer en province qu'il va chercher l'argent en province pour construire là où il y en a besoin, en fait, en réalité, l'argent ainsi récolté servira à payer les dettes de l'État, puisque les deux tiers sont affectés au chèque de l'A.N.R.U. et 90 millions d'euros sur l'aide à la pierre. Il ne s'agit pas d'aller chercher de l'argent là où il n'y a pas besoin de construire pour construire ailleurs ; non, ce n'est pas la réalité des choses.

De plus, "Paris Habitat", comme l'ensemble des bailleurs parisiens, développe énormément de moyens financiers sur fonds propres pour développer de la construction neuve avec l'aide de la municipalité. En tout état de cause, c'est 15 millions d'euros de moins pour "Paris Habitat". Même si on donne la même enveloppe, ce sera toujours 15 millions d'euros de moins sur le budget de "Paris Habitat". C'est moins d'entretien et moins de construction et c'est 25 millions d'euros en moins sur le territoire parisien.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il faut conclure, Monsieur MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Par rapport à cela, la Ville de Paris dit quoi ? On dit simplement que nous serons déterminés vis-à-vis du Gouvernement à maintenir l'enveloppe de l'aide à la pierre de 120 millions d'euros pour un objectif de 6.000 logements sociaux construits au cours de l'année 2011.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je rappelle à tous les élus, que ce soient ceux qui interrogent comme ceux qui répondent - MANO, c'est bon, à 3 minutes 10 -, tenez-vous dans les temps, s'il vous plaît.

II - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative aux biffins.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Denis BAUPIN, pour les groupe "Les Verts".

M. Denis BAUPIN, adjoint. - C'est bien toujours cela, oui. Peut-être qu'il changera de nom prochainement, mais, pour l'instant, c'est "Les Verts".

Monsieur le Maire, notre question porte sur les biffins et les marchés de la misère qui se multiplient dans les quartiers populaires de notre ville, dans le 20e et ailleurs.

Comme l'indiquait à juste titre le vœu adopté par notre Conseil en juin sur proposition d'Olga TROSTIANSKY au nom de l'Exécutif, ces activités montrent l'immense précarité de cette population en Région parisienne qui les développe pour survivre.

Nous sommes tous conscients que cette précarité résulte de la pauvreté croissante partout dans le monde, mais aussi de la politique injuste et ségrégative du Gouvernement qui fragilise chaque jour les plus faibles, en situation régulière ou non.

Pour autant, même si les problèmes dépassent le cadre municipal, nous sommes convaincus que notre municipalité se doit de construire des solutions nouvelles face à cette situation nouvelle malheureusement durable, parce que c'est sur notre territoire que se développent ces marchés de la misère, parce que les nuisances et les risques de tension qu'ils engendrent nous préoccupent tous et parce que l'action de la police ne peut apporter une réponse durable.

Précisons-le, en réponse aux contrevérités répandues par ceux qui nous reprochent de nous intéresser à cette situation, nous refusons de voir opposer des populations qui vivent dans la difficulté. Nous n'avons pas une vision binaire, il n'y a pas, d'un côté, les bons biffins et, de l'autre, les mauvais riverains et puciers égoïstes, ni l'inverse d'ailleurs.

L'exaspération de tous face au pourrissement de la situation est compréhensible, raison de plus pour agir.

On nous dit aussi qu'il y aurait parmi les biffins des personnes qui vendent des produits acquis illégalement. Nous ne sommes pas à même d'en juger, mais si tel est le cas, si une partie des biffins sont eux-mêmes victimes de trafiquants, raison de plus pour les aider à s'en extirper en organisant les choses.

C'est parce que nous ne nous satisfaisons pas de l'institutionnalisation de la misère que nous cherchons des solutions. Nous le faisons modestement, nous ne disons pas que ce qui a été tenté courageusement dans le 18e est reproductible tel quel partout, mais une piste a été ouverte, qui montre que pour peu qu'on ait envie de mettre tout le monde autour de la table, on peut inventer des voies nouvelles et nous avons la faiblesse de penser que c'est le rôle d'une municipalité de gauche et écologiste que d'inventer ces solutions innovantes ; sinon, qui le fera ?

J'en viens donc à ma question.

Le vœu que nous avons adopté en juin prévoyait de proposer à une association une mission préfigurant un projet d'insertion. Il laissait ouvert la localisation et le cahier des charges établi entre acteurs locaux. Depuis, sur proposition de notre groupe, un budget de 100.000 euros a été voté lors du budget modificatif.

Au vu de la tension croissante et parce que nous souhaitons que le dialogue remplace vite l'affrontement, nous voudrions savoir où en est la mise en œuvre de ce vœu, car, nous en sommes convaincus, c'est à la façon dont une société traite les plus faibles qu'on peut juger de son degré de civilisation.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Olga TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, je voudrais commencer par remercier le groupe "Les Verts" de consacrer sa question d'actualité à un sujet qui préoccupe notre majorité depuis plusieurs mois, me permettant ainsi de partager avec notre assemblée l'état de nos réflexions et de nos travaux sur le marché de la porte de Montreuil.

En effet, le développement des marchés de la misère dans l'Est parisien est un phénomène très inquiétant, qui nous mobilise tous, élus d'arrondissement, confrontés directement au problème, et Exécutif.

Plusieurs vœux ont été votés, dont un nouveau encore ce matin.

Je le répète, la Ville est clairement opposée au développement des marchés illégaux sur la voie publique. Ils sont non seulement générateurs de nuisances pour les riverains, mais aussi révélateurs de la paupérisation croissante d'une partie de la population qu'il est inacceptable de laisser dans de telles conditions de dénuement.

Monsieur le Maire, le diagnostic social des revendeurs, réalisé par la mission S.D.F. du Secrétariat général de la Ville, a fait apparaître la diversité des revendeurs : Roms, Asiatiques, vieux migrants retraités, Sri Lankais, Afghans, tous ont en commun une extrême pauvreté et sont majoritairement victimes de l'impasse des politiques migratoires et de l'absence de prise en charge relevant de l'État, mais il ne faut pas oublier la dimension de sécurité. Nous demandons au Préfet de police de maintenir une présence policière suffisante.

Il ne faut pas non plus oublier la dimension régionale de la problématique rom. Nous avons demandé à l'État la tenue d'une table ronde sur ce sujet.

J'en profite d'ailleurs pour redire que la prise en charge des Roms a fait l'objet de multiples courriers du Maire de Paris à l'État sans réponse à ce jour.

Monsieur le Maire, nous nous devons de répondre aux demandes légitimes des riverains et des commerçants de bénéficier d'un environnement propre et sécurisé.

Les services de la D.P.P. et de la propreté sont très mobilisés et ont renforcé leurs interventions. La police est également très présente, mais nous savons que la répression, si elle a un effet immédiat de dispersion, n'est pas la seule réponse. Sans un soutien à cette population très précaire dans ses démarches d'accès au droit et d'insertion, avec pour objectif de gagner dignement sa vie, le problème des marchés de la misère ne sera jamais résolu.

Je vous propose donc d'avancer en tenant compte de trois principes : réguler cette activité de vente, proposer un suivi social adapté aux personnes et prendre en compte les spécificités des quartiers concernés.

Le carré des biffins a été mis en place en prenant en compte ces différents critères, après une longue période de réflexion. Il est adapté à la porte de Montmartre et les résultats sont positifs, mais la porte de Montreuil n'est pas la porte de Montmartre et le but n'est pas d'appliquer sans réfléchir un dispositif d'un endroit à un autre.

Nous construirons et nous commençons à construire avec Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement, le dispositif adapté à la porte de Montreuil.

Monsieur le Maire, nous organiserons prochainement une table ronde réunissant à la fois des associations spécialisées et les maires des communes limitrophes, car cette problématique, comme la grande exclusion en général, ne s'arrête pas aux portes de Paris, mais a une dimension régionale.

Pour conclure, je voudrais rappeler que la situation est très difficile, car elle oppose des intérêts contradictoires, unique moyen de gagner sa vie pour certains, exaspération devant les nuisances subies pour d'autres.

Je vous propose, Monsieur le Maire, malgré ces difficultés, de construire ensemble une vraie alternative à ces marchés de la misère.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

La parole est à Mme CALANDRA mais très brièvement parce que vous avez été associés à la réponse d'Olga TROSTIANSKY, je crois, d'après ce qu'elle a dit.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Je voudrais saluer la conversion de M. Denis BAUPIN aux interrogations et aux demandes des riverains de la porte de Montreuil. Effectivement, nous ne voulons pas dresser des populations en souffrance contre d'autres populations encore plus en souffrance.

Je souhaite simplement dire une chose : c'est que les solutions qui doivent être trouvées, quelles qu'elles soient, doivent être des solutions durables, compte tenu de tous les acteurs en présence, que ce soit la police, les riverains, les vendeurs, etc.

Une dernière chose, Madame TROSTIANSKY, je souhaiterais qu'on n'emploie pas le mot "répression". En l'occurrence, j'ai demandé au Préfet de police, qui nous l'a accordé, que des cars de C.R.S. soient disposés le matin ; il s'agit de dissuasion à l'installation et en aucun cas de répression. Je tenais à le souligner.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vraiment, un mot de Denis BAUPIN parce qu'il aurait fallu que je lui donne la parole avant Frédérique CALANDRA.

Bon, allez, faisons simple !

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je voudrais juste saluer la conversion de Mme CALANDRA à la recherche de solutions durables !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Convertissez-vous les uns les autres ! C'est un laïc qui vous le dit. Surtout quand vous avez à débattre ensemble, ce n'est pas la peine d'aller manifester devant un lieu d'expression du suffrage universel qui s'apprête à débattre. Il suffit de se demander des rendez-vous, de travailler ensemble et, surtout, que tous les conseils d'arrondissement puissent se tenir dans des conditions sereines. C'est le b.a.-ba de la démocratie.

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative au mouvement contre le projet de réforme des retraites.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Ian BROSSAT pour la question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, il n'aura échappé à personne, sur ces bancs comme sur ceux de l'opposition municipale, que depuis plusieurs mois, la France est plongée dans une situation sociale explosive, en réaction au projet de réforme des retraites voulu par le Gouvernement. Les citoyens qui se mobilisent refusent de travailler toujours plus toute leur vie, pour gagner toujours moins à la retraite. Les rues de la capitale ont vu défiler plus de 300.000 personnes à deux reprises pour la seule semaine dernière. Les grèves dans les établissements publics et privés se multiplient et les initiatives de reconduction sont de plus en plus suivies.

Malgré cela, le Président de la République et son gouvernement s'enferment dans leur idéologie de casse du système des retraites par répartition.

Le projet du Gouvernement programme une baisse de 20 % du pouvoir d'achat des retraités, avec une décote des pensions qui touchera particulièrement les femmes et portera le droit à un minimum garanti à 67 ans au lieu de 60. Les salariés, les étudiants et les fonctionnaires parisiens se sont déclarés prêts à lutter jusqu'au bout contre cette réforme ; ils ont raison.

Je ne m'étendrai pas ici sur les raisons qui poussent des millions de citoyens à manifester, parfois plusieurs fois par semaine, contre ce projet de réforme que le Ministre du Travail, entre deux scandales politico-financiers, cherche à imposer. Il me semble que chacun dans cet hémicycle aura eu l'occasion de se forger son idée sur la façon dont le Gouvernement traite un mouvement soutenu par 70 % de la population française.

Vous le savez, Monsieur le Maire, les élus Communistes et du Parti de gauche se sont fortement investis dans ce mouvement, aux côtés des manifestants parisiens et des travailleurs en grève et vous avez, vous aussi, apporté votre soutien au mouvement social en cours.

Désormais, ce sont les cheminots, les personnels des ports, de l'aviation civile, des raffinerie de pétrole, les routiers, les étudiants et les lycéens, on en a d'ailleurs devant l'Hôtel de Ville, mais aussi de plus en plus d'écoles qui se mobilisent et sont en grève reconductible.

Parmi les agents de la Ville de Paris, ce sont plusieurs centaines, plusieurs milliers de personnes qui sont en grève. Certains secteurs se sont engagés à la reconduite de la grève jusqu'à mercredi, d'autres jusqu'à vendredi. Leur action est courageuse, elle est surtout nécessaire pour protéger les acquis sociaux les plus essentiels et aboutir, nous le souhaitons, à une réforme des retraites juste et efficace qui ne verra ni reculer l'âge de départ ni allonger la durée de cotisation.

Notre rôle d'élu est d'être à l'écoute du peuple et, si la Droite aux commandes de l'Etat, s'y refuse, pour ce qui nous concerne, élus de la majorité parisienne, nous continuons de soutenir de toutes nos forces les mouvements légitimes de protestation et de proposition.

Nous le devons d'autant plus que c'est aussi une façon de protéger les libertés syndicales, si souvent attaquées dans les faits et notamment lorsque les salariés ne peuvent assumer matériellement leur droit de grève.

C'est pourquoi, et c'est ma question, Monsieur le Maire, nous souhaiterions connaître les modalités que notre Municipalité prévoit de mettre en œuvre afin de permettre à ces agents d'exercer leur droit de grève et de réunion.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne savais pas qu'il fallait demander la permission à l'employeur !

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Ian BROSSAT l'a bien dit, effectivement, depuis le mois de juin la question de la réforme des retraites mobilise fortement les salariés. Le mouvement est grandissant et les agents de la Ville de Paris participent pleinement à cette mobilisation. Nombre d'entre eux sont en effet directement concernés par les modifications prévues par le gouvernement.

S'agissant des métiers pénibles, par exemple les éboueurs, les égoutiers, les fossoyeurs s'inquiètent de leurs conditions de départ en retraite qui peuvent être directement impactées par une prise en compte de la pénibilité individualisée et la reconnaissance d'une incapacité personnelle.

S'agissant des femmes, et il y en a beaucoup à la Ville dans les métiers de l'enfance, du scolaire et de l'animation, l'adaptation dérisoire du Gouvernement concernant le départ à 65 ans sans décote ne répondra pas aux inégalités constatées pour les femmes.

L'alignement des cotisations sur le secteur privé, au même moment où le Gouvernement gèle le point d'indice et préserve les revenus les plus élevés grâce au bouclier fiscal, entraîne aussi un fort sentiment d'injustice.

Enfin, le report de l'âge de la retraite à 62 ans touche de plein fouet les carrières longues. Nombre d'agents de catégorie C de la Ville seront ainsi pénalisés.

Cette mobilisation, comme l'a dit Ian BROSSAT, ne nous est évidemment pas indifférente et, Monsieur le Maire, vous, les élus de la majorité municipale, et moi-même avons manifesté en nombre et à de multiples reprises aux côtés des syndicats et des salariés.

Devant la prolongation des événements et à la demande de certaines organisations syndicales, j'ai décidé, d'une part, de reporter la tenue des instances paritaires afin que la situation des agents puisse être examinée sereinement après le débat sur les retraites. Je me suis assurée, de surcroît, que les organisations syndicales puissent tenir des assemblées générales et informer ainsi les agents des enjeux de cette réforme. Par ailleurs, et conformément à la tradition de cette Ville, si nous ne revenons pas sur le principe de retenue sur salaire, pendant citoyen à l'acte de mobilisation, je me suis assurée que ces retenues puissent être étalées. J'ai conscience que les agents qui participent au mouvement font de gros sacrifices et j'espère que, très rapidement, enfin, le Gouvernement va entendre la voix des grévistes et des manifestants et va entendre la voix de la raison :

- pour une véritable reprise des négociations avec les syndicats ;

- pour une véritable prise en compte de la pénibilité du travail ;

- pour des mesures de justice sociale pour que tous les efforts ne pèsent pas sur les agents et les revenus du travail ;

- et, enfin, pour des dispositions qui pourront réellement réduire les inégalités constatées entre les hommes et les femmes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Excellente réponse qui a dit beaucoup de choses en dessous du temps réglementaire. Pardonnez-moi, je suis un peu comptable !

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les problèmes d'éducation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. GOASGUEN pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Ma question va porter sur les responsabilités de la Municipalité parisienne en ce qui concerne les problèmes éducatifs.

Je rappelle que deux articles du Code de l'éducation, les articles 213 et 214, donnent au maire de la commune une responsabilité totale en ce qui concerne l'exercice du service public d'Education nationale sur le territoire de la commune et donnent d'ailleurs la même responsabilité au président de Région dans l'exercice de ses compétences régionales.

Or, deux questions se sont posées récemment qui, je dois le dire, font apparaître que cet exercice de responsabilité n'est pas bien rempli.

La première question porte sur la fameuse loi du S.M.A., dont nous aurons certainement encore à parler demain, puisqu'on a annoncé une grève de certains personnels de l'Education nationale dans les écoles. La question qui se pose est : pourquoi refusez-vous d'appliquer la loi concernant le S.M.A., cette loi qui a été votée démocratiquement par le Parlement et que vous refusez systématiquement d'appliquer depuis le 20 août 2008 ? Ce qui a valu d'ailleurs à la Ville de Paris d'être condamnée notamment par une décision du 30 janvier 2009, et de recevoir plusieurs injonctions de devoir appliquer la loi dans ce domaine.

Nous pensons que ce n'est pas le rôle d'un maire de Paris, ce n'est pas le rôle de la Municipalité parisienne, ce n'est pas le rôle du Conseil de Paris d'organiser quelque chose qui est contre la loi. Nous ne sommes pas au-dessus de la loi quelles que soient les raisons politiques ou politiciennes qui peuvent nous y pousser.

Le deuxième élément porte sur les incidents qui ont eu lieu et qui continuent d'avoir lieu dans des établissements scolaires à cause de manifestations qui sont des manifestations spontanées venant des jeunes gens des collèges et des lycées. La loi, là encore, vous impose d'assumer vos responsabilités dans le cadre de ces établissements, et en particulier d'aider à la mobilisation des services municipaux dans ce rôle. Si Georges SARRE, qui a une préoccupation d'ordre public, interpellera à ce sujet le Préfet de police - et c'est bien son droit et c'est légitime car M. SARRE est un homme d'ordre et de responsabilité - moi je vous interpelle sur l'autre partie de vos responsabilités, à savoir : qu'avez-vous fait concernant ce problème qui a touché beaucoup d'établissements ? Rien.

Et la question se pose, pourquoi le Maire de Paris n'a-t-il pas pris une position officielle pour dire à ces jeunes gens qu'on ne peut pas considérer comme grévistes, puisqu'ils n'ont pas le droit de grève, de ne pas se joindre à des manifestations risquées ? Evidemment, vous n'avez pas été aussi imprudent que Mme Ségolène ROYAL, mais la question se pose de votre silence. Comme de nombreux Parisiens, nous nous demandons si le Maire de Paris par son silence, n'a pas préféré sa responsabilité politique à son autorité municipale. La question est là. Etes-vous au-dessus des lois, êtes-vous un militant politique, ou êtes-vous le Maire de Paris en ce qui concerne les problèmes éducatifs ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Sur la dernière partie de votre question, je n'ai pas tellement entendu M. JUPPÉ, M. GAUDIN, pour leur ville. Chacun est à sa place et Colombe BROSSEL qui la remplit fort bien va vous donner la réponse de l'Exécutif.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Les interventions de M. Claude GOASGUEN sont définitivement placées aujourd'hui sous l'angle de la mesure en toute chose, comme toujours, comme dit mon voisin.

Monsieur GOASGUEN, je suis au regret de vous dire, vous mentez, vous mentez devant cette Assemblée et ce n'est pas bien de mentir au Conseil de Paris. Excusez-moi, vous mentez. Vous savez très bien que la Ville de Paris met en œuvre le SMA, vous le savez, vous manipulez les faits et dites des choses qui sont fausses devant le Conseil de Paris.

Je vous ai déjà répondu à cinq reprises en un an et demi sur le sujet, je vous ai déjà dit et redit, mais l'art de la répétition c'est de la pédagogie paraît-il, que la Ville de Paris mobilisait une liste de 6.500 personnes volontaires qui sont des personnes qualifiées et formées parce que nous considérons et nous ne bougerons pas sur ce point, que la formation est un élément important de l'accueil et de la garde des enfants, et qu'on ne confie pas les enfants de Paris à n'importe qui, à des gens qui ne sont pas qualifiés ni formés pour, des gens que nous ne connaissons pas et qui n'ont pas déjà travaillé pour les services municipaux.

Je vous ai déjà dit que cette loi était inapplicable et je vous ai déjà dit à quel point elle était inapplicable dans toutes les villes de France, et je vous mets au défi de venir au prochain Conseil de Paris m'apporter une réponse contradictoire. Je ne connais pas une ville de taille moyenne ou une ville de grande taille qui soit en mesure d'appliquer le SMA tel que défini par la loi, car cette loi est inapplicable. Je sais que les parlementaires U.M.P. ne sont plus à une humiliation près, vous avez voté une loi inapplicable, c'est à vous d'en assumer les conséquences. La Ville fait ce qu'elle peut en répondant à ses obligations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - J'aime toujours la compétence de Mme Colombe BROSSEL et surtout sa qualité à parler de la formation, mais je lui rappelle que lors de la grève du 12 octobre, le SMA n'était pas appliqué dans 293 sur 423 écoles concernées à Paris. Si vous considérez que c'est l'application de la loi dont vous dites dans un premier temps que vous l'appliquez mais par ailleurs qu'elle est inapplicable, ce que je trouve intéressant comme dialectique, alors, véritablement, vous devriez réviser un peu vos fiches avant de parler.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GOASGUEN, pourrait-on vous dire dans la sérénité et dans un souci de clarté que nous l'appliquons pour autant qu'elle est applicable... Mais oui, je vous l'ai dit depuis le début. Mais les autres maires de gauche et de droite font pareil. Parce que là où il n'y a pas de personnel on ne peut pas l'appliquer. Et le nombre d'écoles que vous avez recensées où il n'y avait pas de SMA, ce sont celles où tout le monde était en grève, personnel national et personnel municipal, et celles où on l'a appliquée, ce sont celles où il y avait du personnel formé et compétent pour accueillir les enfants en toute sécurité.

V - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative au devenir du projet d'aménagement des voies sur berges.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, la question d'actualité du groupe Centre et Indépendants, posée par Mme CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, vous ou vos adjoints faites actuellement la tournée de présentation de votre projet de réaménagement des voies sur berge. Elle a eu lieu lundi dernier dans le 13e arrondissement, elle aura lieu la semaine prochaine dans le courant de la semaine dans le 16e, à chaque occasion vous rappelez que ce projet correspond à une promesse de campagne et qu'ainsi les Parisiens en auraient validé l'idée.

C'est donc pour moi l'occasion de vous faire à mon tour un petit rappel. Dans votre programme pour cette mandature, vous évoquiez en effet le projet d'une reconquête. Permettez-moi déjà de dire que pour parler de reconquête, encore eût-il fallu qu'il y ait déjà conquête ce qui ne fut jamais le cas.

Mais je vous cite car, surtout, et c'est ce qui est important, vous avez écrit textuellement : "Cet objectif sera conditionné à un renforcement de l'offre de transports alternatifs". Et vous ajoutiez, je vous cite toujours, "Bien entendu, ce processus donnera lieu à une concertation approfondie, avec l'État, et les communes limitrophes".

Pour chacun de ces deux points, il semble que vous aviez franchement oublié ces deux engagements qui sont majeurs.

Premier point, concernant le renforcement de l'offre de transport alternatif, j'aimerais bien que vous expliquiez où il est. Les usagers des RER A, B, C ou de la ligne 13 n'ont pas connu d'amélioration, me semble-t-il, il et je ne sache pas que vous ayez créé depuis quelques années, depuis vos deux mandatures d'offre de transport en termes structurant et alternatif. Or, cette condition n'est clairement pas remplie. Je vous pose la question : où est l'offre alternative existante ? Rien de nouveau donc en termes de transport public lourd et structurant.

A l'heure du lancement des débats publics sur les futurs réseaux de transport public du Grand Paris et d'Arc Express, il y a là quelque chose d'assez incongru de votre part, Monsieur le Maire.

Deuxième point, concernant "la concertation approfondie", je vous cite encore "avec les communes limitrophes", il est difficile de savoir de quoi vous voulez parler parce qu'en effet les fermetures des voies sur berges les concernent au premier chef, cet axe est stratégique, il relie l'Ouest et l'Est de la Capitale, il constitue pour eux une porte d'entrée dans Paris, et les maires n'ont absolument pas été consultés sur l'opportunité du projet. Ils l'ont découvert, comme tout le monde, lors de votre présentation à la presse en avril dernier. Un projet déjà ficelé. Les maires n'ont d'ailleurs pas eu leur mot à dire jusqu'ici, la présentation éventuellement future à Paris métropole n'est pas encore à l'ordre du jour, d'après ce que j'ai compris, j'ai posé la question récemment à des maires qui n'en sont pas informés, qui sont pourtant à Paris Métropole, et leur consultation a posteriori sonne pour moi plutôt comme un alibi que comme autre chose. La concertation a posteriori n'a guère de sens, vous pourrez m'en savoir gré.

De quoi reste-t-il à débattre ? De la couleur des bancs ? Des fleurs pour les parterres ? La réalité, c'est qu'en supprimant les voies expresses vous condamnez cet accès à la capitale pour l'ensemble des Franciliens, et le message que vous leur envoyez, c'est une sorte de "vade rétro". Alors que la Seine est la première chose que nous partageons en commun, elle devrait être le premier symbole concret du Grand Paris. Mais cela passe par une réflexion métropolitaine de son aménagement…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame, il faut conclure. Là, vous explosez complètement le temps.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - J'ai terminé, Monsieur le Maire.

…et pas strictement parisienne, dans une logique intra-muros. Ma question, Monsieur le Maire, est donc celle-ci : comment comptez-vous rattraper votre retard pour respecter vos promesses de campagne ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je trouve que c'est bien de vouloir être garant de nos promesses de campagne, je vous assure que nous sommes totalement en train de les mettre en œuvre - d'ailleurs dans une ambiance assez enthousiaste des Parisiens pour défendre ce projet des voies sur berges avec mes collègues, Annick LEPETIT, Pierre MANSAT, Anne LE STRAT, Hamou BOUAKKAZ et Christophe GIRARD -.

Je peux vous dire qu'il y a un certain enthousiasme si j'en juge par la mise en place du site Internet de la Ville la semaine dernière, qui permet d'apporter des propositions. Il y avait, en fin de semaine dernière, alors que le site venait d'être ouvert, presque 5.000 visites, plus de 18.600 pages vues. Je crois qu'il y a un enthousiasme. En tous les cas, nous le ressentons dans nos réunions.

En ce qui concerne la question de l'offre de transports, vous dites que rien n'a été fait. Dois-je vous rappeler ce qu'on a fait en matière de tramway, en matière de bus en site propre, en matière également de Vélib' et bientôt en matière d'Autolib' ? Ce sont des éléments qui viennent compléter une offre de transports le long de la Seine, puisque nous avons souhaité, dans ce projet que nous portons, nous caler également avec un calendrier qui est celui du transport. Nous avons une amélioration prévue, projetée et votée en S.T.I.F. - je crois que vous y siégez et que vous avez des informations tout à fait précises - sur les RER qui vont accroître leurs capacités le long de la Seine.

La ligne 1 sera aussi entièrement automatisée et arrivera en fin de processus d'automatisation, au moment où nous livrerons les voies sur berges en 2012.

Nous avons effectivement, avec les services de transports, chiffré l'offre de transports supplémentaires à 15.000 places de voyageurs par heure supplémentaires sur l'ensemble de ce parcours.

Vous avez parlé de la métropole en disant : comment, rien sur la métropole, les voisins ne sont pas au courant ! D'abord, je vous rappelle - Pierre MANSAT est le mieux placé pour vous le dire - que le projet des aménagements de voies sur berges fait partie des 110 projets retenus par "Paris Métropole" pour travailler.

Nous avons une réunion, la 21e réunion, qui se tiendra avec le Maire de Paris, et notamment avec les communes limitrophes. Mais, en attendant ces réunions, nous ne restons pas les bras croisés. Pierre MANSAT fait un travail remarquable de dialogue et de construction avec les collectivités limitrophes.

C'est un beau projet. Je regrette vraiment que vous soyez dans une attitude de dénigrement ou de contestation de ce projet. Quand les berges accueilleront ces propositions absolument exceptionnelles pour le sport, pour la culture, pour la nature, toutes les possibilités nouvelles qui seront offertes aux Parisiens et aux amoureux de Paris, ce sera vraiment un plus.

Et oui, c'est de la reconquête. C'est bien de la reconquête, comme dans la plupart des grandes villes au monde. Voyagez un peu, regardez ce que font nos voisins. Vous savez, le "benchmarking" ne marche pas seulement dans le monde des affaires. C'est le cas aussi en matière de bonnes pratiques des collectivités locales. Partout où il y a un fleuve, où il y a la mer, les collectivités se sont évertuées, de façon très positive, à reconquérir ces espaces pour le bonheur de leurs habitants.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

VI - Question d'actualité de M. Georges SARRE à M. le Préfet de police relative à la sécurité des lycéens mobilisés pour la défense des retraites.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Georges SARRE pour sa question.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police, il m'est arrivé de rappeler que vous n'êtes pas ici le représentant de l'Etat mais l'autorité de police municipale.

Dans une situation particulière, qui est celle d'une forte mobilisation sociale, vous me permettrez de vous poser des questions auxquelles, j'imagine, vous me répondrez en puisant tant dans vos prérogatives de police nationale que municipale.

Nous n'allons pas reproduire ici le débat sur les retraites, ce débat, qui a lieu insuffisamment d'ailleurs au Parlement et qui n'a pas vraiment lieu, c'est bien le problème, avec les organisations syndicales représentatives des salariés.

Ma question porte sur les moyens de garantir la sécurité des lycéens, mobilisés pour défendre les retraites. La seule réponse des pouvoirs publics ne saurait être les propos partisans dénonçant leur participation à la résistance sociale ou leur supposée instrumentalisation.

La réponse de l'Etat ne saurait être non plus des attitudes excessivement musclées, avec des conséquences graves comme on l'a vu récemment à Montreuil.

Je souhaiterais donc avoir des précisions sur trois points, Monsieur le Préfet de police.

Premièrement, pouvez-vous nous éclairer sur la doctrine d'emploi des forces de maintien de l'ordre vis-à-vis de ce public particulier, aux moyens d'action mal encadrés et à la vulnérabilité forte ? Quelles garanties prenez-vous pour éviter des blessés, ou pire encore, dans les rangs de notre jeunesse ?

Deuxièmement, en dehors des manifestations proprement dites, quelles mesures prenez-vous pour encadrer, ne serait-ce que du point de vue de la circulation automobile, les rassemblements devant les lycées ? Les groupes de lycéens, débordant sur la chaussée, peuvent à tout moment être renversés par une voiture ou pire un poids lourd. Que prévoyez-vous pour l'éviter ?

Troisièmement, et plus globalement, je relaie ici la position de bon sens de la F.C.P.E., qui appelle les parents dans toute la mesure du possible, à accompagner les lycéens dans les manifestations et autres formes de mobilisation sociale. En effet, les mineurs sont placés sous l'autorité de leurs parents, faut-il le rappeler ?

Je souhaiterais donc savoir si vous avez des discussions avec la F.C.P.E. et d'autres associations de parents d'élèves, ainsi que l'Académie de Paris, pour faire passer ce message de prudence et de responsabilité aux parents.

Mes chers collègues, je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Monsieur le Ministre, vous m'interrogez, bien sûr, sur ce qui se déroule actuellement et sur l'attitude de la Préfecture de police dans ces différentes compétences, pour faire en sorte qu'à la fois la liberté d'expression puisse être préservée et que, d'autre part, la sécurité des enfants, des lycéens le soit également.

Evidemment, je ne vais pas cacher, parce que n'importe quel spécialiste de l'ordre public dirait la même chose, que l'encadrement et la sécurisation des manifestations lycéennes est quelque chose de particulièrement compliqué, de particulièrement risqué et difficile.

Nous avons l'habitude, je l'ai dit souvent devant cette Assemblée, d'être à l'origine et de faciliter l'exercice de la liberté. Je rappelle - je l'ai dit récemment à la presse - qu'il y a eu 3.780 manifestations sur la voie publique depuis le début de l'année, c'est donc notre rôle de faire en sorte que le droit de manifester, qui est un droit dans notre pays, puisse s'exercer librement.

Il y a pour cela, néanmoins, un certain nombre de règles qu'il faut respecter. Ces règles, on les connaît, ce sont les règles de déclaration préalable, d'organisation de parcours en prévoyant des sites de rassemblement avec une responsabilité des organisateurs. C'est ce que nous faisons avec les grandes organisations syndicales, voire les partis politiques, bien sûr de façon permanente.

Il serait évidemment bien que les lycéens, que les étudiants, puissent respecter ces règles, ce qui n'est pas toujours le cas. Et c'est le problème, notamment en ce qui concerne les actions de blocages des entrées et sorties qui sont recensées dans certains lycées. Il y avait ce matin à Paris 19 lycées bloqués, car on ne respecte pas le principe de liberté de participer ou de ne pas participer à un mouvement revendicatif, ce qui ne me parait pas tout à fait convenable dans un pays de liberté.

Néanmoins, nous sommes confrontés à cette question et mon directeur de cabinet est actuellement avec le Recteur, pour l'examiner, puisqu'il y a un partage de responsabilités.

Aujourd'hui même, j'ai pu lire comme vous dans un journal sérieux le témoignage du proviseur du lycée Sophie-Germain, qui considère que c'est de la responsabilité de la police.

Je réponds que oui, la police, bien sûr, doit aider, mais il y a aussi d'autres partenaires. Hier soir, j'ai eu l'occasion, à 21 heures 30, d'appeler les services de la Ville, après que l'on m'ait signalé que beaucoup de poubelles avaient été entreposées.

Je dois dire d'ailleurs que ces poubelles ont été rangées. Je m'excuse de rentrer dans ces considérations assez pratiques, cependant c'est une chose sur laquelle il faut que l'on travaille en commun.

Lorsque les jeunes sont installés avec les poubelles, qu'ils les font brûler, c'est très difficile. Ce proviseur, parce que c'est assez facile, reproche à la police de venir et de ne pas intervenir. Nous ne souhaitons pas non plus, ce qui nous est reproché par ailleurs, tomber dans la provocation.

Nous avons ensuite, il s'en déroule actuellement sur l'ensemble de l'agglomération, un certain nombre de cortèges qui ne sont absolument pas déclarés.

Je réponds à votre préoccupation sur la circulation, d'abord sur l'ordre public, pour éviter les dégradations, puisqu'il y a malheureusement depuis ce matin un certain nombre de groupes qui se promènent dans l'agglomération parisienne, qui n'ont pas grand-chose à voir avec des lycéens.

Je le dis parce que nous devons, de façon tout à fait responsable, préparer ce qui pourra se passer demain.

Dans ces différents cortèges qui regroupent les élèves de l'agglomération parisienne se trouvent - je n'aime pas trop cette expression, mais elle correspond tout de même à la réalité - des casseurs qui n'ont pour seul objectif que de piller des magasins.

A Paris, pour le moment, il ne s'est pas passé de choses graves, sauf qu'une vitrine de parfumerie a été cassée tout à l'heure. Pour répondre à votre question, qui concerne la partie nationale des compétences de la Préfecture de police, nous procédons à des interpellations. Depuis ce matin, sur l'ensemble de l'agglomération, surtout dans les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis, il y a eu une centaine d'interpellations.

Nous souhaitons également protéger dans ces actions les lycéens eux-mêmes puisque, je ne rappelle pas ce qui s'est passé au moment du C.P.E. sur le Champ de Mars, mais compte tenu de l'attitude de certains, nous devons protéger les lycéens eux-mêmes.

Dans ce contexte, vous m'avez demandé quelles consignes j'ai pu donner. J'ai bien sûr relayé les consignes qui ont été rappelées par le Ministre de l'Intérieur par circulaire, par télégramme vendredi dernier, en veillant bien à ce qu'il y ait une bonne adéquation entre l'usage de la force et la nécessité du maintien de l'ordre, avec toutes les précautions qui s'imposent, s'agissant de jeunes enfants, s'agissant de lycéens.

Je suis allé moi-même samedi matin à la Bastille et à Nation pour rencontrer les forces de police qui étaient sur place, pour rappeler toutes ces consignes.

Je m'honore beaucoup d'être le successeur de Maurice Grimaud, je cite toujours la lettre qu'il avait envoyée, qui est un morceau d'anthologie sur la nécessité de se comporter avec beaucoup de mesure, notamment bien sûr dans le cadre de manifestations qui concernent des jeunes.

Je signale également au passage que, depuis le début des événements, 25 policiers ont été blessés. Je signale qu'à Joinville, un capitaine de police a été blessé parce qu'il s'est interposé face à un véhicule. La personne en cause est aujourd'hui déférée et sera sans doute emprisonnée. La presse n'a évidemment pas parlé de cet incident.

En revanche, la presse a tout à fait bien fait de relayer ce qui s'est passé, puisque vous l'avez évoqué, je vous réponds, avec ce garçon qui, malheureusement, a été blessé à Montreuil.

Dès que j'ai eu connaissance de cette affaire, j'ai saisi l'Inspection générale des services, qui travaille pour faire toute la lumière sur ce qui s'est passé réellement à Montreuil.

Sachez, cela me donne l'occasion de m'excuser auprès de vous, que je suis reparti ce matin comme je vais repartir maintenant, pour suivre attentivement ce qui se passe, pour que la liberté puisse s'exercer dans notre pays mais pas au détriment de la sécurité.

Je redonne évidemment toutes consignes, tous conseils de prudence. Je dois dire d'ailleurs que lorsque je me suis déplacé samedi matin, les organisations syndicales qui organisaient le défilé, sur notre recommandation, ont accepté d'encadrer les lycéens.

J'espère qu'il en sera de même, à seule fin que nous puissions faire respecter la liberté de manifester et surtout la sécurité, tout particulièrement des enfants, des adolescents de notre pays et de notre Ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur le Préfet de police. J'ai apprécié cette réponse que je trouve très sérieuse et qui ressemble à la référence que vous avez citée, Maurice Grimaud. Je vous en remercie.

Vœu relatif à la création d'une nouvelle école dans le Sud du 15e déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous pouvons maintenant poursuivre les projets de délibération qui relèvent de la 7e Commission.

Nous passons à l'examen des vœux qui ne se rapportent d'ailleurs à aucun projet de délibération, les vœux n° 17 et 17 bis, l'un du groupe U.M.P.P.A et l'autre de l'Exécutif.

Je donne la parole à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le vœu que nous déposons est un vœu que nous avons défendu à plusieurs reprises depuis ces derniers mois parce que nous sommes attachés au sein de ce groupe et de la majorité du 15e arrondissement à ce que les familles et les enfants du 15e soient accueillis dans de bonnes conditions dans les écoles.

En effet, ainsi qu'un certain nombre d'organisations syndicales l'avaient exprimé lors d'un C.D.E.N. en début d'année, il nous apparaît important que, compte tenu du nombre d'ensembles de logements en voie de réalisation dans le 15e et donc de l'accroissement de la population, les services publics concourant au quotidien des habitants du 15e suivent de façon proportionnée et adéquate.

C'est la raison pour laquelle nous demandons et nous réitérons cette demande qu'au-delà des ajustements annuels qui sont faits au niveau des secteurs, la construction d'une école puisse être envisagée dans le Sud de l'arrondissement où des besoins se font cruellement sentir.

Je vous remercie.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour répondre à ce vœu, la parole est à Mme BROSSEL, adjointe au Maire.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, merci, Monsieur MENGUY, pour ce vœu.

Comme j'ai eu l'occasion de vous le dire en 7e Commission, il me semble que, dans la façon dont votre vœu était écrit, il manquait quelques éléments. C'est la raison pour laquelle je vous ai proposé un vœu de l'Exécutif qui pourrait se substituer, si vous en étiez d'accord, à votre vœu.

Il me semblait important de rappeler qu'au-delà des questions que vous posez, il y avait aussi un travail qui avait été entamé par la mairie du 15e arrondissement sur la sectorisation et que c'est évidemment aussi un élément déterminant de la façon dont nous allons pouvoir accueillir ensemble les élèves dans cette partie du 15e.

Cette sectorisation, vous l'avez travaillée, elle se mettra en place au début de l'année scolaire prochaine. Il faut la voir vivre, il faut l'évaluer. J'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, je pense que l'on aurait pu aller un peu plus loin que ce que vous avez fait.

Il faut la laisser vivre, il faut regarder ce que cela donne comme effet, il me semblait important de rappeler ces éléments.

De la même façon, c'est une question sur la recherche de locaux que nous avons déjà évoquée avec M. GOUJON. Je me suis permise de rappeler que nous avions déjà parlé de ce travail et que nous avions déjà, les uns et les autres, sans nous être concertés, envisagé les mêmes locaux rue Oscar-Roty.

Malheureusement, ces locaux étaient totalement inadaptés à un usage scolaire. La Ville poursuit ses travaux, il me semblait utile de remettre tous ces éléments dans ce vœu et de pouvoir aboutir au vœu que je vous propose dans lequel, sans trahir votre pensée, vous m'avez sollicitée pour que l'on rajoute au deuxième alinéa : "que tous les moyens soient mis en œuvre par la Ville dans sa recherche de foncier ou de locaux disponibles et adaptés à un usage scolaire dans le Sud du 15e arrondissement".

Cela va sans dire, c'est effectivement ce dont on parle dans tout l'exposé des motifs et, évidemment, le vœu de l'Exécutif est modifié en ce sens.

Si vous en étiez d'accord, je vous proposerais que l'on substitue le vœu de l'Exécutif au vôtre. Je termine par une toute petite pique, parce que cela me fait plaisir de vous le dire comme cela, autant je pense que nous sommes, en effet, tout à fait d'accord, et la Mairie du 15e et la Mairie de Paris, pour dire qu'il faudra avancer vers cet objectif, autant j'ai peur que nous ne soyons, les uns et les autres, pris dans un engrenage un peu paradoxal, parce qu'à l'évidence, si la Ville trouve des locaux et ouvre une nouvelle école pour accueillir les nouveaux habitants et les petits habitants du 15e, il faudra, je crois, que nous nous battions ensemble pour qu'il y ait des postes d'enseignants dans cette école et, comme vous le savez, la tendance aujourd'hui est plutôt à continuer à supprimer 16.000 postes dans l'éducation.

J'ose espérer que si nous arrivons ensemble à cet objectif que nous partageons, nous arriverons ensemble à défendre toutes les écoles parisiennes, mais c'était juste une petite pique pour vous faire sourire, Monsieur MENGUY.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, souhaitez-vous répondre, notamment répondre à l'appel au retrait de votre vœu ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Oui.

Quatre éléments…

D'abord, je voudrais saluer l'excellent travail qui est fait dans le 15e par des adjoints compétents, Jacqueline MALHERBE, Agnès de FRESSENEL et Catherine BRUNO pour la caisse des écoles qui déploient leurs efforts pour que la question scolaire soit bien défendue.

Deuxième point, je me réjouis qu'enfin, alors que nous avons essuyé quand même quantité de refus et de réponses négatives, parfois, en tout cas, en conseil d'arrondissement, pas très élégantes, que la Mairie de Paris acte enfin dans le vœu que vous nous proposez qu'il y a une véritable saturation dans le Sud de l'arrondissement et qu'il y a effectivement des besoins complémentaires.

Dans le vœu qui nous est présenté, vous parlez de la rue Oscar-Roty, mais d'autres propositions ont été faites en relation avec Philippe GOUJON, le maire d'arrondissement, et Jean-François LAMOUR, le député de la circonscription, et je pense, par exemple, au lycée du bâtiment ou à d'autres endroits dans cette zone.

Enfin, je prends acte de la modification que vous nous proposez concernant le Sud du 15e et, pour le reste, avançons davantage sur cette question, chacun prendra ses responsabilités. Nous pensons qu'il est urgent et important de lancer cette réflexion pour une nouvelle école et les suites seront, évidemment, certes difficiles, mais en tout cas il faut se battre et à l'impossible nul n'est tenu.

En tout état de cause, Monsieur le Maire, je crois qu'il est important que nous maintenions notre vœu, mais nous voterons également le vœu 17bis de l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Donc vous maintenez votre vœu.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu amendé tel que l'a indiqué Mme BROSSEL.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu amendé est adopté. (2010, V. 249).

2010, DJS 435 - Signature d'une convention annuelle de mise à disposition, à titre précaire, de locaux avec l'association "Les M.A.C.A.Q. Troubadours" (17e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 435. Il s'agit de la signature d'une convention annuelle de mise à disposition à titre précaire de locaux avec l'association "Les M.A.C.A.Q. Troubadours".

La parole est, comme les années précédentes, à Mme Brigitte KUSTER pour cinq minutes.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Vous avez bonne mémoire, Monsieur le Maire.

Cela tombe très bien que ce soit vous qui présidiez la séance au moment où je vais m'exprimer.

Vous êtes bien, je le crois, Monsieur le Maire, adjoint aux Finances. Là, nous allons étudier la signature d'une convention annuelle avec une association bien connue, en tout cas bien connue des élus du 17e : l'association "M.A.C.A.Q. Troubadours".

Au moment, Monsieur le Maire, où lorsque vous nous auditionnez, les maires d'arrondissement, vous pointez du doigt la nécessité de certaines économies, permettez-moi d'attirer votre attention aujourd'hui sur une association sur laquelle vous pourriez faire également des économies. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, nous étudions la signature de la convention annuelle de mise à disposition à titre précaire des locaux de la rue de Tocqueville avec "Les M.A.C.A.Q. Troubadours", qui équivaut à l'attribution d'une subvention indirecte.

De quoi s'agit-il exactement ? Pourrais-je rappeler d'ailleurs que "Les M.A.C.A.Q. Troubadours" sont une association championne, comme le rappelait Valérie PAPAREMBORDE, notre adjointe à la jeunesse et aux sports du 17e, pour la pêche aux subventions.

De quoi s'agit-il donc ? 365.240 euros, prévisionnel 2010 pour 325 adhérents, dont 296 jeunes Parisiens de 13 à 30 ans. Faites le calcul, Monsieur le Maire, 1.020 euros par adhérent.

Cette fois-ci, dans ce projet de délibération, il s'agit d'une convention annuelle de mise à disposition à titre précaire de 464 mètres carrés de locaux au 123, rue de Tocqueville pour 12 mois supplémentaires, donc jusqu'en novembre 2012.

Le loyer annuel de ces locaux est estimé à 139.200 euros, auxquels il convient d'appliquer un abattement de 30 % au titre de la précarité, soit 97.440 euros, la Ville prenant à sa charge la quasi-totalité de ce montant, puisqu'elle ne réclame qu'une redevance de 600 euros par trimestre, soit 2.400 euros par an pour 464 mètres carrés, Monsieur GAUDILLÈRE !

Vous souriez, mais je vous rappelle que nous parlons là quand même d'argent public, ce sont quand même nos impôts. Et quand on regarde ici ce qu'un euro investi peut rapporter pour les Parisiens, on peut s'inquiéter.

La subvention indirecte est de 95.040 euros, non comprise dans les 365.240 euros que j'évoquais précédemment.

Monsieur le Maire, il y a quand même un vrai problème, et j'aimerais qu'un jour la Ville s'explique sur le traitement privilégié de cette association par rapport à toutes les associations dont tous les élus, ici, dans l'hémicycle, toutes tendances confondues, savent la difficulté qu'elles ont à exister à 1.000 euros près, nos associations sportives, nos associations d'anciens combattants, nos associations de commerçants.

Il y a là un décalage entre la situation réelle, l'argent investi et le service réellement rendu aux Parisiens.

Nous nous interrogeons, toute l'équipe municipale du 17e, sur ces largesses, au moment où toutes les associations souffrent, où les subventions sont réduites et où les centres d'animation eux-mêmes sont soumis à des restrictions budgétaires. M. JULLIARD le sait, puisque, récemment, sur un de nos centres d'animation, un cours de poterie/céramique a dû être interrompu pour des raisons financières.

(Brouhaha).

Mais au-delà de cela, je pense qu'il y a deux poids deux mesures et je viens de rappeler les chiffres. Nous sommes en train, à l'heure actuelle, de déshabiller Paul pour habiller Pierre et le problème, c'est qu'il y en a qui s'habillent beaucoup pendant que les autres sont en train d'être dénudés.

Je constate également que non content de s'être accaparé ces locaux subventionnés de la rue de Tocqueville, des locaux d'ailleurs que la mairie d'arrondissement avait proposés pour la Maison des associations à l'époque tellement ils sont bien situés, au centre de l'arrondissement, ils occupent illégalement l'ancienne station-service de la porte d'Asnières, à quelques encablures de là, où il paraîtrait d'ailleurs que le cabinet d'un adjoint au Maire de Paris ait donné un accord tacite d'occupation de ladite station-service, ce qu'on appelle un "squat", situation qui entraîne des nuisances pour les riverains, sonores et autres.

Je voudrais aussi pointer du doigt, là aussi, les largesses. Tout le monde ferme les yeux et on continue.

M. MANO est peut-être présent dans la salle… Il n'est pas là, mais il est bien au courant de ce dossier sur l'avenir de cette parcelle ; j'ai également saisi le Préfet de police à ce sujet et j'aimerais que chacun, ici, prenne la mesure de cette situation.

D'un point de vue général, cette association a une vivacité qu'on peut lui reconnaître au niveau de l'animation, mais on le serait à moins avec les largesses des subventions qu'elle perçoit. Néanmoins, dernièrement, un vide-greniers a eu lieu, qui a laissé le 17e et le quartiers des Batignolles dans un état qui n'est plus acceptable, non seulement au niveau de l'incivisme et de la saleté qui en a résulté, mais parce que ce vide-greniers s'est transformé en manifestation politique et la Fête de l'Humanité n'a pas de raison de se transformer en vide-greniers.

Nous avons donc eu droit, ce jour-là, dans le vide-greniers…

Oui, Monsieur VUILLERMOZ, je veux bien aller à la Fête de l'Humanité, mais dans ce cas-là, il faut dire que c'est la Fête de l'Humanité et je vous accueillerai bien volontiers à la Fête de l'Humanité sur les terrains Batignolles, Monsieur VUILLERMOZ, mais pour l'instant, nous en sommes à avoir un vide-greniers avec des banderoles contre le Gouvernement qui sont accrochées sur l'église Sainte-Marie-des-Batignolles, avec des stands politiques, donc ce n'est plus un vide-greniers et quand l'association se transforme dans ce cas-là en association politique, qu'on nous le dise et nous le saurons en amont, mais qu'on essaye pas de se cacher derrière le paravent d'une association municipale pour faire une action politique.

C'est ainsi que la Gauche du 17e l'a reconnu lors du Conseil d'arrondissement en disant que c'était une association de gauche.

(Brouhaha).

Aujourd'hui, nous condamnons, cela a été dit par M. LABIODH, et vous le savez, Monsieur KLUGMAN, cela a été dit…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Il est temps de conclure.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Au-delà de cet événement, j'aimerais, Monsieur GAUDILLÈRE, que vous écoutiez quand il y a des aberrations au niveau financier…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Il est temps de conclure, Madame la Maire !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur GAUDILLÈRE, écoutez-nous et j'espère que vous répondrez.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous parlez depuis 6 minutes 30.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - J'espère au moins que vous aurez entendu nos arguments et que vous mettrez un peu d'ordre dans cette maison.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien.

Avant de donner la parole à M. JULLIARD qui va vous répondre, je voudrais préciser que tout à l'heure, lorsque je souriais, ce n'était évidemment pas de vos propos, je ne me le serais pas permis. C'était un trait d'esprit de M. LAMOUR qui me faisait sourire.

Monsieur JULLIARD, vous avez la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Quelques éléments de réponse suite à l'intervention de Mme KUSTER, intervention qui est un peu le marronnier de ce Conseil de Paris. Chaque fois que nous passons une délibération pour renouveler la convention d'occupation de l'immeuble rue de Tocqueville avec l'association M.A.C.A.Q., systématiquement, nous avons droit à une intervention identique de Mme KUSTER. J'essaierai de ne pas faire la réponse identique, pour ne pas vous ennuyer ! Elle sera donc très brève.

J'ai l'impression, Madame KUSTER, que le vrai problème de cette association, ce n'est pas qu'elle bénéficie d'un certain nombre de subventions de la Ville, ce n'est pas qu'elle occupe deux étages rue de Tocqueville, c'est qu'en réalité, effectivement, c'est une association qui rencontre un grand succès, c'est une association qui bénéficie d'un large soutien des habitants du quartier et globalement du 17e arrondissement. Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai l'impression que cela ne vous satisfait guère !

Vous confondez allègrement l'ensemble des subventions dont l'association peut bénéficier.

Je souhaite d'abord opérer une dissociation entre la subvention indirecte et la subvention directe.

La subvention indirecte équivaut à 97.000 euros, en effet, par an, ce qui est très loin d'être une exception. Nous avons tout à fait le droit, et nous l'utilisons, d'accorder ce type de subvention, en réalité de subvention indirecte, par la mise à disposition de bâtiments. Premier élément.

Deuxième élément : si nous regardons le montant réel de nos subventions à l'association, nous sommes bien loin des chiffres que vous avez indiqués, puisque la Sous-direction de la Jeunesse attribue une subvention de 10.000 euros à l'association M.A.C.A.Q. pour la gestion des locaux rue de Tocqueville.

J'insisterai simplement sur le fait que les activités de l'association M.A.C.A.Q. sont très diverses, cela va du vide-greniers aux fêtes de quartier, les événements culturels, l'aide aux devoirs, les cours de sport, et j'en passe beaucoup d'autres, et j'insiste surtout sur la qualité de l'ensemble de ces activités.

Enfin, je termine…

Vous citez le chiffre de...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur JULLIARD, un instant !

On ne va pas passer l'après-midi à s'invectiver, que ce soit sur les M.A.C.A.Q. ou sur autre chose. M. JULLIARD est en train de donner des explications. Vous pouvez ne pas les partager mais est-ce que la moindre des choses ne serait pas de l'écouter avec la courtoisie que nous avons montrée en écoutant tout à l'heure Mme KUSTER ? Il me semble !

Monsieur JULLIARD, vous avez la parole.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, rapporteur. - Vous savez, Monsieur LEGARET, je ne partage pas beaucoup non plus de ce que vous dites, mais je vous écoute lorsque vous parlez. Je vous demanderai simplement de faire la même chose lorsque je m'exprime.

Vous citez le chiffre de 300 adhérents. En réalité, il s'agit de 300 jeunes de 13 à 30 ans, adhérents. Je vous mets au défi de trouver une association que nous subventionnons qui ait autant de jeunes actifs adhérents de l'association. Si, en revanche, nous regardons le nombre de jeunes concernés par les activités de M.A.C.A.Q., nous sommes très, très, très au-dessus de la moyenne des associations que nous subventionnons par ailleurs bien plus que l'association M.A.C.A.Q.

Je termine sur un point extrêmement important qui est ce que seraient les activités politiques de M.A.C.A.Q. Je vais être extrêmement clair là-dessus. Il n'y a pas de possibilité d'instrumentalisation ni des locaux ni des activités à des fins politiques.

En revanche, lorsque l'association met en place des activités d'éducation populaire, des forums d'association et qu'elle souhaite inviter des syndicats et des partis politiques, tous, alors, ils sont les bienvenus.

Je crois savoir, Madame KUSTER, que lors de ce vide-greniers dont vous parlez, il n'y avait pas que des partis de gauche, puisque l'U.M.P., dont vous êtes, je crois, assez proche, était présente et a tracté. C'est son bon droit et elle est bienvenue dans les vide-greniers de l'association M.A.C.A.Q.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur JULLIARD.

Madame KUSTER, vous souhaitez reprendre la parole à quel titre ? C'est une explication de vote que vous souhaitez donner ?

Une explication de vote est limitée à 2 minutes.

Vous avez la parole.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - D'abord, un, c'est une explication de vote. Et puis, deux, je suis maire d'arrondissement, donc je pense que j'ai un temps de parole.

Il y a tellement d'aberrations, Monsieur JULLIARD, dans ce que vous venez de dire que…

Vous voyez, je vous ai parlé sur un ton assez calme. Il se trouve que j'ai accordé l'autorisation pour ce vide-greniers, comme je les donne toujours au "M.A.C.A.Q." parce que je trouve qu'un vide-greniers, cela participe à la vie du quartier.

Mais il y a un moment où il faut arrêter de nous prendre pour des guignols ! Il s'agissait bien d'une manifestation politique, pourquoi pas une manifestation politique, mais arrêtez de dire qu'il y avait l'U.M.P. !

Si nous avions fait le quart de cela…

Inversons la situation : Jean TIBÉRI est Maire de Paris et, allons-y, on a une association qui touche ce que je viens de dire, 1.025 euros par adhérent, qui a un loyer de 600 euros par trimestre pour 465 mètres carrés, imaginez le tollé dans cet hémicycle ! Imaginons ce que nous aurions eu à vivre ! Avec un stand des jeunes U.M.P. par-ci et un "défense de l'école publique" par-là ou "de l'école laïque" ou "de l'école privée", dieu sait quoi !

Comment osez-vous prétendre qu'il n'y a pas d'associations qui rassemblent autant de jeunes ? Prenez les clubs sportifs de l'arrondissement. Comment osez-vous dire que cette association est la seule à faire de l'animation ?

Je comprends et je reconnais que cette association fait un travail. Ce qui est inacceptable, c'est la politisation de l'association et, deux, c'est l'argent accordé sur cette association, au regard de ce que perçoivent les autres associations dans cet arrondissement.

Donc, si cette association veut être une association politique, qu'elle le dise, et dont acte, mais arrêtez de nous prendre pour des imbéciles !

J'ai avec moi des photos, on aurait pu vous les diffuser, montrant des banderoles accrochées au fronton d'une église, contre les retraites : "Pour nos retraites, tous dans la rue", non ! Ecoutez, ne me dites pas dans ces cas-là que c'est un vide-greniers.

Cela vous fait rire ! Tant mieux que cela vous fasse rire ! Parce que si nous étions dans le cas inverse, vous le dénonceriez tout autant et vous auriez raison.

Monsieur GAUDILLÈRE, j'aimerais que vous puissiez nous donner la définition juridique et budgétaire d'une subvention indirecte. Parce que, là, cela commence à devenir très intéressant, la manière dont est gérée cette ville. L'histoire des copains coquins, là, on est quand même en plein dedans ! Vous dites être toujours dans la transparence, la démocratie citoyenne, mais regardez ce qui est en train de se passer.

Je regrette, quand c'est une action ou une activité municipale, nous la soutenons. Lorsque l'argent public est utilisé, excusez-moi, pour organiser en réalité une manifestation politique sur la voie publique en récupérant en même temps de l'argent parce que cette association demande de l'argent aux gens qui font le vide-greniers, excusez-moi, Monsieur GAUDILLÈRE, vous êtes adjoint aux finances de la Ville de Paris, je vous demande très sincèrement de regarder si toutes les associations de nos arrondissements respectifs bénéficient du même traitement. Or, ce n'est pas le cas et je vous demande sincèrement de le regarder. Nous vous demanderons d'ailleurs un audit en bonne et due forme.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais donc mettre aux voix la délibération...

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Répondez, Monsieur le Maire !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais vous répondre, oui.

Il se trouve qu'on peut avoir plusieurs conceptions de la présidence de séance mais moi, celle que j'ai, et je m'y suis toujours tenu depuis que j'ai l'honneur de présider des séances du Conseil de Paris, c'est de ne pas m'exprimer sur le fond des sujets. Il est possible que je réfléchisse au sujet que vous avez évoqué mais, en tout cas, de la tribune où je me trouve, je ne vous répondrai pas.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 435.

(Brouhaha).

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DJS 435).

Vœu relatif à l'actualisation des données chiffrées dans le rapport de la M.I.E. sur la petite enfance déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération, le vœu n° 18, relatif à l'actualisation des données chiffrées dans le rapport de la mission d'information et d'évaluation sur la petite enfance, qui a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Mme Anne-Constance ONGHENA, pour une minute.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - A la marge de mon temps d'une minute sur mon vœu, je voulais juste rappeler à M. JULLIARD que de nombreuses associations sont beaucoup moins subventionnées par la Ville de Paris que l'association M.A.C.A.Q. et qui ont bien plus de 300 adhérents actifs dans les quartiers, et notamment ceux du 19e arrondissement.

Pour en revenir à mon vœu, depuis février 2010, date à laquelle M. NAJDOVSKI m'a donné son accord pour la mise à jour des données que j'avais moi-même demandées dans le cadre de la mission sur la petite enfance, je n'ai obtenu aucune information. Cet été, j'ai déposé un vœu pour aller dans le même sens. M. NAJDOVSKI m'a transmis un catalogue de données, de bla-bla, qui ne répondent pas à mes questions.

Je reviens donc à nouveau à la charge. Lors de la mission d'évaluation de la petite enfance, j'ai demandé un certain nombre de données chiffrées que j'ai obtenues pour l'année 2008, permettant de calculer de façon très précise le taux d'occupation et le prix de revient à la place. J'ai demandé, dans un souci de transparence pour mon groupe l'actualisation de ces données. Monsieur NAJDOVSKI m'a dit oui par mail en février 2010, depuis il botte en touche sans jamais me fournir la moindre explication.

Je voudrais savoir pourquoi la Ville de Paris refuse de me donner ces informations. Qu'avez-vous donc à cacher ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je n'ai rien à cacher, et l'Exécutif n'a rien à cacher non plus. Vous demandez à travers ce vœu, dans un souci de transparence, "que l'Exécutif municipal adopte une position responsable et remette à l'opposition les chiffres qu'elle demande depuis le mois de janvier 2010".

Sans m'attarder sur le ton inutilement polémique de ce vœu, j'aimerais rappeler qu'une mission et d'évaluation relave à l'accueil de la petite enfance, composée d'élus de la majorité et de l'opposition, s'est tenue pendant plusieurs mois durant le premier semestre 2009, et que son rapport de 104 pages fut présenté au Conseil de Paris en juillet 2009. Durant toute la durée de cette mission, le souci de transparence a guidé le travail de la Direction des familles et de la petite enfance.

Les éléments demandés par les membres de cette mission dont vous faisiez partie ont ainsi été communiqués. Une liste de 53 questions comprenant elles-mêmes des sous-questions et des demandes de tableaux a été établie par le président de la mission, M. ALPHAND, qui appartient à votre groupe politique. Et cela à quelques jours de la fin de la mission. Je cite quelques-unes des questions posées qui rejoignent les demandes formulées dans votre vœu.

"Pouvez-vous fournir le nombre de places en crèche existant, le nombre de demandes totales, le nombre de demandes non satisfaites ?".

Autres questions :

"Quel est le coût moyen d'une crèche municipale à Paris ?".

"Comment se décompose ce coût entre les principaux postes de dépense, etc.".

A chacune de ces questions, une réponse fut communiquée et transmise au président de la mission ainsi qu'aux membres de la mission dont vous faisiez partie dans les délais impartis après un effort notoire et je dirai même colossal de la part de l'administration pour collecter les données.

Pour compléter les dizaines d'auditions qui ont eu lieu au cours de la mission, c'est en effet plus de 16.000 données chiffrées sur la situation de la petite enfance à Paris y compris arrondissement par arrondissement qui vous ont été adressées.

Par ailleurs, je réunis, au début de chaque année, un comité de suivi de la réalisation du programme de 4.500 places de crèche qui édite le catalogue bla-bla comme vous dites mais qui est composé d'élus de la majorité et de l'opposition afin de faire le point, justement, en toute transparence, sur le nombre de place créées, arrondissement par arrondissement. Des éléments très précis sont également fournis à cette occasion sur le parc d'accueil à Paris.

Vous comprendrez donc, je l'espère, Madame, que nous ne pouvons demander à l'administration d'actualiser en permanence les dizaines de milliers de données demandées et fournies dans le cadre de la MIE, et qui n'ont d'ailleurs pour la plupart pas beaucoup évolué.

En revanche, je vous propose pour parfaire encore votre information, de préparer les données supplémentaires et d'actualiser certaines des données que vous évoquiez plus précisément dans votre vœu, lors du prochain comité de suivi des places en crèche qui se tiendra au mois de janvier dans lequel votre groupe est représenté.

Aussi, Madame la conseillère, je vous demanderai de prendre acte de notre souci partagé en matière de transparence et de bien vouloir retirer votre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame Anne-Constance ONGHENA, vous avez la parole.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Les données qui ont été fournies dans le cadre de la mission dataient de 2008. Je demande l'actualisation de ces données pour 2009 et pour 2010. Je trouve assez inquiétant pour la Ville de Paris de ne pas être en mesure de fournir assez simplement des données élémentaires de contrôle de gestion.

Pour toutes ces raisons, je maintiens mon vœu, et je réitèrerai ma demande aussi souvent qu'elle ne sera pas satisfaite.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est repoussé.

2010, DJS 354 - Subvention à la SASP Paris Saint-Germain Football pour l'année 2010. Montant : 1.500.000 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 354 relatif à l'attribution d'une subvention de 1.500.000 euros à la SASP Paris Saint-Germain Football pour l'année 2010.

La parole est à M. Jérôme DUBUS pour cinq minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Mes chers collègues, l'examen de cette subvention au Paris Saint-Germain est l'occasion de faire le point sur l'état actuel et futur du club. Sportivement, le club a bien engagé sa saison. Il enchaîne son septième match sans défaite, possède la meilleure défense du championnat et se classe troisième devant Marseille champion en titre.

La consolidation des efforts de l'année dernière, assortie d'un recrutement peu médiatique mais judicieux semble porter ses fruits. Nous saluons également, Monsieur Maire, l'action de la direction du Paris Saint-Germain dans sa lutte contre la violence au sein du Parc des Princes. Le soutien apporté par la mairie en ce sens est bienvenu car c'est un travail qui demande volontarisme et persévérance.

Cependant, on ne peut s'empêcher de se poser un certain nombre de questions quant au destin du club de notre capitale, et de la politique de la ville à ce sujet. Y a-t-il une stratégie pour ce club ou bien sommes-nous encore dans une succession d'éléments tactiques ? J'ai lu comme vous tous les informations selon lesquelles un accord aurait été signé entre l'actionnaire principal et la famille royale du Qatar pour céder 30 % des parts du club. Cette nouvelle pourrait changer la nature de l'actionnariat du Paris Saint-Germain, avec l'arrivée à cette hauteur d'un nouvel entrant dont le poids financier est bien sûr considérable. Je dis cela car le choix par la Ville du signataire du bail emphytéotique pour le Parc des Princes est prévu en début d'année 2011. Colony Capital est le seul à concourir à l'appel d'offres puisque l'autre prétendant a été évincé avant même le début des auditions par la commission d'attribution. Nous aimerions d'ailleurs être éclairés sur les raisons de cette décision.

M. LORENZETTI s'est exprimé récemment avec une menace non voilée d'un recours judiciaire. Il est temps que la Ville s'exprime sur ce sujet, et informe la représentation municipale.

Or, il semblerait que cet accord de cession de 30 % des parts du Paris Saint-Germain au Qatar prévoit la condition d'obtention par Colony Capital de l'exploitation du Parc des Princes. Si tel était le cas, c'est bien évidemment la relation de confiance entre la Ville et l'actionnaire de son club de football qui s'avérerait faussée. Or, c'est seulement sur la base de cette confiance qu'un grand club de football de niveau européen pourra se bâtir. Paris a en effet besoin d'un club de cette envergure. Cela fait partie du statut d'une grande capitale. C'est un vecteur d'image et une vitrine autant que cela doit contribuer à son attractivité.

Il suffit de voir l'essor économique de Lyon ces 10 dernières années, notamment en matière d'investissements internationaux pour comprendre le rôle joué par un grand club de football pour l'image d'une capitale européenne. Aujourd'hui, et depuis plusieurs années, nous sommes à la traîne. Le Paris Saint-Germain est le seul club au monde à évoluer dans un bassin de 10 millions d'habitants sans connaître de concurrence. Il n'atteint pas pour autant l'animation qu'on est en droit d'attendre. Londres, Madrid, Barcelone, Milan, Rome, bientôt les capitales de la Mito Europa, toutes ces métropoles sont dotées de plusieurs clubs compétitifs au niveau national et au niveau européen.

Ce n'est pas un constat personnel, c'est celui d'un expert, Arsène WENGER, qui suit de près la situation du club, et qui s'est exprimé récemment en disant : "Il faut asseoir des investisseurs à une table et doter le club de moyens financiers". Vous devez donc, Monsieur le Maire, faire preuve de volontarisme de ce point de vue. Il est du rôle de la Ville de s'assurer que le propriétaire du club de la capitale porte un projet sur le long terme et manifeste un réel engagement pour le développement du club. Nous souhaitons donc clairement que vous preniez des initiatives rapides dans ce domaine et que pourquoi pas, un débat ait lieu au Conseil de Paris sur l'avenir du Paris Saint-Germain.

Sur le plan de la lutte contre les problèmes de violence, la Ville apporte certes un soutien indispensable, mais concernant la politique sportive et financière du Paris Saint-Germain, il semblerait que le contrôle lui échappe toujours entre rumeur de vente et hésitation à investir du propriétaire. Et pourtant le Paris Saint-Germain mérite mieux que le parcours moyen, voire médiocre qu'il a connu ces dernières années. Il lui faut une assise financière solide, mais aussi une vraie stratégie de développement pour en faire dans les 5 années qui viennent un grand du football français et européen. Gagner la Coupe de la ligue, gagner la Coupe de France c'est bien. Visez la Champions league, c'est mieux.

Oui, mes chers collègues, la ville lumière mérite mieux qu'un club au scintillement éphémère. Elle mérite un véritable phare qui éclaire la planète du football européen.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je remercie surtout M. DUBUS d'être resté très strictement dans le temps qui lui était imparti.

La parole est encore à M. David ALPHAND, avant de donner la parole à M. VUILLERMOZ. Excusez-moi, Monsieur ALPHAND, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. David ALPHAND. - Cela sera bien difficile, car Jérôme DUBUS a placé la barre véritablement très haute. Je le félicite pour sa connaissance particulièrement pointue du championnat de France de foot.

Jérôme DUBUS s'est placé sous l'angle de la stratégie, qui pourrait être menée concernant notamment la prise de participation au sein du capital du PSG. Ce qui m'intéresserait, à l'occasion de ce projet de délibération, c'est de parler plus particulièrement du soutien que la Ville de Paris peut apporter à ce club de foot, qui représente un élément essentiel au sein du pacte social que nous nouons tous ensemble dans la Capitale.

La subvention de 1,5 million d'euros, que nous nous apprêtons à voter, représente la contrepartie de la convention qui lie le club à la Ville. Cette convention, je le rappelle, porte sur trois points en particulier : la formation, l'animation sportive en faveur des jeunes Parisiens, et la prévention et la lutte contre la violence, le racisme et toutes formes de discriminations.

L'exposé des motifs du projet de délibération rappelle que, finalement, le club PSG est un club formateur, dont l'un des centres est l'un des plus performants aujourd'hui au sein du championnat de France de foot.

On peut également rappeler, concernant les objectifs fixés au club, le rôle d'animation avec les dix-sept clubs filleuls qu'anime le P.S.G.

Naturellement - c'est peut-être le point le plus essentiel aujourd'hui dans l'actualité du club -, l'équipe dirigeante du P.S.G. s'est engagée dans un plan de lutte contre la violence dans le Parc des Princes, et de pacification des relations entre les supporters - qu'ils soient Parisiens entre eux ou Parisiens avec les clubs visiteurs - qui est un plan particulièrement courageux et qui doit être encouragé, soutenu.

Nous pouvons en faire la promotion autour de nous au Conseil de Paris, car il était attendu depuis plusieurs années. L'équipe dirigeante, de ce point de vue, a pris une décision courageuse, qui aurait déjà dû être prise depuis longtemps. En contrepartie de ces initiatives et de ces actions, la Ville de Paris accorde une subvention de 1,5 million d'euros, comme je le rappelais.

Je voudrais préciser tout d'abord que cette subvention est en diminution de 30 % par rapport au montant accordé il y a deux ans et est égale au montant accordé l'année dernière. La Ville de Paris est quelque peu chiche, concernant les moyens financiers consentis au P.S.G.

Ce n'est pas le seul motif d'inquiétude, concernant le club, quant au financement que peut lui accorder la Ville. Je voudrais en venir à la question du Parc des Princes et de la renégociation de la convention qui lie la Ville au prochain opérateur, qui actuellement est Colony Capital, comme chacun le sait. Jérôme DUBUS commençait d'ailleurs à évoquer ce point.

A cet égard, je voudrais quand même souligner cet après-midi que la Ville de Paris, l'Exécutif municipal, fait peser 100 % de la charge du réaménagement, de la rénovation et de la modernisation du Parc des Princes sur l'opérateur privé.

De ce point de vue, quelques points de référence et de comparaison ne sont pas inutiles. Au Mans, qui possède lui aussi un club de foot, il y a un cofinancement public/privé, avec notamment l'intervention du Conseil général.

A Paris, on fait moins bien qu'au Mans. Et pour le foot à Paris, on fait beaucoup moins bien que pour le rugby car, autant pour le Parc des Princes on impose un financement 100 % privé, autant la Ville fait preuve d'une largesse toute particulière concernant la rénovation, la démolition, la reconstruction de Jean Bouin, où ce n'est pas du tout 100 % privé mais 100 % public, à hauteur de plus de 150 millions d'euros.

De ce point de vue, il y a également une différence tout à fait notable et sur laquelle nous aurons certainement l'occasion de revenir.

Naturellement, nous voterons cette subvention mais tout en faisant part, à la fois des réserves et des inquiétudes concernant la position de la Ville et de la politique, qui est à l'heure actuelle menée à l'égard du P.S.G.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

Pour répondre aux deux orateurs précédents, la parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, dans un premier temps, remercier M. DUBUS qui est bien informé de ce qui se passe au niveau du football en France, puisqu'il a fait le panégyrique de ce qui se passe au Paris Saint-Germain à l'heure actuelle.

Il est vrai que, l'an passé, le Paris Saint-Germain a gagné la coupe de France, qu'il avait gagné la coupe de la Ligue l'année d'avant, et qu'il se trouve maintenant dans une situation assez favorable, jamais vue depuis un certain nombre d'années, en troisième place du championnat.

Cela montre que le Paris Saint-Germain va bien, va mieux et, dans ce contexte, nous avons tout fait pour qu'il aille bien. Nos relations avec l'équipe du Paris Saint-Germain sont bonnes. Nous avons reçu l'ensemble de l'équipe professionnelle et de l'équipe féminine, il y a très peu de temps ici, comme nous le faisons tous les ans pour le repas du début d'année avec le Maire de Paris.

Je voudrais simplement rappeler que le Paris Saint-Germain, comme toute équipe professionnelle, est en quelque sorte une entreprise privée, qu'il est géré comme une entreprise privée. Et de ce point de vue, nous n'avons pas à intervenir et nous ne sommes pas au Conseil d'administration de ce club. A partir de là, c'est lui-même qui décide de ses choix, et qui décide évidemment de sa gestion et de ses financements.

Bien sûr nous ne sommes pas indifférents à la situation de ce club. Mais nous n'avons à prendre position et à donner notre avis qu'à partir du moment où le financement change à plus de 50 %.

Il faut savoir également que, pour l'instant, tout ce que vous dites, Monsieur DUBUS, ce ne sont que des suppositions, que des choses qui n'ont pas encore été totalement dites, et tout au moins le club n'a encore absolument rien dit sur d'éventuels changements de financement ou entrées de capitaux, d'où qu'ils viennent d'ailleurs.

Pour l'instant, je ne commenterai pas la rumeur. Je vous laisse la commenter et donner des avis, mais je n'ai pas à commenter de rumeurs de ce type. Première chose.

Deuxième chose, sur le bail emphytéotique - je répondrai aussi à ce sujet à M. ALPHAND -, ce sont deux choses différentes. D'un côté, il y a le club, le Paris Saint-Germain et, de l'autre côté, il y a une mise en concurrence du bail emphytéotique.

Effectivement, il y avait deux candidats, l'un n'a pas répondu à nos demandes en ce qui concerne le dossier, et à partir de là nous n'avons pas poursuivi avec ce candidat. Ceci dit, je ne peux pas en dire plus aujourd'hui et vous comprendrez bien pourquoi, puisqu'un recours a été déposé.

Je voudrais néanmoins souligner, par rapport à ce que disait M. ALPHAND, qu'il ne faut tout de même pas se tromper. Nous sommes là pour parler du 1,5 million d'euros, qui est la subvention que nous donnons au Paris Saint-Germain, en lien avec la convention que nous avons passée avec le Paris Saint-Germain, c'est-à-dire aussi bien la formation, l'animation, les dix-sept clubs filleuls mais aussi l'équipe féminine, puisque celle-ci a gagné le challenge de France l'année dernière, ce qui est l'équivalent pour les équipes féminines de la Coupe de France.

C'est un plus, parce que nous savons que l'équipe féminine n'était pas pour le Paris Saint-Germain l'objectif principal. Cela ne l'est toujours pas, mais il n'empêche qu'il y a maintenant de plus en plus d'intérêt pour l'équipe féminine. C'est donc quelque chose de positif.

En ce qui concerne la prévention, Monsieur ALPHAND, vous le savez très bien, nous avons joué notre rôle en ce qui concerne la sécurité, notamment en renforçant les barrières autour du Parc des Princes, et nous avons aussi mis un certain nombre de caméras dans et autour du Parc des Princes.

Nous avons donc joué notre rôle de ce point de vue.

Je lui dirai aussi que deux choses sont différentes : Jean Bouin, d'un côté, le Parc des Princes de l'autre. Monsieur ALPHAND, vous le savez très bien, je ne reviendrai pas sur le débat qu'il y a eu sur Jean Bouin. Il fallait absolument un stade pour jouer au rugby et pour permettre à une grande équipe parisienne, qui joue dans le Top 14, d'avoir un stade digne de ce nom.

En ce qui concerne le Parc des Princes, c'est autre chose. Le Parc des Princes existe, il a été construit il y a maintenant plusieurs années. Il faut aujourd'hui le mettre aux normes de l'U.E.F.A. pour recevoir la Coupe d'Europe en 2016.

A partir de là, nous avons fait le choix et vous l'avez voté, peut-être pas vous, mais nous l'avons mis au vote au Conseil de Paris et il a été adopté que, pour refaire ce Parc des Princes, nous passions par un B.E.A.

Ce sont les différences fondamentales qu'il peut y avoir entre le stade Jean Boin d'un côté et le Parc des Princes de l'autre.

Enfin, je dirai à M. DUBUS qu'entre Paris et Lyon - on pourrait même parler de Marseille - les choses sont tout de même un peu différentes. Ces trois villes sont évidemment de grandes villes nationales.

Paris est tout de même la capitale de la France. Quand on regarde le nombre de touristes qui viennent à Paris, c'est quand même un peu différent par rapport à Lyon et à Marseille.

Certes, nous avons à développer les rapports que nous pouvons avoir avec le Paris Saint-Germain, mais ne confondons pas Lyon, Marseille et Paris de ce point de vue.

En ce qui concerne un deuxième grand club à Paris, Monsieur DUBUS, vous savez que nous continuons à subventionner le Paris F.C., que le Paris F.C. continue à jouer en nationale et que, malheureusement, l'an passé, il n'est pas monté en deuxième division.

J'espère que, cette année, il sera mieux placé. Peut-être montera-t-il en deuxième division, ce qui fera un deuxième grand club à Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

Je vais donc mettre aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 354.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DJS 354).

2010, DJS 429 - Signature d'un marché de prestations de billetterie et de communication avec la SASP Paris Saint-Germain Football pour les saisons sportives 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 429 relatif à la signature d'un marché de prestations de billetterie et de communication avec la S.A.S.P. Paris Saint-Germain football pour les saisons sportives 2010 à 2014.

La parole est à nouveau à M. David ALPHAND, pour cinq minutes.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous sommes toujours sur le Parc des Princes et avec le P.S.G., ce qui me permet de dire à M. VUILLERMOZ que j'ai bien du mal à comprendre son argumentation concernant la différence qu'il verrait entre le Parc des Princes et Jean Bouin.

Je n'étais pas le plus mauvais en classe, mais je ne comprends rien du tout à votre argumentation, Monsieur VUILLERMOZ. Il faudra encore m'expliquer longtemps pourquoi vous faites peser sur le privé le financement du Parc des Princes et pourquoi vous faites peser à 100 % sur le contribuable parisien le financement de Jean Bouin.

Ceci dit, nous parlons désormais de la question de la billetterie et de la communication autour du P.S.G. Vous rappeliez fort opportunément, Monsieur VUILLERMOZ, que le Gouvernement de Nicolas SARKOZY, et pas la Ville de Paris, Brice HORTEFEUX, le Ministre de l'Intérieur, et pas la Ville de Paris, avaient les premiers pris l'initiative de sécuriser les abords du stade.

Vous le savez parfaitement bien puisque, Monsieur VUILLERMOZ, nous avons accueilli ensemble par deux fois Brice HORTEFEUX au Parc des Princes.

Lors de ces deux visites, et j'en viens à ma question, dans le P.C. sécurité, nous avons rencontré des agents des forces de l'ordre qui nous ont fait part de difficultés provenant d'un trafic de billets du P.S.G., billets émis via l'Hôtel de Ville et la Mairie de Paris.

Naturellement, il est tout à fait louable, et l'on ne peut qu'encourager la distribution de billets à des scolaires et à des groupes via l'Hôtel de Ville, néanmoins, Monsieur VUILLERMOZ, et c'est ma question, quelles dispositions et quelles mesures prenez-vous pour qu'enfin cesse ce marché noir des billets du P.S.G. via la Ville de Paris ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

La parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Deux choses. Premièrement, la différence entre Jean Bouin et le Parc des Princes est toute simple, Monsieur ALPHAND. Il ne s'agit pas de la même économie entre le rugby et le football.

Dans le football, vous avez un club comme le Paris Saint-Germain qui a un budget en gros de 80 millions d'euros par an, qui est le quatrième budget de France. Lyon doit être à 200 millions d'euros, l'O.M. doit être à 150 millions d'euros et Bordeaux doit être à peu près à 100 millions d'euros.

En ce qui concerne le rugby, la différence est criante puisque je crois que le Stade français, qui a encore maintenant, malgré tout, le meilleur budget, a un budget de l'ordre de 19 millions d'euros, à peu près équivalent au budget du Racing Métro.

Vous voyez bien que la différence est quand même très importante. Les salaires des joueurs aussi sont différents. Il n'est donc pas possible aujourd'hui, je l'ai déjà dit, je le répète, à un club de rugby de construire vraiment son stade sans qu'il y ait un mécène très important qui vienne, comme M. LORENZETTI pour le Racing, sur ses fonds propres, construire lui-même son stade.

Une fois que j'ai dit cela, je voudrais remercier, j'ai oublié le faire dans ma première intervention, Robin LEPROUX, le président du Paris Saint-Germain, d'avoir vraiment pris à bras-le-corps les problèmes de sécurité.

Sachez, Monsieur ALPHAND, que nous défendons à tout prix ce qu'a fait M. Robin LEPROUX, quand il a vraiment dissocié la possibilité pour les supporters de venir soit dans une tribune soit dans une autre.

Le mélange des populations et des supporters est une très bonne chose.

Il y a évidemment aujourd'hui une petite différence dans le nombre de supporters qui viennent, le nombre de gens qui viennent au Parc des Princes, c'est pourquoi nous faisons un marché de prestations de billetterie qui est un peu différente, parce que nous tenons compte justement de cette modification.

C'est pourquoi nous achetons des places qui sont différentes de celles des années précédentes. En même temps, j'en profite pour dire que nous allons régulariser un certain nombre de choses.

Il y a des inconnues, on ne sait jamais à l'avance par exemple si un club va être qualifié en Coupe et donc s'il va jouer de nombreux matchs au Parc des Princes ou non.

Dans les années précédentes, il y avait là un manque à gagner pour le Paris Saint-Germain que nous voulons régulariser.

En ce qui concerne le trafic de billets, Monsieur ALPHAND, franchement, soit cela remonte à très longtemps, soit ce que vous expliquez n'existe vraiment plus et j'attends que vous me le démontriez.

Aujourd'hui, ce que nous faisons, et depuis que nous avons appris il y a de cela quelques années, qu'il y avait une possibilité de revente des billets du Paris Saint-Germain, du Parc des Princes que nous distribuions, que nous avions achetés et que nous donnions principalement au personnel de la Ville et aux jeunes, aux mairies d'arrondissement, dans les collèges, les lycées, aux clubs filleuls et au club de football de la Ville, depuis que nous avons appris qu'il y avait une possibilité de tricherie, nous contrôlons absolument tous les numéros de billet. Nous savons aujourd'hui exactement à qui nous donnons les billets.

A partir de là, s'il revient par l'intermédiaire de la Préfecture de police, évidemment, la démonstration que quelqu'un a vendu un billet, nous saurons exactement à qui nous avons donné ce billet et quel a été son cheminement.

Soyez rassurés, nous essayons de maîtriser au mieux la distribution des billets que nous achetons pour le Parc des Princes. Si jamais il y avait à nouveau ce genre de choses, nous saurions immédiatement à qui nous avons donné le billet.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je vais donc mettre aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 429.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DJS 429).

Vœu relatif à l'entretien des équipements sportifs dans le 19e déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen d'un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération, le vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'entretien des équipements sportifs dans le 19e.

La parole est à Mme ONGHENA pour une minute.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Merci, Monsieur le Maire.

Bien à la marge de ces échanges sur le football et le rugby parisiens qui comptent de nombreux millions d'euros affectés à ces projets, je voudrais revenir à un sujet beaucoup plus concret pour l'administré et le sportif parisien et, a fortiori, celui du 19e arrondissement : celui de l'entretien des infrastructures sportives.

Nous entrons dans une phase budgétaire, la négociation et les échanges dans le cadre du budget pour l'année prochaine, et, avec mon groupe et Jean-Jacques GIANNESINI, nous souhaitons qu'une part assez large puisse être affectée dans le cadre de ce budget à l'entretien des infrastructures sportives.

Je vais vous donner trois exemples dans mon arrondissement d'infrastructures récemment rénovées par la Ville, et nous nous félicitons de ces rénovations, mais l'entretien fait cruellement défaut.

Première installation : les Sept Arpents, place de la Porte de Pantin. C'est très pragmatique, par rapport aux échanges que nous venons d'avoir sur les millions du P.S.G. et du stade Jean Bouin, les grilles d'accès aux Sept Arpents sont sectionnées et les services de la Ville de Paris n'ont pas les moyens, visiblement, de remplacer les grillages qui sont sectionnés.

Je vous rappelle que les bulles tiennent par de l'air soufflé par l'intérieur. Le jour où un couteau est planté dans ces bulles, il n'y a plus d'infrastructure sportive.

Par ailleurs, les ampoules qui éclairent les terrains ne sont pas remplacées, alors que, très régulièrement, les différentes associations qui occupent l'espace informent la Ville de Paris que ces ampoules sont défectueuses. Par ailleurs, les toilettes sont bouchées, les personnes handicapées n'ont plus accès au site.

Stade de Ligue, qui a été inauguré il y a moins d'un an ; dès qu'il pleut un peu trop sur les terrains qui sont sur le toit, les terrains qui sont en dessous sont envahis d'eau.

Sur l'infrastructure du T.E.P. Mathis, les ascenseurs pour handicapés sont en panne depuis deux ans.

Si nous nous félicitons des rénovations qui sont faites, nous pensons qu'il faut les poursuivre, bien évidemment, mais, a fortiori dans le 19e, l'entretien des infrastructures est encore plus important…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Excusez-moi, Madame ONGHENA, vous parlez déjà depuis 2 minutes 20 et il faudrait peut-être conclure.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Cela va aller très vite ; j'ai encore une petite phrase à dire, Monsieur.

On pense que l'entretien des infrastructures dans un arrondissement comme le 19e est très important, parce qu'un lieu qui n'est pas entretenu n'est pas respecté par ses utilisateurs.

Nous demandons, dans le cadre du budget pour l'an prochain, qu'une part très large soit accordée à l'entretien des infrastructures sportives, dont la rénovation a coûté cher au contribuable parisien.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Madame ONGHENA, je ne vous laisserai pas dire que la part du budget qui est affectée au sport de haut niveau est plus importante que celle qui est attribuée au sport de proximité…

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Je ne l'ai pas dit.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Oui, mais comme vous avez fait le parallèle avec le Paris Saint Germain, je voulais simplement vous répondre de ce point de vue.

A l'heure actuelle, vous le savez, les investissements qui vont être faits dans la mandature sont de l'ordre de 580 millions d'euros à peu près, et sur ces 580 millions, il y a 400 millions d'euros qui vont être réservés au sport de proximité.

Or, vous le savez, Madame, avant 2001, il y avait 120 millions d'euros par mandature qui étaient réservés à l'ensemble du sport, donc on est loin du compte, on a multiplié par quatre, voire par cinq, les investissements en ce qui concerne le sport de proximité et, vous le savez aussi, on a du mal, malgré tout, à rattraper le retard que nous avions pris avant 2001.

Une fois que j'ai dit cela, concernant votre demande d'un budget significatif pour l'entretien des équipements, j'attire votre attention sur le fait que c'est déjà le cas. Chaque année, et tous les maires qui sont là le savent, Madame, un budget est affecté aux opérations d'entretien et de réparation. Cette année, c'est près de 1,6 million d'euros qui ont été déployés. En 2011, en attente des arbitrages budgétaires, l'enveloppe devrait être à peu près similaire.

Par comparaison avec les autres arrondissements, le 19e est désormais justement considéré et justement doté.

Vous le savez très certainement, ce budget est décidé sur la base d'un recensement précis des besoins réalisés par la D.J.S. et discuté avec la mairie d'arrondissement, laquelle est particulièrement vigilante sur le sujet ; je ne sais pas si M. MADEC est là, mais je peux vous dire qu'il est très vigilant. Je l'en remercie d'ailleurs, parce que c'est pour l'ensemble des habitants du 19e qu'il agit ainsi.

Ainsi, Madame, quand il y a des ampoules cassées, du grillage percé ou des poignées de porte défectueuses, je ne suis pas certain qu'il faille nécessairement saisir le Conseil de Paris ; je pense plus pertinent d'avertir le maire du 19e arrondissement ou son adjoint aux sports, Sergio TINTI, ou encore son adjoint aux travaux, M. Michel LEMAIRE, qui se feront un devoir de relayer vos alertes auprès de la D.J.S.

Concernant l'ascenseur du gymnase Mathis, il s'agit, bien évidemment, d'un problème plus délicat, puisque cela va faire un an et non deux que celui-ci est en panne, et malgré les interventions de la D.J.S., vous connaissez tout autant que moi les problèmes liés aux ascenseurs à Paris, la mission d'investigation du Conseil de Paris présidée par Ian BROSSAT a rendu un rapport édifiant sur le sujet au mois de mai dernier.

Sur cette question, je m'engage à faire un point très rapidement avec le maire du 19e arrondissement afin d'intervenir le plus efficacement possible auprès de l'ascensoriste, mais je sais à l'avance, Madame, que le problème particulier qu'il y a sur cet ascenseur, c'est que le marché qui a été passé avec l'ascensoriste fait qu'il n'a pas à mettre à notre disposition les pièces qui sont défectueuses et qui empêchent que cet ascenseur puisse fonctionner correctement.

A la lumière de ces éléments, je vous invite à retirer votre vœu.

Dans le cas contraire, j'émettrai un avis défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

Est-ce que le vœu est retiré, Madame ONGHENA ?

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Je ne vais pas retirer mon vœu et si je me suis permise de déposer ce vœu en Conseil de Paris, c'est pour deux raisons.

La première, c'est le délai de 15 jours pour le déposer en Conseil d'arrondissement par rapport au débat du mois prochain.

Deuxièmement, je ne suis pas certaine que les associations sportives du 19e arrondissement arrivent à se faire bien entendre de l'adjoint local, qui milite d'ailleurs au même groupe politique que M. VUILLERMOZ, puisqu'elles ont trouvé le moyen d'arriver jusqu'à nous et de nous faire valoir leurs doléances.

Et si on met de côté le problème technique spécifique de l'ascenseur Mathis que je veux bien comprendre, les ampoules ne sont jamais remplacées dans les infrastructures, les grillages sectionnés ne sont pas remplacés, et ce, en dépit du million dont M. VUILLERMOZ veut bien nous faire état.

Pour toutes ces raisons, je ne vais pas retirer mon vœu et, comme d'habitude, je rappellerai aussi souvent que nécessaire à notre Assemblée les difficultés du 19e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu n° 19, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2010, DJS 438 - DASES 42 - Adoption de la Charte Safe Party relative à la santé des jeunes en milieu festif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 438 - DASES 42 concernant l'adoption de la charte "Safe Party" relative à la santé des jeunes en milieu festif.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC, pour cinq minutes.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Puisque nous allons évoquer maintenant la santé des jeunes en milieu festif, je voudrais d'abord rappeler qu'à Paris, nous avons, heureusement, échappé à la vague des apéros géants qui avait défrayé la chronique il y a quelques mois et dont certains avaient, hélas, connu des débordements tragiques.

J'ajoute que nous ne sommes pas, pour autant, à l'abri de ce type d'initiative, dont la nature et l'absence d'organisateur font des manifestations potentiellement dangereuses.

La charte "Safe Party" que nous allons adopter aujourd'hui, du moins je l'espère, ne serait, hélas, d'aucune utilité pour ce type de manifestation.

Par contre, elle présente un intérêt certain pour les événements festifs encadrés et organisés, que ce soit par la Ville de Paris elle-même ou par des organisations partenaires que la Municipalité soutient et ce type d'événement, lui, n'est pas rare dans la Capitale ; je pense, par exemple, aux Solidays.

Il faut d'abord relever que cette charte, à laquelle les organisateurs vont souscrire, comporte pour eux un certain nombre d'obligations. Elles n'ont rien d'extraordinairement lourd ou contraignant, mais, tout de même, il faut se féliciter que, dorénavant, il leur incombera de diffuser une information sur les conduites à risque des jeunes qui vont se rassembler.

Ces risques, nous les connaissons, ils sont liés à l'usage de l'alcool, des drogues, du tabac, des produits psychotropes. Ils sont aussi liés au risque sexuel, auditif et routier.

Cela fait peut-être beaucoup, mais je crois qu'un excès d'information et de rappel à la prudence ne peut pas nuire quand on voit, par exemple, les effets du "binge drinking" sur la jeunesse qui sort le week-end et qui boit en grande quantité des mélanges d'alcool.

La sécurité du lieu, le respect des normes d'hygiène, l'encouragement à proposer des boissons non alcoolisées par des prix attractifs figurent également au sein de cette charte "Safe Party", ce qui me paraît également une excellente idée.

Il restera alors à la Ville à mener deux actions pour que cette initiative soit couronnée de succès.

D'abord, faire connaître et valoriser cette charte pour inciter les organisateurs de fêtes à intégrer la promotion de la santé et la prévention des conduites à risques.

Ensuite, se doter des moyens de s'assurer que les organisateurs, qui ont accepté les règles du jeu librement bien sûr, les mettent effectivement en application. Le respect des engagements pris doit faire l'objet d'une évaluation sérieuse. Il me semble que c'est à ces conditions que la charte "Save Party" contribuera utilement à ce que l'on puisse s'amuser à Paris sans prendre de risque pour soi et pour autrui. Cette initiative de charte me paraît donc une idée tout à fait excellente.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - S'agissant du milieu festif, la réponse ne peut appartenir qu'à Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci à M. ALAYRAC d'avoir souligné l'importance de cette charte. Nous avons en effet, avec Jean-Marie LE GUEN, travaillé à l'élaboration de cette charte en faveur de la santé des jeunes, qui vise à inciter les structures municipales mais aussi et surtout les organisations partenaires de la Ville de Paris qui accueillent les jeunes à l'occasion de rassemblements festifs, à intégrer la promotion de la santé, la prévention et la gestion des conduites à risques dans les lieux de rassemblements festifs.

Vous nous faites deux suggestions d'amélioration. Tout d'abord, la nécessité de mieux faire connaître et valoriser cette charte auprès des structures, et ensuite de contrôler la réelle application par nos partenaires de cette charte. Sur ces deux points nous suivrons vos recommandations qui sont indispensables à l'effectivité de charte.

Un mot pour dire qu'en matière de prévention pour la santé des jeunes, c'est la deuxième initiative un peu innovante que nous prenons après une campagne qui a bien fonctionné sur le "binge drinking", qui a eu un écho sur Internet remarquable. La communication va dans le même sens, à savoir éviter une stigmatisation, ne pas paraître donneur de leçons dans des campagnes de prévention qui ne fonctionnent pas. Nous avons privilégié une communication interactive, ludique, responsabilisante et surtout pas culpabilisante, sinon cela ne fonctionne pas.

Nous prendrons en compte les propositions de M. ALAYRAC.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 438 - DASES 42.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DJS 438 - DASES 42).

2010, DU 177 - Acquisition auprès de la société AXA France Assurances de la parcelle CK 73 correspondant à une voie piétonne Villa La Fresnay (15e).
Vœu relatif à la requalification du secteur Bargue (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à la 8e Commission, et examinons le projet de délibération DU 177 relatif à l'acquisition auprès de la société AXA France assurances de la parcelle CK 73 correspondant la voie piétonne de la villa La Fresnay (15e), sur lequel le vœu référencé n° 20 dans le fascicule, a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE pour 3 minutes.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération est l'aboutissement des démarches initiées par Philippe GOUJON dès son élection en mars 2008, pour remettre en état et sécuriser l'impasse La Fresnay dont l'absence de propriétaires de clairement identifiés interdisait toute intervention pour remédier à son état très dégradé.

Ce projet de délibération rappelle également que le quartier Bargue-Procession avec ses passerelles et dalles à l'abandon subit depuis des années les aléas de l'urbanisme des années 60. L'absence d'identification claire des propriétaires de plusieurs emprises du secteur Bargue, notamment les abords du conservatoire Chopin, de la crèche Platon, et de la place Kandinsky empêche l'entretien et la réalisation des travaux de remise en état de ces espaces confrontés à d'importants problèmes d'insécurité.

Les riverains déplorent cette situation qui les contraint à vivre dans un environnement dégradé et indigne de notre Capitale.

Depuis des années, les associations de locataires, les usagers de la crèche et du conservatoire, mais aussi les membres du conseil de quartier nous interpellent à juste titre sur les multiples problèmes qui perdurent sur ce site et que vous ne pouvez ignorer. Vous les reconnaissez d'ailleurs dans le projet de délibération puisque vous dites que plusieurs problèmes de sécurité et d'entretien sont liés à l'agencement urbain général du secteur Bargue et en particulier au rôle des passerelles.

De son côté, la mairie du 15e vous a alerté à plusieurs reprises. Philippe M. GOUJON a tenu plusieurs réunions de terrain pour identifier les différents problèmes posés mais au-delà, il faut maintenant que la Ville s'engage dans une procédure de réaménagement ambitieuse du secteur Bargue.

C'est pourquoi, au nom du Maire du 15e et de mes collègues signataires de ce vœu, nous souhaitons une véritable mobilisation des services de la Ville et l'inscription de crédits dédiés afin que l'achèvement des opérations de rétrocession des emprises foncières ainsi que l'entretien, la mise en sécurité, et le réaménagement des espaces publics deviennent réalité.

Nous vous demandons donc, Monsieur le Maire, de prendre toute disposition pour assurer l'entretien des espaces de la dalle située aux abords du conservatoire Chopin et de la crèche Platon, mais aussi d'engager, en concertation avec la mairie du 15e et les acteurs locaux, la démolition des deux passerelles inutilisés et dangereuses, ainsi que la rénovation de la place Kandinsky, afin qu'en particulier, le marché Cervantes puisse se tenir dans un environnement plus approprié.

Les riverains et les usagers du quartier Bargue attendent aujourd'hui des actes et non plus des seules intentions.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - J'aimerais rappeler, parce qu'il y a un petit ton polémique, que ce projet de délibération autorise le Maire de Paris à acquérir une parcelle qui correspond effectivement à une voie piétonne qui s'appelle villa La Fresnay. Pourquoi cette acquisition par la Ville ? Parce que cela va nous permettre d'intégrer la villa La Fresnay dans un réseau de voies publiques, de réaménagement aussi et d'assurer le bon fonctionnement d'un certain nombre de services publics et la sécurité des riverains.

Cet acte que nous posons est la première étape de la restructuration du secteur. Il s'agit bien d'un acte et non pas de paroles.

Mais je pense que Mme de CLERMONT-TONNERRE n'est pas sans savoir que la situation de ce secteur dit "Bargue Procession" est très complexe. Elle est d'ailleurs un héritage des opérations d'aménagement des années 60, 70 au cours desquelles intervenaient à l'époque la S.E.M. XV, puis la S.E.M. "Paris-Seine" et "Paris Habitat" ainsi que la Ville. Il nous faut démêler cet imbroglio. J'avais eu d'ailleurs le même problème d'imbroglio à démêler sur la dalle du front de Seine, puisqu'il y avait des situations foncières qui étaient particulièrement difficiles à démêler. Nous sommes exactement dans cette situation. Nous nous sommes engagés, effectivement, auprès des habitants, à clarifier cette situation afin de pouvoir engager les travaux nécessaires.

Aujourd'hui, la direction de l'organisme, la D.V.D. sont en train de travailler à cette clarification du foncier pour répartir les propriétés et être en situation de pouvoir travailler sur les différents îlots concernés. Nous avons aussi engagé des discussions avec "Paris Habitat" qui possède un bail à construction pour préciser la prise en charge des travaux sur les parties qui lui sont dévolues.

Enfin, une réunion devrait se tenir prochainement, la mairie du 15e est informée des études menées et des résultats obtenus.

Par conséquent, Madame Claire de CLERMONT-TONNERRE, pour ma part, ce vœu est sans objet, car nous sommes en train de travailler. S'il n'y avait pas eu tout cet imbroglio foncier au départ, peut-être que les choses iraient plus vite. Si effectivement des organismes comme "Paris Habitat" ne se faisaient pas taxer comme l'ensemble des offices H.L.M., peut-être auraient-ils un peu plus de marge de manœuvre pour intervenir sur l'habitat qu'il faut rénover. Avec des si, si, si, on pourrait sans doute refaire le monde beaucoup plus vite, mais il se trouve que nous assumons nos responsabilités devant les habitants de ce quartier qui me tient à cœur. Je suis d'ailleurs voisine de ce quartier du 15e arrondissement dans lequel je vis. Merci. C'est un sans objet. J'émettrais un avis défavorable à ce vœu puisque j'imagine qu'il sera maintenu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame de CLERMONT-TONNERRE, le vœu est-il conservé ?

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Contrairement à Mme HIDALGO, je considère que mon vœu a un objet, je le maintiens, j'espère ne pas avoir à en déposer un autre pour rappeler son contenu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 177.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions.

Le projet de délibération est adopté. (2010, DU 177).

2010, SG 184 - Modalités de passation d'un marché de services d'assurances pour le secteur Bourse Saint Eustache, Bâtiments Lescot et la Voirie Souterraine du Forum des Halles à Paris (1er).
2010, SG 197 - Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles (1er).
2010, SG 198 - Réaménagement du quartier des Halles. Approbation et signature d'un protocole transactionnel relatif au marché subséquent de maîtrise d'oeuvre de l'aménagement du jardin des Halles.
2010, SG 199 - Réaménagement du quartier des Halles. Approbation du schéma de principe de réaménagement de la place René Cassin.
2010, SG 206 - Approbation et signature d'un protocole transactionnel relatif au marché subséquent de maîtrise d'oeuvre de l'aménagement d'espaces publics de voirie dans le quartier des Halles.
2010, SG 202 - Réaménagement du quartier des Halles (1er). Projet de réaménagement du pôle RER Châtelet-les-Halles.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous abordons maintenant le débat sur plusieurs projets de délibération. C'est ce qui a été décidé par la conférence d'organisation. Il s'agit des projets de délibération SG 184, SG 197, SG 198, SG 199, SG 206 et 202, relatifs au quartier des Halles.

Le premier orateur inscrit est M. Jean-François LEGARET, pour 5 minutes.

Excusez-moi, il y a eu un changement ?

Monsieur le Ministre, vous avez la parole, pour 5 minutes.

M. Pierre LELLOUCHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je laisserai à mon collègue et ami Jean-François LEGARET le soin de traiter les autres aspects de ce dossier.

Moi, je souhaiterais insister sur la question touchant à la législation sur les marchés publics et les contrats de définition.

Lors de notre séance des 8 et 9 juin dernier, j'avais dit qu'il était de mon devoir, et, sans chercher du tout, vous l'aurez bien compris, l'affrontement entre le Gouvernement et la Ville, puisque cette question avait déjà été évoquée au Sénat dès le mois de janvier de cette année, j'avais simplement rappelé au Maire de Paris qu'il était de mon devoir de rappeler qu'en vertu de la directive 2004.18 du 31 mai 2004, désormais transposée dans notre droit à l'issue de la décision de la Cour européenne de justice de décembre 2009, en raison de tout cela et en raison notamment d'un décret pris par le Gouvernement français en mai 2010 pour se mettre en conformité avec cette directive, la Ville de Paris, comme toutes les autres collectivités de France, se devait d'appliquer le droit français, droit européen : en l'occurrence, la suppression des contrats de définition tels qu'ils étaient préalablement définis.

J'ajoutais ceci - je cite -, ce qui m'avait valu d'ailleurs les sarcasmes de certains et de certaines, dont Mme HIDALGO aujourd'hui présente, je la remercie d'être là, je disais donc : "Je n'imagine pas une seule seconde, Monsieur le Maire, qu'il puisse en être autrement - que l'on se mette en conformité -, à moins que vous ne souhaitiez, mais je ne l'imagine pas, voir la France condamnée pour manquement par la Cour européenne de justice, car vous le savez bien, si la Cour ne connaît pas la responsabilité d'une collectivité territoriale, elle se retournera immanquablement contre l'Etat." Dans ces conditions, Monsieur le Maire, j'en appelais à sa responsabilité républicaine et à son bon sens.

Mme HIDALGO avait reçu ces propos comme un véritable outrage et m'avais traité d'amateur !

Je constate aujourd'hui, pour m'en féliciter et en féliciter la Ville d'ailleurs, que, dans les exposés des motifs et dans le détail des délibérations qui nous sont proposées, toute cette affaire est détaillée par le menu. La Ville veut bien reconnaître que, depuis la décision de la Cour européenne de justice du 10 décembre 2009, l'ensemble du schéma juridique du quartier des Halles, du projet des Halles a changé, que la Cour de Luxembourg menaçait de ne pas considérer comme conforme les contrats déjà en exécution, que la Ville avait d'ailleurs été prévenue par des questions orales sans débat au Sénat dès le début de l'année, avant même mon intervention, et que, dans ces conditions, elle procédait à un réaménagement de ses contrats avec le mandataire, c'est-à-dire avec M. MANGIN et le groupement SEURA.

Tout cela a été fait au cours de négociations, je crois comprendre très ardues pendant tout le cours de l'été. Donc, ces délibérations qui nous sont proposées aujourd'hui mettent la Ville de Paris en conformité avec le droit français et le droit européen, ce dont je me félicite et je félicite la Ville.

Ainsi, ai-je réussi le cumul de mes deux fonctions : d'une part, m'occuper de l'Europe et, d'autre part, m'occuper, dans la mesure du possible, un peu de Paris !

Je voudrais néanmoins dire que, lors de mon intervention du mois de juin dernier, j'avais souhaité, et j'avais donné ce conseil à la Ville qui ne l'a malheureusement pas suivi, je lui avais donc demandé de concentrer son projet sur la priorité de la réfection et la mise aux norme des voiries souterraines et de l'accès aux gares et du pôle transport. Je lui avais conseillé de proposer aux Parisiens un projet convaincant pour refaire rapidement les pavillons décrépits Willerval et économiser aux Parisiens, surtout en cette période de difficulté économique, des centaines de millions d'euros. Enfin, j'avais suggéré au Maire de Paris fort respectueusement qu'il laisse aux Parisiens du 1er arrondissement, du centre de Paris, ce jardin qui est en train d'être démoli.

Sur ces trois points, malheureusement, je n'ai pas été suivi. Vous allez construire le projet pharaonique en souvenir de M. DELANOË, vous allez dépenser 1 milliard d'euros, vous allez détruire le jardin des Halles, mais enfin, ce faisant, vous aurez au moins respecté le droit européen. De ce point de vue, je ne peux que m'en féliciter.

Je laisse à mon collègue LEGARET le soin de vous dire ce qu'en pensent les habitants du centre de Paris et je pense qu'ils seront du même avis que moi.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de donner la parole à M. LEGARET, je crois pouvoir dire que la Ville de Paris ne souhaite pas se faire condamner par la Cour de Justice qui, comme chacun le sait, est une des gardiennes des traités.

Monsieur LEGARET ?

M. Pierre LELLOUCHE. - Vous faites un commentaire !

(Brouhaha - rires - plusieurs interventions hors micro).

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, nous avons six projets de délibération d'un intérêt inégal et d'une portée tout à fait inégale.

Notre position, avec la majorité au sein du conseil du 1er arrondissement, et cela reflète ma propre position telle que j'ai toujours pu l'exprimer d'ailleurs depuis l'origine de ce projet, est une position équilibrée qui ne consiste en aucun cas à s'opposer à tout et surtout pas à l'essentiel.

L'essentiel, je le répèterai sans cesse, c'est la délibération SG 202, c'est-à-dire le projet de réaménagement du pôle transport R.E.R. Châtelet-les-Halles, sur laquelle nous avons donné naturellement un avis favorable à l'unanimité.

Mon grand regret, notre grand regret est que ce soit un des aspects du chantier dont on parle le moins, sur lequel nous avons le moins de précisions. Il s'agit vraiment de l'aspect le plus important, au regard de l'intérêt général. C'est la plus grande gare souterraine d'Europe et la maîtrise d'ouvrage unique qui a été donnée à la R.A.T.P. est, je crois, une assez solide garantie de voir ce chantier réalisé, et dans de bonnes conditions. Je ne conteste d'ailleurs pas le choix de l'équipe BERGER-ANZIUTTI, architectes de la Canopée, pour mener à bien cette opération.

Il y a un projet de délibération sur lequel je ne m'attarderai pas, c'est le SG 184. Ce sont les modalités d'un marché de services d'assurances pour le secteur Bourse Saint-Eustache, Bâtiments Lescot et Voirie Souterraine.

Et puis, il y a le SG 197 qui est une communication du bilan d'avancement. Vous m'excuserez de dire qu'il s'agit plus d'un document de propagande, peut-être de pédagogie, pour essayer d'expliciter, de justifier les choix de la Ville mais sur lesquels on ne peut pas véritablement avoir beaucoup de choses à dire parce qu'il n'y a aucun élément substantiel.

Viennent ensuite trois délibérations qui ont une assez grande importance. Il s'agit d'abord des deux délibérations qui portent sur des protocoles relatifs à des marchés subséquents :

- d'une part, sur le réaménagement du jardin des Halles : c'est le SG 198 ;

- d'autre part, sur l'aménagement des espaces publics de voirie dans le quartier des Halles : c'est le SG 206.

C'est sur ces deux projets de délibération que notre collègue Pierre LELLOUCHE vient de rappeler effectivement toute la place du droit, et du droit européen, qui a imposé à la Ville de rectifier le tir et de se conformer au droit partiellement.

Vous me direz que, dans tout cela, ce n'est pas forcément la faute de la Ville. Non, bien sûr ! Quand, à l'origine, la Ville a utilisé la procédure des marchés de définition, elle n'imaginait pas que ces marchés de définition viendraient ultérieurement à être déclarés non conformes avec le droit communautaire.

Il n'empêche que ce n'était pas la bonne procédure, parce qu'en utilisant le marché de définition, la Ville a voulu échapper à sa responsabilité fondamentale, qui est celle de définir un programme et un projet. Comme l'a écrit assez méchamment Frédéric EDELMANN dans "Le Monde" en parlant des Halles : "on lance un marché de définition quand on ne sait pas ce que l'on va faire".

Voilà ! C'est exactement l'état d'esprit dans lequel s'est trouvé le Maire de Paris. Il a voulu réinventer le centre de Paris, faire un très grand projet d'urbanisme, sans avoir de programme.

Là-dessus, il est vrai que des malchances se sont ajoutées à des malchances, puisque la première consultation a été en réalité infructueuse : aucun des candidats n'a répondu à la question posée. Puis, les autres marchés ont été des marchés subséquents d'une fausse attribution au cabinet Seura du marché initial.

Les marchés de définition, étant désormais inexistants, il ne peut y avoir de conséquences de ces marchés de définition, donc pas davantage d'avenants à ces marchés de définition.

Alors, les protocoles transactionnels, que l'on voit passer aujourd'hui, sont tout de même assez curieux sur le plan juridique. En réalité, on prend acte du fait qu'il n'y a plus d'avenant possible. On a décidé de ne pas affermir les tranches n° 2 et n° 3 pour essayer de se conformer tardivement avec le droit européen, mais on passe un accord transactionnel, sans mise en concurrence, avec le cabinet Seura pour poursuivre l'opération.

C'est la raison pour laquelle, en ce qui me concerne, j'ai décidé de déférer devant le Tribunal administratif l'avenant au marché Mangin, qui est le support de ces protocoles transactionnels.

J'émets toujours des doutes sur la validité juridique de la procédure par laquelle la Ville de Paris a décidé de se mettre en conformité. Il me semble que les modalités de cet avenant ne sont pas conformes à l'annulation, par le décret de mai 2010, de toutes les conséquences entraînées par la suppression des marchés de définition.

On verra bien ce que décidera le Tribunal administratif mais, en ce qui me concerne, j'aurais essayé d'aller jusqu'au bout de la logique juridique que j'ai défendue. On ne me dira pas que c'est un argument de pure procédure ou d'opportunité : je crois avoir toujours défendu cette position depuis l'origine.

Vient enfin une délibération, qui elle est parfaitement explicite : il s'agit du SG 199 qui est l'approbation du schéma de principe de réaménagement de la place René Cassin. C'est un débat qui a été très vif, qui a animé beaucoup de réunions publiques, et je dirai que la conclusion est toujours concordante : il n'y a aucun accord possible sur le schéma de réaménagement, quelles que soient les esquisses et les vues d'artistes.

Une illustration est encore reproduite aujourd'hui dans un journal du matin, et cette illustration est parfaitement mensongère, déformée et ne répond en rien au plan, à l'emprise exacte de la place René Cassin.

Je me bornerai à dire que c'est, à mon sens, une grande erreur de la part de la Mairie de Paris, de la part du Maire de Paris, du Maire de la Capitale de la France, de supprimer la place qui a été attribuée à René Cassin, grand Français, prix Nobel de la paix et qui était un hommage mérité. Toutes les grandes villes françaises ont rendu de grands hommages à René Cassin, et on va en réalité le rayer de la carte. C'est l'auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et je pense que c'est une très grande erreur historique.

Par ailleurs, cet aménagement ne répond en rien aux attentes et il n'est en aucun cas conforme aux amendements que j'avais présentés lors de la délibération générale sur les Halles. Ces amendements - Mme HIDALGO avait bien voulu les retenir - avaient été adoptés à l'unanimité par notre Conseil.

Je n'arrive donc toujours pas à comprendre par quelle aberration un projet, qui a été approuvé par le Conseil de Paris, après avoir été amendé, est fondamentalement modifié pour suivre les caprices d'un architecte, qui n'écoute rien, qui ne tient aucun compte de la concertation.

Je vais vous dire, j'en ai encore fait le test il y a un peu plus d'une semaine, puisque j'organisais, à la mairie du 1er arrondissement, une réunion publique, qui a réuni 120 personnes. A la fin de cette réunion, j'ai à nouveau fait le test. C'est la troisième fois que je le fais. Je me suis tourné vers la salle et j'ai dit, profitant de la présence d'un public nombreux : qui est favorable au projet de réaménagement du jardin proposé par le Maire de Paris ? Pas une seule main ne s'est levée. Pas une seule ! J'ai ensuite posé la question contraire : qui est contre ? Unanimité !

Je vais vous dire, depuis que je fais de la politique et que j'assiste à des réunions de concertation, je n'ai jamais vu cela. Jamais ! D'ailleurs, je mets au défi le Maire de Paris, puisqu'il va bientôt venir dans le 1er arrondissement dans le cadre de ses comptes rendus de mandat, qu'il fasse le test lui-même, qu'il se tourne vers la salle.

Puis, je le mets au défi de faire réaliser tous les sondages d'opinion qu'il voudra auprès des riverains, des Parisiens et même auprès des Franciliens. Cela a d'ailleurs déjà été réalisé : un sondage a été fait par la Direction de l'urbanisme il y a près de trois ans ; il n'est resté en ligne sur le site de la Ville que 48 heures, et il était parfaitement concluant : la place René Cassin était considérée…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - A propos de conclusion, est-ce que vous pouvez conclure, Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, je n'ai pas encore terminé. J'ai négocié, Monsieur le Maire. J'ai demandé un temps de parole pour les six projets de délibération, donc vous me laisserez, si vous le voulez bien. Sinon, je parle trente minutes sur le sujet, c'est-à-dire six fois cinq. C'est comme vous voulez ! Vous m'interrompez, si vous voulez, et je parle trente minutes ! Cela ne me gène pas de parler trente minutes sur le sujet, je suis intarissable ! Si vous voulez bien me laisser terminer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Attendez, avez-vous négocié en Conférence d'organisation ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, j'ai négocié tout à l'heure avec le Secrétaire général du Conseil de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Ce sont huit minutes, me dit-on. Vous comptez parler combien de temps, Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, je termine, mais j'aurais préféré, sur un sujet comme celui-là, que l'on ne m'interrompe pas…

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien, terminez.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - … et que l'on ne fasse pas usage, une fois de plus, de médiocrité, sur un sujet qui mérite mieux que ça, bien mieux que ça.

Je termine en disant que je mets au défi le Maire de Paris de faire réaliser une enquête grandeur réelle, parce que j'ai entendu et j'ai lu avec intérêt M. Mangin, qui a même écrit dans "Le Monde" qu'il se fichait pas mal de l'avis des riverains, des habitants, des commerçants et des associations du centre de Paris, parce que ce qui l'intéressait c'était l'opinion de tous les Franciliens, en raison de la vocation métropolitaine de cet équipement.

Je le prends au mot et lui lance le défi : faites faire une enquête, une votation, un référendum, tout ce que vous voudrez, et faites donc valider par les Parisiens, ou même par les Franciliens, l'aménagement du jardin et de la place René Cassin.

On est dans une aberration folle. On est dans un coût qui a totalement dérapé. On est dans un projet dont personne ne veut, qui va entraîner l'abattage de 343 arbres qui sont encore en pleine croissance. Vous êtes en train de programmer un véritable massacre, un acte de vandalisme inutile.

Et sachez que nous irons avec beaucoup de détermination jusqu'au bout pour nous battre contre ce projet absurde !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. BOUTAULT, pour cinq minutes.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, s'agissant d'une réponse à une communication et de trois projets de délibération sur lesquels je me suis inscrit, je souhaiterais disposer d'un peu plus de cinq minutes, mais je resterai, rassurez-vous, dans le cadre du temps imparti pour une intervention sur quatre projets de délibération.

C'était il y a quarante ans que les pavillons Baltard, bijoux architectural du Second empire, ont été démolis. Le quartier s'en souvient encore. Le traumatisme est d'ailleurs bien vivant. Il suffit de voir l'affluence exceptionnelle au cinéma de quartier "L'autre écran", dans le 2e arrondissement, qui vendredi dernier projetait un film sur l'histoire des Halles pour palper cette inquiétude des riverains.

Dix années de travaux, d'atermoiements et de gaspillages ont laissé des traces dans les esprits. Aujourd'hui, il faut tout recommencer. Les pavillons Willerval ne sont pas d'une facture exceptionnelle et ont mal vieilli. Les équipements publics, le Conservatoire en particulier est trop à l'étroit. Les accès et les circulations souterraines, en particulier ceux concernant les transports en commun et la gare de R.E.R., doivent être réorganisés et personne ne conteste que le jardin avait besoin d'un remodelage.

D'ailleurs, revoir les dysfonctionnements du site sans tout le déstructurer était l'objectif initial du projet, objectif qui ralliait tout le monde.

Aujourd'hui, de dérives en dérives, le projet est devenu pharaonique et le groupe des élus Verts considère qu'il n'est plus d'actualité de dépenser 850 millions d'euros pour essentiellement reconstruire un nouveau centre commercial et refaire entièrement un jardin.

Certes, les riverains ne sont pas les seuls concernés s'agissant d'un projet d'envergure métropolitaine. Le projet ne devrait néanmoins pas se faire contre eux mais avec eux.

Après tout, les habitants du centre de Paris sont aussi et avant tout des Franciliens métropolitains. Le jardin accueille essentiellement les riverains et les salariés des commerces alentours pour leur pause déjeuner.

Sa vocation locale aurait dû être réaffirmée. Qui pourrait croire que les Métropolitains, hors salariés et habitants du centre de Paris, viennent aux Halles pour prendre l'air dans un jardin ?

Aujourd'hui, de différentes manières, le projet suscite le rejet quasi-unanime des associations de quartier. Pourtant, il aurait peut-être simplement fallu pour les faire adhérer maintenir deux éléments symboliques forts : le jardin Lalanne et la place René-Cassin.

Pour le premier, un nouveau jardin aux caractéristiques et fonctionnalités identiques au jardin Lalanne sera construit au sud du site. Mal situé, il sera à l'ombre en hiver et ne fera pas oublier la destruction des arbres et de la végétation qu'il entraîne, végétation et arbres qui avaient mis 30 ans à atteindre leur maturité.

Un espace provisoire sera créé, très utile aux parents de ce quartier particulièrement dense et dépourvu d'espace vert. On peut remercier Fabienne GIBOUDEAUX pour son écoute et sa volonté de prendre en compte, du mieux qu'elle peut et selon ses moyens, les souhaits exprimés lors des réunions de concertation.

En ce qui concerne la place René-Cassin, c'est encore la déception qui prévaut. Le projet qui nous est présenté dans le projet de délibération ne tient pas compte des nombreux vœux et amendements du Conseil de Paris qui devaient le maintenir dans son état d'esprit actuel.

De lieu de rencontre et de repos, cette agora circulaire devient deux blocs carrés et étagés, posés l'un en face de l'autre avec une perspective réduite sur l'église Saint-Eustache, supprimant ainsi le parvis.

Où les associations de quartier brûleront-elles désormais leur bonhomme d'hiver ? C'est important l'animation locale.

Les deux blocs étagés que l'on nous propose sont séparés par un escalier permettant le cheminement nord sud. Le lieu devient un véritable espace circulé car bordant la rue Rambuteau, axe de circulation est ouest.

La Ville ouverte à tous, non ghettoïsée, nous y sommes favorables, bien sûr, mais le cabinet Seura ne pousse-t-il pas là jusqu'à l'absurde la notion pourtant innovante de ville passante, oubliant qu'un jardin a besoin d'espaces clos, à l'abri des flux, oubliant la vocation à la tranquillité d'un petit espace libre d'un centre-ville à forte densité ?

Quant au financement, les choses ne sont pas encore claires. On ne sait pas précisément à quoi se sont engagées les différentes parties prenantes. L'essentiel des dépenses aurait dû être pris en charge par le principal bénéficiaire Unibail, l'actuel gestionnaire du centre commercial, mais la décision de travaux ayant été engagée avant que le tour de table ne soit fixé, la Ville ne se trouve pas dans une situation favorable.

Aussi, il semble que pour qu'Unibail veuille bien bourse délier, la Ville accepte de lui vendre l'assiette du forum dont elle est propriétaire, perdant ainsi la maîtrise du sol.

Elle cèderait aussi à Unibail les 10.000 mètres carrés de surface commerciale qui vont être créés, 250 millions seraient versés par Unibail en contrepartie. Incontestablement, il s'agit d'une bonne affaire pour Unibail, pas pour les Parisiens.

Seul aspect incontestablement positif de ce chantier de réhabilitation, le projet d'amélioration des accès aux transports en commun, le pôle R.E.R. Châtelet - les Halles, la réduction et la réorganisation des circulations souterraines.

A ce sujet, le groupe "Les Verts" se réjouit de voir que le projet de délibération intègre la mise en place d'une plate-forme de fret. Cependant, il souhaite que la participation financière des autres partenaires, R.A.T.P. et Région, soit précisée.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements sur les bancs du groupe "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Seybah DAGOMA, pour cinq minutes.

Mme Seybah DAGOMA. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Après plus de huit années de consultation, d'études et de concertation, les travaux de rénovation des Halles ont commencé.

Il s'agit du centre de gravité de notre métropole, du lieu de passage journalier de 7.5000 usagers de transports publics, du centre commercial le plus fréquenté de toute la région et du cœur historique de notre ville.

La démarche engagée depuis 2002 par Bertrand DELANOË a abouti à un projet qui combine tous les objectifs déterminés par le Maire de Paris, sa première adjointe en charge du dossier ainsi que les élus socialistes du 1er arrondissement.

Cette rénovation n'était pas accessoire mais impérative. Lorsqu'il s'agit des Halles, il est question d'un véritable espace public parisien, francilien, national et international.

Si ce projet est une richesse pour les riverains, il est aussi un atout majeur à tous les points de vue pour l'ensemble des Parisiens et des Franciliens.

L'ancien forum, mal conçu, trop vite vieilli, sombre, va laisser place à un lieu plus ouvert tourné vers l'environnement et répondant à des enjeux architecturaux à la fois modernes mais aussi intégrés dans le contexte.

De nouveaux espaces d'accueil et des équipements renouvelés y prendront place afin de faciliter l'accès à la culture pour tous au centre de ce quartier de diversité et d'histoire.

Enfin, la canopée permettra de mieux intégrer le forum dans le jardin. Comme je vous le disais, les travaux ont commencé. Depuis mai, l'ancien jardin commence peu à peu à se transformer, donnant le coup d'envoi au projet d'envergure que nous appelons tous de nos vœux.

Les désagréments engendrés par des travaux d'une telle importance seront bientôt effacés par les avantages qu'apportera, entre autres, un jardin plus ouvert et plus aéré.

Monsieur LEGARET, je ne partage pas votre avis. Je considère que ce projet préserve la place René-Cassin, redessinée conformément aux engagements pris lors du Conseil de Paris en mars dernier.

Cette place présentera, je le répète, les caractéristiques suivantes : des gradins offrant un espace convivial à l'abri des circulations piétonnes de la rue Rambuteau, une végétation formant un hémicycle, un dégagement de la vue de Saint-Eustache et des emmarchements reliant facilement le jardin à la rue Coquillière.

L'apport de place et de locaux, dû à la Canopée, est substantiel. Contre les 4.000 mètres carrés d'équipements publics qu'offraient les pavillons Willerval, la canopée fournira bientôt 7.000 mètres carrés qui abriteront le conservatoire Mozart et la bibliothèque La Fontaine dont les surfaces seront doublées et deux nouveaux équipements dont la maison des pratiques artistiques amateurs.

La canopée apportera aussi une plus large zone piétonne, le rétablissement de voies de communication et une perspective inconnue jusqu'ici sur la Bourse du commerce au moyen d'une promenade centrale.

Enfin, le pôle de transport le plus important de l'agglomération sera rénové et c'est l'un des points centraux du projet. Actuellement, la plate-forme d'échange n'est pas assez fonctionnelle. Illisible, encombrée, elle ne bénéficie plus d'une accessibilité suffisante.

L'allongement jusqu'à la gare des accès Rambuteau et Berger, ainsi que la construction du point d'entrée place Marguerite-de-Navarre, permettront de démultiplier les accès, rendant ceux-ci plus agréables et mieux répartis. Ils pourront ainsi faire face au trafic toujours plus important en ce lieu.

En tant qu'adjointe en charge de l'économie sociale et solidaire, je me réjouis du fait que l'on se soit saisi de cette opportunité pour créer des emplois d'insertion.

D'ores et déjà, plusieurs associations locales sont mobilisées sur cette question. Grâce à l'assistance qui sera assurée par l'équipe du P.L.I.E. 18-19 et les clauses sociales qui seront insérées dans les marchés, nous espérons l'embauche de plusieurs centaines de personnes en insertion sur le chantier d'ici à la fin des travaux.

Durant des décennies, la Capitale étouffait, asphyxiée de pollution et de constructions irréfléchies. L'urbanisme était trop souvent subi et non concerté.

Aujourd'hui, grâce à nos efforts collectifs, en dix ans, le visage de la ville a considérablement changé. Depuis 2001, le dialogue est renoué, non seulement avec les habitants de Paris mais aussi avec les villes de la petite et de la grande couronne. Le projet des Halles est l'incarnation de ce renouveau.

En effet, de nombreux Parisiens et Franciliens ont été consultés et engagés sur ce projet. D'ailleurs, lors du dernier Conseil d'arrondissement, M. LEGARET avait dit qu'il ne connaissait aucun habitant du 1er arrondissement favorable à ce projet. Dans la salle, une personne s'est levée.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Citez-la ! Elle est bonne !

Mme Seybah DAGOMA. - Nous pouvons donc nous féliciter du commencement de ces travaux et du volontarisme dont nous avons fait preuve pour son bon déroulement, cela d'autant plus que notre acharnement et notre travail ont permis que cette rénovation des Halles soit classée d'utilité publique par le Préfet de Paris.

En tant que présidente de la SemPariSeine, je peux vous assurer que tout sera mis en œuvre pour que les travaux perturbent le moins possible la vie du quartier, celle de ses habitants et de ses commerçants comme celle de tous ses visiteurs.

Enfin, je profite de cette occasion pour remercier le Secrétaire général adjoint en charge du dossier, M. Philippe CHOTARD, les directeurs de la SemPariSeine, Claude PRALIAUD et Dominique HUCHER, ainsi que l'ensemble des salariés qui travaillent quotidiennement sur ce dossier pour que le quartier des Halles soit à l'image de nos espoirs et de nos actions pour Paris, un lieu accueillant, mêlant les générations, les cultures et un espace de mixité et de solidarité.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, à l'écoute des intervenants précédents, j'ai le souvenir des précédents débats que nous avons eus sur cette question du chantier des Halles et je me souviens assez bien des débats, notamment avant l'été, où on nous disait qu'une grande partie des questions qui avaient été soulevées par les riverains, par les élus locaux ou par nous-mêmes, conseillers de Paris, allait être réglée dans le cadre des concertations qui avaient lieu notamment au moins de juin.

J'ai notamment souvenir que le groupe de travail thématique qui regroupait les citoyens et les associations concernées, qui se réunissait le 16 juin, avait fait la liste inénarrable aujourd'hui des griefs contre la rénovation de la place René-Cassin, qui remettait en cause notamment un grand nombre des partis pris de la Ville : la grande prairie centrale…

(Mouvements de protestation dans l'hémicycle).

… le dégagement des vues vers la Canopée ou vers la Bourse. L'ensemble des grands partis pris du projet a été remis en cause par la démocratie locale, par la concertation que, pourtant, vous affirmez respecter.

Aucune de ces remarques, à la lecture des projets de délibération d'aujourd'hui, n'a été prise en compte.

Finalement, les seules options que l'on a proposées aux riverains et aux associations de quartier ont été : voulez-vous ou pas maintenir la statue qu'il y a aujourd'hui dans le jardin et sur la place René-Cassin ? C'est un peu court et ce n'est évidemment pas ce que nous appelons de la démocratie locale, ce n'est pas ce que nous appelons de la concertation ; c'est, au mieux, du marketing, au pire, de l'esbroufe citoyenne, et c'est assez regrettable.

C'est assez regrettable, parce qu'un certain nombre des questions qui ont été soulevées sont justes et posent des vrais problèmes pour peut-être les 20 ou 30 ans pour lesquels nous réaménageons ce quartier.

Les trois questions que je souhaitais vous poser, Monsieur le Maire - malheureusement, je crois que les réponses sont dans les projets de délibération et ne sont pas les bonnes - est que vous n'avez rien fait pour résorber les déséquilibres très forts qui existent encore aujourd'hui dans le projet entre les surfaces commerciales et les espaces publics ; nous n'allons pas redensifier ce quartier en espaces publics, que ce soit en services publics ou en espaces partagés, mais bien une densification des espaces commerciaux, ce qui est regrettable.

Aujourd'hui, c'est la question que je vous pose, pouvons-nous garantir la relocalisation du conservatoire dans la Canopée ? Il semblerait que cela soit remis en cause.

Enfin, avez-vous trouvé les bonnes idées ou avez-vous trouvé en vous l'intention, enfin, de faire de ce projet de réaménagement un projet de désenclavement, parce qu'aujourd'hui, dans les projets notamment de gestion des flux et circulations autour des futures Halles, le projet reste enclavé entre la rue Berger et la rue Rambuteau et, on sait aujourd'hui - je serais heureux d'entendre la Préfecture de police sur le sujet - que la gestion des flux va être compliquée et va être de nature à ne pas ouvrir le cœur de Paris sur le reste de la ville ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jérôme DUBUS pour cinq minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord excuser ma collègue Anne TACHÈNE qui est retenue au Sénat et qui, d'habitude, s'exprime sur ce sujet des Halles.

Vous avez fait, Monsieur le Maire et Madame HIDALGO, de l'opération de rénovation des Halles une des grandes réalisations de cette mandature et ce sujet alimente copieusement nos ordres du jour, entretient les passions des élus et des riverains et nourrit nombre d'avenants, si irréguliers soient-ils.

Sur le pôle transport, je me contenterai de quelques observations. Ma collègue Edith CUIGNACHE-GALLOIS y reviendra tout à l'heure.

La rénovation de la gare est le plus attendu et sans doute le moins antagoniste des chantiers des Halles, mais c'est aussi le catalyseur, c'est aussi la raison de tout cet aménagement.

Dans cet espace labyrinthique, il y a, en effet, un impératif de sécurité et d'adaptation des accès et des circulations. On peut imaginer meilleur accueil que ces cheminements compliqués, cette salle des échanges pour beaucoup incompréhensible, ces obstacles éprouvants pour les personnes à mobilité réduite.

Si, en 2002, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité le projet de rénovation, c'est bien que chacun avait compris l'enjeu fonctionnel et métropolitain du réaménagement de cette gare fréquentée par 750.000 personnes par jour selon l'étude d'impact.

Mais avec les Halles, au cœur de Paris, un autre enjeu s'impose : celui de prendre en compte la dimension symbolique et la charge affective de ce quartier, marqué par les destructions et les remodelages successifs.

Nulle intention de notre part ni de ma part d'affirmer que vous n'avez pas conscience de cet enjeu, absolument pas, encore faut-il que nous évitions les provocations de part et d'autre, comme celle de ce matin de la part du Maire lui-même, qui nous fait les héritiers de la configuration actuelle des Halles.

J'en prendrai pour preuve la sémantique prudente employée pour présenter la configuration future de la place René-Cassin. Le choix d'aménagement que vous avez retenu est, dites-vous, "guidé par la volonté de préserver l'état d'esprit actuel du lieu, dans une relation renouvelée avec la façade sud de l'église Saint-Eustache". Rien n'y manque : le rappel du vœu adopté en 2009, les vocables rassurants, les adjectifs audacieux, rien, sauf peut-être la vérité.

Certes, chacun peut avoir une interprétation de l'état d'esprit de l'actuelle place, mais il me semblait qu'un socle commun avait été retenu, lié à sa forme en amphithéâtre et à son effet d'agora.

Le groupe Centre et Indépendants n'est pas convaincu que ces gradins sinueux offriront la circularité actuelle. Il n'est surtout pas persuadé que la diminution de l'emprise invitera, comme aujourd'hui, à des usages multiples. En clair, nous recherchons clairement l'amphithéâtre.

Les critiques à ce projet ne sont pas une réaction d'ordre patrimonial. Il serait fallacieux d'opposer riverains et métropolitains, les égoïsmes supposés des uns aux aspirations prêtées aux autres.

Souvenez-vous, Madame HIDALGO, à l'occasion d'une étude d'usage réalisée en 2006 à la demande du Maire de Paris, il est apparu que la place René-Cassin, dans son état actuel, constituait pour plus de 55 % des personnes interrogées le lieu préféré du jardin des Halles. Dans ce panel, 46 % des usagers étaient non parisiens et 26 % d'habitants étaient des habitants proches.

Votre volonté, en réalité, n'est pas de conserver l'état d'esprit ou les usages, mais bien de plier la place René-Cassin au parti pris d'un jardin plat, d'une prairie centrale entre deux lisières plantées offerte devant la canopée.

C'est d'ailleurs à ce constat que s'est rendue la commission d'enquête dans son rapport remis en janvier 2010. Quand le maître d'ouvrage promet de recréer la forme et la déclivité de la place sur la base du fameux amendement d'avril 2009, M. MANGIN, le concepteur, dément : "l'importante emprise que constitue actuellement la place René-Cassin, tout autant que son dénivelé, crée un problème majeur de compatibilité avec l'idée d'une vaste prairie de plain-pied".

Voilà la genèse de votre vœu peu contraignant de mars 2010, voilà pourquoi la messe est dite, voilà pourquoi nous ne voterons pas ce projet de délibération et nous voterons même contre.

Monsieur le Maire, Madame HIDALGO, en balayant l'amendement et les avis critiques pour cause d'incompatibilité, vous oubliez ainsi vos promesses.

Je cite : "Il faudra travailler avec intelligence et douceur, porter beaucoup d'attention aux riverains" ; c'était, il est vrai, en 2004 ; depuis, la qualité du dialogue avec les associations de riverains s'est fortement dégradée.

Enfin, je terminerai sur une interrogation.

Vous nous assurez d'une relation renouvelée avec l'église Saint-Eustache, relation architecturale, bien évidemment ; dont acte. Pouvez-vous nous garantir qu'avec la canopée, le bâtiment historique sera valorisé, la perspective améliorée, comme le promettaient, en 2007, les images si aériennes et les légères présentées au concours international ?

Voilà beaucoup de questions sur lesquelles nous aimerions avoir des réponses.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. DARGENT, pour cinq minutes.

M. Claude DARGENT. - Monsieur le Maire, chers collègues, j'interviens sur le volet consensuel, semble-t-il, de ce projet, celui qui touche au réaménagement du pôle R.E.R. Châtelet - Les Halles.

Ce projet de délibération SG 202 prévoit, en effet, la création d'un nouvel accès place Marguerite-de-Navarre et la création de deux accès directs au pôle transport. Ce volet est une dimension essentielle du réaménagement, puisqu'il représente près de 200 millions d'euros, soit 25 % du coût total.

Il a fait l'objet d'enquêtes publiques qui ont toutes donné un avis favorable sans réserve, que ce soit l'enquête publique préalable à la D.U.P., l'enquête parcellaire ou l'enquête dite "Bouchardeau".

Il faut donc se réjouir de ces avis, qui sont des avis très positifs, et du cap décisif qui est désormais franchi dans le démarrage de ce projet majeur.

Evidemment, la Ville de Paris, ainsi que la R.A.T.P., seront particulièrement attentives aux recommandations émises lors de ces enquêtes publiques qui sont au nombre de six. Elles touchent d'abord la signalétique. Conformément à la recommandation de la commission, elle va être conçue à l'attention de toutes les personnes en situation de handicap dans le cadre du projet et ce dispositif sera particulièrement performant en intégrant l'ensemble des nouvelles technologies disponibles et éprouvées.

S'agissant de la communication, que la commission a souhaité évolutive et efficace, il est prévu un large dispositif concerté entre l'ensemble des partenaires du projet, qui a d'ailleurs d'ores et déjà été initié avec la tenue des réunions publiques et l'édition de brochures.

S'agissant, en troisième lieu, de la facilitation du stationnement des bicyclettes, tout sera également fait pour optimiser l'intermodalité entre les transports ferrés et le vélo. La station Châtelet-les-Halles est d'ailleurs située au centre, comme on le sait, d'un vaste plateau piétonnier dont les voies sont ouvertes au vélo et équipées en mobilier de stationnement spécifique et en bornes Vélib'. La Ville de Paris renforcera le maillage des itinéraires cyclables par un élargissement de la zone piétonne ouverte aux vélos, par l'institution de contresens vélos, ainsi que l'offre de stationnements vélos à proximité immédiate des accès au forum et à la salle d'échange.

Quatrième recommandation : afin de limiter les nuisances sonores ainsi que les rassemblements intempestifs et les différents risques liés à la sécurité, comme le souhaite la commission, la R.A.T.P. a d'ores et déjà élaboré une étude de sûreté et de sécurité publique en concertation avec la Préfecture de police. Cette étude contient des recommandations pour réduire les nuisances et les risques potentiels.

Cinquième recommandation : s'agissant de la nécessité de ménager pour l'avenir une possibilité de service de fret, qui est un point tout à fait important, nous pouvons nous réjouir de la concrétisation du vœu adopté par notre Assemblée en juillet dernier et nous pouvons aussi nous réjouir de la volonté politique dont fait preuve la Ville en intégrant dès aujourd'hui dans ce projet les mesures qui permettront, le moment venu, la création d'un pôle de fret urbain à Châtelet-les-Halles. Les études menées à ce sujet ont conclu à l'intérêt d'un type de fret spécifique, le fret de messagerie, entre Roissy et les Halles, sur la base d'un R.E.R. transportant des colis d'un poids limité, car les R.E.R. ne sont pas conçus pour supporter du fret lourd. Des espaces ont été réservés au niveau -2 comme lieu de stockage des colis. Ce projet de réaménagement intègre toutes les exigences de développement durable dans cette perspective.

Enfin, il est également utile de souligner que nous n'oublierons pas pour autant, comme souhaité par l'enquête publique, les amodiataires des places de stationnement appelées à disparaître en raison de la démolition d'une partie du parking Berger pour la création de l'accès Marguerite de Navarre. La Ville, d'un côté, indemnisera évidemment les propriétaires des 75 places concernées et, de l'autre côté, elle les accompagnera dans la recherche d'emplacements de substitution dans les secteurs environnants.

Donc, un ensemble de mesures qui suscitent, et il faut s'en réjouir, un large accord politique autour du volet transport de cet aménagement.

Néanmoins, il faut, en conclusion, émettre un regret.

Ce projet de réaménagement du pôle R.E.R. Châtelet-les-Halles concerne la principale gare d'Europe. C'est la première porte d'entrée de notre Capitale, c'est le lieu le plus fréquenté de toute la métropole, avec quelque 800.000 voyageurs qui y transitent chaque jour. Et donc, en l'occurrence, évidemment, outre notre collectivité, la Région, le S.T.I.F. et son président, et la R.A.T.P. ont pris la mesure de ce projet d'avenir et y participent.

Il faut donc déplorer l'attitude de l'Etat qui, en la matière, refuse de coopérer avec l'ensemble de ces collectivités pour améliorer ce pôle de transport dont je viens de rappeler combien il est majeur.

Il en va dans ce domaine comme dans d'autres.

Le désengagement de l'Etat vis-à-vis des besoins réels et urgents de la Région-Capitale, et plus singulièrement de Paris, eh bien, chers collègues, ce désengagement n'est pas acceptable ! Il faudra en son temps rappeler aux Parisiens quel est le Gouvernement qui aujourd'hui prend des décisions qui sont tellement contraires à l'intérêt de leur région et de leur vie,

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme CUIGNACHE-GALLOIS, pour 5 minutes.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Même pas, Monsieur le Maire, je vous remercie.

Le réaménagement du pôle R.E.R. Châtelet-les-Halles est le volet qui nous paraît le plus attendu et qui est sûrement le plus consensuel de cette opération des Halles. C'est, en effet, la première gare d'Europe avec environ 700.000 voyageurs par jour. Elle est aujourd'hui effectivement vieillissante. On se perd souvent dans ses couloirs vétustes et bondés, où on ne se sent pas toujours en sécurité. Nous avons là une belle occasion d'en faire une grande gare moderne, exemplaire en termes de développement durable, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et d'intermodalité avec les autres modes de transport.

C'est aussi l'occasion d'en faire un lieu de vie et nous y sommes très sensibles, un lieu de vie qui rendra plus pratique la vie au quotidien des usagers de ces transports en commun.

C'est cette volonté-là que l'on retient des résultats de l'enquête publique et nous sommes également attachés à la préconisation de ménager une possibilité de fret ferroviaire, qui nous paraît indispensable pour libérer les voies routières et parisiennes des poids lourds.

Tout cela nous paraît donc très positif. Il faudra s'en inspirer aussi pour la rénovation des autres gares parisiennes mais aussi pour la mise en place des gares du futur métro automatique du Grand Paris.

C'est la raison pour laquelle nous voterons ce projet de délibération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre à l'ensemble des orateurs, la parole est à Mme Anne HIDALGO, première adjointe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire, sachant que, sur le jardin, ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX interviendra, bien sûr.

D'abord, je me réjouis que nous arrivions aujourd'hui devant le Conseil de Paris avec cet ensemble de projets de délibération qui, comme l'a très bien dit Seybah DAGOMA, marque vraiment un pas nouveau sur cette opération importante pour Paris et pour la Métropole concernant les Halles. Nous sommes entrés dans une phase opérationnelle et je crois qu'à tous les sceptiques que nous avons entendus jusqu'à présent, c'est un signal sur, et je vais y revenir, le fait que cette opération est effectivement une opération d'intérêt général. Seybah DAGOMA l'a dit, c'est un grand espace public que nous organisons au cœur de Paris, avec cette grande prairie, avec un jardin ouvert sur le quartier.

Oui, nous préférons un jardin ouvert à un jardin clos. Aujourd'hui, je crois que dans les usages d'une ville comme la nôtre, tant pour le quartier que pour la ville elle-même ou pour les habitants de la Métropole, cette idée de grande prairie est quelque chose de tout à fait intéressant.

Oui, nous avons conscience d'intervenir dans le cœur de Paris et le fait que ce soit le cœur de Paris, et aussi le cœur de la métropole, nécessite que le projet soit pensé, médité, ce qu'il a été. Aujourd'hui, il arrive dans sa phase opérationnelle. J'en suis convaincue, je suis sûre que nous serons très nombreux lors de l'inauguration de la future Canopée, car la Canopée, l'œuvre de Patrick BERGER, sera un véritable emblème architectural.

C'est aussi, dans ce projet, la rénovation des espaces publics, des espaces commerciaux entièrement rénovés et équilibrés. Nous n'avons pas changé, depuis les délibérations que nous avons passées ici au Conseil de Paris, l'équilibre qui est un équilibre tout à fait positif pour les équipements publics, avec les équipements commerciaux.

Je suis curieuse d'entendre une nouvelle rumeur sur le fait que le Conservatoire ne trouverait plus sa place dans la Canopée. Il faudra m'expliquer d'où vient cette rumeur !

Je me réjouis aussi que, concernant le pôle transport, je vais y revenir, il y ait une unanimité et que nous ayons pu avancer d'une façon sérieuse avec la Région et la R.A.T.P. J'espère que l'Etat viendra aussi porter sa contribution à hauteur de ce qui lui semble nécessaire pour que ce pôle transport soit vraiment digne des enjeux, utilisons le terme utilisé par l'Etat, d'un Grand Paris ou des enjeux, je préfère utiliser ce terme, de Paris-Métropole. Il faudra pour cela effectivement que tous les acteurs viennent à hauteur de cette ambition.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

D'abord, il y a eu l'enquête publique quand même, je vous rappelle. Cette enquête publique a donné un avis favorable.

A la suite de cela, plusieurs décisions sont intervenues cet été sur cet enjeu majeur consacrant la démarche qui est la nôtre. J'entends parfois certains dire "on passe en force" et, en même temps, m'expliquer que, depuis 2004, finalement, on aurait pu prendre encore plus de temps. Excusez-moi, mais nous passons avec le calendrier, le rythme de la démocratie participative, des enquêtes publiques :

- un arrêté déclarant l'utilité publique de l'opération, signé par le Préfet de la Région Ile-de-France le 8 juillet dernier, je vous le rappelle. C'est quand même une autorité importante, représentant l'Etat, qui nous a donné son feu vert.

- une décision du Tribunal administratif qui a rejeté divers référés d'associations qui attaquaient le permis de démolir d'une partie du jardin et, du coup, nous avons pu démarrer les travaux de démolition le 18 août dernier.

- et puis, cette décision du Préfet prise après un travail sérieux, comme nous le faisons toujours, entre les services de la Ville, la S.E.M. "Paris-Seine" et la Préfecture.

Un travail très sérieux qui a conduit le Préfet à ne pas déférer devant le tribunal administratif puisque c'était votre demande, Monsieur LELLOUCHE, Monsieur LEGARET reste sur cette demande et va, dit-il,jusqu'au bout, mais c'était une demande que vous aviez formulée. Vous nous aviez expliqué qu'on verrait bien ce qu'on verrait bien, et que de toute façon le Préfet, puisque tout cela était illégal, ne nous suivrait pas et déférerait devant le Tribunal administratif. Eh bien, je suis heureuse de voir qu'il y a de la sagesse et de l'analyse à froid dans les services de l'État, en tous les cas le Préfet de région nous a appuyés dans la décision que nous avons prise.

Les marchés subséquents, puisque c'était un des sujets sur lesquels vous avez effectivement porté le fer, et sur lequel nous avons affirmé un certain nombre de positions. Nous avons considéré, pour ne pas fragiliser le dossier, même si notre analyse juridique diverge, que les marchés subséquents ont été faits avant la modification de la législation européenne et française. Nous avons aussi considéré, pour ne pas fragiliser là encore notre projet et parce que le calendrier général de l'opération n'était pas affecté, que nous devrions repasser des délibérations, ce que nous faisons aujourd'hui, permettant de mettre en concurrence les différents marchés qui avaient été passés en marchés subséquents.

Donc, nous sommes, je crois, de bonne volonté, ce que le Préfet a tout à fait apprécié, et soucieux d'avoir une stabilité juridique, et donc M. LEGARET nous dit qu'il ira devant le Tribunal administratif, on verra ce que dira le Tribunal administratif lorsqu'il sera amené à se prononcer.

Je ne reviens pas sur le jardin et la place René Cassin, Fabienne GIBOUDEAUX va y revenir dans un instant, mais je précise que ce nous faisons là, avec cette proposition de modification de la place René Cassin, qui reste une place René Cassin… A vous entendre, Monsieur LEGARET, on aurait presque cru qu'on allait complètement changer la configuration et la dénomination du lieu. Non, nous maintenons cette place René Cassin et nous répondons d'ailleurs aux propositions qui avaient été faites dans l'enquête publique.

Sur les autres éléments importants à donner aujourd'hui devant cette Assemblée, le permis de construire de la Canopée, une information que je vous livre, est en cours d'instruction. C'est un permis très complexe, qui comprend notamment le permis de démolir des éléments de surface, et qui sera examiné et délivré avant la fin de l'année.

En ce qui concerne le pôle transport, tout le monde semble d'accord, donc avec Annick LEPETIT nous nous en réjouissons. Je remercie Claude DARGENT d'avoir apporté toutes les précisions sur la proposition qui est la nôtre.

Je voudrais tout de même relever, parce que c'est suffisamment rare pour l'être, que nous avons eu un avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur, ce qui est quand même assez rare pour une enquête type Bouchardeau , et je dois le dire, parce que là aussi, que n'avions-nous pas entendu auparavant sur le fait que d'une part, nous ne considérions pas la question des transports à hauteur de ce quelle méritait à cet endroit, et d'autre part, que nous n'étions pas en phase avec la R.A.T.P.

Je constate que l'enquête publique réalisée a émis un avis sans réserve, avec un certain nombre de recommandations que Claude DARGENT a rappelées tout à l'heure. Et donc, le projet de délibération que nous soumettons aujourd'hui au Conseil reprend ces éléments, et répond à ces recommandations qui nous sont faites.

Il y a aussi dans les projets proposés aujourd'hui, ce n'est pas soumis au vote, un bilan d'avancement et notamment de l'ensemble des conventions, qui ont été signées : des règlements des marchés, des accords cadres de travaux. M. LEGARET nous dit, c'est de la propagande ou de la pédagogie, d'abord ce n'est pas tout à fait pareil, moi je ne confonds pas les deux. Je suis pour l'éducation rationaliste et donc je considère que la pédagogie s'appuie vraiment sur des bases rationnelles et objectives, et nous sommes simplement dans la réponse à cette obligation de transparence que nous nous sommes fixée devant ce Conseil, et donc c'est pourquoi vous avez eu tous ces éléments.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Là aussi information pour notre Conseil, nous aurons en 2011 la démolition des pavillons Willerval, l'installation de la cité de chantier. J'insiste sur ce point, je suis très heureuse, d'ailleurs ce matin dans un journal qui nous est cher c'était repris, il va y avoir beaucoup d'emplois créés et je suis ravie que l'intervention publique de la Ville sur un investissement de cette nature soutienne aussi l'emploi à Paris et notamment l'emploi dans le secteur du bâtiment. Et Seybah DAGOMA l'a dit, elle s'est beaucoup investie sur ce sujet pour qu'il y ait des emplois d'insertion et pour que l'on travaille vraiment cette dimension, environ 1.000 emplois créés dans le cœur de Paris, des ouvriers, des employés, beaucoup d'ouvriers qui viendront travailler ici, nous ne pouvons que nous en réjouir par les temps qui viennent.

2011, ce sera aussi la livraison de l'aire de jeux des 7-12 ans, et le début de la construction de la Canopée.

2012, les travaux du jardin et la poursuite de la construction de la Canopée.

2013, l'achèvement de la construction de la Canopée, la livraison partielle du jardin.

2014, les aménagements intérieurs et la livraison de l'accès Marguerite de Navarre, et la fin des travaux de la salle d'échange en 2015.

C'est le calendrier que nous nous étions fixé avec l'ensemble des partenaires.

A présent, nous rentrons dans une nouvelle phase. Nous avons terminé la concertation version première phase, accompagnement du projet, nous entrons dans une nouvelle phase où un travail très fin sera réalisé par un comité de suivi du chantier, qui permettra aux riverains, à l'ensemble des associations, de pouvoir suivre, et adapter le déroulement du chantier.

Il y aura aussi une régularité de l'information au public à laquelle nous tenons.

Nous sommes donc dans cette nouvelle phase où ce grand chantier sera tout de même un moment aussi assez spectaculaire, sera je l'espère, en tous les cas nous le concevons ainsi en termes de participation, un grand moment de participation, non seulement des Parisiens mais aussi des usagers du pôle transport, et des habitants de la Métropole. Au premier rang desquels, les jeunes, parce que nous savons combien ils nous ont dit, lorsque les enquêtes ont été réalisées, combien ce lieu est pour eux un espace de liberté, qui doit continuer à leur appartenir. Même s'ils n'habitent pas à Paris, beaucoup de jeunes nous ont dit que pour eux, c'était vraiment un espace dans lequel ils pouvaient évoluer sans être sous une forme de contrôle social de leur quartier. Nous leur devons aussi de faire en sorte que tous les aménagements que nous prévoyons, et bien sûr l'équipement sur lequel travaille Bruno JULLIARD mais au-delà de cet équipement, soient aussi les leurs.

Voilà, mes chers collègues, je suis très heureuse de saluer aussi et de remercier Philippe CHOTARD, Dominique HUCHET, Claude PRALIAUD qui assurent vraiment le pilotage de ce travail à la S.E.M. "Paris-Seine", et Seybah DAGOMA qui préside, avec beaucoup de brio et d'énergie, la S.E.M. "Paris-Seine" qui est aux premières loges sur cette grande opération emblématique, je crois, de ces évolutions que nous voulons faire conduire à Paris. Des évolutions qui prennent en compte la proximité, mais aussi la dimension métropolitaine de notre ville.

J'entends parfois des reproches qui nous sont faits de certains à droite, qui nous disent que nous n'avons pas la vision du Grand Paris, nous avons la vision de la Métropole, et le projet des Halles en atteste.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je voulais rappeler, au début de mon intervention, tout le travail qui a été fait pendant ces réunions de concertation. Il y a eu énormément de réunions de concertation. Et le projet, tel que je l'avais vu lors de la présentation des maquettes des lauréats sur l'étude de définition, ne ressemble en rien au projet actuel.

Il ne ressemble en rien, pourquoi ? Parce que des associations et les riverains ont demandé des modifications qui ont été prises en compte. J'en dirai quelques-unes.

La traversée nord-sud. Dans le projet initial de Mangin, il n'y avait que de grandes traversées est-ouest et il avait fait le choix de ne pas le faire. Il vous a écoutés, il a été entendu et nous avons fait modifier ce projet.

Monsieur LEGARET, j'aimerais pouvoir intervenir et je vais essayer de le faire calmement, sereinement. On a eu souvent l'occasion d'échanger et je continuerai à le faire d'ailleurs sur ce sujet, avec plaisir, mais je pense qu'il faut aussi que l'on s'écoute pour pouvoir avancer.

Cette traversée nord-sud correspondait à ces usages, des usages des riverains qui étaient tout à fait légitimes, et c'était aussi l'exigence d'avoir cette perspective, celle que l'on a devant Saint-Eustache qui est vraiment une façade emblématique et très belle de ce quartier.

Il y a eu une interruption, des modifications de ce projet. Mangin a fait le choix d'interrompre son mail planté et de créer cette allée, qui fera cette traversée nord sud.

Le deuxième point a été les jeux pour les enfants. La disparition du jardin Lalanne est liée à plusieurs raisons - je ne reviendrai pas sur ce point pour relancer le débat. Déjà, la mise aux normes aujourd'hui des jardins Lalanne fait en sorte que le jardin Lalanne n'était plus aux normes et il aurait fallu reconstruire de A à Z ce jardin. Aussi, il ne correspondait pas aux nouveaux usages et aux nouveaux jeux qui sont proposés aujourd'hui aux enfants.

Il a été proposé deux aires de jeux : une aire de jeux sous forme de concept de terrain d'aventure. Là, je peux dire que ce sera un projet exemplaire, unique, car c'est un concept complètement redessiné pour le site, dessiné aussi avec l'atelier Delaunay qui avait fait des préconisations pour avoir des jeux de qualité, des jeux accessibles aux enfants handicapés - ce qui était un point important pour nous dans ce projet. Je pense qu'on aura ici deux belles aires de jeux, deux terrains d'aventure en plein cœur de Paris et je pense que nos enfants en ont bien besoin.

Sur sa situation, il est vrai qu'elle a été discutée. On a fait le choix de mettre ce terrain d'aventure à cheval entre le mail planté et la prairie, à 50 mètres des façades, pour qu'il ait un ensoleillement suffisant et pour permettre son accès évidemment en hiver.

Alors, le troisième point est celui de la place René Cassin, même si j'entends bien que ce sujet reste sensible. Au début, dans le projet de Mangin, il n'y avait effectivement plus de place René Cassin. On est arrivé à un compromis, qui permet de garder un jardin végétalisé - je vous rappelle que c'est un jardin très minéral, morcelé, avec beaucoup d'aires techniques qui font que ce jardin est très minéral.

On aura donc un jardin trois fois plus végétalisé, ce qui est tout de même important au cœur de Paris. C'est important pour les riverains et aussi pour le climat parisien, car je vous rappelle que dans une ville comme Paris nous avons besoin, surtout en été, de surfaces végétalisées. Il répond en tout cas à ces besoins.

On est donc dans un compromis qui permet de garder la qualité d'usage d'une place, qui n'est pas effectivement de la même taille et identique à la place de René Cassin, mais qui conserve cette qualité d'usage, de lieu où on peut se poser et où on peut aussi organiser des événements de quartier.

Alors, reste pour moi un point important, qui est cette période intermédiaire, la période de travaux. J'ai tout à fait conscience de la sensibilité des riverains à voir des arbres abattus, ce n'est jamais facile. Il est vrai que depuis le moment où on avait demandé la rénovation de ce jardin, il a poussé. Un jardin est un élément vivant, les arbres ont grandi et je pense qu'il y a un attachement au jardin tel qu'il est aujourd'hui, malgré tous ses défauts.

On va donc s'appuyer sur ce changement pour planter des arbres plus adaptés à un jardin de dalle. Je vous rappelle que nous ne sommes pas en pleine terre mais sur un jardin de dalle, avec des contraintes très fortes en matière d'eau et d'usage, car on a des conditions qui ne sont pas toujours très favorables à la croissance des arbres. On a donc fait le choix d'une dalle qui permet d'avoir une épaisseur végétale plus importante, c'est-à-dire des conditions plus favorables aux arbres, et c'est aussi une diversification des essences pour mettre des arbres qui vont mieux s'adapter à ces contraintes.

On a, je pense, un travail important à faire durant cette période de communication. Il est vrai qu'on n'a pas assez communiqué sur le jardin, de façon plus précise, sur la façon dont il est prévu aujourd'hui.

C'est aussi faire en sorte que, pendant cette période, les enfants aient toujours accès à des jeux. Je pense que c'est un point important. On aura une aire de jeux provisoire, qui sera installée prochainement. Je pense qu'il faudra aussi réfléchir à des animations, à faire en sorte que les enfants du quartier aient accès à des aires de jeux et à des activités ludiques, pendant toute la journée du chantier, parce que cela sera un chantier important, et les enfants ont toute leur place dans cet aménagement.

Voilà ce que je souhaitais dire pour compléter les propos d'Anne HIDALGO.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je ne peux pas laisser Mme GIBOUDEAUX dire ce qu'elle vient de dire, parce qu'elle nous explique en gros qu'on a eu un projet de place René Cassin, qu'il a été soumis à la concertation, que l'on a tenu compte de l'avis de la concertation et qu'on l'a rectifié.

Non. Pour dire les choses très brutalement, mais de manière absolument conforme à la vérité, on a eu un premier projet de la place René Cassin dont personne ne voulait et on nous a apporté un correctif, qui peut-être avec bonne volonté voulait tenir compte des effets de la concertation, et on nous a proposé une deuxième version dont personne ne veut.

Mme GIBOUDEAUX était présente lors de deux de ces réunions, une avant l'été au Novotel, l'autre après l'été à la Bourse du commerce, elle a pu constater comme moi qu'il y avait unanimité. Je dis bien unanimité contre ce qu'elle appelle aujourd'hui le compromis. Alors, on a quoi ? On n'a même pas un souvenir, pas même une réminiscence, on a une espèce de commémoration, de catafalque de la place René Cassin, dont personne ne veut.

Ne nous dites pas que la concertation a été prise en compte, surtout pour en conclusion nous annoncer que, désormais, il n'y aura plus de concertation : la concertation a eu lieu, on ne nous a pas écoutés et voilà le résultat ! C'est un résultat dont personne ne veut. Vous ne pouvez pas dire, Madame l'adjointe au Maire de Paris, qu'il a été tenu compte de cette concertation et qu'elle a permis d'aboutir à un compromis. Ce compromis est un échec total !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais mettre aux voix successivement chacun des projets de délibération.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 184.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 184).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 197.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 197).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 198.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 198).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 199.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 199).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 206.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 206).

Je mets enfin aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 202.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SG 202).

2010, DU 261 - Approbation de la convention tripartite Région Ile de France - Ville de Paris - SPLA Paris Batignolles Aménagement relative à la réalisation du Nouveau Quartier Urbain Clichy Batignolles (17e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DU 261 concernant l'approbation de la convention tripartite Région Ile-de-France, Ville de Paris, SPLA Paris Batignolles Aménagement, relative à la réalisation du Nouveau Quartier Urbain Clichy Batignolles.

La parole est à M. René DUTREY, pour cinq minutes.

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le Maire.

Une intervention courte sur Clichy Batignolles.

On connaît l'histoire de ce projet qui successivement a été d'abord village olympique, après écoquartier et aujourd'hui Cité judiciaire.

Le groupe "Les Verts" est inquiet par rapport à ce projet, du fait des dernières évolutions avec l'implantation du Tribunal de grande instance, et nous avons le plus grand mal à nous repérer dans les chiffres.

Si nous nous fions aux chiffres sur Paris.fr, ces chiffres ne sont pas réactualisés depuis 2008, et nous sommes sur une part de bureaux de 133.000 mètres carrés et une part de logements de 257.000 mètres carrés. C'est la source Ville de Paris du site.

A partir de cela, en regardant sur le site Clichy-Batignolles, les valeurs sont un peu différentes vu que l'on a 140.000 mètres carrés de bureaux et que nous n'avons pas la valeur précise du nombre de logements.

Ma question et mes inquiétudes portent sur le fait que nous avons rajouté ce tribunal de grande instance et que cela donne l'impression que la part de bureaux n'a absolument pas été réduite et que le choix a été fait de réduire la part de logements, apparemment à peu près 500 logements.

La décision, apparemment, a été également prise d'augmenter les densités et de ne pas toucher à la part des bureaux.

Ma question est simple :

Premièrement, pourrait-on avoir les chiffres vraiment fixes et fiables sur Clichy-Batignolles parce que le site de la Ville est en contradiction avec celui de Clichy-Batignolles qui est en contradiction avec le site de la S.E.M.A.V.I.P. ?

J'ai essayé d'ailleurs d'avoir les renseignements lors de la dernière commission, sans succès.

Donnez-nous les chiffres exacts sur le rapport (activité, bureaux, logement social) sur cette Z.A.C. et essayez de nous rassurer sur ce choix qui, je l'espère, n'a pas été fait de choisir la part des logements comme réduction pour pouvoir y installer ce Tribunal de grande instance.

Je vous remercie.

(M. Georges SARRE, adjoint, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Patrick KLUGMAN, pour cinq minutes.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne vais pas revenir sur des éléments qui ont fait l'objet de nombreux éclairages dans de précédents Conseils, mais je ne voudrais pas que la technicité apparente de ce projet de délibération nous égare, il s'agit avant tout d'une belle victoire de la Ville au profit du logement et des Parisiens.

Ce projet de délibération vient consacrer l'apposition du logo "Lauréat Nouveaux quartiers urbains, région Ile-de-France" sur la zone Clichy-Batignolles, ce dont nous sommes très fiers.

Je rappelle, pour mon collègue DUTREY entre autres, que cette zone de 50 hectares située sur une ancienne emprise de la S.N.C.F. va acquérir un parc de dix hectares, le futur tribunal de grande instance, la cité judiciaire et plus de 3.000 logements.

La labellisation "Nouveaux quartiers urbains" avait été initiée par la région en même temps qu'un appel à projets pour stimuler la construction de logements franciliens innovants et exemplaires.

Les buts de ce programme sont ambitieux : affirmer la cohérence territoriale, organiser la mixité des fonctions et la compacité, intégrer la qualité environnementale au cœur du projet, et faire évoluer les pratiques urbaines.

C'est sans surprise, mais non sans fierté, que la Z.A.C. Clichy-Batignolles a pu être retenue.

Par conséquent, pour 2010, il est envisagé, en accord avec les services du Conseil régional, de retenir deux actions qui relèvent des missions de l'aménageur qui, je vous le rappelle Monsieur DUTREY, est devenu la S.P.L.A. en remplacement de la S.E.M.A.V.I.P.

Première action, l'évacuation des déblais et approvisionnements des chantiers par voie ferrée, qui permettra de réduire d'au moins 20 % la circulation de camions liée aux travaux. Le montant de cette subvention pourrait s'élever à 200.000 euros.

Deuxième action, la protection acoustique et vibratoire liée au faisceau ferré Saint-Lazare, afin de limiter les nuisances pour les bâtiments à construire. Le montant potentiel de cette dernière subvention est de 1,4 million d'euros.

Mes chers collègues, c'est bien connu, le bruit ne fait pas de bien et le bien ne fait pas de bruit. Le Grand Paris, annoncé en grande pompe, n'est plus qu'une chimère. L'État se désengage et parfois se désagrège. Face à ce désarroi, la Ville et la région unissent leurs forces pour le plus grand bonheur des habitants du 17e arrondissement et la zone Clichy-Batignolles.

C'est pourquoi je vous demande de voter ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Georges SARRE, adjointe, président. - Merci, Monsieur KLUGMAN.

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, pour cinq minutes.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur le Maire, merci.

Cher, Monsieur KLUGMAN, chers collègues, je viens de noter cette superbe phrase : "L'État se désengage et se désagrège". Elle est très belle mais vous avez vous-même cité dans votre intervention la venue de la cité judiciaire.

N'est-ce pas l'État, Monsieur KLUGMAN, qui vient s'installer au cœur de ce quartier qui manquait symboliquement de projet phare ?

Je crois que justement, l'État s'engage dans Paris "intra-muros" et c'est aux Batignolles que cela se passe.

Concernant ce projet de délibération, un mot tout de suite pour vous rassurer car, vous le savez d'ailleurs Monsieur KLUGMAN, nous allons le voter, nous l'avons voté en Conseil d'arrondissement, c'est un projet de délibération important pour les Batignolles et ce vote, il faut aussi le savoir, n'enlève rien à notre combat concernant évidemment le projet urbanistique que vous proposez.

Ici, nous parlons en effet d'un projet porté avec le Conseil régional, auquel j'ai l'honneur d'appartenir, sur ce que l'on appelle les nouveaux quartiers urbains de la région Ile-de-France, appel à projets auquel la Ville de Paris a répondu, et cela me paraît un minimum, sur deux opérations dont celle de la Z.A.C. Clichy-Batignolles.

Cette convention tripartite vise à subventionner des opérations très précises, dont nous ne contestons évidemment pas l'utilité, mais qui n'impactent pas, je le rappelle, le parti pris urbanistique de la Ville que nous continuons à dénoncer en revanche sur ces terrains.

Je voudrais rappeler en effet que les opérations qui peuvent être subventionnées dans le cadre de cette convention et de cet appel à projets nouveaux quartiers urbains sont de différents ordres.

Vous en avez rappelé deux, Monsieur KLUGMAN, mais elles sont plus nombreuses que cela et, encore à ce jour, le choix n'a pas été arrêté.

En effet, il y a l'évacuation des déblais et l'approvisionnement des chantiers par voie ferrée ainsi que la protection acoustique et vibratoire des nuisances liées aux voies ferrées, mais nous avons également la gestion environnementale des sols, la réalisation de la maison du projet, l'acquisition et la démolition d'une partie de la parcelle nécessaire à la réalisation de l'accès piétons du parc Martin-Luther-King et par ailleurs la réalisation de ponts et passerelles de franchissement pour relier les quartiers.

Là, peut-être un bémol, on pourrait d'ailleurs rappeler à cette occasion que l'on peut regretter les uns et les autres que ces passerelles soient trop étroites à l'heure qu'il est et pas assez nombreuses pour relier les deux quartiers du 17e. Bien souvent, on parle de renouer et de recoudre les territoires. Là, c'était une occasion unique.

Ce que nous souhaitons au niveau de la majorité municipale du 17e, c'est justement que ces ponts et ces passerelles soient plus nombreux entre le quartier Saussure et la partie Batignolles.

Enfin, comment ne pas évoquer la collecte pneumatique des déchets, la mise en place d'éclairages économes en énergie, la mise en valeur du patrimoine ainsi évidemment que la production géothermique et photovoltaïque.

Ce sont de nombreux sujets sur lesquels, évidemment, nous nous retrouvons avec la Ville de Paris et le Conseil régional d'Ile-de-France.

Enfin, pour être plus précise, les premières actions pour lesquelles l'aide régionale sera sollicitée, c'était ce que vous aviez évoqué mais nous devons continuer à veiller à ce que les autres sujets soient pris en compte.

À l'heure qu'il est, on peut s'inquiéter peut-être du retard concernant la prise en charge de la collecte pneumatique des déchets au moment où les premiers immeubles vont sortir de terre.

Mais ces opérations, vous l'avez compris, au-delà de la nécessité qu'elles ont d'être réalisées, ne remettent pas en cause le vote que j'évoquais tout à l'heure qui est un vote complètement positif à cette attention.

Néanmoins, j'aimerais attirer votre attention sur une nécessité, et on vient de le voir avec le chantier des Halles, le chantier des Batignolles ne sera pas différent sur ce sujet, c'est le manque d'association avec la mairie d'arrondissement.

Je voudrais très sincèrement et très officiellement rappeler ici à l'Exécutif municipal que considérer les élus d'arrondissement comme étant pratiquement inexistants ne me paraît pas la bonne solution.

Plus nous travaillerons en étroite collaboration, plus nous aboutirons à un projet qui correspondra aux attentes des habitants du 17e. Je réitère ici mon souhait d'être plus associée aux décisions de la Ville de Paris sur ce projet.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je donne la parole, pour vous répondre, d'abord à Anne HIDALGO, première adjointe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord effectivement nous examinons une subvention qui va nous être attribuée par la Région.

Je me réjouis que Mme KUSTER soit elle-même ravie de cette subvention. En l'écoutant je me demandais si elle n'était pas passée dans l'Exécutif régional. Non, il n'en est rien.

C'est une boutade, on peut se retrouver positivement, lorsque nous sommes lauréats finalement, suite à un appel à projets, et que la Région accepte de nous venir en aide.

Je rappelle que cette subvention est calculée sur la base d'un nombre de logements mis en chantier mais qu'elle n'est pas destinée à financer les programmes de logement mais plutôt les actions qualifiant le futur quartier ou son mode de réalisation.

Je me réjouis, comme l'a dit également Patrick KLUGMAN, que les choses avancent, avancent vite, avancent bien sur ce grand quartier, ce nouveau quartier qui se construit à Paris et au cœur de la Métropole, puisque c'est un travail que nous faisons vraiment en étroite liaison également avec notre collègue Maire de Clichy, Clichy-la-Garenne bien sûr.

Ce quartier, j'y suis revenue souvent, va comprendre un grand équipement, un équipement pour lequel nous avons, nous, Ville de Paris, tout fait pour qu'il puisse venir s'installer, c'est le nouveau palais de justice. Nous nous réjouissons de l'arrivée de la cité judiciaire.

Je l'avais dit la dernière fois, puisque nous avions eu déjà des projets de délibération concernant Clichy-Batignolles, je pense que ce grand équipement se suffit à lui-même, c'est-à-dire que je redis à Mme KUSTER que je ne suis pas favorable à la construction d'un autre grand équipement ; d'ailleurs, il n'en est pas question, puisque le Président de la Région n'a jamais donné son accord, mais elle était très tentée de faire venir également le siège du Conseil régional qui, pour le coup, aurait posé un vrai problème - c'est une façon de répondre aussi à René DUTREY - dans la mesure où il nous aurait empêché soit d'avoir un beau jardin, mais je n'imagine pas une seconde que l'on aurait pu construire sur un jardin, soit de venir prendre la place des logements et notamment des logements sociaux, auxquels nous tenons. D'ailleurs, le Secrétaire d'État au logement, nous a plutôt poussés et incités à faire tous les logements que nous avons prévus à Clichy-Batignolles et d'ailleurs il n'avait pas l'air aussi critique sur le parti pris urbain de la Ville pour ce quartier ; je vous renvoie à ses déclarations récentes, même si je rejette, bien sûr, une grande partie de ses déclarations récentes sur la taxation du logement social. Bref…

Pour répondre à M. DUTREY sur les équilibres concernant ce projet, les logements, avant le projet de cité judiciaire, représentaient 61 % du bâti, les équipements 9 % du bâti et les bureaux et activités 30 % du bâti.

Aujourd'hui, avec le projet de cité judiciaire, qui comprend le tribunal et la police judiciaire, le logement correspond à 44 % du bâti, les équipements à 6,5 % du bâti et les bureaux et activité à 24 % du bâti. Nous sommes donc dans une proportion qui nous a permis, même si nous avons perdu un certain nombre de logements, quand même de maintenir cette vocation résidentielle, c'est-à-dire à avoir des logements dans cet arrondissement, dans ce quartier ; ce seront 3.030 logements qui vont être construits, avec plus d'une moitié de logements sociaux et également des loyers maîtrisés, c'est-à-dire des logements qui vont être mis en location, mais à un tarif bien inférieur au tarif du marché dans le cadre de négociations que nous avons entreprises avec un certain nombre de promoteurs.

Voilà, je crois que tant sur le plan des équilibres logement/activités/espaces verts/services publics, nous sommes véritablement dans cette mixité de la ville que nous voulons construire, mixité sociale et mixité fonctionnelle et ce quartier est un éco-quartier et donc tous les actes, les décisions que nous prenons, vont, bien sûr, dans ce sens.

Nous reviendrons régulièrement devant le Conseil de Paris, puisque, forcément, il y a beaucoup de délibérations qui concernent ce quartier en mutation.

Je le dis aussi à Mme KUSTER, nous sommes vraiment dans un respect du calendrier. Il se trouve que toute la partie du parc, qui se situe entre l'avenue de Clichy et le parc, qui est notamment le long du quartier des Epinettes, toutes les constructions dans ce quartier sont quasiment parties, les jurys de concours ont eu lieu. J'ai participé récemment à un jury de "Paris Habitat" dans lequel nous étions également en train de décider, non seulement sur des logements mais aussi sur l'E.H.P.A.D. Toute cette partie avance bien.

Le travail avec la cité judiciaire se fait dans de très bonnes conditions de coopération avec l'établissement public qui s'occupe du futur bâtiment du T.G.I. et j'espère que suite aux discussions survenues entre le Maire de Paris et la Ministre de la Justice et une volonté que nous avons sentie du côté de l'État d'accompagner également la prolongation du tramway des Maréchaux jusqu'à la porte d'Asnières, nous allons pouvoir avancer et pouvoir, d'ici la fin de l'année, préciser, y compris sur le prolongement du tramway, les montants respectifs de l'État, de la Ville et de la Région pour ce qui est une avancée très importante en termes de transports.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité).

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci.

Explication de vote, Monsieur DUTREY ?

M. René DUTREY. - Le groupe "Les Verts" votera ce projet de délibération, vu l'intérêt des choses financées par cette convention, mais juste pour revenir à la répartition, Madame HIDALGO, j'ai peur de mal avoir compris.

Vous avez dit : avant le projet, 61 % logements, 9 % équipements, 30 % bureaux et après le projet, 44 % logements, 6,5 % équipements et 24 % bureaux. Le problème, c'est que cela fait 75 % et non 100 %. Que sont les 25 % qui restent, s'il vous plaît ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Je pense que ce doit être l'espace vert, mais je vais vous apporter la précision, puisque, visiblement, nous ne l'avons pas ici…

M. René DUTREY. - Je me permets, comme je l'ai demandé en Commission déjà et par courrier, qu'on a un peu de mal à avoir la réponse…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Je voulais vous dire, Monsieur DUTREY, que nous avons veillé à maintenir une proportion très importante de logements, même avec l'arrivée du T.G.I. Nous savions effectivement, ce n'est pas une information nouvelle, on en a déjà débattu ici, que l'arrivée du T.G.I. allait prendre en partie sur différents espaces et notamment un peu sur le logement, beaucoup sur les activités, et nous avons souhaité maintenir une proportion plus importante de logements sociaux, auxquels nous adjoignons, comme je l'ai dit tout à l'heure, les loyers maîtrisés.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci.

Madame la Maire ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - J'avais rappelé, en effet, que nous avions voté pour ; Mme HIDALGO vient de me rappeler le calendrier, je ne m'en étais pas inquiétée, je participe également aux jury d'architecture.

Néanmoins, sur l'ensemble du projet, vous connaissez nos doutes, je vous ai, tout à l'heure, interpellée sur le souhait que la mairie d'arrondissement soit plus associée et donc, Madame HIDALGO, je vous le redemande maintenant, vous vous vantez d'une bonne concertation avec l'établissement public de la justice, avec l'État, j'aimerais aussi qu'avec les élus d'arrondissement, il y ait, à un moment, un peu de considération et d'écoute, car nous avons des idées, j'ai déjà été amenée à les présenter, et j'aimerais que nous ayons, à un moment, l'occasion d'en parler. Je le redis ici.

Vous avez, par ailleurs, évoqué l'arrivée du tramway que nous avons également votée. Notre inquiétude, et je pense qu'elle est partagée sur tous les bancs de cette Assemblée, est que dans un éco-quartier, parmi les critères, il y a celui de la desserte en transports en commun et que, malheureusement, vous le savez, aussi bien le tramway que le prolongement de Meteor, arriveront après la livraison des premiers logements et après la construction de la fameuse cité judiciaire.

Je crois que ce combat, nous devons le mener tous ensemble pour que l'État, la Région et le S.T.I.F. soient au rendez-vous, car nous sommes là, à mon avis, toujours, et j'oserai le pointer du doigt, dans un risque absolu car, je le rappelle, ce quartier est pour le moment desservi par la ligne 13 et qu'à nouveau, nous ne serons pas au rendez-vous car cet éco-quartier ne pourra pas porter ce nom-là tant que les transports ne seront pas là.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 261.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DU 261).

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Rosa Parks" à une voie de la ZAC Paris Rive Gauche déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 21 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'attribution de la dénomination "rue Rosa Parks" à une voie de la Z.A.C. "Paris-Rive gauche".

Madame Annick OLIVIER, vous avez la parole, pour une minute.

Mme Annick OLIVIER. - Merci.

Beaucoup d'entre nous connaissent le rôle de Rosa Parks dans le mouvement des droits civiques et son parcours personnel.

Je voudrais simplement insister sur le fait que nous avons souhaité, au travers de Rosa Parks, un peu saluer tous ceux et toutes celles, souvent anonymes, qui ont su, dans les situations où les principes fondamentaux étaient bafoués ou remis en cause, dire non.

Nous pensons que son exemple est encore d'actualité et qu'il paraît donc intéressant d'avoir une voie qui porte son nom à Paris.

Depuis que nous avons déposé ce vœu au Conseil du 13e arrondissement où il a été adopté à l'unanimité, nous avons appris qu'un vœu similaire avait été déposé dans le 19e arrondissement. Bien sûr, nous reconnaissons l'antériorité du vœu du 19e, mais au cas où on ne puisse pas, dans le 19e, faire cette dénomination dans un délai raisonnable, nous souhaitons simplement que la candidature du 13e soit prise en considération.

Merci.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci.

Vous avez, merci, bien fait de rappeler qu'il y avait une antériorité du 19e et Roger MADEC tient également à une voie concernant Rosa Parks et tout le monde, j'espère, aurait envie d'avoir une rue Rosa Parks dans son arrondissement.

Il existe d'ailleurs un lieu dans le 14e arrondissement - je crois que c'est un gymnase, me semble-t-il - Rosa Parks qui existe. Cela étant, Rosa Parks peut avoir et un gymnase et une rue dans Paris.

Ce que je vous proposerai, si vous en êtes d'accord, c'est de retirer ce vœu. Je regarderai avec les maires d'arrondissement concernés, du 13e et du 19e, quelles sont les possibilités existantes, à quelle échéance et puis, si vous en êtes d'accord, nous déciderons ensemble, avec les deux maires d'arrondissement, de là où portera l'effort, mais il y a quand même une antériorité, qui m'a été rappelée, du 19e sur le 13e.

Merci.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - J'ajoute, pour compléter, que c'est un gymnase dans le 14e arrondissement qui porte le nom de Rosa Parks et que le Maire de Paris l'a inauguré avec le Maire de Washington. Je voulais vous le préciser.

Le vœu n° 21 est retiré, Madame ?

Mme Annick OLIVIER. - D'accord.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Très bien.

2010, DLH 159 - Réalisation par EFIDIS d'une opération d'acquisition-conventionnement de 500 logements PLS situés 2 à 14 avenue de la Porte de Vincennes (12e) - 2 boulevard Davout - 5 avenue de la Porte de Vincennes (20e), 29 rue des Meuniers (12e) et 3 à 7 cité de Gênes (20e).

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 159 concernant la réalisation par EFIDIS d'une opération d'acquisition-conventionnement de 500 logements P.L.S. situés dans les 12e et 20e arrondissements.

La parole est à M. René DUTREY, pour 5 minutes.

M. René DUTREY. - Cela va être très court.

Déjà pour féliciter M. MANO de cette belle opération qui a permis de sauver une partie du patrimoine d'ICADE qui allait être vendu vers le privé.

Après, un petit commentaire et une petite note.

500 P.L.S., cela fait quand même un sacré ghetto de classes moyennes. Ce seraient 500 P.L.A.-I., je suis sûr qu'il y aurait dix intervenants ici pour dire : "Bon sang, que de logements sociaux, vous êtes en train de faire un ghetto énorme". Là c'est la "gentrification" ! : 500 classes moyennes et je crois qu'il n'y a pas beaucoup d'inscrits sur le projet de délibération. Il aurait pu être intéressant, mais je sais que vous n'aviez pas la possibilité du fait des contraintes des négociations avec ICADE, de mixer les produits au sein de cette opération.

Je vous remercie.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

La parole est à Michèle BLUMENTHAL pour 5 minutes.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Je voudrais féliciter Jean-Yves MANO et son cabinet. Je vous laisse imaginer le soulagement des locataires du groupe Icade dans le 12e et le 20e arrondissement. Leur inquiétude était grande depuis l'annonce de la vente de leurs appartements. Enfin, je pense que l'on peut se féliciter que les locataires actuels puissent être maintenus dans ces logements pour classe moyenne.

Donc, merci beaucoup, Monsieur MANO.

M. Georges SARRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est donc à M. MANO qui vient d'être félicité !

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Merci aux interlocuteurs précédents de ces messages. Effectivement, ce projet entrait dans une négociation beaucoup plus large de désengagement de la société ICADE, et d'ailleurs de profits financiers exorbitants faits à cette occasion, pour lequel nous avons, nous, sur Paris, essayé de sauver l'essentiel, à savoir maintenir dans le parc locatif 500 logements sociaux, certes P.L.S. mais qui correspondaient tout à fait à leur occupation actuelle dans un environnement de la porte de Vincennes, à cheval sur le 12e et le 20e arrondissement. Il me semble qu'il est utile d'avoir des logements P.L.S. dans ce lieu.

Nous avions trois objectifs : garder ce patrimoine, maintenir dans les lieux les locataires en place, ce qui va être fait, avec une caractéristique couche moyenne moyenne et pas moyenne supérieure et ne pas contribuer à la valorisation financière par ICADE de ce patrimoine bâti avec l'aide de fonds publics, puisque, vous le remarquez, dans cette opération, la Ville de Paris met zéro euro, d'ailleurs comme l'Etat, ce qui me semble la moindre des choses. Nous avons pu négocier un prix d'acquisition par une filiale du groupe Caisse des Dépôts à 2.400 euros le mètre carré, ce qui est quand même une cession à un prix extrêmement compétitif, vous en conviendrez.

L'essentiel pour nous, et suite à l'inquiétude qui a été manifestée par les locataires, il y a eu de nombreuses concertations avec des organisations de locataires qui ont été reçues par le bailleur à plusieurs reprises, était de leur garantir leur maintien dans les lieux. La deuxième inquiétude était liée à l'évolution de leur loyer. Il est clair qu'aujourd'hui, les loyers pratiqués vont être maintenus et que, pour les quelques rares qui se situeraient au-dessus de 120 % du plafond P.L.S., il pourrait y avoir un ajustement sur la durée jusqu'à un loyer plafond de 17 euros, mais ceci ne concerne que très peu d'occupants actuels.

Je crois que tout le monde doit être satisfait de cette opération.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Georges SARRE au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 159.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 159).

2010, DLH 161 - Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 10 logements PLA-I, 16 rue de Beauce (3e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 161 concernant la réalisation par la R.I.V.P. d'un programme acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 10 logements P.L.A.-I., 16, rue de Beauce (3e).

La parole est à M. CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, la Ville de Paris possède un immeuble à usage d'hôtel de tourisme au 16, rue de Beauce dans le 3e arrondissement. Bien évidemment, la vocation de la Ville n'est pas la gestion hôtelière de ce type d'endroit et, fort logiquement, nous avons décidé de le remettre au service des Parisiens, en particulier cette fois-ci des Parisiennes, en accueillant une résidence sociale qui sera gérée par l'association le F.I.T., Foyer International des Travailleuses, "Une femme, un toit".

Comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, cette résidence sociale sera composée de 10 places et aura pour vocation d'accueillir 5 jeunes femmes avec un enfant ou 5 jeunes femmes enceintes qui ont toutes comme point commun, d'une part, de venir déjà d'une structure d'hébergement, d'autre part, d'avoir subi des violences familiales et/ou conjugales.

Si la mairie du 3e arrondissement a voulu ce projet, c'est que nous avons dans le 3e le plus gros centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour jeunes femmes et que, malheureusement, ce C.H.R.S. n'est pas labellisé pour accueillir les nourrissons et leur mère dans des conditions convenables.

De ce fait, tous les ans, un certain nombre de parcours de réinsertion se trouvaient altérés par le manque de places de structures adaptées et ces jeunes femmes passaient d'une structure d'hébergement avec un suivi social très appuyé à un retour dans l'errance dans les hôtels meublés ou, au mieux, dans des structures de type centre maternel.

Cette résidence sociale va donc se vivre comme une véritable passerelle entre le centre d'hébergement et de réinsertion sociale et le logement social ou le logement privé, de manière à permettre à ces jeunes filles de parfaire leur insertion sociale et professionnelle.

Je tiens enfin à souligner une spécificité de cette résidence sociale, à savoir que le rez-de-chaussée, qui sera un rez-de-chaussée collectif relativement grand, sera ouvert sur l'extérieur, car nous sommes en train de travailler avec l'association de manière à pouvoir en faire à la fois un lieu de permanence pour des associations féministes du style Violences Conjugales ou le Planning familial. Ce sera également un lieu d'école de la parenté qui permettra un suivi social particulier pour les familles qui sont en hôtel meublé.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération montre bien que la Ville de Paris cherche par tous les moyens à adapter son parc d'hébergement aux problématiques rencontrées par les personnes les plus précaires.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Monsieur le Maire, M. CARON-THIBAULT souligne la capacité d'initiative de la Ville de Paris à mobiliser le parc, propriétaire depuis plus de 100 ans de cette parcelle où nous avons pu faire des miracles, puisque nous avons une parcelle de 54 mètres carrés au sol qui, certes, était un petit hôtel, que la R.I.V.P. transformera en résidence sociale pour l'accueil des femmes en difficulté et victimes de violences, pour l'essentiel.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir de la mobilisation de l'ensemble des arrondissements à accueillir ce type de projet. Je souhaite simplement que nous puissions avoir d'autres initiatives de ce genre, car les besoins sont nombreux sur l'ensemble du territoire parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 161.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 161).

2010, DLH 195 - Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH d'une partie de la propriété communale situé 63, boulevard de Charonne (11e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 195 relatif à la location par bail emphytéotique au profit de "Paris Habitat O.P.H." d'une partie de la propriété communale située 63, boulevard de Charonne, dans le 11e.

La parole est à M. François VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, je me devais d'intervenir sur ce projet de délibération qui porte sur l'une des plus grosses opérations d'urbanisme dans le 11e arrondissement et qui va permettre de créer 100 logements sociaux. Le 11e en a bien besoin et c'est heureux que nous puissions profiter de cette reprise d'une emprise qui, historiquement, était concédée à E.R.D.F., désormais reprise par la Ville, pour pouvoir construire ces logements sociaux.

Au-delà de ce programme très attendu, c'est un ensemble tourné autour de la solidarité et du thème médicosocial qui sera créé à cette adresse, et si je le souligne c'est parce que c'est à l'issue d'un processus de concertation particulièrement nourri, que ce programme a été défini.

Personne, en entrant dans la phase de concertation, n'aurait pu prédire quelle allait être la tonalité de cet équipement, et c'est heureux que la solidarité et les questions liées à la santé aient pu trouver leur place. Les riverains et le conseil de quartier ainsi que le C.I.C.A. du 11e arrondissement ont tous joué le jeu de la solidarité pour cette adresse.

C'est ainsi qu'une crèche, mais aussi un centre de santé et un foyer relais pour adultes handicapés seront créés. Il s'agit-là d'un dispositif expérimental qui permettra aux personnes handicapées mentales vieillissantes de trouver une place dans notre cité, car elles disposent de lieux d'accueil ou de suivi pour toutes les tranches d'âge, sauf celles du grand âge. Et c'est heureux que nous puissions profiter de cette occasion pour créer ces unités de vie pour ces personnes handicapées mentales vieillissantes.

Alors, je suis très heureux de ce projet de délibération et de voir que nous arrivons ici à sa concrétisation.

Toutefois, vendredi, j'ai eu un retour indiquant que l'A.R.S. s'interrogerait sur sa participation et son montant, et donc je souhaite profiter de cette intervention pour fustiger la manière dont l'État met à mal les finances publiques qui conduisent à ce résultat fort déplorable, puisque encore une fois, c'est pour des personnes handicapées vieillissantes que le financement poserait problème.

L'ensemble de ce projet, j'espère, pourra néanmoins être conduit jusqu'à son terme, chacun jouant son rôle, et je souhaitais remercier le soutien de l'Exécutif dans son ensemble pour avoir permis sa réalisation.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci. La parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Nous allons donc nous réjouir en chœur de l'élaboration de ce projet complexe mais extrêmement important pour le 11e arrondissement et pour les Parisiens en général, puisque vous l'avez fait remarquer, nous construisons 100 logements sociaux, un foyer d'accueil médicalisé, une crèche, un centre de santé, et un commerce dans une parcelle à l'évidence au départ un peu complexe.

C'est simplement la démonstration de l'intérêt de la Ville à valoriser l'ensemble des parcelles mutables, et je ne peux que souhaiter qu'une chose, c'est que l'État, propriétaire de nombreuses parcelle, à Paris ait cet objectif de mettre les parcelles à la disposition des Parisiens et non pas uniquement à des buts lucratifs pour en tirer un maximum d'argent tel que la démarche actuelle de l'État à Paris, ce qui est contraire à l'intérêt des Parisiens.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 195.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DLH 195).

Vœu relatif au désengagement financier de l'État dans la politique du logement social déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de gauche.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 22 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif au désengagement financier de l'État dans la politique du logement social.

Comme on me l'a rappelé à l'instant, pour des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération, vous avez une minute, Monsieur Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu porte effectivement sur le désengagement financier de l'État dans la politique du logement social. Cette question a été abordée tout à l'heure par notre collègue Jacques BRAVO. Le Gouvernement va en effet faire baisser le budget consacré à l'aide à la pierre, qui passera de 630 millions d'euros en 2010 à 160 millions d'euros en 2011, et dans le même temps, pour compenser cette baisse, le Gouvernement va ponctionner 340 millions d'euros par an pendant trois ans dans les caisses des bailleurs sociaux par une taxe sur les loyers.

C'est particulièrement scandaleux, ce sera de l'argent en moins pour faire du logement social, pour entretenir le parc social, et ce vœu vise à ce que le Conseil de Paris exprime au gouvernement son opposition la plus ferme à sa politique de désengagement du logement social.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur BROSSAT, vous avez avec juste raison protesté contre le prélèvement de l'État, qui après le pillage du 1 % patronal à hauteur d'un milliard d'euros par an, qui met d'ailleurs en quasi-cessation de paiement à l'horizon 2011-2012 cette structure indispensable au financement du logement social s'attaque donc aux organismes H.L.M. avec des conséquences immédiates sur la construction, l'état des travaux. Le prélèvement sur le loyer des locataires et donc, le prélèvement de 340 millions d'euros sur le budget des locataires, on ne peut pas appeler cela autrement avec des conséquences immédiates d'ailleurs sur la signature des conventions d'utilité sociale.

Les conventions d'utilité sociales ont été négociées et proposées par l'ensemble des bailleurs avec un engagement financier de l'ensemble des partenaires. Alors que les conventions d'utilité sociale ne sont pas encore signées, l'Etat change la donne. Et donc, conformément aux souhaits exprimés par l'ensemble des organismes H.L.M. réunis en congrès, les bailleurs sociaux parisiens écrivent en ce moment au Préfet en disant que compte tenu des modifications des conditions financières, ils ne sont plus en état de respecter les engagements initialement pris, il faut donc reprendre l'ensemble des négociations.

J'ajoute qu'une initiative sera prise le 25 de ce mois, au siège de "Paris Habitat"où nous rassemblerons l'ensemble des offices publics de la Région Ile-de-France, pour dénoncer cette situation et appeler le Gouvernement à réagir et l'ensemble des élus à se mobiliser sur ce terrain.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est au président M. LAMOUR pour une explication de vote.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Président.

Après que MM. BROSSAT et M. MANO se soient défoulés au travers de ce vœu, on va essayer de rétablir la vérité, et d'ailleurs, Monsieur MANO, je n'ai pas du tout apprécié la façon dont vous avez remis en cause les conventions d'utilité sociale.

Est-ce à dire donc, Monsieur MANO, qu'en ne les signant pas, vous allez à nouveau taper sur la tête des locataires dépassant les plafonds des logements sociaux au travers des surloyers ? J'ai bien l'impression que vous êtes en train effectivement de menacer ces locataires à nouveau de les matraquer avec les surloyers. En tout cas, j'aimerais avoir dans ce domaine une confirmation que vous n'allez pas le faire.

Quelle est la réalité des choses ? C'est que ce prélèvement au travers de la contribution sur les revenus locatifs représente 340 millions d'euros qui iront d'une part, à la rénovation urbaine, et d'autre part, à la construction de logements sociaux.

A Paris, cela représente environ 25 millions d'euros d'après les orientations budgétaires au travers de cette contribution, mais c'est de l'argent qui retournera vers la Ville de Paris et vers les bailleurs soit pour de la rénovation urbaine, soit pour de la construction de logements sociaux.

Donc, la Ville ne perdra pas un euro dans cette affaire en matière de potentiel de construction et de rénovation.

Et, Monsieur MANO, je m'inscris en faux contre ce que vous avez dit.

Vous savez très bien que l'article 99 du projet de loi de finances 2011 permet de bloquer l'augmentation des loyers en dessous de 1 %, évitant ainsi la tentation que vous auriez eu d'augmenter d'autant les loyers des habitants de ces logements sociaux, l'État vous empêche de le faire et c'est très bien. D'ailleurs, n'oubliez pas que lors de la précédente mandature, vous avez augmenté ces loyers de plus de 10 %, Monsieur MANO.

Alors ne donnez pas de leçon à l'État en matière de logements sociaux. Ne donnez pas encore une fois de leçon à l'État en matière de bonne gestion des ressources publiques. Faites simplement ce que l'on vous demande de faire, c'est-à-dire de ne pas matraquer les habitants de ces logements sociaux au travers encore une fois d'une augmentation qui serait indue. Avec les droits de mutation qui vont atteindre plus de 850 millions d'euros cette année, vous avez largement de quoi produire et construire du logement social à Paris.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je rappelle, les explications de vote, c'est deux minutes pour les groupes.

Monsieur DUBUS ?

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais savoir à quel Gouvernement fait référence le jeune et parfois talentueux, mais pas ce soir, président du groupe PC. A celui de M. JOSPIN, qui consacrait dans la loi de finances 2000, une enveloppe de 7,2 milliards d'euros à la politique du logement ? Ou à celui de François FILLON, qui réserve dans le projet de loi de finances 2011 des crédits de paiement à hauteur de 9,3 milliards d'euros, soit 2 milliards d'euros de plus.

Où est le désengagement ? A quel niveau de construction en appelle Ian BROSSAT ? A celui de l'année 2000, où 65 logements sociaux par an étaient prévus ? Ou à la perspective 2011 de 100.000 unités nouvelles dans le parc social ?

Nul ne peut contester aujourd'hui que pendant les années 97 à 2002, la construction a été délaissée, inférieure à 300.000 quand 700 à 800.000 logements sociaux étaient nécessaires.

Paris a-t-il souffert d'un désengagement dans la convention de délégation à la pierre de la part de l'État ? La réponse est non.

Depuis 2007, la contribution a été portée à 122 millions d'euros, pour le seul secteur du logement social quand elle était de 80 millions d'euros en 2002 au titre de la convention cadre sur le logement.

Vous ne pouvez nier ce que rappelait la Chambre régionale des comptes, l'actuelle convention de délégation à la pierre pour la Ville de Paris représente 17 % de l'enveloppe nationale alors que l'objectif parisien de production de logements sociaux, pendant cette période, constitue 4 % de l'objectif quantitatif national.

Quant à la prétendue ponction de l'État sur "Paris Habitat", elle serait de l'ordre de 15 millions d'euros, soit cinq fois moins que le coût du nouveau siège somptueux et somptuaire de "Paris Habitat".

Enfin, en quoi la suppression de l'exonération de la contribution sur les revenus locatifs dont bénéficieraient les organismes de logement social nuirait à la construction sociale à Paris ?

C'est exactement l'inverse, ce sont les zones tendues qui vont être privilégiées, donc bien évidemment l'Ile-de-France et Paris.

Pas de faux procès, pas de fantasme, mais avant tout la vérité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. DUTREY pour une explication de vote en deux minutes.

M. René DUTREY. - La vérité, Monsieur DUBUS, c'est que vous faites partie d'une majorité qui a décidé clairement de vendre le parc social dans une logique idéologique que tout le monde devienne propriétaire. Vous avez décidé d'abandonner la politique de logement social.

Vous avez ponctionné le 1 % patronal, qui fonctionnait mal peut-être, mais vous avez fait un véritable hold-up sur le 1 % patronal il y a un an, vous avez renouvelé le hold-up sur les PALULOS, maintenant c'est sur les bailleurs sociaux.

Je crois qu'il y a une offensive claire, marquée, sur le modèle italien ou anglais, pour progressivement se défaire de la politique de logement social dans ce pays. C'est bien cela le drame.

Vous pouvez enchaîner les chiffres, vous pouvez essayer de trouver des arguments, c'est idéologique, c'est vous et ce Gouvernement qui portez cette politique, vous pourriez au moins l'assumer.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Après ces différentes interventions contestant les données évidentes que j'avais mentionnées, il y a des contrevérités que l'on ne peut pas accepter.

Dire, quand on enlève 25 millions d'euros à l'ensemble des bailleurs parisiens, grâce au prélèvement de 2,5 % qui sera ponctionné, que la Ville ou les bailleurs sociaux retrouveront cette somme, la réponse est non.

Actuellement, les bailleurs sociaux reçoivent une enveloppe financière d'aide à la pierre que nous répartissons sur le territoire parisien à hauteur de 120 millions d'euros.

Ils ont les 25 millions d'euros aujourd'hui, ils ne les auront pas demain. Si, demain, il y a 120 millions d'euros de l'État, il y aura toujours dans la trésorerie des bailleurs sociaux 25 millions d'euros en moins, qu'on le veuille ou non, c'est cela la réalité, le reste, ce ne sont que des propos de séance qui ne sont pas adaptés à la réalité, aux difficultés et au désengagement de l'État, réaffirmé une fois de plus.

Quant au problème de surloyer, je n'ai pas très bien compris ce qu'il venait faire ici, Monsieur LAMOUR, n'essayez pas… Oui, les conventions d'utilité sociale aujourd'hui…

M. Jean-François LAMOUR. - Ne faites pas semblant de ne pas comprendre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Les conventions d'utilité sociale ne seront pas signées en l'état pour la bonne et simple raison que les conventions d'utilité sont liées à un engagement financier de l'État.

L'engagement financier de l'État étant remis en cause, les bailleurs ne sont plus aptes à signer les conventions d'utilité sociale telles qu'elles ont été proposées, mais je ne désespère pas, Monsieur LAMOUR, que l'État revienne bien évidemment à de bonnes intentions ou modifie les intentions réciproques.

Bien évidemment, je vous rappelle, au niveau des surloyers, car c'est un comble, Monsieur LAMOUR, que c'est tout de même vous qui l'avez inventé, qui avez majoré le surloyer. Ce n'est pas la Gauche mais la Droite qui a matraqué les couches moyennes par une politique de surloyers exorbitante à Paris.

C'est cela la réalité, elle vous gêne mais c'est celle-là.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Jean-François LAMOUR. - Pas du tout, vous savez très bien que c'est faux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 250).

Vœu relatif aux tentatives de médiation du collectif "Jeudi noir" pour l'occupation d'un hôtel particulier place des Vosges déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 23 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif aux tentatives de médiation du collectif "Jeudi noir" pour l'occupation d'un hôtel particulier place des Vosges (3e).

La parole est à M. CORBIÈRE, pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour une minute mais ce sera suffisant car nous connaissons tous, je crois, le dossier. Nous en avons suffisamment parlé.

Ce vœu a une vocation symbolique, mais dans ce dossier elle est d'importance, pour que le Conseil de Paris manifeste son regret que toutes les tentatives de médiation dans ce dossier aient échoué et que le Conseil de Paris réitère son soutien, notamment en direction du propriétaire du bâtiment place des Vosges, à la proposition d'un règlement à l'amiable porté notamment par le collectif "Jeudi noir".

En quelques secondes, vous connaissez la situation. Il y a un scandale dans ce dossier, c'est qu'il y a un bâtiment -c'est symbolique, il y en a d'autres dans Paris- qui était vide depuis de nombreuses années.

Un collectif, certes, a occupé ce lieu dans un premier temps illégalement, mais afin de porter le débat public du scandale des logements vides à Paris. Depuis le mois d'octobre 2009, ce bâtiment est occupé. Le collectif a pris soin du bâtiment, il n'a pas été dégradé, cela a été fortement médiatisé. De jeunes étudiants ont pu l'occuper.

Il y a là une action civique, qui va dans le bon sens, c'est la raison pour laquelle la Ville, à juste raison, a toujours été aux côtés de ce collectif.

Il y a des décisions de justice particulièrement dangereuses et un propriétaire particulièrement obtus dans ce dossier.

C'est l'objet de ce vœu, la Ville doit continuer à être aux côtés du collectif pour porter le débat public.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Pour signaler tout simplement que la Ville soutiendra le vœu qui nous est proposé car, effectivement, nous sommes devant une situation assez scandaleuse où un immeuble vide, certes occupé illégalement par des jeunes, mais qui ont dans le même temps donné une vie à cet immeuble depuis de nombreux mois, nous avons engagé aux côtés des jeunes une opération de médiation avec la tutrice, puisque cette personne est sous tutelle.

Nous souhaitions aboutir à un résultat positif avec une immobilisation d'un certain nombre de logements pratiquement prêts à être loués pour faire du "louez solidaire".

Nous avions des contacts à l'époque que nous pensions raisonnables et fructueux. La position des avocats s'en est tenue scrupuleusement à la notion de droit à la propriété sans se soucier le moins du monde de la réalité des difficultés de loger des Parisiens, c'est pourquoi nous apportons notre soutien au vœu qui nous est proposé et à l'action engagée par les jeunes sur cette adresse.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur le Président, vous avez demandé la parole ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Une explication de vote.

Je comprends que des élus défendent ce qui se passe dans cet endroit, mais que le Maire adjoint de la Ville de Paris cautionne publiquement ce genre de choses… Mais enfin, on est où, Monsieur MANO ?

Ce sont les droits les plus élémentaires du droit français, vous les bafouez !

Mais enfin, Monsieur le Maire, ce n'est pas admissible, tout cela est complètement fou ! Où sommes-nous ?

Je n'en veux pas à M. CORBIÈRE, c'est normal, il est sur son terrain, mais qu'un élu officiel, le Maire adjoint, fasse cela… On est où ?

C'est la raison pour laquelle, évidemment, nous ne voterons pas ce vœu.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Les témoins ont parlé, l'affaire est relancée.

Monsieur DUTREY ?

M. René DUTREY. - Très rapidement, le groupe "Les Verts" votera ce vœu.

Ce dossier montre de façon très claire qu'il y a des lois et des lois qui ne sont pas appliquées, je parle de la loi de réquisition de 1998.

C'est très simple, selon son préambule, quand on est dans une situation où l'offre et la demande sont en secteur particulièrement tendu, il faut appliquer la loi de réquisition.

Le problème, c'est que le mot de réquisition est extrêmement dur, on a l'impression que c'est une spoliation alors qu'il ne s'agit seulement que de forcer un propriétaire, personne morale, cela ne concerne pas les petits propriétaires, à louer son logement pendant cinq ans.

La loi de réquisition devrait être appliquée sur cet immeuble de la place des Vosges et si vous êtes un légaliste, Monsieur, suivez-nous sur ce vœu pour que cet immeuble soit réquisitionné comme la loi le permet.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ian BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Je ne sais pas si nous avons surpris, Monsieur POZZO di BORGO, ce qui est sûr c'est que lui ne nous a pas beaucoup surpris.

Ce que révèlent vos propos, tout simplement, c'est qu'avec votre raisonnement, le droit au logement que vous avez contribué à faire voter d'ailleurs, le droit opposable au logement ne vaut rien au regard du droit de propriété.

M. Yves POZZO di BORGO. - Ce n'est pas la même chose !

M. Ian BROSSAT. - Rien, strictement rien dans la mesure où vous venez de justifier le fait que l'on ait des milliers de mètres carrés de logements vides en plein cœur de Paris alors que nous avons 120.000 demandes de logements sociaux.

C'est simple, c'est clair et en tout cas vos propos sont extrêmement révélateurs.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 251).

Vœu relatif au projet de construction de 92 logements sociaux square Contenot (12e) déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 24 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au projet de construction de 92 logements sociaux square Contenot (12e).

La parole est à M. Jean-François LAMOUR, pour une minute.

M. Jean-François LAMOUR. - Je vais essayer de tenir, Monsieur le Maire.

Monsieur MANO, êtes-vous allé square Contenot ? Savez-vous dans quel espace vous souhaitez construire 92 logements supplémentaires qui sont entourés, au bas mot, dans un rayon de 400 mètres, de 1.600 autres logements sociaux ? Pour construire ces 92 nouveaux logements, on massacre un petit square et on ferme un petit commerce de proximité, une boulangerie.

Cela a l'air de vous faire sourire, Monsieur MANO. Je vais vous dire, cela ne fait pas sourire les 2.500 signataires d'une pétition contre ce projet et vous savez, les 2.500 signataires, j'espère aussi que vous les avez rencontrés, ce ne sont pas des nantis, ce ne sont pas des gens qui ont beaucoup d'argent, ce sont des gens qui vivent dans ce coin-là, juste là, juste à côté, et qui vous disent : "trop, c'est trop". On préférerait, et c'est leur proposition, avoir une résidence pour personnes âgées, parce que c'est le bon sens, finalement, que d'avoir vécu dans un quartier plutôt agréable, et de finir ses jours dans ce quartier, plutôt que d'avoir 92 logements, alors qu'il y en a déjà 1.600, à supporter, alors que les équipements publics autour ne suffisent pas à accueillir ces nouveaux logements.

Cette frénésie, cet aveuglement, et j'en conclus, Monsieur le Maire, de construction de logements doit s'arrêter à un moment donné, surtout dans des espaces comme celui-là.

On a toujours, ou pratiquement toujours, voté les programmes de logements sociaux, y compris dans notre arrondissement, Monsieur MANO, mais trop, c'est trop ! Demandez donc aux riverains de ce programme immobilier : ils n'en peuvent plus, ils ne le supportent plus. Ecoutez-les simplement, construisez-leur cette résidence pour personnes âgées ! Vous verrez, ils seront très satisfaits et ce quartier restera un quartier agréable plutôt, encore une fois, que de le bétonner, que de le densifier avec du logement social alors qu'il y en a déjà trop.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme BLUMENTHAL.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Je regrette tout d'abord que Mme LAGARDE n'ait pas présenté ce vœu au Conseil du 12e arrondissement, nous aurions pu en discuter, mais c'est vrai qu'elle n'est pas venue depuis le 29 mars 2008.

En revanche, je voudrais revenir sur plusieurs points.

2.500 signataires de cette pétition… Les signataires, il y en a du 12e, du 17e, du 93, du 13e !

M. Jean-François LAMOUR. - C'est faux, Madame le Maire !

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Nous avons d'ailleurs répondu à ceux dont l'adresse était lisible. Certains d'entre eux nous ont écrit qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils avaient reçu cette lettre, puisqu'ils n'avaient rien signé. Je vous le garantis.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Deuxièmement, vous parlez d'un projet avec 92 logements. Je vous rappelle que dans ce projet, il y a du logement, il y a la requalification de l'ensemble Contenot qui est demandée par les habitants, il y a la rénovation de l'espace vert, il y a un parking souterrain, il y a une crèche, et c'est important, puisque, justement, on veut qu'il y ait des équipements publics, et un équipement public sur la rue de Gravelle.

Enfin, quant à la boulangère, un local commercial est prévu dans cette construction et la boulangère a eu deux propositions, dont une pas très loin puisque c'est à Tourneux, proposition qu'elle a refusée. Elle a refusé les deux propositions et il y aura un local commercial pour remplacer celui qui n'existera plus, puisqu'il faut aménager l'entrée de la crèche.

Ensuite, le lendemain de votre venue à Contenot, Monsieur LAMOUR, a eu lieu le jury de Paris Habitat, donc le mardi 5 octobre, il y avait les trois représentants de l'Amicale des locataires de Contenot, dont le président qui vous avait invité la veille. Ils nous ont dit qu'ils avaient présenté lors d'une réunion les projets aux riverains, puis qu'il avait fait cette seconde présentation le lundi 4 (je me souviens de la date, puisque c'était le jour des Berges de Seine).

Ils se sont exprimés pendant ce jury qui a duré d'ailleurs assez longtemps, en choisissant et en expliquant quel était le choix des riverains par rapport à tel ou tel projet.

Je n'ai pas entendu durant ce jury, et je ne pense pas être devenue sourde, à aucun moment, dire qu'ils étaient complètement hostiles.

Ils ont été vigilants, ont fait comme tous les membres du jury le tour des maquettes, ils ont regardé, on a observé, on a regardé le terre-plein, le traitement du talus. Ils se sont vraiment intéressés à ce projet.

C'est tout ce que je voulais vous dire, parce qu'il y a quand même des choses que l'on ne doit pas écrire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO et explication de vote de M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Bien évidemment, ce projet est d'importance pour le 12e arrondissement, dont je rappelle qu'il n'est pas à hauteur de 20 % de logements sociaux et donc il s'agit de trouver des opportunités pour répondre à l'énorme demande locale.

J'ai participé, Monsieur LAMOUR, à la réunion de présentation de ce projet avec l'ensemble des locataires présents, et ils étaient nombreux, où nous avons élaboré un projet, certes de construction, mais dans des espaces qui peuvent tout à fait l'accepter et nous n'avons pas senti ce soir-là d'opposition formelle au projet qui était proposé.

Il y a eu une mobilisation autour d'un commerçant pour lequel, bien évidemment, "Paris Habitat" s'est engagé à proposer des locaux alternatifs pour qu'il puisse continuer à exercer son métier. J'apprends qu'il a refusé deux propositions, c'est fort regrettable.

Je pense que nous avons pris des engagements ce soir-là vis-à-vis des locataires, que, bien évidemment, nous savions que parmi les locataires de ces bâtiments, il y avait des demandeurs de logements sociaux pour décohabiter, il y avait des personnes âgées qui pouvaient trouver un intérêt à habiter les immeubles que nous allons construire, des appartements spécialement aménagés pour les personnes âgées en fonction de leur handicap, ce sont des engagements que nous avons pris au cours de cette réunion, et, bien évidemment, une amélioration totale de la reprise des espaces communs et des espaces verts.

Alors, il y a un paradoxe dans votre intervention, Monsieur LAMOUR. Qu'est-ce qui vous gêne ? Ce n'est pas la densification. Ce qui vous gêne, c'est le logement social, car vous nous proposez une R.P.A. à la place. A ce moment-là, vous ne parlez plus des espaces verts, etc. Non, c'est le logement social qui vous gêne. Assumez ! Assumez jusqu'au bout le fait que vous ne voulez pas voir 70 % des Parisiens habiter la Ville de Paris, parce que 70 % des Parisiens ont des revenus qui leur permettent d'habiter un logement social et malgré votre position et malgré vos pseudo signatures, pseudo pétitions, parce que vous avez tellement peu d'échos sur le plan local que vous êtes obligés, à la limite, d'aller chercher des signataires qui n'habitent pas Paris ! C'est une première, passons…

Nous resterons, me semble-t-il, tout à fait déterminés à construire, et d'ailleurs, conformément à ce que souhaite M. APPARU, Ministre du Logement. Il souhaite densifier la ville, nous le suivons, pas vous !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut que l'on termine la 8e Commission ; il reste une heure.

Explication de vote, Christophe NAJDOVSKI, puis Alexis CORBIÈRE, mais faites vite !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, en premier lieu, comme l'a fait Michèle BLUMENTHAL, noter que Mme LAGARDE, qui est cosignataire de ce vœu qui concerne le 12e arrondissement, n'a pas présenté ce vœu en conseil d'arrondissement, puisqu'elle n'y a pas mis les pieds depuis le mois de mars 2008, qu'elle n'est pas non plus présente ce soir pour le présenter au Conseil de Paris.

Je ferai remarquer aux signataires de ce vœu qu'une première réunion publique de présentation du projet de création de logements sociaux et d'une crèche de 66 berceaux s'est tenue en juillet 2009 dans le 12e, comme l'a rappelé M. MANO à l'instant. Nous n'y avons pas vu Mme LAGARDE et les autres élus U.M.P. présents n'avaient pas fait de proposition alternative à ce moment-là.

Il est donc surprenant qu'il ait fallu attendre plus d'un an avant que les élus U.M.P. de cet hémicycle se réveillent pour faire cette proposition.

Je voudrais d'ailleurs noter que dans le vœu que vous présentez, il n'est pas question de la crèche, pourtant indispensable dans le quartier, et je tiens à préciser également que les propositions de relocalisation ont été faites au gérant de la boulangerie. Il est vrai qu'il y a là un préjudice pour le commerçant. La Ville de Paris et Paris Habitat ont fait des propositions très concrètes de déménagement pour le commerçant, hélas, aujourd'hui, sans succès, et ce n'est pourtant pas faute de bonne volonté de la part de la Ville de Paris ou de Paris Habitat.

Quant à l'espace vert évoqué par vous, Monsieur LAMOUR, je vous rappellerai qu'il y a une obligation pour la Ville de reconstituer cet espace au centimètre carré près et les élus "Verts" seront particulièrement attentifs sur ce point.

Finalement, la substance du vœu que vous proposez est, en réalité, le refus de voir de nouveaux logements sociaux dans le quartier. Or, nous avons besoin de logements accessibles à un tarif abordable à Paris, dans une diversité qui permette d'accueillir toutes les catégories sociales, des plus modestes aux classes moyennes. Nous avons également besoin d'équipements publics et la crèche est très attendue par les parents et futurs parents.

Votre vœu, malheureusement, j'y vois là une manœuvre dilatoire qui aurait pour conséquence de repousser aux calendes grecques la livraison de la crèche et des logements.

C'est pour cette raison que les élus "Verts" voteront contre ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. CORBIÈRE, pour une explication de vote.

M. Alexis CORBIÈRE. - L'essentiel a été dit, ce sera dit par tous les groupes, mais je vous félicite, Monsieur LAMOUR, parce que c'est un exercice difficile que vous avez fait, mais j'insiste sur ce qu'ont déjà dit Mme BLUMENTHAL ou Christophe NAJDOVSKI.

Dans le 12e arrondissement, depuis près d'un an, aucun conseiller de Paris d'opposition ne siège. Ils ne viennent plus, il n'y a plus personne, et il y a là un problème de fond, sur lequel j'aimerais que vous réfléchissiez, parce qu'à partir de là, cela donne un sel particulier et un sens particulier à cette pétition : on ne peut pas, d'un Ministère, prétendre qu'on est au plus près du terrain sur un arrondissement…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Restez sur le vœu quand même !

M. Alexis CORBIÈRE. - C'est une explication de vote, parce que permettez qu'au bout d'un moment, tout de même, on discute de la réalité et non pas d'une volonté, là encore d'instrumentaliser, de faire croire qu'on est élu quand on n'a pas la décence de venir là où on a été élu.

Donc, nous rejetons ce vœu et votons contre.

Je vous remercie de m'avoir donné la parole, Monsieur SCHAPIRA. Vous vous honorez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Maintenant que je suis honoré par CORBIÈRE, je peux dormir tranquille !

(Rires dans l'hémicycle).

M. Jean-François LAMOUR. - Vous pouvez lui dire merci !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Voilà. Je lui donnerai la parole plus souvent, il n'y a pas de problème. Et écoutez-le bien !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu relatif à la dégradation d'une partie du patrimoine immobilier de Paris-Habitat dans le 17e déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 25 dans le fascicule, déposé conjointement par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS, relatif à la dégradation d'une partie du patrimoine immobilier de Paris Habitat dans le 17e arrondissement.

La parole est à M. DUBUS, pour une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Simplement pour rappeler avec Brigitte KUSTER, maire de l'arrondissement, que nous sommes inquiets sur l'état de dégradation du patrimoine social de Paris Habitat dans le complexe situé rue Frédéric Brunet, rue Louis Loucheur, rue Fernand Pelloutier.

Les ascenseurs sont souvent en panne, les parties communes sont dans un état lamentable. Elles viennent d'être refaites, et c'est comme si rien n'avait été fait, par une régie de quartier qui malheureusement n'y est pour rien puisqu'elle n'a pas appris à travailler. Ces travaux ont donc été faits de manière absolument peu professionnelle.

Nous demandons deux choses. Premièrement, que l'on reçoive enfin chez Paris Habitat les locataires qui ont signé un certain nombre de pétitions, et deuxièmement que Paris Habitat fasse un audit général de l'état de ces immeubles très rapidement.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Ces immeubles sont bien connus de Paris Habitat parce que Paris Habitat y fait énormément de travaux, en liaison avec les organisations de locataires et les locataires eux-mêmes.

Nous avons principalement des travaux de mise aux normes d'ascenseurs, de transformation des colonnes montantes pour la sécurité des habitants, de l'installation du "triple play", de l'installation de portes avec sas de sécurité plus code, permettant la non intrusion de personnes étrangères à l'ensemble immobilier.

Nous avons la remise en état des halls qui s'est fait préalablement par une négociation avec les locataires qui ont participé à l'élaboration du choix des couleurs. Il y a une participation très intense des locataires.

Je suis étonné d'apprendre aujourd'hui que les locataires ne seraient pas reconnus et qu'il faut entreprendre un dialogue avec Paris Habitat, alors que tous les éléments qui m'ont été fournis par Paris Habitat, montrent qu'un dialogue permanent avec les habitants a lieu.

Certes, ce patrimoine est ancien mais je vous assure que Paris Habitat l'entretient comme il se doit.

Donc, je rejette le vœu.

M. Jérôme DUBUS. - Je ne pense pas que ce soit la même adresse. Il doit y avoir une erreur dans le dossier.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur DUBUS, calmez-vous.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par Mme Brigitte KUSTER et M. Jérôme DUBUS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu relatif à la charte des bailleurs sociaux déposé par le groupe Centre et Indépendants.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 26 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la charte des bailleurs sociaux.

Je donne la parole à M. DUBUS, pour une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, en juin 2009, nous avons voté, je crois à l'unanimité, cette charte des bailleurs sociaux qui permet donc de favoriser la mobilité des locataires dans le parc social, et d'atteindre 20 % des attributions dans le cadre de ces mutations à terme.

Comme il nous avait été promis un point régulier sur ce sujet, nous sommes maintenant en octobre 2010, c'est-à-dire plus d'un an après le vote. Nous demandons simplement que nous ayons une information sur le nombre de relogements réalisés par mutualisation des contingents, et que nous ayons également un bilan circonstancié des mutations qui ont été effectuées depuis que la charte a été signée par les bailleurs sociaux.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Nous répondrons bien favorablement au souhait de M. DUBUS sur ce sujet d'importance.

Je voudrais donner comme information que bien évidemment les bailleurs sociaux Ville de Paris ont fait des progrès remarquables, puisque certains sont déjà à un pourcentage de 17 à 18 % de leur patrimoine destinés aux mutations au sein du parc pour les locataires. C'est un objectif louable.

Nous avons des difficultés dans l'intercontingent, notamment avec la Préfecture, il faut le dire, qui est revenue en arrière par rapport à ses engagements initiaux, et des difficultés notables, disons-le, dans le contingent du 1 % qui représente 35 à 40 % suivant les immeubles, où là les difficultés que nous rencontrons sont évidentes, par une gestion un peu compliquée du contingent 1 %. Chose que M. DUBUS connaît bien.

Néanmoins, nous ferons un compte rendu extrêmement précis du résultat et des engagements des bailleurs sociaux à Paris, y compris des bailleurs hors ville, qui eux sont plus modestes puisqu'ils sont sur un pourcentage de 5 à 10 % de mutations.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 252).

Vœu relatif à l'accession des Parisiens à l'habitat déposé par M. MARTINS.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 27 dans le fascicule, déposé par Jean-François MARTINS, relatif à l'accession des Parisiens à l'habitat.

Il a donc la parole.

M. Jean-François MARTINS. - C'est un vœu que je souhaitais voir au départ rattaché au débat d'orientation budgétaire, mais on est en 8e Commission. Je l'ai déjà évoqué, c'est un vœu que j'ai déjà eu l'occasion de présenter au dernier Conseil de Paris.

La majoration de 50 % que notre Conseil a voté il y a deux ans du prêt Paris Logement et du prêt Parcours résidentiel pour permettre aux Parisiens, en particulier des classes moyennes, de passer à travers la crise et de les soutenir plus fortement durant la crise est un dispositif qui fonctionne bien. Ne voyez donc pas dans ce vœu quelques mauvais sentiments à l'égard de l'Exécutif. Au contraire, c'était une bonne décision qui avait été prise et qui, vu le contexte de flambée des prix immobilière, doit être maintenue.

Et ce, d'autant plus - parce que j'entends bien déjà M. MANO me dire qu'il faut attendre la fin du budget 2011 - que les Parisiens, qui recherchent en ce moment un bien pour devenir propriétaire sur Paris, si on leur dit qu'en 2011 le prêt Paris Logement ne sera pas majoré, peut-être iront-ils voir en petite couronne.

Il me semble que le Conseil de Paris, à défaut de voter son budget, devrait pouvoir voter ce vœu dès aujourd'hui pour donner des signaux positifs aux Parisiens qui cherchent en ce moment une acquisition immobilière.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur MARTINS, vous avez déposé un vœu semblable lors du dernier Conseil. Je pense que je vous ferai la même réponse, néanmoins avec des éléments supplémentaires d'analyse et d'appréciation des choses.

D'abord, l'Etat a modifié son P.T.Z. Plus, présenté urbi et orbi comme un grand progrès, qui malheureusement pour les Parisiens va se traduire par une moindre participation de l'Etat sur l'ancien.

Monsieur LAMOUR, regardez les chiffres, regardez les textes, les Parisiens seront moins aidés par le P.T.Z. Plus Etat qu'ils ne l'étaient auparavant.

Heureusement, la Ville avait pris des initiatives positives. C'était notre plan de relance à nous pour les accédants à la propriété, et ce prêt P.P.L. majoré a bien fonctionné, puisque nous obtiendrons cette année plus de 4.000 Parisiens qui deviendront propriétaires grâce à l'aide spécifique de la Ville de Paris, ce qui représente 10 % des transactions immobilières parisiennes, ce qui n'est pas rien, et qui d'ailleurs va coûter 30 millions d'euros sur le budget de la Ville, ce qui n'est pas rien n'ont plus.

La question se pose de savoir comment aujourd'hui nous mettons la barre, pour aider à la fois ceux qui en ont le plus besoin et qui permettra le coup de pouce complémentaire par rapport à une acquisition.

C'est le souhait du Maire de Paris d'atteindre un objectif de 3.000 candidats par an, tel que nous l'avons fixé initialement. Les arbitrages ne sont pas encore rendus.

J'entends et j'écoute les propositions de M. MARTINS. Nous les regardons avec intérêt mais je vous propose de refuser le vœu dans l'état actuel des choses, sachant que ceci sera réglé au mois de décembre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole, pour une explication de vote, au président M. LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est pour dire à M. MARTINS que nous aurions préféré qu'il propose une convergence avec le P.T.Z. et le Prêt Paris Logement. Contrairement à ce que dit M. MANO, c'est une excellente incitation pour les primo accédants pour acquérir un logement à Paris.

La grande différence qui existe entre le P.T.Z. Plus et le P.P.L., c'est que cela se fait sans condition de ressources. C'est bien effectivement le gros avantage du dispositif gouvernemental. Nous avons d'ailleurs demandé à M. le Maire de Paris, à M. MANO, qu'ils s'alignent sur la proposition gouvernementale, qu'ils fassent du P.P.L. une ressource supplémentaire sans condition de revenus.

Vous ne le souhaitez pas, comme d'habitude, puisque vous voulez chasser les classes moyennes de Paris…

Mais bien sûr que si, ce sont les classes moyennes. Vous le savez très bien que ce sont les classes moyennes, mais vous voulez à chaque fois les exclure.

C'est pour cela, Monsieur MARTINS, qu'il aurait été préférable, tout en proposant effectivement cette augmentation, de demander cette convergence entre P.T.Z. Plus et P.P.L. C'est pour cela que nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec votre vœu.

Pour autant, tout ce qui servira à l'accession à la propriété pour les Parisiens est une bonne chose. Malheureusement, la Ville de Paris, comme d'habitude, rechigne à accompagner les Parisiens dans cette démarche. On le comprend, ce n'est certainement pas sa cible électorale et, en permanence, ils mettent des obstacles à cette accession, en particulier, encore une fois, en plafonnant, en mettant des plafonds de ressources au P.P.L., et c'est bien dommage car, on le sait, les Parisiens ont besoin de ce soutien et de cette incitation pour acquérir leur premier logement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vais mettre aux voix le vœu n° 27, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Quand on demande une explication de vote, il ne faut pas être timide, il faut lever la main clairement.

M. DUBUS est un peu timide.

Allez-y, n'ayez pas peur !

Vous voulez parler, Monsieur DUBUS ?

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur SCHAPIRA, il ne vous a pas échappé que je n'étais pas président du groupe.

(Rires dans l'hémicycle).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - J'avais cru, depuis tout à l'heure !

Allez-y !

M. Jérôme DUBUS. - Simplement pour dire que nous nous abstiendrons sur ce vœu, non pas seulement sur le fond du vœu, puisque nous sommes tout à fait d'accord sur le principe, mais sur la conclusion du vœu qui nous dit qu'il faudrait, en fait, prendre un certain nombre de recettes supplémentaires, les affecter comptablement à cette partie de ce projet que vous défendez, ce qui n'est pas possible dans la comptabilité publique, vous le savez bien. On ne peut pas affecter une recette spécifiquement à une dépense spécifique.

C'est donc un problème technique. C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur ce vœu.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous en prie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la fin des expulsions sans relogement des ménages de bonne foi.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 27 bis dans le fascicule, déposé par l'Exécutif, relatif à la fin des expulsions sans relogement des ménages de bonne foi.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Nous sommes de façon traditionnelle dans une période où notre Assemblée est appelée à se prononcer sur les expulsions. Nous pouvons remarquer qu'au cours des années, la Ville de Paris a fait des efforts notables financièrement, à travers le F.S.L. et toutes les structures que nous avons pu développer.

Nous constatons que la loi D.A.L.O., qui est là pour protéger les familles en difficulté de bonne foi, menacées d'expulsion, n'est pas en capacité aujourd'hui d'être appliquée à Paris compte tenu du manque de logements, notamment du côté du contingent préfectoral.

C'est pourquoi nous attirons l'attention de M. le Préfet de police, car je remarque que, tout de même, 1.400 expulsions ont été effectives au cours de l'année 2010, ou sont en cours de l'être. Ce chiffre est encore exorbitant.

C'est pourquoi, à l'occasion de ce vœu, nous demandons bien évidemment que l'Etat puisse regarder avec intérêt l'ensemble des locataires de bonne foi, qui ont déposé un dossier au D.A.L.O. et qui ont été acceptés en tant que tel, et que tant que la loi D.A.L.O. n'a pas pu s'appliquer, de protéger les locataires par le maintien de leur présence dans le logement. Nous appelons l'Etat également à mettre en place sur Paris une mission d'accompagnement des familles pour permettre à des associations de gérer le logement dont ils pourraient être expulsés, avec une compensation pour le loyer du propriétaire versée par les associations et l'Etat.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, chaque année, nous avons l'occasion de discuter de ce vœu.

Donc, pour la quatrième année consécutive, Monsieur le Maire, le taux de délivrance du concours de la force publique diminue sur Paris du fait d'une attention accrue portée aux ménages en difficulté.

Entre 2007 et 2009 - nous aurons les statistiques de la fin de la saison dans un mois -, le nombre d'autorisations du concours de la force publique a diminué au total de 9,4 %. Cette tendance atteste donc de la démarche axée sur la prévention des expulsions et elle se confirme en 2010. Pour l'instant, les chiffres sont très provisoires mais, en 2010, le nombre d'autorisations diminue à nouveau de 5,3 %.

Une attention accrue a été portée aux ménages fragilisés par le contexte économique et les signalements de situation délicate ont été systématiquement reconduits auprès de l'équipe départementale chargée du logement.

Les ménages de bonne foi, comme vous le souhaitez, et ceux qui démontrent des dettes de faible montant ont été systématiquement invités à prendre contact avec leur bailleur pour trouver un accord. Il en est tenu compte dans la décision d'accorder ou non le concours de la force publique.

En 2009, le nombre de procédures pour congé pour vente ou reprise personnelle ne représentait pas plus de 7 % contre plus de 75 % pour des impayés de loyer.

Cette proportion démontre donc que les outils de prévention d'ordre financier tels que le F.S.L. et le protocole de cohésion sociale sont pertinents pour favoriser le maintien dans les lieux.

Enfin, les personnes éligibles au D.A.L.O. sur le critère "menacées d'expulsion sans relogement" ne représentent que 7,7 % du total des éligibles.

Pour ma part, je considère que la politique de prévention à l'expulsion porte ses fruits et doit être confortée et prolongée.

Mais, si l'aménagement des conditions de réalisation des expulsions dans l'intérêt des personnes est un objectif partagé, il ne saurait conduire à une suspension pure et simple de l'expulsion prononcée par une décision de justice, sauf à porter atteinte excessive au droit de propriété.

Certains propriétaires sont parfois dans une situation difficile du fait de divorce, d'héritage ou de problème d'enfants qui subissent le chômage. Il convient également de permettre le bon fonctionnement du marché locatif et de ne pas entraîner une sélection excessive au détriment des personnes en situation modeste.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix le vœu de l'Exécutif.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, sur ce vœu qui est tout de même un peu curieux, on a l'habitude, on l'a tous les ans mais il est arrivé seulement à 17 heures 30, il y a à peine deux heures.

L'Exécutif a le droit de le faire, très bien, mais si l'on pouvait les avoir avant, ce serait tout de même mieux. C'est un problème de forme.

Le problème de fond est assez curieux. Monsieur MANO, je trouve que vous poussez un peu le bouchon avec ce vœu. Cela fait quatre fois que vous nous le présentez.

Je rappelle que les expulsions locatives sont le fait des bailleurs sociaux et des S.E.M. parisiennes - vous présidez l'une d'entre elles, "Paris Habitat" - à hauteur de 40 %.

Il y a beaucoup de schizophrénie de la part de M. MANO à demander ce soir que nous votions ce vœu et, quand il retourne à "Paris Habitat" en tant que Président, à signer des expulsions d'un certain nombre de locataires.

Il faut se mettre en cohérence. Soit les bailleurs sociaux et les S.E.M. parisiennes n'expulsent plus et nous pourrons peut-être voter ce vœu, soit vous continuez à expulser mais il ne faut pas venir déposer des vœux. C'est totalement schizophrène.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Une petite réponse rapide.

Bien évidemment, nous insistons dans ce vœu sur les personnes de bonne foi qui ont des difficultés réelles liées à leur situation financière.

Dans les expulsions, il y a aussi la responsabilité d'un bailleur. Le comportement d'une famille dans un immeuble, y compris de logements sociaux, peut être incompatible avec la tranquillité due aux autres locataires.

Nous assumons notre qualité de bailleurs parfois. Après de multiples relances et de multiples contacts, si les personnes n'ont pas un comportement adéquat et nuisent à la tranquillité de l'immeuble, nous assumons nos responsabilités jusqu'au bout.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vais mettre aux voix le vœu n° 27 bis.

Excusez-moi, Monsieur LAMOUR ?

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur MANO, vous n'avez absolument pas répondu à la très bonne question posée par Jérôme DUBUS.

Je suis assez d'accord avec vous sur les familles qui posent problème. Celles-là, j'ai bien compris, vous assumez, vous les expulsez. Toutefois, vous êtes en train de nous dire que vous expulsez aussi les familles de bonne foi puisque vous demandez au Préfet de les reloger.

C'est ce que je comprends, ou alors il faut m'expliquer à nouveau.

Pourquoi les expulser puisque ce sont des familles de bonne foi ? Ne reportez pas sur le Préfet et en résumé sur l'État des décisions que vous êtes amené à prendre, qui concernent les locataires de bonne foi.

Si vous estimez qu'ils sont de bonne foi, gardez-les et trouvez des solutions pour qu'ils restent dans ces logements.

Si, effectivement, ils mettent le pataquès dans les immeubles, je comprends bien que vous puissiez les expulser. Vous pouvez effectivement demander au Préfet de trouver une solution.

Pour ceux qui sont de bonne foi, gardez-les, ne vous déchargez pas une nouvelle fois sur l'État. Vous le critiquez suffisamment par ailleurs en matière de logement social. Pour une fois, assumez vos responsabilités.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Tout a été dit, on n'a pas fini !

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2010, V. 253).

2010, SG 179 - Signature des statuts portant création d'un syndicat mixte ouvert d'études avec la Ville d'Achères.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SG 179 relatif à la signature des statuts portant création d'un syndicat mixte ouvert d'études avec la Ville d'Achères, sur lequel l'amendement technique n° 28 a été déposé par l'Exécutif.

La parole est à M. DUBUS pour cinq minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, les liens entre Paris et la Ville d'Achères sont importants et sont anciens. On peut, par euphémisme, d'ailleurs les qualifier d'étroits depuis que Paris a fait des terrains de la commune d'Achères les champs d'épandage de ses eaux usées. Mais c'est ce passé de dépendance qui justifie aujourd'hui la création du syndicat d'études - je cite - "pour accompagner Achères dans une nouvelle logique de développement local et métropolitain".

L'utilité de cet établissement public pour Achères ne fait pas de doute. L'importance ainsi que l'accélération ces dernières années des projets concernant la plaine alluviale et leur correspondance avec les orientations d'aménagement que la commune s'est données nécessitent la création de ce syndicat mixte ouvert.

Pour Paris, qu'en est-il exactement ? Trois considérations sont avancées.

D'abord, une forme de dette morale. Paris se doit d'exercer une vigilance particulière quant à la reconstitution de la plaine d'Achères. Il est certain que, depuis le XIXe siècle, le développement achérois a été contraint par l'utilisation parisienne de son foncier.

Deuxième considération : un souci pour le patrimoine foncier en cours de cession. Le protocole autorisé par le Conseil de Paris en mars 2006, et régulièrement modifié porte, en effet, à quelque 315 hectares la surface des propriétés que Paris vend à la collectivité des Yvelines. Le calendrier des cessions fixe d'ailleurs des délais proches pour la plus importante tranche, antérieure à la réalisation du Grand Port nouvelle génération.

Enfin, troisième considération : c'est évidemment l'aménagement de ce port attendu sur la plaine d'Achères, à l'Est et à l'Ouest de la R.N. 184, qui suscite une application toute particulière.

La réalisation de cette infrastructure à l'horizon 2020-2030 s'accompagne de la création d'un important plateau logistique et tertiaire, en complément du réseau actuel.

Pour Port de Paris, opérateur désigné, il s'agit - je le cite - "d'atteindre les objectifs de report modal fixés par le Gouvernement, soit une hausse de 25 % des modes de transports alternatifs, mais aussi de faire face à l'augmentation attendue du trafic fluvial engendrée par le canal Seine-Nord et la montée en puissance de Port 2000, le port du Havre."

Plaine Achères est donc bien, comme l'évoque le préambule du syndicat mixte, un territoire stratégique de dimension régionale, voire nationale.

Stratégique aussi dans le S.D.R.I.F. et pour le Grenelle de l'Environnement qui entendent encourager le transport des marchandises par voies d'eau. Ces documents prévoient, outre l'intermodalité fer-route-eau, de favoriser le développement économique et urbain autour du réseau fluvial, pour faire baisser les transports des marchandises par la route.

L'enjeu stratégique du Grand Port d'Achères nouvelle génération n'est donc pas contesté. Il s'inscrit d'ailleurs dans la perspective du Grand Paris et de l'ouverture jusqu'au Havre, futur port du Grand Paris sur la façade maritime, cette fois-ci.

Il est un autre objectif que les personnes publiques associées à ce projet ambitionnent : celui de réussir son insertion urbaine et environnementale. Port de Paris s'y engage.

Le nouveau syndicat mixte aidera donc très certainement à concilier ces deux impératifs dans l'intérêt des deux échelles considérées : celle d'Achères et celle de la Métropole parisienne.

Mais il conviendra également, et là j'insiste, de trouver les voies et moyens d'un accord avec l'État, puisque Achères appartient à l'O.I.N. du Mantois-Seine-Aval où s'applique l'autorité préfectorale sur la destination des emprises foncières.

Ce syndicat ne doit pas être une arme d'opposition vis-à-vis de la politique de l'État, mais au contraire un moyen supplémentaire et essentiel pour une meilleure considération des politiques locales, régionales et nationales. Je suis d'ailleurs étonné que l'impact du développement du transport des marchandises par la voie navigable n'ait pas été étudié sur le projet des voies sur berges.

C'est dans cet état d'esprit que nous siégerons au sein du comité syndical de ce syndicat mixte. On peut avoir des conceptions différentes de l'aménagement du territoire, mais il s'agit là de l'aménagement d'un territoire essentiel pour l'Ile-de-France. Nous soutiendrons donc ce projet.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Mon intervention sera brève, puisque M. DUBUS a excellemment résumé le contenu de la délibération, je ne peux que lui en donner acte.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 28 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 28 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 179 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, SG 179).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, après une présidence dynamique avec Bernard GAUDILLÈRE, nous avons terminé plus tôt que prévu. La 9e Commission commencera après le Conseil général.

Bonne nuit et à demain.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 18 octobre 2010 à dix-neuf heures trente minutes, est reprise le mardi 19 octobre 2010 à douze heures quinze minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous revenons en Conseil municipal.

2010, DAC 183 - Subvention à l'association M.A.P. Musiques Actuelles à Paris (20e) au titre de ses activités en 2010. Montant : 20.000 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous abordons la 9e Commission en commençant par le projet de délibération DAC 183 relatif à l'attribution d'une subvention de 20.000 euros à l'association "M.A.P., Musiques Actuelles à Paris" (20e) au titre de ses activités en 2010.

Mme GOLDGRAB va interroger M. GIRARD.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Comme vous le savez, le monde de la musique est désemparé et traverse une crise profonde, liée notamment à la révolution numérique.

L'association "M.A.P." œuvre depuis 2006 dans le but de fédérer, mutualiser et mettre en réseau des structures musicales parisiennes afin qu'elles s'échangent à la fois des moyens, des compétences, des connaissances et des expériences.

D'ailleurs, le week-end dernier, le "M.A.P." était partenaire du "MaMA Event", festival de musique et rencontres professionnelles ayant pour objet une réflexion approfondie sur les musiques actuelles, au sens économique et artistique du terme.

Le "M.A.P." est justement l'une des structures qui animent des réseaux et fédèrent les entreprises musicales. Elle regroupe une trentaine d'entreprises, associatives ou commerciales, qui adhèrent actuellement à ce réseau. Elles ont été identifiées comme des lieux de pratique artistique et sont d'actives partenaires de la création et de la promotion musicale dans la Capitale.

Citons entre autres Les Trois Baudets, le centre Fleury Goutte d'Or - Barbara, l'association "M.I.L.A." et d'autres partenaires.

Le "M.A.P.", et c'est très intéressant, a mis en place une charte relevant toutes les valeurs que les structures partagent, notamment le sens commun, la transparence, l'utilité et le militantisme. Dans le domaine musical aussi, il y a du militantisme.

A partir de cette charte, le "M.A.P." a entrepris de définir des objectifs communs et notamment l'accompagnement des artistes, le respect du statut des artistes, leur juste rémunération, la formation des personnels et beaucoup d'autres objectifs encore.

Je vais aller rapidement, le "M.A.P." a entrepris une réflexion sur le monde de la nuit, les lieux de diffusion de musiques actuelles la nuit, les fermetures administratives des lieux de diffusion.

Il a entrepris une réflexion et des rencontres thématiques avec les artistes sur le développement de carrière des jeunes artistes et, poursuivant sa démarche de mutualisation des connaissances et des moyens, cette année, le "M.A.P." s'engage à développer son réseau de promotion des activités musicales de ses adhérents puisqu'il a constaté que le principal problème des structures musicales, c'était leur absence de communication.

Il organise, sur le thème de la nuit, cette année, du 17 au 21 novembre 2010, un événement autour des "Nuits Capitales", un événement de valorisation qui se veut l'illustration des débats portés par les Etats Généraux de la nuit qui auront lieu les 12 et 13 novembre.

(Mme Olga TROSTIANSKY, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

Mes chers collègues, mon intervention avait pour but de saluer l'effort de la Ville, qui cette année va doubler la subvention accordée à cette association, qui est vraiment une reconnaissance de son utilité.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Je donne la parole à Christophe GIRARD pour répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Devant notre salle du conseil bondée, ou boudée, il faudra choisir l'adjectif, je remercie Maître GOLDGRAB pour son intervention pertinente.

Paris accueille près de 100 concerts de musiques actuelles par jour en moyenne, contre 5 à Lyon, Marseille, ou Lille, pas cumulés, 5 dans chaque ville. Cette profusion du nombre de concerts témoigne du dynamisme du secteur des musiques actuelles de Paris, qui reste le maillon central de la chaîne musicale, que ce soit au niveau de la production, de la diffusion, ou de la distribution.

L'association M.A.P. (musiques actuelles à Paris), œuvre depuis 2006 dans le sens d'une meilleure mutualisation et mise en réseau des structures musicales parisiennes, afin qu'elles s'échangent des moyens, des compétences, des connaissances et des expériences.

Elle est présidée par l'excellent Renaud BARILLET, qui est par ailleurs gérant de la Bellevilloise. Malgré le contexte budgétaire difficile, nous avons décidé de doubler la subvention au réseau M.A.P., par rapport à 2009, afin d'accompagner la structuration et la mutualisation qu'il permet de renforcer pour le secteur des musiques actuelles à Paris.

Je précise par ailleurs que l'association M.A.P. est pleinement impliquée dans les réunions de l'observatoire des lieux musicaux comme l'a indiqué Maître GOLDGRAB ainsi que dans la préparation des états généraux de la nuit comme l'a indiqué également Maître GOLDGRAB, qui auront lieu les 12 et 13 novembre prochains à l'Hôtel de Ville de Paris.

Je vous remercie.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GIRARD.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 183.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DAC 183).

Je vous remercie.

2010, DAC 724 - Signature avec l'association CO-Arter d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire pour les locaux, 17, rue de la Chapelle (18e), donnant lieu à l'octroi d'une contribution non financière. Montant : 124.730 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Nous examinons à présent le projet de délibération DAC 724 relatif à la signature avec l'association CO-Arter d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire pour les locaux, 17, rue de la Chapelle (18e).

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais faire un petit rappel pour commencer. En mai 2009, nous avons déposé un vœu qui proposait de mettre à disposition à titre temporaire les locaux inoccupés en attente de travaux. Et c'est un fait que la Ville de Paris dispose d'un nombre important de locaux ou de terrains vides. Vides mais non sans destination à court ou moyen termes, et la longueur, la lourdeur des procédures que la Ville doit mettre en œuvre, font qu'avant de livrer un équipement public ou un immeuble de logement social, il s'écoule plusieurs années entre le lancement du projet et le début des travaux. Une mandature parfois.

Si ces délais sont pour une large part impossible à réduire, ils conduisent à sous-utiliser des surfaces considérables, et à Paris la situation, de ce point de vue, est particulièrement difficile à supporter et à comprendre et ce d'autant plus qu'il y a un regain en ce moment de la pression foncière et immobilière. C'est pourquoi nous avions proposé que la Ville mette en place ce dispositif, notamment pour les associations à vocation culturelle ou sociale, ou citoyenne.

Aussi, j'interviens pour me réjouir qu'en attente d'une opération de logement au 17, rue de la Chapelle, cet espace ait été en partie mis à disposition du théâtre de verre en mars 2010, et que le projet de délibération que nous allons voter sur lequel j'interviens prévoie justement d'étendre la convention précaire à l'ensemble du lot avec une redevance annuelle qui tient compte de la vocation culturelle et sociale de l'association. Mais j'interviens aussi pour demander que ce dispositif soit amélioré et qu'on puisse innover en maximisant l'utilisation des locaux dont dispose la Ville, et je voudrais réitérer la proposition que nous avions faite de recenser dans une banque de données publique les locaux ou espaces disponibles avec les périodes d'inoccupation prévues, et pour accompagner ce dispositif, un comité de pilotage qui pourrait réunir par exemple des représentants de la Ville, des conseils de quartier, des associations, la composition reste à définir, pour attribuer ces locaux au plus près des besoins.

Nous allons voter ce projet de délibération et cette subvention, mais nous souhaiterions que le dispositif, pour être plus efficace, soit amélioré à la fois en termes de transparence et de démocratie. Merci.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Madame FOURNIER.

Pour répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci, Madame Danielle FOURNIER.

Sur la question de la liste exhaustive en effet cela a l'air d'être le monstre du Loch Ness parce qu'on en reparle assez régulièrement. Je crois que seul le Secrétariat général de la Ville, je salue la présence de Mme DEBRAY, serait en capacité, à vrai dire, d'obtenir de toutes les directions la liste complète des lieux dont vous parlez. D'ailleurs ce serait très utile de les connaître. Je n'ai qu'une vision partielle grâce à la Direction des Affaires culturelles, mais il est vrai que cela concerne aussi la Direction des Affaires scolaires, et de la jeunesse, et des sports.

Il est important de rappeler que la poursuite des activités du collectif CO-Arter, qui occupait un site non municipal voué à accueillir des logements sociaux et des espaces verts, a été rendue possible grâce à l'intervention de la Ville de Paris, qui a permis dans le cadre d'un dialogue avec la SNCF, propriétaire du bâtiment, d'empêcher l'expulsion de ce collectif et de lui proposer une solution de relogement.

Aujourd'hui, le collectif est installé au 17 rue de la Chapelle dans le 18ème arrondissement, dans d'autres locaux municipaux. Je tiens à vous rappeler que ma première action en tant qu'adjoint au maire de Paris en mars 2001 avait été d'intervenir pour empêcher l'expulsion du collectif 21 La Belle grange, situé 21 rue Blanche dans le 9e arrondissement.

Depuis, la Ville de Paris est intervenue à de nombreuses reprises auprès de l'État, de la Préfecture de police, de la S.N.C.F., ou de propriétaires privés, pour éviter que des collectifs d'artistes se retrouvent sans lieu.

Mais nous traitons chaque dossier un par un comme je l'avais expliqué. Il n'y a pas de politique générale des collectifs d'artistes. Il faut à chaque fois s'assurer que le collectif d'artistes est bien un collectif d'artistes et pas un collectif d'autre chose.

Les lieux de création collectifs informels représentent à nos yeux un pan important de la vigueur et de la vitalité artistique de Paris. Depuis 2001, la Ville dialogue avec les collectifs d'artistes, préserve les lieux, pèse pour empêcher les expulsions, régularise des situations lorsque cela est possible, en étroite coopération avec la Préfecture de police, par le biais de conventions d'occupation temporaires.

Qu'il s'agisse du 59 rue de Rivoli, et je sais qu'un vœu sera présenté par Jean-François LEGARET tout à l'heure, dans le 1er arrondissement, du théâtre de verre dans le 10e, de la Générale dans le 11e, de la Villa du lavoir dans le 10e, du laboratoire de la création dans le 1er, ou plus récemment de la Forge de Belleville dans le 20e, pour ne citer que quelques exemples, la Ville de Paris a su trouver des réponses adaptées au cas par cas, a conclu des conventions d'occupation, a facilité le dialogue et la mise aux normes de ces lieux, et a permis à de nombreux artistes de bénéficier d'espaces de travail dans de meilleures conditions.

Le contrat de mandature prévoit que soit mis en œuvre un dispositif d'ateliers nomades destiné à l'occupation temporaire des lieux municipaux vacants en attente d'affectation ou de travaux et je remercie Mme Danielle FOURNIER pour son intervention, qui nous rappelle en effet nos engagements en la matière.

Nous restons pleinement mobilisés, Jean-Yves MANO et moi-même, pour actualiser le recensement des locaux municipaux provisoires vacants et pour étudier chaque fois que possible la mobilisation de ces locaux pour l'installation temporaire de collectifs d'artistes. Comme je l'ai dit, je crois que le concours du Secrétariat général nous sera plus que nécessaire pour obtenir cette liste.

Je vous en remercie.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GIRARD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 724.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DAC 724).

Merci.

Vœu relatif à la création d'un festival musical contre les discriminations déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 29 et n° 29 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à la création d'un festival musical contre les discriminations.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci.

Ce vœu fait suite aux propos extrêmement graves qui ont été tenus par le groupe de rap "Sexion d'Assaut". Vous vous en souvenez, l'un des chanteurs du groupe s'était dit 100 % homophobe au mois de juin et ses propos avaient suscité une très vive émotion. D'ailleurs, toute une série de concerts qui devait être organisée et qui devait donner lieu à des prestations de "Sexion d'Assaut" en province a été annulée.

Ce vœu poursuit en réalité deux objectifs. Il vise d'abord à ce que nous condamnions fermement les propos homophobes et les appels au meurtre qu'on trouve dans un certain nombre de chansons de "Sexion d'Assaut", que l'on envisage également la suppression des concerts programmés à Paris du groupe "Sexion d'Assaut" et, parce que nous ne voulons pas précisément en rester à une simple condamnation, qu'un festival de musique soit dédié, à Paris, à la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Je vous remercie.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Pour répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Il s'agit, en effet, d'un sujet qui traite de la dignité humaine.

Je remercie Ian BROSSAT, les élus du groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche, dont M. CORBIÈRE en particulier, d'avoir proposé au Conseil de Paris ce vœu qui nous permet d'avoir un débat important et utile sur un sujet essentiel pour le Maire de Paris, nous, ses adjoints et ses adjointes et l'ensemble de la Municipalité parisienne.

C'est aussi un sujet qui me tient personnellement à cœur depuis de nombreuses années en tant qu'individu, citoyen, élu et militant.

La lutte contre l'homophobie et contre toutes les formes de discrimination et pour la promotion de la diversité est, en effet, au cœur de l'engagement municipal.

Aux côtés du Maire de Paris, de Yamina BENGUIGUI, adjointe au Maire de Paris en charge des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations, et de Pascale BOISTARD, adjointe en charge de l'intégration et des étrangers non communautaires, mes deux collègues, nous ne devons pas relâcher nos efforts en la matière et rester extrêmement vigilants vis-à-vis des propos ou des actes pouvant être assimilés à une discrimination, quelle qu'elle soit.

En l'occurrence, il nous faut condamner les propos qui ont été tenus par un des membres du groupe "Sexion d'Assaut", que j'ai rencontré à l'Hôtel de Ville, à ma demande, dans le magazine international "Hip Hop" en juin 2010.

Cependant, il nous faut aussi reconnaître que le groupe a pris soin, et ils me l'ont répété avec, je crois, beaucoup de sincérité, à la rentrée, de s'excuser de ces propos, en publiant un communiqué le 28 septembre 2010. Dans ce communiqué, le groupe reconnaît notamment avoir prononcé des paroles irréfléchies, dont l'ensemble des membres de "Sexion d'Assaut" tient à s'excuser auprès de ceux qui ont été blessés ou choqués.

Je crois d'ailleurs savoir par un message que j'ai reçu d'eux ce matin qu'ils avaient écrit au Maire de Paris pour également présenter leurs excuses.

Il faut aussi saluer l'accord conclu le 7 octobre 2010 entre "Sexion d'Assaut", Sony Music France, le comité IDAHO et le C.R.A.N., dont je salue l'engagement de Louis-Georges TIN, son président, par lequel le groupe "Sexion d'Assaut" s'engage à ne plus tenir de propos discriminants, à rencontrer les associations L.G.B.T. et celles militant contre les discriminations en général, de distribuer à chaque spectateur de ces concerts un tract prônant des valeurs citoyennes de lutte contre l'homophobie et contre toutes les discriminations - c'est très important qu'on ne fasse pas des catégories, les discriminations sont totales et globales - et de travailler sur un titre spécifique ou un événement artistique défendant ces mêmes valeurs.

Compte tenu de ces excuses, de ces paroles et de ces engagements, je pense très sincèrement qu'il serait contreproductif d'empêcher "Sexion d'Assaut" d'organiser des concerts à Paris. Cette interdiction serait mal comprise et risquerait de compromettre les engagements pris par le groupe et d'interrompre le dialogue nécessaire et engagé. Ce dialogue, je le crois, peut servir d'exemple et de pédagogie.

Il nous faut, au contraire, prendre le groupe "Sexion d'Assaut" au mot et saisir cette occasion pour attirer l'attention du public et des artistes sur la nécessité d'unir nos forces et de ne jamais relâcher nos efforts de la lutte contre l'homophobie et contre toutes les formes de discrimination.

Oui, l'un des leaders de ce groupe a prononcé des paroles scandaleuses, mais je préfère retenir le fait que le groupe, non seulement s'est excusé, mais s'engage dorénavant pour lutter concrètement contre toute forme de discrimination, dont l'homophobie.

Pourquoi ne devrait-on pas leur en donner acte ? Au nom de quoi ne devrions-nous pas leur faire confiance et leur reconnaître le droit d'évoluer et d'entraîner avec eux d'autres jeunes qui ont pu partager le même type de préjugés et utiliser le même vocabulaire, sans connaître vraiment la racine et le sens des mots ?

Appuyons-nous sur cette démarche lucide et courageuse pour faire progresser la lutte contre les discriminations, plutôt que d'enfermer ces jeunes dans une forme de censure à perpétuité, au motif que l'un d'eux aurait, un jour, gravement dérapé !

Au nom de l'Exécutif municipal, je vais donc vous proposer de voter un vœu qui condamne fermement les propos homophobes tenus par le groupe précédemment mentionné, prend acte de ses excuses et de ses engagements en faveur de la lutte contre l'homophobie et l'ensemble des discriminations et l'invite à mettre en œuvre l'ensemble de ses engagements lors de ses prochains concerts à Paris.

Par ailleurs, ce vœu de l'Exécutif, dans la continuité du vœu proposé par le président Ian BROSSAT, les élus du groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche et en particulier Alexis CORBIÈRE, propose que soit organisé à Paris un événement dédié à la lutte contre les discriminations et pour la diversité.

A ce stade, je pense qu'il faut rester ouvert sur le format de cet événement qui pourrait ne pas se limiter à la musique et qui pourrait s'adosser à une initiative existante dans le domaine de la lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité.

Je pense en particulier au projet défendu par Yamina BENGUIGUI, adjointe au Maire de Paris en charge des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations, et Pascale BOISTARD, adjointe en charge de l'intégration et des étrangers non communautaires, et aux initiatives en cours ou à venir de l'association "SOS Racisme" et, par ailleurs, de l'association "Hip Hop Citoyens", organisatrice du festival "Paris Hip Hop".

Permettez-moi aussi quand même de faire juste un commentaire : qui n'a pas, parmi nous, dans sa jeunesse ou dans sa maturité, tenu un jour des propos homophobes ? Souvenez-vous du débat sur le P.A.C.S. à l'Assemblée nationale en 1998 et des dérapages de nombreux députés !

Si le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche accepte le vœu que je vais présenter, je leur proposerai, au nom de l'Exécutif, de retirer le sien.

Le vœu serait le suivant : "Considérant les propos homophobes tenus par un membre du groupe "Sexion d'Assaut" dans le magazine international "Hip Hop" en juin 2010,

Considérant les excuses faites par le groupe "Sexion d'Assaut" par un communiqué du 28 septembre 2010,

Considérant l'accord entre le groupe "Sexion d'Assaut", Sony Music France, le comité IDAHO et le C.R.A.N. du 7 octobre 2010, par lequel le groupe s'engage à ne plus tenir de propos discriminants, à rencontrer les associations L.G.B.T…

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Monsieur GIRARD, je crois que tout le monde a le vœu.

(Les élus acquiescent).

M. Christophe GIRARD, adjoint. - C'était juste pour redire les mots. Je sais que le Maire y tenait, mais je vous comprends, Madame la Maire, le temps presse.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Monsieur BROSSAT, acceptez-vous, suite à la proposition de M. GIRARD, de retirer votre vœu, le vœu n° 29, au profit du n° 29 bis ?

M. Ian BROSSAT. - J'ai évidemment entendu les arguments de Christophe GIRARD.

Je suis convaincu d'une chose, c'est qu'en tout état de cause, nous n'aurions obtenu ni les excuses ni les engagements du groupe "Sexion d'Assaut" s'il n'y avait pas eu toute une série de concerts en province qui avait été annulée. C'est cette pression qui a permis d'aboutir à la situation que l'on connaît aujourd'hui. J'assume donc parfaitement le fait d'avoir demandé que les concerts qui devaient avoir lieu en province soient annulés, on a eu raison de le faire ; sinon, on n'aurait strictement rien obtenu.

J'accepte de retirer ce vœu et je voterai avec enthousiasme le vœu de l'exécutif, mais continuons à rester extrêmement vigilants et à veiller à ce que tous les engagements pris par ce groupe soient tenus !

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité).

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci.

Madame FOURNIER, vous avez la parole pour une explication de vote.

Mme Danielle FOURNIER. - Je souhaitais revenir sur le vœu tel que l'avait présenté Ian, mais comme il l'a retiré, je vais faire très vite parce que je voulais ajouter un élément au débat.

La position des élus municipaux est-elle de faire des listes d'artistes que l'on doit voir, d'œuvres que l'on doit entendre... Est-ce que l'on doit justement s'engager dans cette direction ?

La vigilance, nous sommes absolument pour.

La condamnation des propos homophobes avec la grande fermeté, telle que l'a manifestée Christophe GIRARD, nous l'appuyons et nous faisons de même.

Mais nous pensons qu'il faut éviter de se lancer dans la rédaction de listes et la stigmatisation de groupes en tant qu'élus municipaux. En tant que mouvement politique, par ailleurs, nous pouvons intervenir mais, ici, dans l'enceinte de la Ville, devons-nous conduire la Ville à prendre position sur chacun des propos tenus dans chacun des concerts ? C'est quelque chose qui mérite d'être réfléchi, au-delà de cette position de principe.

Je voudrais ajouter aussi qu'il existe dans le 18e un festival qui s'appelle "L'égal festival" qui commence samedi au centre musical Fleury Barbara-Goutte d'Or. "L'égal festival" est un festival de musique qui lutte contre les discriminations, donc on peut aussi penser lui donner une dimension plus grande.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci.

Juste un mot de M. BROSSAT et de M. Jean-Pierre CAFFET et on passe au vote.

M. Ian BROSSAT. - Manifestement, Daniel FOURNIER avait envie d'ouvrir le débat, donc je lui réponds.

Franchement, ce que vous dites m'atterre ! Je trouve cela atterrant parce que nous n'aurions jamais eu ce débat si, au lieu de dire "je suis 100 % homophobe", le chanteur de "Sexion d'Assaut" avait dit "je suis 100 % antisémite". Jamais !

(Mouvements de protestation dans l'hémicycle).

Et jamais vous ne vous seriez permis de dire qu'il s'agissait de l'expression d'une opinion.

L'homophobie, Madame FOURNIER, ce n'est pas une opinion, c'est un délit qui est condamné par la loi.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

A ce titre, avant les engagements pris par le groupe "Sexion d'Assaut", il était parfaitement légitime de notre part, de la part d'élus, de demander l'annulation de ces concerts.

Donc, je l'assume une fois de plus parfaitement et entièrement et vous auriez mieux fait, en l'occurrence, de ne pas rouvrir ce débat.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Monsieur Jean-Pierre CAFFET ?

M. Jean-Pierre CAFFET, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Dans ce débat - et là, je suis en désaccord avec Mme FOURNIER -, il n'a jamais été question pour la Municipalité de dresser une liste noire d'artistes, quelle que soit d'ailleurs leur activité. Il n'a jamais été question d'établir une liste qui serait la base d'une sorte d'index.

La question qui était posée ...

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

La question posée était de savoir si la Municipalité accordait une salle municipale à ce groupe qui avait - c'est vrai, quand même ! - défrayé la chronique. Le problème était circonscrit à cela : devait-on ou non accueillir ce groupe dans une salle municipale ?

Beaucoup de municipalités en France ont eu des réponses différentes mais il est vrai qu'il y en a un certain nombre, voire un grand nombre qui ont préféré ne pas les accueillir.

Très franchement, je propose qu'on en reste là.

Mais mon groupe en tout cas ne rentrera jamais dans une démarche consistant à dire : "cela, on peut écouter et cela, on ne peut pas écouter ; cela doit être mis à l'index et cela ne doit pas être mis à l'index." La question posée était de savoir si on les accueillait, je le répète encore une fois et j'en terminerai là, dans une salle municipale ou non, qui est quand même de la responsabilité de la Municipalité, et sur l'utilisation de laquelle les élus ont tout à fait le droit de s'exprimer.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Le vœu n° 29 est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 254).

Vœu relatif au bail civil conclu avec l'association "59 rue de Rivoli" déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 30 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au bail civil conclu avec l'association "59, rue de Rivoli".

Je donne la parole à M. Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Mes chers collègues, je crois qu'on a déjà beaucoup parlé du "59, rue de Rivoli" et Christophe GIRARD m'accordera que nous n'avons pas fait, à la mairie du 1er, preuve d'obscurantisme à leur égard. Nous avons été les premiers à organiser une exposition avec les artistes du "59". Nous avons toujours accompagné, avec la Mairie de Paris, l'originalité de ce lieu.

Je voudrais rappeler que l'immeuble a été entièrement refait, remis à neuf, aux frais de la Ville de Paris et cédé à nouveau à cette association pour un loyer qui défie toute concurrence, puisque c'est 450 euros hors charges par trimestre pour l'immeuble entier.

Le problème que je soulève, c'est d'abord le respect des dispositions du bail.

Le bail entre la Ville de Paris et "Le 59" a effectivement intégré un certain nombre de prescriptions en ce qui concerne l'aspect extérieur de la façade. Je ne sais pas si vous êtes passé récemment, mais il y a un certain nombre d'éléments qui pendouillent, des dauphins gonflables pour la plupart crevés. On ne peut pas considérer cela comme une œuvre d'art majeure, je ne crois pas ! Cela présente un certain nombre de risques pour les piétons. Ces dispositifs sont arrimés n'importe comment.

J'aimerais simplement que la Ville, propriétaire, par la voix de son adjoint, rappelle les prescriptions. Si les artistes étaient encouragés à faire une décoration de façade, je dirais digne de ce nom et avalisée par la Ville, je crois que ce serait un projet intéressant auquel j'aimerais être associé.

Mais j'aimerais quand même que l'on tienne compte aujourd'hui de l'aspect, je dirais pas très présentable de cette façade.

C'est simplement le sens de ce vœu.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LEGARET.

Pour répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je pourrais en partie satisfaire Jean-François LEGARET. Comme toujours, ce sera la moitié du chemin ensemble.

L'immeuble situé au 59, rue de Rivoli a été acquis le 22 mai 2002. Je ne vous refais pas l'histoire, elle est trop longue.

L'association remplit néanmoins parfaitement les objectifs qu'elle s'est fixés. Si le bail signé entre la Ville et "Le 59" précise que le preneur a l'obligation de ne pas afficher ou faire apparaître à l'extérieur de l'immeuble quoi que ce soit susceptible de troubler l'ordre public, j'ai, pour vous dire la vérité, interrogé le Préfet de police, en me demandant : s'il y avait attentat à la pudeur. Il n'y en a pas. Si un quelconque artiste était en voie de dénudement partiel ou total. Ce n'est pas le cas non plus.

Il n'y a donc pas de trouble à l'ordre public.

Ce que je vous propose, c'est que je vais donner un avis défavorable à votre vœu. En revanche, je vais vous proposer que nous les rencontrions ensemble, pour avoir une conversation sans que cela tombe sous le coup d'un vœu qui aurait l'air d'une espèce de punition ou un peu donneur de leçon.

Je vous propose de retirer le vœu, puisque l'avis est défavorable et qu'il n'y a pas de trouble à l'ordre public, pas d'attentat à la pudeur avéré. En revanche, qu'on les rencontre ensemble, le Maire et mon humble personne.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Dans ces conditions, j'accepte le retrait du vœu qui était surtout destiné à faire prendre conscience de l'existence d'un problème. Je pense que la démarche que propose Christophe GIRARD va dans le sens de la prise de conscience.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci.

Le vœu est donc retiré.

2010, DAC 426 - Signature d'une convention avec l'association cultuelle de l'Eglise réformée de Pentemont Luxembourg (6e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 36.000 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Je vous propose d'examiner le projet de délibération DAC 426 relatif à la signature d'une convention avec l'association cultuelle de l'église réformée de Pentemont Luxembourg (6e) pour l'attribution d'une subvention de 36.000 euros.

Je donne la parole à M. Alexis CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Mes chers collègues, j'interviens sur ce projet de délibération à propos d'un débat, celui de l'application de la laïcité.

J'aimerais que nous prenions le temps, même si nous avons bien travaillé ce matin, de nous écouter.

Il s'agit, la laïcité, d'un sujet régulièrement défendu ici par les uns et par les autres. On a le sentiment que beaucoup exaltent ces valeurs, et c'est tant mieux. Mais nous avons l'impression que souvent ces principes sont défendus et, à la première occasion, ils sont tordus. Pour nous, il y a une inquiétude de voir que finalement une forme de pragmatisme consisterait à laisser croire que les idées qu'on défend ne sont bonnes qu'en théorie et qu'elles sont mauvaises en pratique.

On nous invite aujourd'hui à subventionner sur fonds publics, avec l'argent du contribuable parisien, une activité cultuelle qui ne devrait engager, selon nous, et ne concerner que ceux qui s'y adonnent.

Laissons d'ailleurs aux partisans de Nicolas SARKOZY le soin de dire que la République a besoin de croyants, ce que notre président ne cesse de répéter, rejetant du même coup les athées, les agnostiques dans le statut de citoyens de seconde zone. Laissons-lui, à Nicolas SARKOZY et à ses amis, le soin de conjuguer la déshérence des services publics et les privilèges aux religions investies d'une mission caritative et considérées comme d'intérêt public.

Nous avons à construire une République laïque et sociale, réservant l'argent public, qui provient des contribuables athées et agnostiques autant que des contribuables croyants, aux œuvres d'intérêt général et à elles seules. Ce n'est pas le cas du culte religieux. C'est le cas de la culture, de l'instruction, de la lutte contre l'échec scolaire, de la santé, du logement social, de tout ce qui permet à tous les êtres humains d'échapper au dénuement.

Selon nous, il n'est pas dans le rôle de la Ville de financer un culte religieux. Alors, est-ce que le fait de financer des travaux pour un temple, qui est propriété privée et qui n'est pas la propriété de la Ville, est une grave atteinte à la laïcité ? Selon nous, oui.

Certes, je connais les arguments, notamment de l'adjointe qui me répondra l'alinéa de l'article 19, que ce n'est pas illégal. Mais nous ne sommes pas contraints de le faire. La loi nous contraints de faire des travaux et d'entretenir des bâtiments dont nous sommes propriétaires depuis la loi de 1905. Mais, précisément dans le projet de délibération sur lequel j'interviens, ce n'est pas le cas : c'est la propriété d'une association cultuelle et nous ne sommes pas contraints de le faire.

Ce débat, nous l'avons déjà eu, notamment concernant les crèches et concernant d'autres sujets. Puisque nous ne sommes pas contraints de le faire, pourquoi le faisons-nous ?

La laïcité, je crois qu'il faut en rappeler les principes, ne consiste pas à combattre les religions mais à considérer que la religion n'engage que les croyants, tout comme l'athéisme n'engage que les athées. Nous n'avons ni à financer des instituts, par exemple d'humanisme athée, ni un temple religieux, ni un temple maçonnique. Et pourtant, si on finance les religions, la justice et l'égalité voudraient que l'on traite également l'humanisme athée ou maçonnique et qu'on les finance aussi.

Nous n'avons pas, c'est une question de principe, à communautariser l'argent public. En même temps, les services publics sont dévolus à tous les êtres humains et sont si mal en point du fait d'une politique ultralibérale.

Il est, selon nous, aberrant - permettez-moi le mot - que l'on puisse consacrer de l'argent à une option personnelle qui n'intéresse qu'une partie des citoyens. Le temple en question n'est pas classé Monument historique. Il n'est pas en libre accès ouvert à tous pour contempler des œuvres d'art ou pour se réunir ou parler de philosophie. Il ne joue pas de rôle culturel, il est de propriété privée. Selon nous, c'est une question de principe, il doit être entretenu par les fidèles.

Revenons à l'esprit de la loi 1905 et à son article 2, qui dit clairement que la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. Nous connaissons l'article 19 qui a été rajouté, notamment en 1943 et en 1966, et qui selon nous est un coup de canif à l'esprit fondateur et qui donne de la force à la loi de 1905.

Certes, la République doit maintenir en état les édifices qui font partie du patrimoine, là nous en sommes contraints, et qui lui appartiennent, mais elle n'a pas à subventionner des travaux qui sont d'intérêt particulier.

Sachons donc mettre en accord nos pratiques d'élus avec nos principes de républicains. Nous voulons de grands services publics, ouverts aux croyants et aux athées : là est l'idéal vrai de l'émancipation laïque, un idéal fraternel, qui nous unit au-delà de nos différences.

Renonçons donc à un tel financement et consacrons cet argent, ainsi économisé, au renforcement des services publics les plus utiles pour les Parisiens. Et nous savons qu'il y a beaucoup à faire.

Voilà pourquoi, pour notre part, nous voterons contre ce projet de délibération.

Merci.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CORBIÈRE.

Pour répondre, je donne la parole à Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Monsieur le Conseiller, je voudrais commencer par vous remercier d'avoir posé cette question, car je sais que ces subventions à des associations cultuelles interpellent de nombreux élus de la majorité et en particulier je sais que nos collègues radicaux de gauche sont particulièrement sensibles à cette question. Et donc, je voudrais d'abord commencer par vous rassurer tous, mes chers collègues, tout comme le Maire de Paris, je suis une farouche militante de la laïcité.

Votre question va me permettre d'expliciter le cadre et les critères qui nous amènent à répondre positivement à ce genre de demande de subvention, et nous en votons d'ailleurs plusieurs par an, je rappelle par exemple que nous avons voté au dernier Conseil, une subvention à l'Association diocésaine de Paris pour des travaux du même ordre.

Vous l'avez rappelé, le cadre c'est évidemment la grande loi du 9 décembre 1905, loi dite de séparation des églises et de l'État, qui interdit, vous avez tout à fait raison, à l'État et aux collectivités territoriales de subventionner les activités cultuelles.

Toutefois, lorsqu'on cite cette loi, il faut la prendre dans son intégralité, et je vais effectivement me référer au dernier alinéa de l'article 19 qui stipule, mais chaque mot à son importance et je vous demande de les écouter : "Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparation aux édifices affectés au culte public".

La loi est donc très claire, les subventions pour réparation des bâtiments affectés au culte ne sont pas concernées par l'interdiction générale portée par la loi de 1905.

Mais la Ville s'est en plus dotée d'une grille de critères, grille qui a été mise en place par ma prédécesseur en 2006, et qui fixe les conditions d'éligibilité de ces demandes, je vais vous les citer rapidement, les travaux doivent porter sur :

1. Les grosses réparations nécessaires à la conservation et à l'entretien de l'édifice, ou par exemple la mise aux normes et en sécurité des installations électriques. Il y a tout un détail mais je vous ai donné l'essentiel.

2. L'existence d'un intérêt public local, ce qui signifie évidemment que l'édifice doit se trouver sur le territoire parisien et sont visés en particulier les travaux de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

3. Des critères d'opportunité basés sur l'urgence et l'intérêt patrimonial.

Vous aurez observé, chers collègues, que la demande de l'église réformée de Pentemont Luxembourg porte sur le financement de travaux de sécurité dans le bâtiment, travaux demandés par la Préfecture de police et dont le montant est évalué à 87.535 euros. Il s'agit bien de travaux de sécurité et d'urgence tels que définis par la loi et précisés par nos critères. En aucun cas, chers collègues, contrairement à ce que vous disiez tout à l'heure dans votre intervention, il ne s'agit de subventions à une activité cultuelle, il s'agit de travaux d'entretien et de sécurité sur un bâtiment.

C'est pourquoi nous avons accepté de verser cette subvention de 36.000 euros représentant environ 41 % des travaux de sécurité qui vont être effectués. Je tiens, bien entendu, le texte de la loi et la note précisant nos critères, à votre disposition ainsi qu'à celle de tous les élus qui le souhaiteraient.

Voilà, mes chers collègues, pour terminer par un sourire, je dirai comme Aragon dans la Rose et le réséda, que l'on croit au ciel ou que l'on n'y croit pas, j'espère que ce projet de délibération sera largement approuvé.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Pour une explication de vote M. Michel CHARZAT et Mme Laurence DOUVIN.

M. Michel CHARZAT. - Ce projet de délibération anodin en apparence pose, on l'a vu, un problème au regard de la laïcité, qui est la clef de voûte du vivre ensemble dans notre pays.

La laïcité ne peut devenir un principe à géométrie variable à la merci des groupes de pression locaux, sans que l'égalité républicaine soit du même coup menacée. A cet égard, la loi de séparation de 1905 stipule que toutes les églises, mais également toutes les options spirituelles sont juridiquement égales.

Dans cette optique, elle autorise la subvention, par les collectivités publiques, de réparations en faveur d'édifices affectés au culte dès lors que leur propriété a été transférée à l'État. C'est le cas des 34.500 édifices religieux construits avant 1905.

En revanche, l'article 12 de la loi de 1905 exclut les édifices propriétés privées, de toute subvention publique refusant ainsi de générer ou de faire prospérer un patrimoine privé dédié au déploiement d'options spirituelles.

La convention que nous examinons ce matin propose de subventionner des travaux bénéficiant à une chapelle, propriété de l'association de l'église réformée de Pentemont Luxembourg, en s'appuyant implicitement dans le texte et explicitement dans le propos de Mme POURTAUD sur l'article 19 de la loi de 1905.

Or, cet article ne constitue qu'une latitude offerte aux pouvoirs publics d'aider les associations impécunieuses à réaliser des travaux de sécurité ou d'entretien.

Tel n'est évidemment pas le cas de l'association de Pentemont Luxembourg, qui assume par ailleurs l'essentiel des 217.000 euros provisionnés.

Au-delà du débat d'interprétation juridique, cette convention pourrait nourrir la logique d'une laïcité dite ouverte, antichambre d'un communautarisme mis en œuvre dans certains pays anglo-saxons.

Comment refuser demain à telle confession, à telle option spirituelle, de subventionner l'entretien des édifices dont elles sont les propriétaires ?

Mes chers collègues, la paix laïque a un prix. Au moment où, au plus haut niveau de la République, on souhaite modifier la loi de 1905, il faut affirmer une volonté et une cohérence.

C'est la raison pour laquelle nous devons donner un coup d'arrêt au contournement de la laïcité, c'est ce que je vous invite à faire en écartant cette convention.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Je trouve que ce débat nous a ramenés 100 ans en arrière, ce qui est un peu étonnant. Je ne suis pas surprise des propos de M. CORBIÈRE, puisqu'il est généralement assez agressif.

J'ai trouvé simplement que sa comparaison avec les services publics était totalement déplacée.

Je voudrais dire également qu'il ne me paraît pas y avoir de contradiction entre un attachement farouche à la laïcité, d'une part, et le fait de voter des subventions à des associations cultuelles, quelle que soit leur origine, dans les limites qui ont été précisées d'autre part.

Je voudrais simplement dire pour terminer - mes chers collègues, vous le savez peut-être si vous fréquentez les lieux de culte quels qu'ils soient - que, très souvent, ils sont dans un état assez dramatique et que les questions de sécurité sont véritablement réelles et que nous devions donc nous en préoccuper.

Les justifications que j'entends me paraissent tout à fait superflues à cet égard. Nous voterons donc bien entendu cette subvention.

Je vous remercie.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 426.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DAC 426).

Je vous propose d'aller déjeuner, nous reprenons à 14 heures 30.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures, est reprise à quatorze heures trente-cinq minutes, sous la présidence de M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons la séance.

2010, DAC 599 - Signature d'une convention avec l'association Le Vieux Montmartre, Société d'Histoire et d'Archéologie des IXe et XVIIIe arrondissements pour l'attribution d'une subvention. Montant : 50.000 euros. Octroi de la remise gracieuse du loyer 2010. Montant : 84.030 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 599 relatif à la signature d'une convention avec l'association Le Vieux Montmartre, Société d'Histoire et d'Archéologie des 9e et 18e arrondissements, pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 50.000 euros, et de l'octroi de la remise gracieuse du loyer 2010 pour un montant de 84.030 euros.

Je donne la parole à M. Pierre-Yves BOURNAZEL, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Simplement, pour me féliciter de l'arrivée de ce projet de délibération pour une association qui en a tant besoin et qui fait tant pour le rayonnement de Montmartre.

L'année dernière, cette association était dans un tourbillon : problèmes financiers. Aujourd'hui, nouvelle équipe, nouveaux dirigeants, nouvelle volonté, nouveaux projets et je souhaite que la Ville puisse pérenniser cette action avec l'association, en attendant le mécénat qui doit arriver et nous permettre de faire de ce lieu un lieu magique de Montmartre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

En essayant d'être aussi concise que notre collègue BOURNAZEL, je voulais le remercier de souligner que la Ville est fidèle à ses engagements envers l'association Le Vieux Montmartre qui, comme chacun le sait ici, gère le musée du même nom où elle présente les collections sur l'histoire de Montmartre qu'elle a reçues par legs, ainsi que des expositions temporaires. Elle loue un immeuble appartenant à la Ville, qui s'appelle l'Hôtel de Rosimond. La Ville lui verse chaque année une subvention compensatrice de loyer et une subvention de fonctionnement de 40.000 euros.

Effectivement, vous l'avez rappelé, la Ville avait soumis le versement de la subvention 2009 à un projet de redressement financier sérieux de l'association, puisqu'un grand nombre d'erreurs de gestion avaient été commises et l'association présentait des difficultés financières importantes. Vous l'avez souligné également, une nouvelle équipe de direction a présenté un projet de sortie de crise suffisamment sérieux pour que nous puissions fin décembre 2009 octroyer la subvention et vous présenter aujourd'hui cette subvention.

Nous avons choisi cette année de proposer non plus une subvention compensatrice de loyer mais une remise de loyer, qui devra être inscrite dans les comptes de l'association de la même manière, et nous lui versons une subvention de 50.000 euros et non plus de 40.000 euros de manière à aider l'association dans la nouvelle démarche qu'elle a entreprise, qui consiste, avec l'aide d'un conservateur, à faire un inventaire précis et sérieux des collections. C'est une demande du Ministère de la Culture puisque cette association, ce musée bénéficie du label "Musée de France".

Par ailleurs, vous le savez, nous avons lancé un appel à projets pour que le site, comme nous nous y étions engagés, puissent bénéficier de travaux importants et que les entreprises qui répondront à l'appel à projets non seulement fassent la réhabilitation des bâtiments mais également développent, comme nous nous y étions engagés, un projet à la fois culturel mais à dominante muséale.

L'appel à projets porte sur l'Hôtel de Rosimond dans lequel est installé le musée mais également sur l'Hôtel de Marne, aujourd'hui inoccupé et mitoyen. Nous sommes dans la phase d'examen des réponses des candidats à l'appel à projets, qui devrait déboucher sur un bail emphytéotique administratif pour développer ces projets.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 599.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, DAC 599).

2010, SGRI 70 - Subvention à l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour le projet "1 Parisien 1 Arbre". Montant : 305.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SGRI 70 relatif à l'attribution d'une subvention de 305.000 euros à l'Association Internationale des Maires Francophones (A.I.M.F.), pour le projet "1 Parisien 1 Arbre".

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT, pour le groupe "Les Verts".

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous le savez, nous nous étions abstenus lors des précédentes délibérations portant sur cette opération "1 Parisien 1 Arbre", car nous avions quelques hésitations, c'est le moins que l'on puisse dire, sur l'efficacité du dispositif. Hélas, il faut bien constater, presque trois ans après son lancement, que la réalité est celle-ci : les Parisiens n'ont pas répondu à l'appel, un peu plus de 4.000 pour la première phase, 4.000 Parisiens seulement pour 52.000 euros, et un peu plus pour les un peu moins de 100.000 euros aujourd'hui.

Il faut le dire, c'est un échec.

C'est un échec qui était, hélas, un peu prévisible, compte tenu des conditions dans lesquelles cette opération a été initiée.

Ce qui nous paraît un peu surprenant, c'est que l'on nous dit dans ce projet de délibération et dans l'avenant qu'il faut redimensionner le projet, sauf que l'on ne trouve nulle trace du redimensionnement. Nous aimerions en savoir un peu plus : qu'est-ce qu'un redimensionnement, si ce n'est faire financer par la Ville ce que les Parisiens n'ont pas financé.

Cela me paraît une curieuse manière de redimensionner le projet.

On voit bien que l'objectif des 2.000 hectares ne pourra pas être atteint, c'est une évidence. S'agit-il de simplement dire que c'est un rééquilibrage financier ou est-ce un changement de projet, Madagascar ayant déjà été abandonné ? Va-t-on vers une réduction de l'objectif ? Dans ce cas, pourquoi cela ne figure-t-il pas dans les textes ?

En tout état de cause, nous continuerons à nous abstenir sur ce projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je reconnais chez Yves CONTASSOT une poursuite dans ses idées : il s'était abstenu. Ce n'était pas pour ces raisons, c'était pour d'autres. C'étaient les essences notamment qui ne correspondaient pas, mais bon !

Alors, dire que ce projet est un échec, je ne le dirais pas ainsi. Pour les populations sur place, cela ne l'est pas. Il est vrai que l'appel aux dons n'a pas été suivi, il faut le reconnaître.

Malgré tout, on a abandonné Madagascar pour des raisons politiques, mais on a été obligé de payer l'O.N.F.I. parce qu'ils avaient fait l'étude. On a réussi à Haïti. C'est très peu, c'est 100 hectares, cela a fonctionné.

Là, on termine au Cameroun ce qui a été fait avec l'O.N.F.I., avec les associations camerounaises forestières et les 3 communes camerounaises. 200 hectares seront tout de même plantés au Cameroun. Quand on parle de redimensionnement, c'est parce que l'on prend en compte le fait que l'appel aux dons n'a pas fonctionné. On termine les 200 hectares au Cameroun et on arrête.

Le financement se fait par redéploiement au sein de la DGRI, ce qui est assez compliqué. Mais encore une fois il faut rappeler que ce que l'on a fait a marché mais que l'on ne peut pas aller plus loin parce que nous n'en avons pas les moyens.

Je le regrette. Les communes forestières le regrettent. Nos partenaires locaux le regrettent, mais voilà !

C'est pour cela que je demande que l'on vote ce texte de délibération, pour que l'on termine de manière correcte ce que l'on a entrepris au Cameroun, tout en sachant qu'à Haïti, le projet est terminé et le séisme n'a eu aucun impact sur ce qui a été planté.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 70.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, SGRI 70).

2010, SGRI 79 - Signature d'une convention de partenariat administratif avec la Ville-Land de Vienne.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SGRI 79 relatif à la signature d'une convention de partenariat administratif avec la Ville-Land de Vienne.

Je donne la parole à M. Hermano SANCHES-RUIVO, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Hermano SANCHES-RUIVO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, j'ai voulu intervenir sur ce projet de délibération concernant la signature d'une convention de partenariat administratif avec la Ville de Vienne en Autriche, avec laquelle Paris coopère depuis 2001, afin de renforcer leurs compétences réciproques, pour signaler le caractère novateur de cette forme d'échange et pour remercier le travail réalisé ces dernières années par le Maire de Paris et son excellent adjoint aux Relations internationales Pierre SCHAPIRA, dans le sens du renforcement des relations de solidarité, d'amitié et de partenariat de notre collectivité en direction de dizaines de villes étrangères, dans des pays en voie de développement ou dans des pays développés.

En ce qui concerne spécifiquement cette convention, nous pouvons y trouver comment deux métropoles développées peuvent coopérer, partager, mettre en commun des savoir-faire, afin de moderniser leurs administrations réciproques, gérer leurs espaces publics et les services en général, pour mieux répondre aux besoins de leurs habitants respectifs.

Les échanges multiples réguliers entre des services homologues sont évidemment source d'apprentissage et d'appropriation de nouvelles habitudes culturelles, de manières différentes de faire, permettant aux deux collectivités de mieux affronter et différemment les défis urbains actuels.

Je souhaiterais que Pierre SCHAPIRA nous fasse un rapide bilan de ce partenariat qui existe depuis neuf ans et au moment même où des liens analogues sont en cours avec d'autres villes à l'image de la Ville de Berlin.

Il serait important également, à mon avis, que l'on réussisse à donner plus de visibilité, à l'avenir, à ces formes d'actions de coopération novatrices menées par notre Ville avec d'autres métropoles pour tenter d'inventer des réponses communes aux problèmes posés.

Je voudrais, pour finir, exprimer ma satisfaction et celle de l'ensemble de mon groupe qui souhaite que ce partenariat continue de servir à l'amélioration de nos administrations respectives et à apporter aux Parisiens comme aux Viennois l'accès à un meilleur service public.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci à l'honorable conseiller de Paris de m'avoir posé cette question de faire un bilan ; je vais essayer…

Comme vous le disiez, depuis 2001, les administrations travaillent au renforcement de leurs capacités, dit-on dans le jargon européen, afin d'affronter dans les meilleures conditions les grands défis urbains.

Alors, effectivement, on travaille depuis 2001, le Maire de Paris a signé avec son homologue Michael HÄUPL un avenant à notre convention et c'est vrai que le partenariat administratif avec Vienne, et je parlerai après de Berlin, est quand même une novation. Il se compose d'échanges multiples et réguliers entre les services : favoriser le partage d'expériences entre administrations, influer sur les grands chantiers administratifs internes des deux villes, engager ensemble des actions avec d'autres régions et métropoles, conduire ou soutenir des projets au bénéfice des populations des deux villes, organiser des démarches coordonnées auprès d'organismes de l'Union européenne pour promouvoir les enjeux communs des Villes et, enfin, donner de la visibilité aux actions de coopération, c'est ce qui est le plus difficile à faire, parce que cela intéresse moins, hélas, les médias, mais sachez que ce travail est fait.

S'agissant de la mobilité, un certain nombre d'actions ont déjà été réalisées, qui confèrent à ce partenariat ce caractère novateur : des échanges de fonctionnaires ont eu lieu entre 2004 et 2008 dans une mobilité de courte durée, un fonctionnaire de la D.A.J. s'est vu confier la mission d'étudier le fonctionnement des marchés publics à Vienne et a passé deux mois à Vienne pour cela. Un agent parisien partira de nouveau dans l'année à Vienne, mais pour trois mois, a priori un fonctionnaire des finances ira aussi à Vienne et un agent de la filière sociale.

J'ajoute que pour ces raisons, votre excellent adjoint, comme vous l'avez appelé, a reçu avec la Secrétaire générale adjointe de la Ville de Vienne, le prix Territoria, donné par le président du Sénat il y a trois ans.

C'est tout à fait novateur et très intéressant et nous le faisons maintenant avec la Ville de Berlin, parce qu'il y a aussi des échanges que nous voulons avoir, aussi bien dans le secteur économique, technologique, sportif, la jeunesse ou le social.

Ils ont effectivement des façons de travailler qui ne sont pas forcément les nôtres, mais on a beaucoup à apprendre des autres et eux, ici, ont à apprendre de ce que l'on fait à Paris.

C'est pour cela que je vous remercie d'être intervenu pour rappeler à nos collègues le travail effectué dans les relations internationales. Ce n'est pas très visible, la coopération administrative, mais elle est très utile.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 79.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, SGRI 79).

2010, SGRI 85 - Signature des avenants aux conventions relatives au Programme d'appui au développement de stratégies municipales de santé à Bamako et Ouagadougou.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Chers collègues, nous examinons le projet de délibération SGRI 85 relatif à la signature des avenants aux conventions relatives au Programme d'appui au développement de stratégies municipales de santé à Bamako et Ouagadougou, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 30 bis.

Monsieur SCHAPIRA, il s'agit d'un amendement technique ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Oui, donc il faut que je le présente ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - C'est simplement un amendement technique.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, rapporteur. - Simplement pour rappeler que c'est le projet Paris - Bamako - Ouagadougou, qui est fait sur des fonds européens, 1,2 million d'euros sur trois ans, pour le renforcement des capacités du personnel soignant.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Merci de ces précisions.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 30 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 30 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 85 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, SGRI 85).

Vœu relatif à la tentative de coup d'état en Equateur déposé pa le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 31 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la tentative de coup d'État en Équateur.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - En une minute pour la démocratie, vous savez, le 30 septembre dernier, il y avait eu une tentative de coup d'État qui avait été menée par la police nationale équatorienne contre le Président de la République qui, faut-il le rappeler, a été démocratiquement élu, Rafael CORREA. Ce Président avait été séquestré pendant plusieurs heures, sa vie avait été menacée et, immédiatement, de nombreux Équatoriens s'étaient mobilisés dans les rues de Quito pour prendre sa défense. Finalement, la majorité des forces armées, restée fidèle au Président, a réussi à le libérer et la tentative de coup d'État a donc échoué.

Il faut vraiment que tout le monde prenne conscience qu'il ne faut pas être dupe, il s'agissait bien d'une volonté de mettre en place un coup d'État et ce sombre épisode fait suite au coup d'État qui a, lui, hélas, réussi le 28 juin 2009 contre le président du Honduras, Manuel ZELAYA, expulsé de son propre pays par l'armée.

C'est pour cela qu'à travers ce vœu, nous demandons que le Conseil de Paris exprime sa plus forte condamnation de toutes formes de coups d'État et tentatives de coups de force contre des Gouvernements démocratiquement élus et que l'on demande au Maire de Paris d'adresser un message de solidarité au Président équatorien, Rafael CORREA. Il nous semble que la Ville de Paris, capitale de la République, se doit d'envoyer ce type de message.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - On soutiendra ce vœu, bien évidemment, mais les interprétations sont multiples, et vous le savez. J'ai eu au téléphone notre ambassadeur sur place, l'ambassadeur d'Équateur ici, la dénomination de coup d'État n'est pas agréée par tout le monde. Elle est agréée, par contre, par tous les pays d'Amérique du Sud, même la Colombie, parce qu'effectivement, le Président CORREA a été élu et, évidemment, ils condamnent le coup d'État.

Mais il est vrai qu'il s'agit de policiers dont on ne connaissait pas très bien les raisons, les motifs. Est-ce qu'ils n'avaient pas eu leur prime ? Est-ce que la corruption était en danger ? Bref, il y a beaucoup de choses qui font qu'il y a eu des problèmes.

Le Président CORREA a été enfermé 9 heures à l'hôpital, parce qu'il ne pouvait pas sortir et, malheureusement, l'armée a tiré, tuant un de ses partisans d'ailleurs, parce qu'ils croyaient qu'il voulait l'assassiner, mais c'était un de ses partisans, qui courait derrière sa voiture…Bref.

Je crois que vous avez raison d'avoir déposé ce vœu.

Sachez aussi que le Président CORREA, je pense que le Maire lui a téléphoné, parce qu'il nous a reçus très chaleureusement en 2008, quand nous y sommes allés pour le bureau exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis. Nous l'avons rencontré à plusieurs reprises et, effectivement, un message de sympathie démontre que le Conseil de Paris s'oppose, mais je crois que nous sommes des démocrates et, évidemment, il n'y a aucun problème entre nous, à toute forme de coup d'État, même s'il est permanent.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix le vœu n° 31 avec un avis favorable de l'Exécutif.

Quelques secondes ?

Mme Danielle SIMONNET. - Juste une phrase.

Évidemment, il y a eu, notamment de la part des États-Unis, des communications des plus troubles sur la caractérisation de ce qui s'est passé, qui remettaient plus ou moins en doute le fait qu'il s'agissait ou non d'un coup d'État.

Faisons très attention, souvenons-nous de ce qui s'est passé au Honduras et la façon dont la communauté internationale a pu caractériser ce qui s'y est passé. Je pense qu'il est important que nous soyons nous très clairs, quand il y a coup d'État, nous le caractérisons. Quand il y a tentative de coup d'État, nous le caractérisons de tentative de coup d'État, et je pense que c'est tout à notre honneur d'être clairs sur nos définitions.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA, vous avez la parole, très vite s'il vous plaît.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je n'ai aucunement parlé des États-Unis, aucunement, cela ne m'est même jamais venu à l'esprit. Ce que je vous ai dit, sur le Honduras, c'est vrai que tous les pays ont pris position, la Commission européenne aussi, et d'ailleurs l'ancien ambassadeur, notre excellent collègue DOMINATI aussi quand il était ambassadeur au Honduras.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

NPPAV du groupe U.M.P.P.A.

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 255).

Vœu relatif à l'engagement du Maire de Paris à promouvoir la dépénalisation universelle de l'homosexualité déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 32 et n° 32 bis dans le fascicule, déposés par le groupe l'U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à l'engagement du Maire de Paris à promouvoir la dépénalisation universelle de l'homosexualité.

Je donne la parole à M. Thierry COUDERT, pour une minute.

M. Thierry COUDERT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Nous parlions ce matin de quelques lamentables affaires d'homophobie en France, mais sur le plan international, il y a plus de 80 États dans le monde qui condamnent les pratiques homosexuelles, les intéressés encourant non seulement des peines de prison ferme, mais aussi parfois la peine de mort. Et précisément vous savez qu'actuellement en Iran, un jeune, Ebrahim HAMIDI, est sous le coup d'une condamnation à mort qui peut être exécutée à tout instant. Il y avait eu, il y a quelques semaines, un rassemblement à Paris sur le parvis des Droits de l'Homme, auquel le Gouvernement français était représenté par notre ambassadeur aux Droits de l'Homme, François ZIMERAY. Il y avait hélas peu d'élus. Je ne me souviens pas avoir vu de collègues ce jour-là.

La politique française en matière de droits de l'Homme et notamment de préservation des Droits de l'Homme relatifs à l'orientation sexuelle est particulièrement développée et notamment à l'O.N.U., et nous souhaiterions que la Ville de Paris puisse s'associer aux efforts importants du Gouvernement en la matière aussi bien dans les contacts que le Maire de Paris a au titre des relations internationales de la Ville, que sur l'affaire de la défense de la cause du jeune iranien dont je viens de parler.

J'ai vu que ce vœu a réveillé la vigilance de l'Exécutif, qui a déposé un vœu bis qui reprend à peu près la même chose, et tels les Dupont Dupond, il y a le t et le d qui font la différence. La différence là ce n'est pas la lettre finale, mais c'est le paragraphe qui fait allusion à la politique du Gouvernement.

Je pense que dans une affaire aussi sérieuse que celle-là sur le plan international où des vies sont en jeu, il ne s'agit pas tellement de savoir qui tire la couverture à soi. On doit tous se rassembler, de droite et de gauche, gouvernement et collectivités locales, et c'est pourquoi je peux vous dire tout de suite que nous maintiendrons ce vœu car cela paraît presque indécent de faire sauter un alinéa de cette nature.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. SCHAPIRA pour la réponse.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Le vœu de l'Exécutif que vous nous présentons en réponse à celui du groupe U.M.P.P.A. présenté par Thierry COUDERT vise à donner une version plus normale de ce qui nous a été proposé.

Plusieurs considérants faisaient donc force d'oublier tout ce que notre municipalité et en particulier le Maire de Paris ont fait en la matière.

Malheureusement, c'est souvent le cas.

Je tiens tout d'abord à rappeler que le Maire de Paris s'est déjà manifesté à de nombreuses reprises, à chaque fois que nécessaire, en soutien à toutes les victimes des déclarations, arrestations, exactions subies en raison de leur orientation sexuelle.

Ces prises de position sont connues dans le monde. Je me souviens encore, lorsque nous avions accueilli sur le parvis une manifestation pour les droits de l'Homme en Russie, où je ne vous ai pas vu, Monsieur COUDERT, d'ailleurs, "Russie l'autre visage", les remerciements des militants des ONG, notamment Gay Russia, exprimés à l'intention du Maire de Paris pour son courage et ses prises de position qui les aidaient dans leur propre combat.

Mais le Maire s'est également exprimé sur la situation au Sénégal, en Iran et en Egypte.

J'ajouterai que sur la question iranienne, Paris soutient depuis plus d'un an maintenant l'ensemble des manifestations promouvant la défense des droits de l'Homme en Iran, et j'ai participé à un certain nombre de manifestations comme ma collègue Yamina BENGUIGUI.

Je rappelle également qu'en février 2010, la Ville a permis d'héberger, à la mairie du 3e, et je salue son maire, la première exposition mondiale présentant des photos et témoignages d'homosexuels de pays où ils subissaient des répressions, voire où l'homosexualité est passible de la peine de mort.

Le titre de l'exposition était d'ailleurs "Les condamnés, dans mon pays, ma sexualité est un crime".

Je soulignerai enfin le soutien apporté par la Mairie à la Conférence européenne des parents homos, qui s'est tenue en septembre dernier à Paris dans le 12e et dans le cadre de laquelle Anne HIDALGO est intervenue.

Je ne fais pas la liste complète de toutes les actions que la Ville mène pour lutter contre l'homophobie à Paris, elle serait très longue.

Le Maire de Paris, le Conseil par ses prises de position, agissent et interviennent sur cette question, à Paris comme à l'international.

Pour revenir au vœu, le premier alinéa de votre vœu n'avait pas tellement de sens. Je n'ose imaginer que la diplomatie française menée par le chef d'État, son Ministre des affaires étrangères et ses conseillers spéciaux ait besoin de plus de soutien du Maire de Paris pour être valorisée à l'étranger. Ce n'est pas tout à fait logique. Par contre, nous donnons évidemment notre accord pour les deux autres alinéas, même si nous avons apporté une légère modification pour le dernier. Je vous invite donc à voter le vœu de l'Exécutif.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Une explication de vote pour le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, Monsieur BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire, évidemment nous sommes favorables à ce que dit M. COUDERT dans son vœu.

Si on est favorable à la dépénalisation universelle de l'homosexualité, alors il faut que la France assume sa tradition vis-à-vis de ceux, qui en raison de leur orientation sexuelle, s'ils sont expulsés dans leur pays d'origine, risquent d'être poursuivis. Et vous connaissez le sujet, Monsieur COUDERT, puisque vous avez travaillé pour Brice HORTEFEUX lorsqu'il était Ministre de l'immigration et de l'identité nationale.

Or, nous avons des dizaines de cas, Monsieur COUDERT, de jeunes gens qui risquent d'être expulsés dans les jours et dans les semaines qui viennent, qui nous sont signalés par l'association ARDHIS qui travaille sur ce sujet. Je pense en particulier à la jeune Nessma, qui vit à Metz et qui risque cinq ans de prison si elle est renvoyée en Libye. Je pense à Honoré de nationalité camerounaise, qui vit à Paris et qui a été sauvé in extremis d'une reconduite à la frontière le 8 septembre dernier.

Je pense à Abdou à Grenoble, de nationalité sénégalaise qui risque cinq ans d'emprisonnement et la persécution de groupes religieux, et qui est sur le point d'être reconduit de force vers le Sénégal.

Alors, Monsieur COUDERT, de deux choses l'une : soit vous êtes en contradiction avec vous-même, soit vous êtes en contradiction avec votre parti politique.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur COUDERT, vous avez la parole et ensuite nous passerons au vote.

M. Thierry COUDERT. - Je ne suis ni en contraction avec moi-même, ni en contradiction avec le Gouvernement.

Quand j'étais directeur de cabinet, effectivement, à l'immigration comme vous l'avez finement évoqué, vous pouvez consulter un certain nombre de sites gays, vous verrez qu'ils font tous allusion à mes déclarations, où j'avais consacré le principe qui n'était pas toujours très clair, que le cas de réfugiés pouvaient être reconnu pour l'orientation sexuelle, et je pourrais sortir la liste de tous les cas que nous avons réglés de cette manière.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 256).

Vœu relatif à l'ajout de la mention "défenseur de Louis XVI" sur les plaques du boulevard Malesherbes déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner, toujours en 9e Commission, le vœu référencé n° 33 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'ajout de la mention "défenseur de Louis XVI" sur les plaques du boulevard Malesherbes.

Je donne la parole à Mme Isabelle GACHET, pour une minute.

Mme Isabelle GACHET. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, je remplace mon collègue Patrick KLUGMAN qui tenait particulièrement à ce vœu, pour demander que Malesherbes qui a accepté, malgré les dangers que cela représentait pour lui, de défendre Louis XVI, puisse avoir la mention "défenseur de Louis XVI" rajoutée sur ses plaques.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à M. Pierre SCHAPIRA en lieu et place de Mme VIEU-CHARIER.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je vais lire : "Chrétien Guillaume de Lamoignon de Malesherbes était un homme politique français aux multiples facettes".

S'il est exact qu'il fut le défenseur de Louis XVI, ce n'est pas son seul mérite. Il fut également directeur de la librairie sous Louis XV, président de la Cour des aides en 1750, Ministre d'État sous Louis XVI et également membre de l'Académie des sciences en 1750, de l'Académie des inscriptions en 1759 et de l'Académie française en 1775, ainsi qu'un fervent adepte de l'étude des sciences naturelles.

Ces qualités sont probablement à l'origine du choix de donner son nom à un boulevard parisien. Il n'est pas opportun de rajouter le fait qu'il fut défenseur de Louis XVI. Par ailleurs, le risque serait grand, à partir de cet acte, que nous soyons en permanence sollicités pour ajouter telle ou telle mention sur les plaques de nos rues portant le nom des personnages célèbres.

Pour ces raisons, Catherine VIEU-CHARIER n'est pas favorable à ce vœu et demande le retrait du vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame GACHET, retirez-vous votre vœu ou le maintenez-vous ?

Mme Isabelle GACHET. - Je pense que l'on va retirer notre vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le vœu étant retiré, nous ne le mettrons pas au vote.

Vœu relatif à la commémoration du génocide cambodgien déposé le groupe Centre et Indépendants.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 34 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la commémoration du génocide cambodgien.

Je donne la parole à Mme Catherine BRUNO, pour une minute.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu me paraît suffisamment explicite. Je rappelle simplement qu'un vœu proposé par notre collègue Jérôme DUBUS a été adopté par le Conseil de Paris en avril 2009, arrêtant le principe d'un hommage aux victimes de la dictature cambodgienne, et qui devait prendre la forme d'une plaque commémorative.

Je fais donc une petite piqûre de rappel pour demander la réalisation effective de cette plaque commémorative et connaître le calendrier d'exécution de l'engagement pris par notre Conseil.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est toujours à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - C'est plus simple pour moi, c'est le Cambodge, c'est international.

Il est exact que le Conseil de Paris a voté un vœu en avril 2009, arrêtant le principe d'un hommage aux victimes, environ 2 millions de personnes, sous forme d'une plaque commémorative. Cela va dans le sens du travail de mémoire qui a débuté au Cambodge, avec la tenue du procès de l'ancien dirigeant khmer rouge Kaing Guek Eav, également nommé Duch, et sa condamnation à trente années de prison.

La Ville de Paris, comme elle s'y est engagée, va donc mettre en œuvre ce vœu en recherchant activement un lieu opportun pour l'apposition d'une plaque. Ce lieu devra être symbolique et avoir un lien avec le Cambodge. Nous allons le rechercher activement, en partenariat avec les maires d'arrondissement.

J'ajoute, que vous avez pu remarquer, comme vous êtes tous des conseillers très attentifs, qu'il y avait un projet de délibération d'une subvention au Forum des images pour Rithy Panh, qui passera un film sur le génocide cambodgien au Forum des images. Je vous invite donc évidemment en ce sens.

Dans ce vœu, il y a un avis favorable de l'Exécutif.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2010, V. 257).

2010, SGRI 75 - DPE 85 - Signature d'une convention avec la Municipalité de Phnom Penh et la Régie des Eaux de Phnom Penh pour la poursuite du projet de l'eau potable pour tous. Montant : 150.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Chers collègues, nous examinons le projet de délibération SGRI 75 - DPE 85, page 27, relatif à la signature d'une convention avec la Municipalité de Phnom Penh et la Régie des eaux de Phnom Penh, pour la poursuite du projet "De l'eau potable pour tous", pour un montant de 150.000 euros.

Je donne la parole à Mme Marinette BACHE, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je continuerai donc sur le Cambodge pour dire que ce pays, qui a été victime de guerres et d'une politique génocidaire pendant tant d'années, a un peuple qui a été laissé au bord de la route, à commencer par les plus pauvres de ce peuple.

Depuis 1990, l'action de notre Municipalité ne s'est pas cantonnée à des aides humanitaires ponctuelles. Au contraire, l'urbanisme, l'aménagement urbain, les transports, l'eau potable, l'assainissement ont été les axes d'une politique d'accompagnement au développement que nous avons entrepris.

Je tenais à profiter de ce projet de délibération de l'accès à l'eau potable pour tous à Phnom Penh pour saluer l'ensemble de la politique du Maire et de notre Municipalité, en matière de solidarité internationale, ainsi que l'action de Pierre SCHAPIRA, d'Anne LE STRAT et de l'ensemble de la commission Eau.

Je le fais d'autant plus volontiers que nous savons qu'il serait beaucoup plus tentant d'agir précipitamment, au gré de l'actualité, comme certains l'ont fait récemment en Haïti, ou plus anciennement en Somalie. Les risques sont alors grands d'agir de manière anarchique, au détriment de l'économie locale.

En effet, si l'aide humanitaire répond à une immédiateté, nous ne saurions perdre de vue que sa nécessité est généralement liée à des conditions économiques précaires, à un niveau de vie très bas des populations concernées, à l'absence d'infrastructures. Une fois l'émotion passée, les aides humanitaires restent bien trop souvent sans suite, et ne concourent pas à la mise en place de conditions permettant d'asseoir durablement les bases du développement.

Ce n'est pas le cas de notre Ville, qui a toujours eu conscience que l'aide humanitaire, si elle est nécessaire, n'était pas une fin en soi. Pour ceux pour qui l'internationalisme n'est pas un vain mot, il est nécessaire d'agir sur le long terme par une politique de co-développement favorisant les acteurs locaux et l'économie locale.

Or, nous le savons, l'eau insalubre est la première cause de mortalité au monde. Huit millions de personnes dont 1.500.000 enfants de moins de 5 ans, meurent ainsi chaque année. Selon l'O.M.S., 884 millions de personnes sont dépourvues d'accès à l'eau potable et 2,6 milliards de femmes et d'hommes ne bénéficient toujours pas de nos jours d'un accès aux conditions minimales d'hygiène.

La situation sanitaire au Cambodge est, hélas, connue de tous. Outre le problème des mines, qui fait l'actualité régulièrement, la population connaît les ravages du paludisme, de la malnutrition, du sida, de la tuberculose, actuellement première cause de mortalité, et c'est le pays le plus touché par la rage.

Le pays est en grande expansion, mais connaît parallèlement un faible niveau de vie. Le revenu national brut par habitant est estimé à 235 euros, 36 % des Cambodgiens vivent avec moins d'un dollar par jour.

L'accès à l'eau reste problématique. Si la situation est désormais meilleure à Phnom Penh, avec une couverture de 85 % des districts centraux, que sur le reste du Cambodge, où seulement 37 % de la population urbaine a accès à de l'eau réellement potable, les quartiers périphériques de cette ville n'ont pas toujours de réseau de distribution, et le réseau qui existe est souvent assuré par des transporteurs privés à des prix très élevés.

Entre notre Municipalité et Phnom Penh, cela fait désormais vingt ans que nous entretenons une coopération dans de nombreux domaines. La politique innovante de la régie de Phnom Penh a permis l'installation de nombreux branchements en centre ville comme en périphérie.

Outre la subvention à hauteur de 30 à 100 % de la connexion des ménages après enquête sociale, le programme, soutenu entre 2007 et 2009 par Paris, a permis à 3.800 familles d'être branchées au réseau. Cette nouvelle convention et la subvention de 150.000 euros permettront, pour une période de deux ans, la poursuite de ce programme, car aujourd'hui ce sont encore de nombreuses familles qui ont besoin d'une connexion sociale.

Je me réjouis donc de la conception de notre Ville de l'aide et de la solidarité internationales, s'inscrivant comme je le soulignais dans la durée et dans la volonté de soutenir un développement endogène, dans la considération et le respect de l'autre.

Elle permet aussi de rappeler, dans une période où le repli sur soi pourrait être attrayant pour certains, que la solidarité internationale reste un devoir d'humanité.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je remercie Mme Marinette BACHE d'avoir souhaité souligner l'engagement durable de la politique internationale de la Ville de Paris, menée depuis 2001, en matière de développement et de solidarité.

Notre coopération avec la municipalité de Phnom Penh est assez emblématique de cette stratégie. Il s'agit, comme vous l'avez remarqué, d'une très ancienne coopération, qui a pour objectif la maîtrise d'ouvrage local dans différents domaines : la gestion urbaine, les espaces verts dont échanges d'expertise en matière d'élagage, des transports, de l'eau et de l'assainissement, comme le rappelle le projet de délibération d'aujourd'hui, afin de contribuer au programme de l'eau potable pour les pauvres.

Le projet lancé en 2007, porté par la régie des eaux de Phnom Penh, avec lesquels nous travaillons vraiment très bien, qui permet le branchement des ménages les plus défavorisés au réseau d'eau potable.

Sans le financement de la Ville, ce programme initié par la Banque mondiale n'aurait pu être poursuivi, alors qu'il bénéficie à des milliers de familles dans la capitale cambodgienne. C'est vraiment une forte coopération, mais nous avons aussi travaillé avec Phnom Penh dans les domaines du développement urbain, de la réflexion du marché, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères. Mais ce dernier a malheureusement fait d'autres choix, et n'a pas choisi le Cambodge cette année comme pays cible sur nos thématiques de coopération.

Je rappelle ce que j'ai dit tout à l'heure rapidement, qu'au Forum des images, il y a une manifestation intitulée "Cambodge, le génocide effacé", avec la projection du film du Franco-Cambodgien Rithy Panh, opération que la Ville a financée.

Mais le Conseil de Paris d'aujourd'hui, comme vous l'avez remarqué, avec les différents projets de délibération qui vous sont soumis, démontre que nombre de nos actions à l'international s'inscrivent dans une démarche de moyen ou long terme, avec un apport réel de l'expertise parisienne au profit des municipalités partenaires.

Nous ne sommes pas capables de faire de l'urgence. Ce n'est pas notre métier. L'urgence, les O.N.G. le font très bien, d'ailleurs on les finance et on travaille avec elles. 60 % des budgets que nous votons à l'international vont vers les O.N.G.

Notre rôle est extrêmement important dans la reconstruction. On le voit maintenant à Haïti où, pour ma part, j'estime qu'ils ne sont pas encore sortis de l'urgence mais que la reconstruction va commencer.

Pour avoir une véritable reconstruction ou une aide au développement, on opère d'une manière qui est toujours la même, celle qu'emploient maintenant tous les grands bailleurs mondiaux : un partenariat bien identifié, une appropriation du projet par les autorités locales et par les populations ainsi qu'une formation qui entraîne la durabilité du projet.

Sachez une chose, s'il n'y a pas formation, s'il n'y a pas formation de formateurs, vous pouvez être sûr que l'argent investi tombera à l'eau parce qu'il n'y aura pas durabilité du projet.

Je termine rapidement, on a à ce Conseil par exemple la signature de la conventions avec la Municipalité d'Amman, avec l'Agence française du Développement avec laquelle nous avons signé un accord et le S.T.I.F., que nous vous invitons évidemment à valider, cela va de soi, qui porte sur le projet d'appui à la mise en œuvre du schéma directeur transport et mobilité, projet qui fait suite à deux années d'échange d'expériences et de connaissances entre nos deux municipalités en matière de développement urbain.

Ce programme de coopération, qui ira jusqu'en 2012, a trois composantes : l'insertion urbaine, la construction d'une offre de service de transport et la promotion d'une mobilité durable à travers une gestion efficace du stationnement.

Sur Buenos Aires, c'est pareil, nous travaillons avec le Ministère des Affaires étrangères, avec lequel nous sommes en coopération décentralisée ainsi qu'avec l'A.P.U.R.

Je rappelle enfin, puisqu'on en a parlé dans l'amendement technique, le grand projet triennal Bamako-Paris-Ouagadougou, sur le renforcement des capacités du personnel soignant sur des projets européens.

On a évidemment beaucoup de projets en instance, projets que nous allons vous soumettre au fil des mois. Sachez que nous avons multiplié nos coopérations. Elles constituent la reconnaissance à l'international et en France également de la compétence et de l'efficacité de nos agents, de nos services et de nos politiques.

Nous ne pouvons que nous réjouir et remercier tout le monde de ce qui est fait pour l'international par la Ville de Paris.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 75 - DPE 85.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2010, SGRI 75 - DPE 85).

Vœu relatif à l'entretien du monument aux défenseurs de Belfort déposé par M. MARTINS.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 35 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à l'entretien du monument aux défenseurs de Belfort.

Monsieur MARTINS, pour une minute ?

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, nous fêtons cette année le 140e anniversaire du combat héroïque des Belfortais sous la direction du colonel Denfert-Rochereau contre l'armée prussienne qui, après 103 jours de combat, se sont rendus sur demande du Gouvernement français.

L'histoire de notre Ville et sa manière de souligner cet acte héroïque s'est notamment traduite par le lion de Belfort, en tout cas la reproduction que nous avons sur la place Denfert-Rochereau, du nom du colonel du même nom, parisien, qui a défendu la Ville de Belfort.

La Ville s'est engagée en 1911 à ériger et entretenir un monument à la mémoire des héros de Belfort, au Père-Lachaise.

Ce monument est aujourd'hui dans une situation particulièrement dégradée et relativement indigne et indécente à l'aube de ce 140e anniversaire. Ce vœu aspire donc à ce que la Mairie le remette en état et assure son engagement d'entretien.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - M. SCHAPIRA va vous répondre en lieu et place de Mme VIEU-CHARIER.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je fais tout !

Belfort, c'est encore en France, mais ce sont les relations internationales. En hommage à Georges SARRE et à Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, je vais vous interpréter la réponse.

Un examen approfondi de l'état du monument doit être effectué par un conservateur du patrimoine.

Si le mauvais état est avéré, ce que vous avez l'air de constater, il est bien évident que la Ville assumera ses responsabilités à l'égard de ce monument et le remettra en état en 2011, cette opération ne pouvant avoir lieu en 2010, en raison du manque de crédits disponibles, me dit-on.

L'Exécutif émet donc un avis favorable.

M. Jean-François MARTINS. - Cela m'a été confirmé ce matin.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Avis favorable confirmé à M. MARTINS.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 258).

2010, DF 82 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. Communication du compte financier de l'exercice 2009.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Chers collègues, nous passons aux travaux de la 1ère Commission. Nous allons examiner tout d'abord la communication sur l'activité et la situation financière du Crédit municipal de Paris, avec la communication du compte financier de l'exercice 2009, à savoir le projet de délibération DF 82.

Je donne tout d'abord la parole à M. Claude DARGENT pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, chers collègues, 2009 a été une année de développement pour le groupe Crédit municipal, sous le triple effet de la crise économique et financière, de la pertinence des produits développés par cette institution et de la notoriété grandissante de l'établissement.

L'activité de prêt sur gage a ainsi connu des records historiques. Le résultat net à la clôture des comptes après impôt sur les sociétés, 1,8 million d'euros, contre 116.000 en 2008 sera, conformément à la vocation sociale de l'établissement, affecté pour partie au Centre d'action sociale de la Ville de Paris et pour partie aux fonds propres de l'établissement.

Dans le respect de la vocation de ce groupe bancaire municipal et parisien, nous veillons en effet chaque jour à concilier la finalité sociale avec l'équilibre économique.

Comme l'expose à juste titre le projet de délibération, l'institution historique du mont-de-piété, après une réorganisation réalisée avec succès en 2005 par la filialisation des activités bancaires confiées à C.M.P. Banque, connaît une croissance constante de ses activités.

Je l'ai dit, l'activité du prêt sur gage destinée à offrir des possibilités de financement aux catégories sociales les plus modestes a enregistré une progression sensible du nombre de ses clients.

Pour autant, cette croissance n'empêche pas, c'est un chiffre peu connu, que plus de 90 % des objets déposés en gage au Crédit municipal de Paris soient récupérés par leur propriétaire.

Cela prouve que leurs difficultés financières sont provisoires, bien qu'il soit vrai que l'on constate l'allongement de la durée de ces prêts.

Selon les derniers chiffres, plus de 500 personnes par jour sollicitent un prêt sur gage. Pendant du prêt sur gage, l'activité de vente aux enchères dans la salle dévolue à cette activité se maintient à un niveau élevé depuis quelques années, à l'instar de l'activité de conservation sécurisée des objets d'art, plus connue sous l'appellation Munigarde.

Enfin, la vocation résolument sociale du Crédit municipal s'illustre également désormais par la mise en place du microcrédit. Avec la crise et l'explosion du nombre de ménages en surendettement, l'accès au crédit à la consommation est en effet devenu quasiment impossible pour un nombre grandissant de nos concitoyens.

Dans le cadre de la politique mise en œuvre par le Maire de Paris, Bertrand DELANOË, pour lutter contre l'exclusion bancaire, le C.M.P. propose depuis octobre 2008 un microcrédit personnel aux Franciliens qui en ont besoin.

L'objectif est de financer un projet favorisant une meilleure insertion sociale ou un mieux être physique ou moral.

Une des originalités du dispositif réside également dans le suivi des emprunteurs pendant toute la durée du prêt, coordonné par un travailleur social dans l'établissement.

Ce dispositif connaît depuis un beau succès et a été mis en place également par convention avec la Seine-Saint-Denis et l'Essonne notamment, en attendant d'autres départements franciliens.

Environ 800 prêts ont été accordés depuis sa création et seulement deux contentieux sur 800 pour impayés sont à déplorer.

Ainsi, le Crédit municipal de Paris diversifie son activité au bénéfice des franciliens en difficulté.

C'est cette dynamique positive que nous souhaitons poursuivre et encourager dans les années à venir. Cet établissement constitue en effet un levier économique et social, dont l'efficacité est encore prouvée au regard de ce bilan 2009.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous attendons M. GAUDILLÈRE, qui va arriver d'un instant à l'autre.

M. SAINT-ETIENNE était inscrit, mais je ne le vois pas.

Nous allons patienter quelques secondes, à moins que M. SCHAPIRA veuille nous donner peut-être la réponse pour l'Exécutif.

M. SAINT-ETIENNE est arrivé… J'imagine que vous souhaitez faire votre intervention.

Monsieur SAINT-ETIENNE, vous avez la parole pour une intervention de cinq minutes maximum sur cette communication.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour vous avoir fait attendre, je me dois d'être bref. Je vais donc battre mon propre record et parler moins d'une minute.

Simplement pour vous dire que pour m'interroger et m'intéresser fortement à tout ce que fait le Crédit municipal, premièrement, je soutiens tout le travail de reconstruction qui est à l'œuvre depuis trois ans dans cette institution. Je pense que c'est un travail sérieusement mené par son directeur général et mené aussi avec le degré de volonté d'apporter un soutien aux Parisiens qui sont les plus en difficulté qui est sincère ; je soutiens donc totalement ce que fait la direction générale du Crédit municipal.

Je continue d'appeler à un développement aussi massif que possible du micro crédit.

En dernier lieu, je continue de souhaiter qu'il y ait, à terme, un adossement des activités de banque classique du Crédit municipal à un grand réseau.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre aux deux orateurs, la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Les autres orateurs se sont désinscrits alors ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Parfait !

D'abord, je vous présente mes excuses pour cette brève absence. Je ne pensais pas que cette affaire viendrait tout de suite à l'ordre du jour.

Je trouve que cette présentation annuelle, qui est obligatoire, vous le savez, qui est voulue par la loi, des résultats et de la situation du Crédit municipal est une excellente occasion de faire le point sur un sujet important, on l'a bien vu dans le passé, et je vais dire quelques mots.

Les chiffres que je vais citer sont ceux de l'année 2009, mais je m'empresse de dire que l'année 2010 est dans la continuité de l'année 2009.

Dans C.M.P., il y a C.M.P. tout court et C.M.P. Banque.

Sur le C.M.P., il faut souligner que l'activité est très soutenue, puisque l'encours de prêts et de produits qui en résultent a augmenté de 16 % en 2009. Il faut évidemment s'en féliciter pour le Crédit municipal, il faut peut-être un peu moins s'en féliciter pour la situation économique et sociale de la Capitale, puisque, évidemment, on a généralement recours au Crédit municipal quand on est dans une situation parfois un peu difficile.

Le Crédit municipal n'a pas, vous le savez, exclusivement une activité de prêt sur gage, il a aussi une activité de micro crédit, mais je m'empresse de préciser qu'il ne fait pas de crédit en la matière, il a simplement un rôle d'intermédiaire, un rôle de facilitateur avec des établissements financiers et il a contribué au déblocage de 500 prêts de micro crédits depuis le début de la procédure, c'est-à-dire depuis juillet 2008. Nous nous en félicitons et je relève au passage que M. SAINT-ETIENNE, lui aussi, s'en est félicité.

Le Crédit municipal a très bien maîtrisé ses frais généraux, d'une manière générale ses dépenses d'exploitation, il a stabilisé ses effectifs, ce qui fait que son coefficient d'exploitation, et vous savez qu'en matière bancaire, la notion de coefficient d'exploitation est centrale, est passé de 91 à 77 % ; c'est encore un peu élevé, mais c'est tout de même beaucoup mieux que précédemment. Il a sécurisé son refinancement avec l'appui déterminé de la Ville et du crédit, au sens moral du terme, dont bénéficie la Ville de Paris et il a diminué le coût du risque, c'est-à-dire qu'en clair, il a constitué des provisions moindres pour créances douteuses ou impayés et il l'a fait, bien entendu, sous le contrôle étroit de la Commission bancaire, car s'il y a une chose que la nouvelle direction du Crédit municipal fait depuis son renouvellement en 2005, sauf erreur de ma part, c'est travailler en étroite liaison avec la Commission bancaire, qui est, vous le savez, l'autorité de régulation dépendant de la Banque de France.

Dans ces conditions, ne nous étonnons pas que les trois indicateurs principaux d'une banque évoluent très favorablement : le P.N.B. (produit net bancaire) à + 27 %, le résultat net qui passe de 116.000 euros à 1,8 million et le ratio de solvabilité qui est à un niveau tout à fait exceptionnel de 37 %.

Et puis, il y a C.M.P. Banque, dont la production est, pour la première fois depuis 2005, en progression en 2009, + 37 %, mais cela ne signifie pas que les encours progressent de la même manière, parce que les remboursements ont été importants, et je m'en félicite, cela veut dire que le risque a diminué, mais, du coup, l'encours de crédit reste à peu près identique à celui de l'année précédente.

Et puis, il y a une évolution un peu contrastée des postes de dépenses, puisque les frais généraux diminuent de 3 %, le coefficient d'exploitation s'améliore, il passe de 89 à 84 %, mais le coût du risque augmente ; il augmente parce que la Commission bancaire, dont je parlais il y a un instant, a rédigé un rapport en 2008 sur la gestion de C.M.P. Banque, a recommandé des modifications méthodologiques en matière de provisionnement des risques et, naturellement, nous appliquons cette nouvelle méthodologie, ce qui a augmenté, reconnaissons-le, les provisions pour risques.

Le résultat net est positif, ce qui, dans l'histoire de C.M.P. Banque n'a pas toujours été le cas, mais pour la troisième année consécutive, le résultat net est positif, il progresse même légèrement, et le ratio de solvabilité est à 15 %, il est supérieur à la norme du secteur.

Enfin, sur l'adossement dont parlait il y a un instant M. SAINT-ETIENNE, je redirai ce que j'ai dit à la Commission des finances, nous sommes partisans d'un adossement, nous le recherchons, nous le recherchons même avec l'appui d'une banque conseil, c'est vous dire que nous le faisons avec autant de sérieux que possible, mais il est clair que le contexte du secteur bancaire actuel n'est pas extrêmement favorable à trouver cet adossement.

Je terminerai en rejoignant tout à fait M. SAINT-ETIENNE et en rendant un hommage tout particulier à la direction de ces deux établissements, notamment au directeur général du groupe, Bernard CANDIARD, dont l'activité, l'esprit d'initiative et les qualités de direction recueillent, me semble-t-il, un éloge unanime.

Voilà, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je rappelle que s'agissant d'une communication, il n'y a pas de vote.

Vœu relatif à la création d'une réserve exceptionnelle pour le logement social déposé par M. MARTINS.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner, toujours en 1ère Commission, le vœu référencé n° 1 dans le fascicule, qui ne se rattache à aucun projet de délibération, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à la création d'une réserve exceptionnelle pour le logement social.

Monsieur MARTINS, vous avez la parole pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Cela a été formellement classé comme un vœu non rattaché, même si j'avais souhaité qu'il soit rattaché à la communication sur le débat d'orientations budgétaires, puisqu'il s'agit essentiellement de faire voter par ce Conseil des orientations grâce auxquelles l'Exécutif pourrait avoir des intuitions, en tout cas des idées, au moment de la construction du budget primitif.

Tout simplement, et cela revient sur ce que j'ai dit hier, on est coincé dans un cercle vicieux selon lequel notre capacité à réduire les inégalités, donc à produire du logement social, est fortement dépendante de l'accroissement des inégalités, c'est-à-dire de la spéculation immobilière et de la croissance des droits de mutation.

Ainsi, s'il devait se faire que dans les années à venir, on soit à nouveau confronté à une chute de l'immobilier, que ce soit en volume d'échanges ou en valeur des échanges eux-mêmes, on se retrouverait face à une difficulté à assurer de manière durable et pérenne notre production de logement social, ce qui serait évidemment dramatique et ce qui nous ferait prendre un retard dans la programmation qui a été la nôtre.

Ainsi, je propose à M. le Maire et, évidemment, à M. GAUDILLÈRE, de mettre en place un fonds, puisque M. GAUDILLÈRE se posait la question de quelle pourrait être la modalité technique de mettre en place des réserves exceptionnelles, de prévoyance du risque de rechute du marché immobilier, ce qui nous permettrait d'avoir, finalement, une petite trésorerie en cas de rechute de l'immobilier parisien qui nous permettrait d'assurer et de garantir de manière pluriannuelle un effort constant sur la production de logement social.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, Monsieur Bernard GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci.

Je ne suis pas absolument sûr d'avoir parfaitement saisi ce que me demande M. MARTINS, mais si j'ai bien compris et pour faire court, M. MARTINS me recommande de constituer ce qui pourrait ressembler, de près ou de loin, à une cagnotte.

J'ai déjà dit hier ce que je pensais de ce sujet, donc je n'y reviendrai pas très longuement. Je crois que tout ce qui, de près ou de loin, pourrait ressembler à cela et à supposer que ce soit juridiquement et techniquement possible, ce sur quoi j'ai des doutes, je n'y suis pas favorable parce que je pense que cela ne correspond pas à un idéal de transparence, de clarté dans la gestion budgétaire. Je trouve que ces idéaux de clarté et de transparence, auxquels je suis extrêmement attaché, me paraissent indissociables de la démocratie.

Mais je voudrais rassurer M. MARTINS sur le fait que nous ferons les logements sociaux que nous avons promis.

Je l'ai déjà dit au moins une centaine de fois mais je m'empresse de le répéter une cent-unième fois : le logement social est notre priorité absolue. Absolue ! Et donc nous dégagerons, année après année, comme nous le faisons depuis 10 ans, les moyens financiers nécessaires afin de parvenir à nos objectifs de logements sociaux.

J'espère que M. MARTINS, après des déclarations aussi solennelles et surtout après une expérience de cette Municipalité de 10 années, en sera convaincu.

Je ne donnerai donc pas un avis favorable mais un avis défavorable à ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu relatif à la mutualisation des marchés publics de la Ville déposé par M. MARTINS.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 36 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à la mutualisation des marchés publics de la Ville.

Monsieur MARTINS, vous avez une minute pour le présenter.

M. Jean-François MARTINS. - Oui. De la même manière, dans les orientations budgétaires qui pourraient être les nôtres pour 2011, j'ai souhaité que notre Conseil puisse éventuellement prendre bonne inspiration de ce que les villes de Dijon et de Brest, avec leurs tailles respectives, qui ne sont évidemment pas Paris, ont eu la bonne idée en 2009 de faire une commande commune et groupée pour la commande de leur tramway. Cette commande de manière mutualisée leur a permis d'économiser 24 % sur le coût de leurs rames de tramway, ce qui me paraît en tout cas des méthodes intelligentes d'optimisation budgétaire, ce qui peut parfois nous permettre de démontrer que la collectivité locale et la commande publique savent aussi s'organiser pour jouer avec les lois du marché, à savoir que le volume permet de gagner en prix.

Je souhaiterais que, dans les orientations auxquelles on pense pour la bonne gestion de cette ville, ce type de commande publique et mutualisée soit envisagée avec d'autres grandes villes de la grande métropole et, pourquoi pas, au-delà.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Camille MONTACIÉ.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - La Ville de Paris n'ignore pas l'intérêt d'une mutualisation des achats. D'ailleurs, elle la pratique pour faire aboutir des projets communs, en particulier dans le cadre de "Paris Métropole", sur des périmètres qui intéressent à la fois Paris et les communes limitrophes. Ce sont des études urbaines qui s'effectuent déjà par l'intermédiaire de groupements de commandes, par exemple Gare des Mines-Fillettes, Bercy-Charenton ; on en a ainsi toute une série.

On pourrait aussi citer l'extension de Vélib' aux portes de Paris, faite en collaboration avec des collectivités partenaires, et le cas d'Autolib' puisque la Ville de Paris est partie prenante d'un syndicat mixte qui pilote une consultation commune.

Enfin, lorsqu'il s'agit de fournitures et de services, la Ville peut recourir aussi à l'U.G.A.P., qui est la centrale d'achat des collectivités publiques, lorsqu'elle y trouve un intérêt économique et technique, par exemple pour la fourniture de papier. C'est un mécanisme traditionnel de mutualisation des entités publiques.

Par ailleurs, la Direction des Achats entretient des contacts avec Nantes, Lyon, Marseille et Grenoble, et a créé un réseau qui est un observatoire des coûts et des pratiques d'achats pour comparer les programmations des marchés entre plusieurs villes et identifier des achats similaires propices à une mutualisation des besoins. L'objectif est d'organiser une rencontre de tous à Paris en 2011.

Mais, évidemment, il y a des conditions nécessaires pour réaliser une bonne mutualisation. Il faut penser que la massification des achats ne doit pas être systématique. Sinon, le fait que nous souhaitions que des marchés soient dévolus aux P.M.E. ne pourrait pas se réaliser et les P.M.E. ne pourraient plus accéder à nos marchés même en se groupant.

En même temps, il faut savoir qu'il est indispensable que les critères de choix, les modalités d'exécution et de calendrier soient compatibles entre les collectivités et, enfin, que cela ne gêne pas l'impératif absolu de la continuité des prestations.

Lorsque l'ensemble de ces conditions se trouvent réunies, c'est souvent lorsque cela s'applique à des projets communs.

Sous toutes ces réserves, la mutualisation, lorsqu'elle est envisageable et possible est bien un paramètre parmi d'autres de l'optimisation économique de l'achat. C'est pourquoi je souhaite donner un avis favorable à ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 259).

2010, DDEEES 224 - Signature d'avenants de clôture aux conventions de délégation de service public de gestion des marchés couverts.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons à la 2e Commission. Nous examinons à présent le projet de délibération DDEEES 224 relatif à la signature d'avenants de clôture aux conventions de délégation de service public de gestion des marchés couverts, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement technique n° 37.

Je donne la parole à Mme Laurence DREYFUSS, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, lors de notre séance des 7 et 8 juin derniers, le Conseil de Paris s'est prononcé sur la nécessité à la fois d'une profonde restructuration et d'un mode de gestion plus souple que celui de la gestion déléguée pour le marché couvert Saint-Didier dans le 16e.

Dès le 1er janvier 2011, un nouveau gestionnaire, en l'occurrence la Ville, va reprendre ce marché. Or, les commerçants sont inquiets pour leur devenir, car aucune information ne leur a été communiquée. Aujourd'hui, le projet de délibération que nous allons voter, effectivement, concerne les autres marchés couverts.

Si on fait le calcul, deux mois à peine nous séparent de ce 1er janvier. J'ai hâte de connaître votre dispositif et votre calendrier.

En effet, comment allez-vous gérer ce marché ? La gestion du matériel, extérieur et intérieur ? La gestion économique ? La gestion financière, avec le droit de place ? Les quittances de loyer ? La collecte des déchets ? Comment recruter de nouveaux commerçants ?

Merci, Monsieur le Maire.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christophe NAJDOVSKI au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL pour vous répondre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne vais pas être très longue non plus. Le problème que pose Mme DREYFUSS est assez simple : quand la Ville gère en direct un marché, elle fait exactement la même chose que ce qu'elle demande à ses concessionnaires puisque ceux-ci assurent une délégation de service public, c'est-à-dire qu'ils font au nom de la Ville ce que la Ville se propose de faire.

Donc, quand la Ville reprend en régie les commerçants n'ont aucun souci à se faire, c'est presque la même chose mais avec des gens un peu différents, c'est tout. Donc, il n'y a pas de question particulière à se poser à ce sujet. Voilà ce que je voulais répondre pour le marché Saint-Didier.

Je voulais juste dire que, pour l'avenant, il s'agit d'un avenant technique, simplement une correction d'écriture du texte que nous avions fait voter précédemment.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 37 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 37 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 224 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DDEEES 224).

2010, DUCT 112 - Inventaire des équipements dont les Conseils d'arrondissement ont la charge.
Vœu relatif à l'ensemble des jardins partagés répertoriés dans le 19e déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche.
Vœu relatif au Centre d'Animation Les Halles-Le Marais et au Conservatoire du Centre déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu relatif au "jardin de la Nouvelle France" déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DUCT 112 relatif à l'inventaire des équipements dont les Conseils d'arrondissement ont la charge, sur lesquels les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, U.M.P.P.A. et l'Exécutif ont déposé les vœux référencés n^{os} 38, 38 bis, 39 et 40 dans le fascicule.

Je donne la parole à Jean-François LEGARET, pour 5 minutes.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est un vœu que nous réitérons avec une certaine constance, pour ne pas dire une certaine obstination. Chaque année, nous voyons apparaître le même projet de délibération sur les inventaires des équipements, et jamais on ne voit porter sur l'inventaire du 1er arrondissement le centre d'animation Les Halles-Le Marais et le Conservatoire qui sont pourtant bel et bien localisés dans le 1er arrondissement et qui y restent d'ailleurs localisés malgré les évolutions liées au chantier des Halles.

Je trouve que ce n'est pas de bonne gestion. Comme je l'ai souvent dit, la gestion doit être partagée avec les maires des autres arrondissements, ceux des 2e, 3e et 4e arrondissements, mais leur rattachement à l'inventaire permettrait d'avoir une meilleure connaissance et une meilleure maîtrise de tout ce qui relève des travaux du propriétaire. Ce n'est pas possible en raison de cette omission sur l'inventaire.

Nous avons à nouveau adopté, à la majorité du Conseil du 1er arrondissement, un vœu qui réclame avec la même insistance l'inscription sur l'inventaire du centre d'animation et du Conservatoire inter-arrondissements du Centre de Paris. J'espère que cette fois l'Exécutif voudra bien nous écouter, voire nous entendre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On va essayer.

La parole est à M. François LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci.

Il s'agit également d'un refus d'inscription à l'état spécial du 8e arrondissement. Il s'agit d'un jardin qui s'appelle jardin de la Nouvelle-France.

D'ailleurs, à ce propos, peut-être que Mme GIBOUDEAUX pourrait faire accélérer l'inauguration de ce jardin, qui porte ce nom à la demande de nos amis Canadiens et plus précisément de nos amis Québécois.

Ce jardin de la Nouvelle-France, coincé dans un recoin du Grand Palais entre la place du Canada et le Cours Albert 1er, est l'objet -Mme GIBOUDEAUX le sait, puisque nous y avons été ensemble- d'empiétements, de débordements et d'une sorte d'annexion progressive par l'établissement public du Grand Palais.

Or, il s'agit, je vous le rappelle, d'un espace public municipal qui, je crois, entend le rester. En tout cas, nous entendons bien qu'il le reste.

C'est pourquoi, en inscrivant ce jardin à l'état spécial, nous prétendons, c'est évident, avoir tout de même un œil plus pointu sur ces empiètements de l'établissement public Grand Palais et en tout cas plus à l'écoute de la demande de la population du 8e arrondissement, ainsi d'ailleurs que du 7e arrondissement, de l'autre côté de la Seine, pour y faire un espace de détente pour les enfants.

Je ne sais pas pourquoi, Madame ERRECART, Madame GIBOUDEAUX, la DEVE s'obstinent à refuser cette inscription. Je demande, pour la deuxième année consécutive, de bien vouloir réexaminer ce dossier.

Je vous en remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je donne la parole à François DAGNAUD pour une minute.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Chers collègues, le succès des jardins partagés à Paris, et notamment dans le 19e arrondissement, je crois que l'on en compte une dizaine, témoigne de l'attachement des Parisiens à une activité conviviale qui crée du lien social et qui permet une pratique directe en lien avec la nature et ses rythmes.

Comme les écoles, comme les crèches, comme les équipements sportifs, comme les espaces verts que nous avions fait inscrire lors de la précédente mandature aux inventaires des équipements des arrondissements, les jardins partagés font désormais partie intégrante de l'identité des quartiers.

Je crois d'ailleurs pouvoir rappeler que beaucoup des projets de jardins partagés sont directement nés des Conseils du quartier et de la créativité de ces Conseils de quartier.

Il nous a donc semblé logique et, pour tout dire, inévitable, qu'au même titre que les équipements que j'ai rappelés tout à l'heure, les jardins partagés figurent à l'avenir aux inventaires des équipements des arrondissements.

Naturellement, si cette inscription a vocation à rappeler l'ancrage local des jardins partagés, elle ne saurait en aucune façon générer une perte de cohérence entre l'ensemble des jardins partagés.

Mais si je retiens cette nécessité, je crois que l'exemple des crèches qui, pour figurer aux inventaires des équipements, n'ont rien perdu en cohérence parisienne, nous montre que nous savons parfaitement surmonter ce type de difficultés.

Le Conseil du 19e arrondissement et les élus que je représente aujourd'hui ont donc souhaité présenter ce vœu à notre Assemblée.

Je souscris par avance à la proposition qui sera présentée dans un instant par Maïté ERRECART, avec le soutien de Fabienne GIBOUDEAUX, pour que nous travaillions, d'ici la prochaine mise à jour de l'inventaire des équipements, à cette inscription.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Effectivement, le débat sur l'inventaire des équipements de proximité revient annuellement, il est donc tout à fait normal que nous l'ayons.

Toutefois, le groupe U.M.P.P.A. et notamment les deux maires du 1er et du 8e arrondissement renouvellent les mêmes demandes que l'an dernier.

Pour les mêmes raisons que j'ai été amenée à faire cette réponse négative l'année dernière, je vais renouveler le refus d'inscrire ces deux équipements à l'inventaire des arrondissements respectifs.

Non pas que je refuse de vous écouter, je suis tout à fait disposée à vous écouter, mais parce que les textes sont clairs.

Les textes prévoient effectivement que peuvent être inscrits à l'inventaire des équipements qui ne concernent pas l'ensemble des habitants de la commune ou les habitants de plusieurs arrondissements ou qui n'ont pas une vocation nationale.

Or, les équipements que vous évoquez ont soit une vocation multi-arrondissements, soit une vocation plus large au niveau de la commune.

C'est pourquoi, par exemple, pour le conservatoire municipal du centre de Paris, du centre d'animation des Halles, alors qu'on sait que seuls 18 % des usagers de ce centre résident dans le 1er arrondissement, on voit bien la vocation inter-arrondissements de cet équipement.

Quant au jardin de la Nouvelle-France, on a déjà vu l'année dernière que cet équipement s'inscrit effectivement dans un ensemble du site des Champs-Élysées. En conséquence, il n'a pas vocation non plus à rejoindre les équipements de proximité.

Voilà ce que je pourrais dire sur ces deux équipements.

Restent effectivement les jardins partagés. Comme l'a dit François DAGNAUD, il est assez naturel que ces jardins collectifs, qui s'appuient sur une démarche de concertation et d'implication forte des habitants, entrent dans la définition des équipements de proximité.

Toutefois, avec Fabienne GIBOUDEAUX, il nous semble qu'il y a besoin d'une concertation préalable pour avancer résolument dans ce sens.

C'est pourquoi je propose, en remplacement du vœu n° 38 le vœu n° 38 bis de l'Exécutif qui demande à ce qu'une réflexion soit engagée avec les mairies d'arrondissement sur l'inscription des jardins partagés à l'inventaire 2012 des équipements dont les Conseils d'arrondissement ont la charge.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, rapporteure. - Peut-être que vous pouvez retirer votre vœu, sans nous obliger à dire que l'on va voter contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est moi qui donne la parole. Après, on voit.

En réponse au vœu n° 38, déposé par MM. Roger MADEC, François DAGNAUD et Jean VUILLERMOZ, l'Exécutif a déposé le vœu n° 38 bis.

Retirez-vous le vœu n° 38 ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Oui.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 38 est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 38 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2010, V. 260).

Concernant le vœu n° 39, est-il retiré, Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, le cas de figure n'est pas du tout le même, il n'y a pas de vœu n° 39 bis ni de réponse favorable de l'adjointe qui n'apporte aucun élément.

Je ne vois pas pourquoi je serais incité à le retirer. Je veux bien retirer un vœu lorsqu'il y a un effort de bonne volonté de la part de l'Exécutif, mais là c'est un effort réitéré de mauvaise volonté qui nous est manifesté.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Face à la mauvaise volonté, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 39, déposée par M. Jean-François LEGARET et Florence BERTHOUT, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix le vœu n° 40 du groupe U.M.P.P.A…

Je ne vous avais pas vu, Monsieur LEBEL, excusez-moi.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je suis pourtant visible, en général.

Monsieur le Maire, je ne retire pas ce vœu et non seulement je ne le retire pas mais, je pense que dans ce cas, tenant compte du fait que, immédiatement contre ce jardin, il y a les pelouses du Cours la Reine et du Cours Albert 1er qui, elles, sont inscrites à l'état spécial, je pense que c'est au tribunal administratif d'arbitrer.

C'est d'ailleurs ce que je vais lui demander. Je ne retire pas mon vœu et je vais demander au Tribunal administratif de régler cette question.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 40, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 112.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DUCT 112).

Vœu relatif à la M.I.E. Effectifs et gestion des ressources humaines déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 41 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la M.I.E., effectifs et gestion des ressources humaines.

Je donne la parole à Mme TISSOT.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord dire que ce vœu est cosigné par l'ensemble des membres U.M.P.P.A. de la M.I.E., après avoir été mûrement réfléchi.

Je rappelle en effet que l'objectif de la mission demandée au Maire de Paris par le groupe U.M.P., qui est d'ailleurs rappelée dans le premier considérant, était d'une part porteur d'exigence quant à l'importance de la cible à traiter - il s'agissait de la politique de ressources humaines sous tous ses aspects depuis 10 ans - et, d'autre part, porteur de transparence dans le traitement des réponses de la M.I.E. de la part des services de la Ville.

Or, malgré la volonté réelle d'écoute et d'implication dans toutes les séances de travail des membres de la M.I.E., nous sommes au regret de constater que beaucoup de questions sensibles n'ont pas été renseignées ou du moins insuffisamment.

Dans cet esprit, le vœu que nous présentons aujourd'hui pointe l'ensemble des éléments que la mission n'a pu obtenir, et là, je vous renvoie au onzième considérant ; je ne les citerai pas tous. Il pointe également les auditions qu'elle n'a pu entreprendre faute de temps. Il pointe encore le télescopage avec la remise du rapport de la C.R.C. pour lequel les magistrats ont bénéficié d'éléments stratégiques fournis par la Ville, notamment concernant la prime départementale, mais dont les membres de la M.I.E. n'ont jamais été destinataires ; ils ont découvert ces informations dans le rapport de la C.R.C.

Ce vœu pointe encore le manque d'éléments comparatifs avec d'autres collectivités de la loi P.L.M., notamment Marseille et Lyon, ou encore d'autres métropoles européennes. Il pointe encore le manque d'indicateurs sur des problématiques majeures pour les ressources humaines tels que le recours aux contractuels, les prévisions humaines et financières pour le déblocage des comptes épargne temps, le coût de l'absentéisme.

Monsieur le Maire, pour toutes ces raisons, nous demandons, et de façon tout à fait solennelle, à travers ce vœu, la constitution d'une nouvelle M.I.E., afin d'approfondir le dossier des ressources humaines de la collectivité parisienne.

Il ne s'agit donc pas d'un vœu polémique, mais d'une position politique porteuse de propositions, afin de prendre date sur ce sujet majeur pour la bonne gestion de Paris et sur lequel nous reviendrons ensemble dans le détail lors de la présentation du rapport de la mission au Conseil de Paris du mois prochain.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame, merci, mais je rappelle quand même à tous les conseillers que quand il y a un vœu qui ne se rapporte à aucun projet de délibération, c'est une minute.

On a fait des frais considérables pour vous le montrer, mais il faut respecter quand même.

Pour vous répondre, je donne la parole à Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - La mission d'information et d'évaluation sur les effectifs et la gestion des ressources humaines a remis vendredi 15 octobre son rapport au Maire de Paris.

Cette mission, demandée et présidée par l'U.M.P., a auditionné depuis le mois de juin de nombreux élus, fonctionnaires, organisations syndicales et personnalités qualifiées suivant un calendrier établi par elle.

Elle a travaillé en toute transparence, n'omettant aucune des questions soulevées par la mission.

J'ai eu aussi l'impression que l'ensemble des élus représentant tous les groupes politiques a travaillé de manière consensuelle durant plusieurs mois. Cet état d'esprit a animé jusqu'au bout le rapporteur de la mission, puisque je constate que nombre de propositions émanant des divers groupes sont prises en compte dans la synthèse des préconisations qui nous sont proposées et que nous allons discuter au mois de novembre.

S'agissant de l'U.M.P., sur un total de 19 propositions, 14 ont été reprises.

Jean-François LEGARET, d'ailleurs, a souligné lors de ma deuxième audition, le 7 octobre, que "l'architecture du rapport n'était pas contestable" et qu'"il contenait beaucoup d'informations utiles".

Alors, je suis particulièrement choquée que l'U.M.P. ait cru bon de publier un communiqué et, aujourd'hui, de présenter un vœu polémique - je dis bien "polémique" -, n'hésitant pas à affirmer des contrevérités. Je m'inscris totalement en faux contre des affirmations comme :

- "La mission n'a pas été informée du rapport de la C.R.C. sur la gestion des ressources humaines". Ce rapport a été adressé à la Ville de Paris le 25 juin et transmis au président et au rapporteur de la mission début août, il a été communiqué à l'ensemble de la mission avant toute communication aux membres du Conseil de Paris, début septembre.

- "L'Exécutif aurait fait obstacle au bon déroulement de la mission". Suite aux demandes de son président et des élus, 549 pages de fiches et d'informations sur les ressources humaines, 22 tableaux statistiques, 31 graphiques explicatifs et 188 pages de compte rendu ont été fournis pour ces travaux.

Ainsi, j'ai moi-même largement explicité le détail de l'augmentation des effectifs sur la période 2000-2010, en distinguant des créations concernant l'ouverture d'équipements nouveaux ou des nouvelles missions, les créations suite à la résorption de l'emploi précaire, les créations de postes au titre de la R.T.T., les emplois correspondant aux transferts de l'État et à l'extension des missions réglementaires de la collectivité, les suppressions d'emplois et redéploiements sur la période. Pour six Directions qui ont été sélectionnées par la M.I.E., ces créations, suppressions, redéploiements ont également été communiqués année après année.

Alors, je me demande ce que veut l'U.M.P. De nouveaux chiffres ? Pourquoi ? Peut-être n'a-t-elle pas trouvé, dans ceux que nous lui avons communiqués, des chiffres qui montrent qu'il y aurait eu gabegie et non pas des choix raisonnés de développer des services en sollicitant la performance.

Sur les critères et les modalités de recrutement des contractuels sur la période étudiée, l'administration et moi-même avons longuement expliqué les différents motifs de recrutement et d'exercice des fonctions.

L'évolution des effectifs budgétaires de la DICOM a été présentée très précisément aux membres de la mission. Elle s'explique par l'évolution du périmètre de la Direction. En effet, 137 postes du Paris Infos Municipales, le 39-75 et les standards de certaines mairies d'arrondissement ont été transférés à la DICOM en 2002.

A périmètre constant, nous avons pu montrer que les effectifs budgétaires de la DICOM ont donc diminué et représentent aujourd'hui 0,5 % des effectifs de la collectivité parisienne.

Avec l'acharnement de l'U.M.P. à nous demander de nouveaux chiffres, je me demande s'ils n'expriment pas mieux plutôt du mal-être et une certaine insuffisance pour critiquer mais aussi pour proposer sérieusement des orientations.

Reste la rémunération de l'encadrement supérieur.

Les membres du groupe U.M.P.P.A. de la M.I.E. ont demandé le montant des 15 rémunérations les plus élevées des fonctionnaires et des contractuels de la collectivité.

Cette information leur a été communiquée. Cette information faisait suite à celle déjà publiée…

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est moi qui vous ai écrit !

Cette information faisait suite à celle déjà publiée dans le bilan social sur le montant des 10 plus hautes rémunérations. Cette question des plus hautes rémunérations a, par ailleurs, été abordée lors du dernier Conseil de Paris, en donnant la fourchette des rémunérations des directeurs.

Alors, j'ai bien entendu que vous vouliez la liste ; j'ai bien entendu. Je n'ai pas cru bon de la publier, dans le respect de la jurisprudence et de la protection des données personnelles, mais puisque le groupe U.M.P. a cru bon d'interroger le Conseil d'État, j'attends avec sérénité la réponse et, bien évidemment, je la prendrai en compte.

Je note d'ailleurs que dans la réponse à M. DOSIÈRE sur les rémunérations des cabinets ministériels, que nous avons vue ces derniers jours, c'est une moyenne des rémunérations qui a été communiquée.

Tous ces éléments et bien d'autres figurent dans le détail dans le rapport de la mission qui sera présentée et débattue au Conseil de Paris de novembre, dans l'esprit de transparence qui a prévalu à ces travaux.

La communication du rapport au Conseil de Paris de novembre permettra à chacun de juger sur pièces.

Les travaux de cette mission dédiée au diagnostic, ainsi qu'à l'amélioration du service public municipal et des conditions de travail de ces agents, abordent des problématiques essentielles et aboutissent à des propositions ambitieuses sur les effectifs, la politique salariale et les rémunérations, les prestations sociales, les parcours professionnels, la santé ou encore la formation.

Je voudrais d'ailleurs, à cette occasion, remercier publiquement les membres de la mission qui ont consacré du temps et de la réflexion à ce sujet important, remercier la D.R.H., et tout particulièrement la mission analyse, prévision et emploi de M. GAUTHIER et l'Inspection générale avec Mme POIX qui ont contribué fortement à la qualité de ce document.

La mission avait l'obligation de rendre son rapport le 15 octobre au Maire de Paris, conformément à la délibération de février 2010.

Le contrôle de légalité a d'ailleurs rappelé à cette occasion que la M.I.E. devait remettre son rapport dans le strict respect du délai maximum de six mois prévu par le Code général des collectivités territoriales.

La demande de l'U.M.P. de nouvelles missions d'information et d'évaluation ne vise qu'à entretenir une polémique politicienne et ne témoigne pas de la volonté d'avancer réellement sur ces sujets pourtant majeurs et déterminants.

De fait, le fonctionnement du Conseil de Paris permet d'approfondir et d'assurer le suivi des préconisations ou vœux émis par les élus. Nous avons des réunions mensuelles de la 2e Commission, je le rappelle, nous avons la possibilité de créer des comités de suivi, nous en avons un d'ailleurs dans le cadre de l'amiante, et je ne doute pas que nous saurons trouver les prolongements nécessaires à cette mission.

Ainsi, récusant le voile de l'opacité qui aurait régné sur cette mission, comme la nécessité d'une nouvelle mission, l'Exécutif vous demande de rejeter ce vœu. J'affirme que la gestion des ressources humaines de la ville, qui conditionne le devenir des 50.000 agents de la ville et la qualité du service aux Parisiens vaut mieux qu'une polémique inutile.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Julien BARGETON pour une explication de vote, deux minutes.

M. Julien BARGETON. - Le groupe socialiste radical de gauche et apparentés votera naturellement contre ce vœu, pour deux raisons, l'une de fond et l'autre de forme. Celle de fond bien sûr, c'est que les attendus sont factuellement erronés comme l'a rappelé Maïté ERRECART. Certaines demandes n'avaient soit jamais été formulées en cours de mission, soit lorsqu'elles l'ont été, ont trouvé systématiquement une réponse.

Il y a 600 pages d'annexes dans ce rapport que j'ai là, notamment le rapport de la C.R.C. a été communiqué de manière anticipée par rapport aux autres membres du Conseil de Paris à tous les membres de la mission.

La deuxième raison est évidemment une raison de forme. Le 12 octobre, l'U.M.P. remet encore 19 propositions en vue d'une dernière réunion de travail le 14 octobre, et entre temps le 13, sortent un communiqué et ce vœu.

Je crois qu'il y a un décalage entre la bonne ambiance de travail d'une part, et d'autre part, ce vœu et ce communiqué de presse alors même que 14 des 19 propositions de l'U.M.P. ont été retenues, et lorsqu'il s'est agi de trouver des exemples, les membres de l'U.M.P. de la mission ont été bien en peine.

Je crois que le groupe U.M.P. s'est coincé lui-même parce que le rapport est exigeant, parce que les propositions sont ambitieuses et il ne s'agit que de mettre en scène un prétexte. Nous aurons en novembre le débat sur les propositions de ce rapport. Je rappelle que la proposition 32 prévoit justement un comité de suivi. L'enjeu pour les agents de la ville et pour tous les Parisiens méritait mieux et méritait en tout cas certainement mieux qu'une attitude particulièrement désinvolte, qui est d'ailleurs de nature à mettre en péril le principe des missions si à chaque fois on utilise ce genre de faux prétexte.

Je le regrette profondément. Je note que le Nouveau Centre n'a pas pris part au vote, et n'est pas tombé dans la même attitude. Les missions doivent être considérées avec sérieux et ne doivent pas être l'occasion de mauvais théâtres de boulevard.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu relatif aux Espaces Publics Numériques portés par les associations Microlithe et ASTS déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 42 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif aux espaces publics numériques portés par les associations Microlithe et A.S.T.S.

Je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Depuis 2002, nous avons créé les établissements publics numériques avec l'appui d'associations et de centres sociaux pour lutter notamment contre la fracture numérique.

Nous avons dans le 20e deux associations, Microlithe et l'A.S.T.S., qui font un travail formidable, notamment vis-à-vis des demandeurs d'emploi, si nécessaire et essentiel en cette période de crise. Il faut savoir que pour ces deux associations qui ne sont pas les seules E.P.N. de l'arrondissement, le coût par usager pour la Ville de Paris est le plus faible. Par exemple, sachez que le coût moyen pour la Ville s'établit à 167 euros par usager en 2008, et seulement 86 euros pour Microlithe et 90 euros pour l'A.S.T.S.

Il faut savoir que ces deux associations avaient vu leurs subventions baisser de 10 % entre l'année 2008-2009, que ces associations sont confrontées à de très grosses difficultés financières. Si rien n'est fait elles mettront la clef sous la porte, alors que nous disposons d'un rapport de l'Inspection générale de la Ville de Paris sur les E.P.N. qui propose de calculer le montant de la subvention allouée par la Ville à partir d'éléments objectifs que sont les effectifs salariés en ETP, le nombre de postes mis à disposition du public, et la fréquentation et qui proposait une subvention pour Microlithe en 2010, qui s'élevait à 89.396 euros, et pour l'A.S.T.S. d'un montant de 152.333 euros.

Nous proposons à travers ce vœu, considérant que les subventions n'ont été finalement que de 38.000 euros pour Microlithe, et de 122.000 euros pour l'A.S.T.S., que le Conseil de Paris suive les recommandations de l'Inspection générale en allouant une subvention supplémentaire de 51.396 euros pour Microlithe et de 30.233 euros pour l'A.S.T.S., afin d'assurer que ces associations puissent continuer à mener à bien leur travail de terrain.

Je vous en remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais répondre à Danielle SIMONNET que je suis surpris par ce vœu. Et je dirai même doublement surpris.

Ma première surprise vient du fait que les subventions aux espaces publics numériques ont été votées au dernier Conseil de Paris au mois de septembre, sans que vous-même ou votre groupe en ait contesté les montants, donc ce qui est valable et acceptable en septembre ne semble plus l'être en octobre.

Deuxième motif de surprise, c'est que vous semblez ignorer le contexte d'ensemble des E.P.N. et notamment la totalité du rapport de l'Inspection générale dont vous vous servez pour réclamer cette augmentation de subvention. Or, si toutes les subventions ont été proposées lors du Conseil de septembre, c'est justement parce que le problème se pose globalement et non pas association par association.

Les E.P.N., ce sont une vingtaine d'associations qui portent ces différents établissements publics numériques dans une dizaine d'arrondissements de Paris, et souvent dans des quartiers dits "politique de la ville" ils font un remarquable travail d'accompagnement à l'usage d'Internet, de formations numériques et de lutte contre la fracture numérique. De ce point de vue, les deux associations que vous soutenez ont notre entière confiance et sont soutenues par la Ville de Paris, aussi bien l'A.S.T.S que Microlithe.

Que s'est-il passé ? Je crois l'avoir déjà évoqué largement le mois dernier, mais je vais réexpliquer les raisons pour lesquelles nous avons maintenu les subventions en l'état cette année et nous avons reporté à l'année 2011 l'application des recommandations proposées par l'Inspection générale.

Le dispositif E.P.N. a fait l'objet d'un audit de l'Inspection générale de la Ville de Paris. Cet audit esquissait un certain nombre de pistes d'évolution dont l'objectif principal était de rendre le dispositif à la fois plus efficace, par l'ajustement du montant des subventions, et plus équitable selon le travail effectué par les différentes associations.

Et cette proposition conduisait certes à une hausse de subvention à certaines associations comme l'A.S.T.S ou Microlithe, mais aussi à des baisses drastiques pour certaines autres associations et notamment celles qui étaient portées par les centres sociaux y compris dans votre arrondissement.

Après une phase de concertation avec mes collègues concernés, Mme STIEVENARD, Mme EL KHOMRI, Mme CAPELLE, Mme DUBARRY, ainsi qu'avec les maires d'arrondissement concernés, il a été décidé collectivement, au mois d'août dernier, de maintenir pour l'année 2010 les subventions telles qu'elles étaient afin de ne pas mettre dans une situation difficile les associations en leur annonçant, alors que l'année était déjà très avancée, une baisse de subvention.

Or, il était clair que nous travaillions à budget constant et que ce qui était une augmentation de subvention pour certaines associations correspondait à une baisse de subvention pour d'autres associations.

Annoncer cela à des associations au mois de septembre ne me paraissait pas correct dans une relation de confiance entre municipalité et associations.

Cela ne veut pas dire que nous rangeons ce rapport de l'Inspection dans un tiroir. J'y suis moi même très attaché, et je suis en accord avec de nombreuses conclusions de ce rapport de l'Inspection. Le Maire de Paris a demandé au Secrétariat général de mettre en œuvre un processus de concertation sur l'application des principales recommandations de ce rapport. J'ai récemment signé une note pour rappeler l'importance de réaliser ce travail rapidement, parce que je souhaiterais que les règles du jeu soient édictées le plus tôt possible, de façon à ce que les associations sachent exactement à quoi s'en tenir au début de l'année 2011.

Simplement demander aujourd'hui à augmenter la subvention à une association revient à demander la baisse de la subvention d'une autre association. Si vous avez des propositions à me faire, faites-les moi mais nous avons voté quand même ces subventions au mois de septembre dernier, et il n'est pas possible de revenir sur les engagements que nous avons pris à l'égard de l'ensemble de ces associations, alors mêmes - vous le savez aussi bien que moi - que les crédits de l'année 2010 sont largement entamés.

Soit vous retirez votre vœu et vous acceptez le principe de la concertation que je vous propose, pour une remise à plat de l'ensemble des subventions des E.P.N. au cours de l'année 2011, soit je me verrai dans l'obligation de proposer un avis négatif sur ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Nous allons passer aux voix. Retirez-vous votre vœu, Madame ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous maintenons notre vœu, même si je reconnais que nous aurions dû au précédent Conseil d'ores et déjà intervenir. Mais mieux vaut reconnaître ses erreurs, pour justement intervenir et soutenir. On est face là à des établissements qui risquent de mettre la clé sous la porte.

Nous vous avions proposé et il eût été possible que nous puissions modifier ce vœu pour qu'il soit fait, peut-être pas forcément référence au montant des recommandations du rapport mais au moins qu'il soit fait référence que le Conseil de Paris s'engage à allouer une subvention complémentaire à ces deux associations.

Concrètement, je déplore qu'en ne proposant aucune solution pour cette année, en reportant tout à l'année 2011, on risque d'avoir des E.P.N. qui mettent la clé sous la porte.

Je trouve cela regrettable et, pour cette raison, nous maintenons ce vœu et nous espérons, parce que nous pensons qu'il y a toujours des choix possibles. On l'a vu, lors de cette séance du Conseil de Paris, où on aurait pu voter contre certaines subventions au profit d'autres.

Je pense qu'on peut toujours se dégager des marges de manœuvre pour défendre et soutenir des établissements qui répondent à l'intérêt général, et surtout quand nous avons été à l'initiative de les construire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Donc vous ne retirez pas le vœu, si j'ai bien compris.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2010, DDEEES 228 - Approbation du principe et des modalités du lancement d'un marché pour l'animation du lieu d'incubation de projets et d'animation des acteurs de filière du livre et de l'édition numérique, 2 rue Saint-Médard (5e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 228 concernant l'approbation du principe des modalités du lancement d'un marché pour l'animation du lieu d'incubation de projets et d'animation des acteurs de filière du livre et de l'édition numérique au 2, rue Saint-Médard (5e).

Je donne la parole à M. Romain LÉVY, pour cinq minutes et pas une seconde de plus.

M. Romain LÉVY. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, effectivement par ce projet de délibération il nous est demandé d'approuver les modalités du lancement d'un marché pour l'animation du nouvel incubateur consacré aux acteurs des filières du livre et de l'édition numérique.

Ce lieu est particulièrement important, car l'évolution des technologies de l'information impacte fortement la filière du livre. Les éditeurs et les libraires indépendants bien sûr, mais aussi les diffuseurs, les distributeurs, les auteurs jusqu'au lecteur.

L'objectif est donc de susciter des convergences entre le monde de la librairie et de l'édition, et les acteurs du marché numérique. Pour ce faire, il convient, d'une part d'accompagner les professionnels du livre désireux d'accéder au marché numérique, et d'autre part de soutenir les projets innovants dans un lieu de mutualisation des compétences et des moyens.

Ce Labo du livre sera un nouvel équipement pour Paris, un lieu qui est unique en France et qui comprendra des espaces de réunions, des lieux de travail et de convivialité, mais aussi des outils comme un réseau Internet haut débit, un local d'enregistrement audio ou encore un showroom de l'édition numérique.

Et je ne boude pas mon plaisir, puisqu'il prendra place en plein quartier latin, renforçant le combat que nous menons et qui nous tient à cœur, chère Lyne COHEN-SOLAL, pour promouvoir et défendre les métiers du livre et leur donner un temps d'avance pour affronter l'avenir.

Vous n'êtes d'ailleurs pas pour rien dans son implantation rue Saint-Médard, à quelques pas de la place Monge dans un lieu racheté par la Ville pour plus de 2 millions d'euros en 2008.

En disant cela, je pense aussi au remarquable travail fourni par la S.E.M.A.-EST, présidée par notre collègue Philippe DUCLOUX pour préserver et réimplanter des librairies dans le 5e et le 6e arrondissement.

Plus globalement, cher Jean-Louis MISSIKA, cette démarche s'inscrit dans l'un des engagements forts de la mandature : favoriser et développer l'innovation et la recherche dans Paris.

Avec ce projet de délibération, nous concrétisons un projet tout aussi ambitieux, que celui que nous avons voté lors d'un précédent Conseil, et qui consistait à regrouper sur un même site deux laboratoires de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle de la Ville de Paris. Avec le Labo du livre, nous démontrons aussi à toute la communauté scientifique internationale que la Ville de Paris réalise le Paris de l'innovation.

Et d'ailleurs, au moment où les récentes annonces du Chef de l'Etat consistent pour l'essentiel à délocaliser les écoles d'ingénieurs de Paris vers Saclay, nous pouvons nous féliciter des projets ambitieux portés par le Maire de Paris, dans le cœur historique de notre Capitale, lieu de savoir et d'échanges. Ce nouvel établissement en est un magnifique exemple.

Il est actuellement en cours d'aménagement, et il nous revient donc maintenant de passer un marché, concernant l'animation de cette structure. Le prestataire aura principalement pour mission : à la fois d'accompagner et de promouvoir des projets innovants, de mettre en place un programme annuel d'animation du lieu, en aménageant notamment un espace "découverte", dédié à la démonstration d'outils innovants mais aussi d'accueillir et enfin accompagner les différents publics, les différents "utilisateurs", allant des "résidents" qui pourront rester jusqu'à vingt-quatre mois pour développer des projets, aux "visiteurs", c'est-à-dire tous ceux qui sont désireux de s'informer sur l'évolution des supports.

Vous comprendrez donc pourquoi, alors que se réunissaient, au début du mois, l'ensemble des professionnels de la filière livre à Francfort, pour ce qui reste l'événement majeur de la profession, et cela même en plaçant le numérique au cœur de leurs préoccupations, les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés voteront avec enthousiasme ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci de cet enthousiasme.

Je donne la parole à un duo qui s'est formé. D'abord à Mme COHEN-SOLAL ou à M. MISSIKA.

Monsieur MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Je serai très bref.

Ce lieu aura effectivement vocation à permettre au monde de l'industrie numérique, du livre numérique, de rencontrer le monde de l'édition, de la librairie et des auteurs. Vous savez que nous vivons une révolution économique numérique d'une ampleur considérable, que cette révolution concerne au premier chef le monde de l'édition et que Paris a la chance d'avoir, à la fois une communauté d'éditeurs indépendants extrêmement active et extrêmement vive et en même temps une série de start-up dans le domaine des contenus numériques, qui elles-mêmes sont très actives et très vivantes.

Ce lieu sera le lieu où nous essaierons de faire rencontrer ces deux mondes qui ont tendance un peu à s'ignorer. Il aura une vocation d'incubateur traditionnel et, en même temps, de lieu de rencontres et de débats, un peu sur le modèle de "La cantine" dans le 2e arrondissement.

Je crois que nous allons réussir à créer une véritable dynamique qui permettra à Paris d'être, je l'espère, une capitale du livre numérique.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Je ne vais pas ajouter grand-chose à ce que viennent de dire mes deux collègues. Je voulais juste dire qu'il est important pour Paris de rester la capitale de la diffusion culturelle.

Je sais qu'en matière de cinéma, mon collègue Christophe GIRARD, est en train d'impulser le numérique pour le film, donc il nous faut dans la filière livre aussi faire se rencontrer ceux qui sont dans la filière plus ancienne du livre papier et ceux qui sont dans la filière numérique du livre.

Voilà donc un lieu qui va répondre à cet objectif.

Je voulais dire que je m'en félicite. J'espère que ce premier acte du Conseil de Paris va donner lieu à beaucoup d'autres.

Je voulais faire remarquer, puisque je suis la seule représentante du 5e arrondissement dans cet hémicycle, que cette délibération a été votée à l'unanimité du Conseil d'arrondissement du 5e. C'est assez rare pour pouvoir le noter. Permettez-moi de le faire.

Je voulais donc dire bon vent au labo du livre et de l'édition de la rue Saint-Médard.

(Applaudissements sur les bancs de tous les groupes).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est effectivement un moment très important.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 228.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2010, DDEEES 228).

Vœu en soutien à l'occupation de la Maison du lait (9e) par la Confédération Paysanne déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner, toujours en 2e Commission, le vœu référencé n° 43 dans le fascicule, déposé par les groupes de la majorité municipale, relatif à l'occupation de la Maison du Lait dans le 9e arrondissement par la Confédération paysanne.

Je donne la parole à Mme Pauline VÉRON pour une minute.

Mme Pauline VÉRON. - Monsieur le Maire, la Confédération paysanne a occupé la Maison du Lait dans le 9e arrondissement, siège du Centre national interprofessionnel de l'Economie Laitière, pendant 5 semaines. Au cours de cette occupation, quatre militants ont observé une grève de la fin pendant 18 jours, ce qui a été particulièrement long.

La Confédération Paysanne revendique le droit de représenter les paysans au sein de l'interprofession laitière dont elle est pour l'heure injustement absente. En effet, seule la F.N.P.L., section spécialisée de la F.N.S.E.A., est habilitée à discuter de la politique laitière et des prix payés aux producteurs, ce qui est clairement contraire au pluralisme démocratique. C'est d'autant plus anormal que ce sont tous les producteurs de lait, quelle que soit leur affiliation syndicale, qui financent en majorité l'interprofession par une cotisation dite "cotisation volontaire obligatoire". C'est tout dire !

Si les militants ont été évacués par les forces de l'ordre entre le dépôt de ce vœu et notre séance du Conseil, évacuation qui a eu lieu en présence de nombreux élus de la majorité qui ont ainsi pu exprimer physiquement leur solidarité à ces militants, la revendication principale est toujours d'actualité. D'ailleurs, des discussions sont en cours.

Aussi, il vous est proposé par ce vœu, qui a été voté au conseil du 9e arrondissement et qui est présenté par les trois groupes de la majorité, d'exprimer la solidarité du Conseil de Paris aux militants de la Confédération Paysanne pour une représentation pluraliste et démocratique au sein du Conseil national interprofessionnel laitier, ainsi que pour la défense des intérêts des producteurs de lait.

Ainsi, vous aurez compris que j'ai légèrement amendé ce vœu pour tenir compte du fait que l'occupation a cessé depuis que nous avons déposé ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Quelle force de dissuasion !

La parole est à Christian SAUTTER, faute d'adjoint à l'agriculture.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, Mme Pauline VÉRON a tout expliqué et elle a même actualisé son vœu. Donc avis favorable de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame BURKLI ?

Mme Delphine BURKLI. - Merci, Monsieur le Maire.

En l'état, nous voterons contre votre vœu car aucune revendication d'aucune sorte ne peut justifier l'occupation illégale d'un lieu, qu'il soit public ou privé. Je considère qu'il est inacceptable que le Conseil de Paris puisse cautionner un acte contraire à la loi. Les revendications de la Confédération Paysanne doivent s'exprimer dans le cadre démocratique du débat d'idées, pas à travers des actions violentes.

Je rappelle à ce propos que c'est une décision de justice, puisque nous sommes dans un état de droit, qui a permis le départ des occupants de la Maison du Lait situé dans le 9e. Ce départ s'est fait sans heurt et dans le calme. Les trois personnes qui avaient entamé une grève de la faim ont été prises en charge médicalement, et je m'en félicite.

Je pose la question : en quoi les Conseillers de Paris que nous sommes doivent-ils s'immiscer dans un débat intersyndical agricole ? En tant qu'élus de Paris, ce n'est pas à nous de prendre position sur des questions de représentation syndicale dans le monde agricole, alors même que nous ne disposons d'aucune légitimité pour y apporter une solution, une solution qui relève exclusivement d'un dialogue entre syndicats et, le cas échéant, avec le Gouvernement. Nous sommes quelque part hors sujet et je ne tomberai pas dans le piège que vous nous tendez régulièrement à essayer toujours de soutenir les opposants au gouvernement actuel. Le Gouvernement, lui, est ouvert au dialogue.

La preuve, c'est que Bruno LEMAIRE, comme il s'y était engagé, a réuni de nouveau hier au Ministère de l'Agriculture l'ensemble des organisations syndicales : F.N.S.E.A., Confédération Paysanne et Coordination Rurale, sur les questions majeures liées à l'économie laitière.

Pour terminer, je voudrais rappeler, puisque vous nous donnez, à travers ce vœu, des leçons de pluralisme démocratique, que c'est le Gouvernement de François FILLON qui, en la matière, a proposé des avancées réelles en faisant voter la réforme de la représentativité syndicale dans notre pays.

Tout ce que vous faites avec ce type de vœu, c'est toujours de mettre de l'huile sur le feu, alors que notre rôle d'élu est d'appeler au dialogue et à une expression légale et pacifique.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On parle de lait. En plus, vous mettez de l'huile, on ne va plus s'en sortir !

Je mets aux voix le vœu n° 43.

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

Ah, pardon !

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Je n'ai pas levé la main pour voter. Je trouve que les propos de Mme BURKLI sont vraiment scandaleux.

Premièrement, il peut être légitime d'occuper des locaux pour une cause juste. C'est le cas, par exemple, des travailleurs sans papiers qui se sont installés dans le musée de l'Immigration…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - On va occuper votre appartement !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Attendez ! Calmez-vous !

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - … On va occuper votre appartement !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mais non !

Surtout qu'il y a du lait chez lui, oui !

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - … On habite les beaux quartiers !…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Cher Monsieur, vu votre caractère extrêmement sympathique, je pourrais même vous inviter peut-être !

(Rires dans l'hémicycle).

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Vous allez voir comment je vais faire !…

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Je sens un tout petit peu de nervosité durant cette fin de réunion.

Ce que je voudrais dire…

(Intervention de M. GIANNESINI).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous n'avez pas la parole.

Si vous voulez parler, vous vous inscrivez et vous parlez, mais comme vous n'êtes pas inscrit, vous ne parlez pas.

La parole est à M. SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Je voudrais dire en deuxième lieu que je crois que nous pouvons nous pencher sur cette question parce que, comme Mme Pauline VÉRON l'a dit, nous sommes attachés au pluralisme démocratique et au pluralisme syndical, et tout ceci se passe dans Paris, rue de Châteaudun dans le 9e arrondissement.

Je trouve que l'intervention de Mme BURKLI était quelque peu hors de propos et j'invite à voter le vœu n° 43.

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Les témoins ont parlé, l'affaire est relancée, si j'ai bien compris !

Madame SIMONNET ?

Mme Danielle SIMONNET. - Je m'étais rendue également à cette Maison du Lait et j'avoue être profondément choquée par les propos qu'on a pu entendre tout à l'heure, mais ce n'est pas surprenant : avec la droite libérale, on a toujours cette référence au droit à la propriété privée qui doit l'emporter sur tous les autres droits et libertés.

Ce que je voudrais dire, c'est que le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche soutient et appelle évidemment à voter pour ce vœu que nous cosignons. Il faut rappeler quand même que cette grève de la faim, qui a été menée de façon très courageuse et qui continue à l'être, l'est bien de manière totalement pacifique. Derrière ce débat démocratique contre le totalitarisme de la F.N.S.E.A., il y a d'abord un enjeu démocratique que l'on se doit de défendre, mais aussi une question : celle de la défense des petits producteurs, du circuit court, du bio, contre le diktat des gros producteurs et les pressions des industriels.

Évidemment, cela nous concerne parce que cela relève de l'intérêt général.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On va se calmer un peu. On va donner la parole à M. le Maire du 2e, qui va apaiser tout le monde.

Vous avez la parole, Monsieur BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Bien sûr, je vais parler très calmement pour apporter le soutien du groupe "Les Verts" à cette occupation pacifique qui s'est terminée après 37 jours d'occupation pacifique de la Maison du Lait.

Je pense que nous sommes concernés en tant que Parisiens pour deux raisons :

- d'une part en tant que démocrates, parce que la Confédération Paysanne demandait le respect du pluralisme de la représentation syndicale dans toutes les instances agricoles, qui sont actuellement confisquées par la F.N.S.E.A. ;

- d'autre part en tant que consommateurs, parce qu'ils entendaient dénoncer la nocivité de la politique agricole actuelle et l'impasse dans laquelle elle enferme notre agriculture et la nécessité d'en changer profondément.

On sait qu'à l'heure actuelle où on supprime les quotas laitiers, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui sont fragilisés, qui perdent des revenus. Les seuls agriculteurs qui s'en sortent sont ceux qui ont une production qui respecte l'environnement, qui respecte l'animal, qui respecte la santé…

(Mouvements de protestation sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… c'est-à-dire les producteurs bio, les producteurs qui ont des petites unités de production qui n'ont pas recours à l'agro-industrie, aux soja et maïs qui viennent d'Amérique du Sud, qui aggravent notre dépendance et qui occasionnent des problèmes de santé.

En tant que consommateurs et en tant que démocrates, nous sommes doublement concernés. C'est la raison pour laquelle nous voterons ce vœu, bien entendu.

Un Intervenant. - … Comme quoi il y a une morale !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je ne savais pas que cela pouvait engager… !

Monsieur BRAVO ?

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Monsieur le Maire et chers collègues, ce vœu a été voté effectivement par la majorité du Conseil du 9e arrondissement. Je précise l'objet du vœu parce qu'il aura eu un deuxième mérite, c'est de déclencher le manque de sang-froid de tel ou tel et de Mme BURKLI, sur toute une série de sujets, alors que le vœu dit quoi ?

Le vœu demande au Conseil de Paris d'exprimer sa solidarité avec les militants de la Confédération paysanne pour une représentation pluraliste et démocratique.

C'est une demande des militants, j'approuve cette demande et je demande que ce vœu soit voté.

Cela vous a permis de livrer une certaine vision de la société, merci de l'avoir fait. C'est édifiant.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mme DOUVIN est inscrite.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous exprimez, mes chers collègues de Gauche, le fait que vous soyez choqués. Depuis ce matin, vous nous donnez des leçons sans arrêt, comme si vous étiez propriétaires du bon droit et les seuls détenteurs du politiquement correct.

Vous aurez à apprendre et à entendre que nous aussi avons des convictions et le droit de les exprimer. Mme BURKLI n'a pas perdu son sang-froid. Nous avons exprimé ce que nous pensons, c'est-à-dire que nous nous sommes exprimés contre les occupations illégitimes de bâtiments et pour défendre le droit de la propriété privée.

Ce ne sont pas les mêmes convictions que les vôtres. Vous comprendrez donc que nous ne voterons pas ce vœu, bien entendu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes de la majorité municipale, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 261).

Vœu relatif à l'indépendance du quotidien "Le Parisien/Aujourd'hui en France" déposé par M. MARTINS.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 44 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à l'indépendance du quotidien "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Je lui donne la parole pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, je ne suis jamais très à l'aise quand le politique doit s'exprimer sur les médias.

Plus les responsables politiques font preuve de prudence et de pudeur à l'égard des sujets médiatiques, mieux c'est.

Les débordements récents de MM. MÉLENCHON ou TAPIE à l'égard des médias et des journalistes ne sont pas de nature à apaiser notre démocratie.

Cependant, je suis convaincu que notre rôle en tant qu'élus est de défendre un certain nombre de piliers qui fondent la démocratie. Au premier titre de ces piliers, il y a sans aucun doute la liberté de la presse et le pluralisme de l'information.

A ce titre, vous avez certainement entendu comme moi, récemment, les rumeurs persistantes de rachat potentiel du quotidien "Le Parisien/Aujourd'hui en France", notre quotidien régional mais aussi national, par le groupe Dassault.

Il est important aujourd'hui que le Conseil de Paris exprime son inquiétude face à un éventuel rachat par le groupe SOCPRESSE, pour trois raisons principales.

La première, c'est qu'au nom de la défense du pluralisme de l'information, la concentration des médias que ce rachat engendrerait est évidemment dangereuse pour ce pluralisme.

Deuxièmement, parce qu'il y a un risque de collusion très fort entre la commande publique dont est dépendant SOCPRESSE et l'éventualité de détenir un groupe de médias, nous l'avons déjà dénoncé.

Enfin, je crois que cela fait peser sur un certain nombre de salariés du groupe "Le Parisien" une inquiétude réelle à laquelle le Conseil de Paris devrait s'associer.

Il me semble donc que pour la santé de la démocratie française, sa vitalité, son pluralisme et son droit à l'information, le Conseil de Paris devrait exprimer son inquiétude face à ce rachat.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, je crois que nous pouvons nous intéresser au sort d'un journal qui s'appelle "Le Parisien" puisque certains pensent limiter notre compétence.

Je voudrais dire que M. MARTINS pose une question extrêmement importante sur le principe de la liberté et du pluralisme de l'information.

Je voudrais citer deux textes fondamentaux. Le premier est la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen qui affirme que "la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme".

Je voudrais également citer, et cela fera plaisir à ceux qui ont la fibre gaulliste, le programme du Conseil national de la résistance qui proclame "la liberté de la presse, son honneur et - je le souligne - son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères".

Je pense que ces principes sont remis en cause par ce projet, s'il se concrétise, du rachat du journal "Le Parisien/Aujourd'hui en France", par le groupe SOCPRESSE.

L'influence de l'État sur ce groupe SOCPRESSE est facile à citer puisque nous avons lu dans l'ensemble de la presse que le groupe Dassault venait de bénéficier d'une commande de 11 avions Rafale pour un montant de 800 millions d'euros.

Le fait que deux grands quotidiens nationaux du matin se trouveraient entre les mains d'un seul homme, à l'évidence, limite le pluralisme de l'information.

Je voudrais dire aussi, comme M. MARTINS l'a souligné, que nous nous soucions du sort des salariés, des journalistes de ce grand quotidien. C'est pour toutes ces raisons (les risques qui portent sur la libre communication des pensées et des opinions, le risque de collusion avec l'État et les puissances d'argent) que je donne au nom de l'Exécutif un avis favorable à ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 262).

2010, DVD 205 - Signature de trois contrats de transaction pour la mise à disposition d'emplacements de stationnement autocars dans trois parcs fermés à Paris. Vœu pour un bilan et un encadrement du transport des touristes par autocars déposé par le groupe "Les Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons maintenant à la 3e Commission, je crois que c'est la dernière.

Nous examinons le projet de délibération DVD 205 relatif à la signature de trois contrats de transaction pour la mise à disposition d'emplacements de stationnement autocars dans trois parcs fermés à Paris, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 45 et le groupe "Les Verts" le vœu référencé n° 46 dans le fascicule.

Je donne la parole à M. Jacques BOUTAULT, pour cinq minutes.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - J'aurais besoin de moins de cinq minutes, probablement, pour vous dire que ces trois contrats de transaction sont destinés à réduire les nuisances relatives au stationnement des autocars à Paris.

A Paris, ce sont plus de 26 millions de visiteurs annuels et, notamment, en haute saison, plus de 1.500 cars circulant dans notre Ville, ce qui multiplie les nuisances pour les habitants, notamment les nuisances liées à la pollution de l'air et à l'encombrement des rues.

Or, le Plan de déplacement de Paris, que nous avons adopté en février 2007, prévoit d'adopter un schéma directeur de déplacement des autocars de tourisme dans une charte à conclure avec les professionnels du secteur du tourisme.

Or, cette charte n'a, à ma connaissance, pas commencé à être élaborée. C'est le premier objet du vœu.

Ensuite, nous pensons qu'il est important de poursuivre la politique qui a été menée en début de la mandature précédente, qui avait conduit à supprimer les bus qui stationnaient dans l'Ile de la Cité.

Malgré les difficultés que cela posait, une solution a été trouvée, dont aujourd'hui tout le monde se félicite. Il y a encore plusieurs points de fixation à Paris, notamment boulevard Clichy, qui a été libéré, toutefois, aux alentours du Moulin Rouge, dans les petites rues, les bus continuent à s'agglomérer, ce qui pose beaucoup de problèmes pour les riverains, le voisinage et la circulation.

De plus, autour de la place de l'Opéra et de la Bourse, dans le 2e arrondissement, il y a encore en plein cœur de Paris une autorisation de stationner à côté du Palais Brongniart qui va renaître de ses cendres, puisqu'il va se rouvrir au public et accueillir beaucoup de monde grâce au nouveau mandat accordé à une société d'exploitation, GL Events. Il y a aussi un marché alimentaire à proximité.

Il conviendrait, là encore, de supprimer cette autorisation de stationnement et qu'elle soit incluse dans la transaction pour permettre à ces cars, au lieu de stationner en surface, de stationner en sous-sol.

C'est l'objet du vœu déposé par le groupe "Les Verts".

Je vous remercie pour votre attention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Annick LEPETIT, adjointe compétente.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je profite de ce vœu pour lequel j'émets un avis favorable pour dire que très prochainement, parce que le sujet des autocars est un sujet important, nous allons présenter au Conseil de Paris une déclinaison environnementale du PassAutocar, qui s'appellera l'EcoPass, et qui permettra d'encourager la circulation des autocars les plus récents et les moins polluants, ce qui, sans doute, satisfera M. BOUTAULT et le groupe "Les Verts" qui ont déposé le vœu.

Nous allons également créer davantage de places en sous-sol avec des projets de parkings, notamment dans le 16e arrondissement et dans le 17e arrondissement.

Vous le voyez, les solutions alternatives au stationnement de surface sont constamment recherchées. Nous saisissons toutes les opportunités en sous-sol, dès lors, bien sûr, qu'elles sont viables techniquement et économiquement et que nous avons les avis positifs des maires d'arrondissement, ce qui n'est pas toujours le cas.

Mais, ayons tout de même à l'esprit, et je le dis amicalement à Jacques BOUTAULT, qu'il s'agit là d'un mode de déplacement mutualisé et, surtout, n'oublions pas que le tourisme est un secteur créateur de richesses et d'emplois, 300.000 emplois directs et indirects, et un élément majeur de l'attractivité et du dynamisme économique de Paris.

Au-delà, nous travaillons aussi avec les professionnels à l'élaboration d'une charte des bonnes pratiques. Y seront abordés, bien sûr, les questions de stationnement, mais aussi les engagements des professionnels, notamment sur la modernisation de leur flotte, sur le choix d'itinéraires permettant d'éviter les rues étroites ou encore sur le respect de la réglementation.

Il s'agit là, bien sûr, d'une démarche partenariale, qui prend nécessairement du temps, qui exige une concertation complexe avec de nombreux acteurs, dont les attentes sont extrêmement diverses, compte tenu du nombre d'acteurs en jeu.

Enfin, je terminerai, Monsieur le Maire, pour dire un mot au sujet de la Préfecture de police, puisque son concours est indispensable, elle le sait, nous travaillons, bien sûr, avec elle. Tous les aménagements que nous réalisons, tous les dispositifs que nous pourrons imaginer ne seront efficaces que s'ils sont respectés et contrôlés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 45 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 45 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2010, V. 263).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 205 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2010, DVD 205).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans un organisme.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous invite, enfin, à vous prononcer sur la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans l'organisme suivant :

Syndicat mixte ouvert d'études "Paris-Achères" (Comité syndical) (R. 37) :

Titulaires :

- M. Bertrand DELANOË,

- Mme Anne LE STRAT,

- M. Denis BAUPIN,

- Mme Emmanuelle BECKER,

- M. Jean-Didier BERTHAULT,

- M. Jérôme DUBUS.

Suppléants :

- M. Pierre MANSAT,

- M. Daniel MARCOVITCH,

- M. René DUTREY,

- M. Jean VUILLERMOZ,

- Mme Anne-Constance ONGHENA,

-Mme Valérie SACHS.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2010, R. 37).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation, sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

La prochaine séance est le 15 novembre.

Travaillez bien !

(La séance est levée le mardi 19 octobre 2010 à seize heures quarante cinq minutes).

Votes spécifiques.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010, DPP 25 - Signature d'une convention de partenariat avec Paris Habitat OPH pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 4.262.640 euros.

2010 DLH 136 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'immeuble communal situé 189 rue de Charonne (11e).

2010 DLH 137 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'immeuble communal, 132 avenue de Saint-Ouen (18e).

2010, DLH 195 - Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH d'une partie de la propriété communale situé 63, boulevard de Charonne (11e).

2010 DLH 263 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'emprise communale située 154 rue de Crimée - 2 rue de Colmar, 3 rue de Thionville - 1 rue Evette et 4-6 rue de Colmar - 1 bis rue de Thionville (19e).

2010 DLH 310 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation de 13 logements PLUS, 2 logements PLA-I et 4 logements PLS, 6 rue Jules Dumien (20e).

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010, DPP 27 - Signature d'une convention de partenariat avec la RIVP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 972.730 euros.

2010, DLH 161 - Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 10 logements PLA-I, 16 rue de Beauce (3e).

2010 DLH 188 Location par bail emphytéotique au profit de la RIVP de l'immeuble communal situé 9 rue de Béarn, 10 rue des Minimes (3e).

M. Didier GUILLOT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DLH 252 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 3 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS situé 1 rue de Casablanca (15e).

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010, DPP 30 - Signature d'une convention de partenariat avec Immobilière 3F pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 178.120 euros.

2010 DLH 201 Réalisation par Immobilière 3F d'une opération de transformation de locaux de bureaux en 2 logements PLA-I et 2 logements PLUS, 5-11 rue des Deux Boules, 16 rue Bertin Poirée (1er).

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010, DPP 26 - Signature d'une convention de partenariat avec ICF La Sablière pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 146.408 euros.

2010 DLH 221 Réalisation par La Sablière d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale comportant 62 logements PLA-I et 41 logements PLUS, 81 rue de la Plaine (20e).

2010 DLH 295 Réalisation par ICF La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 44 logements PLUS et 16 logements PLS situé 10 rue Cugnot (18e).

2010 DLH 308 Réalisation par ICF La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 50 logements PLUS et 30 logements PLS, Lotissement Saussure, lot 4.5 (17e).

Mme Anne Christine LANG ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010, DPP 28 - Signature d'une convention de partenariat avec SAGECO pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 73.963 euros.

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 254 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I et 5 logements PLUS situé 22 rue Chaudron (10e).

2010 DLH 279 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 4 logements PLA-I et 10 logements PLUS, 90 rue Saint Denis (1er).

M. Jérôme COUMET, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Annick OLIVIER, M. Christian SAUTTER, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TRÉMÈGE et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 142 Acquisition à la SEMAPA et revente au CASVP du lot D de la ZAC Gare de Rungis (13e), terrain à bâtir destiné à la construction par le CASVP d'un EHPAD.

M. Roger MADEC, Mmes Claudine BOUYGUES, Isabelle GACHET, MM. Rémi FERAUD, François DAGNAUD, Denis BAUPIN, Mme Brigitte KUSTER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DU 218 Signature de la convention tripartite région Ile de France - Ville de Paris - SEMAVIP relative au Nouveau Quartier Urbain Claude Bernard / Macdonald (19e).

M. Jean-Yves MANO, Mme Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHÈNE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010 DLH 249 Réalisation par la SGIM dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement d'un programme comportant 5 logements PLUS situé 6 rue Letellier (15e).

2010 DLH 278 Réalisation par la SGIM d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 4 logements PLS situé 13 rue Ernest Lacoste (12e).

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2010, DPP 29 - Signature d'une convention de partenariat avec la SIEMP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 133.499 euros.

2010 DPVI 171 Signature d'une convention avec la Société Immobilière d'Economie Mixte de la ville de Paris pour la création d'un jardin partagé dans le secteur de la Grange aux Belles (10e). Montant total : 6.000 euros.

Mme Isabelle GACHET, MM. Jean-Yves MANO, Yves CONTASSOT, Jérôme DUBUS, Mmes Anne HIDALGO, Annick LEPETIT, MM. Jean-Pierre CAFFET, Pierre MANSAT, Mme Brigitte KUSTER et M. Hervé BENESSIANO ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010, DU 261 - Approbation de la convention tripartite Région Ile de France - Ville de Paris - SPLA Paris Batignolles Aménagement relative à la réalisation du Nouveau Quartier Urbain Clichy Batignolles (17e).

M. Christophe GIRARD, Mmes Pascale BOISTARD, Dominique BERTINOTTI, Laurence GOLDGRAB, Danielle FOURNIER, Hélène MACÉ de LÉPINAY et M. Thierry COUDERT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DAC 383 Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs signée avec la Fondation de la Cité Internationale des Arts (4e), pour l'attribution d'une subvention. Montant : 343.949 euros.

M. Patrick BLOCHE et Mme Lyne COHEN-SOLAL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DAC 543 Signature d'une convention avec l'Association du Festival d'Automne à Paris (1er) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 349.200 euros.

M. Christophe GIRARD, Mmes Emmanuelle BECKER et Florence BERTHOUT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DAC 547 Signature d'un avenant à la convention avec l'association Maison du Geste et de l'Image (1er) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 388.000 euros.

M. Christophe GIRARD ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DAC 559 Signature d'une convention avec l'association Musique Nouvelle en Liberté (1er) relative au versement du solde de la subvention 2010. Montant : 187.500 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Sylvain GAREL, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Jean-François LEGARET et Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 SGRI 62 Signature d'une convention avec le Forum des Images (1er) pour l'attribution d'une subvention pour la manifestation "Cambodge, le génocide effacé". Montant : 15.000 euros.

M. Gauthier CARON-THIBAULT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 DFPE 71 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Enfance et découvertes (3e). Montant : 164.108 euros.

M. Hermano SANCHES RUIVO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2010 SGRI 67 Subvention à la Coordination des Collectivités Portugaises de France. Montant : 6.000 euros.

M. Jean-François MARTINS ne prend pas part au vote sur la délibération R. 37.

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2010 DEVE 84 Subvention à l'association Réseau Action Climat France pour ses actions de sensibilisation aux enjeux du changement climatique. Montant : 10.000 euros.

2010 DEVE 88 Subvention à l'association Terre de Liens pour son action de sensibilisation de la population parisienne au développement de l'agriculture biologique en Ile-de-France. Montant : 1.000 euros.

2010 DEVE 118 Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par l'EPA de Jussieu en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, une installation de réfrigération dans l'enceinte du campus Jussieu, secteur Est, 4 place Jussieu (5e).

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2010 DPVI 132 Signature d'une convention, au titre de l'Intégration, avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon sur le thème de l'accès aux droits (20e).

2010 DPVI 153 Signature d'une convention avec la Compagnie Résonances (18e) pour l'attribution d'une subvention sur le thème de la diversité culturelle et de la mémoire de l'immigration. Montant : 2.000 euros.

2010 DPVI 162 Subvention à l'association Tactikollectif menant des actions spécifiques sur le thème de la diversité culturelle. Montant : 15.000 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2010 DPVI 152 Signature d'un avenant à la convention avec la Fédération des Centres Sociaux de Paris (FCS 75) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25.000 euros.

Mme Pascale BOISTARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteures.

2010 DUCT 118 Subvention à l'association Parisien d'un jour Parisien toujours (Paris Greeter) du 11e. Montant : 5.000 euros.

2010 DUCT 122 Subvention à l'Association Indépendante des Locataires de la Régie Immobilière de la Ville de Paris Porte d'Orléans AIL (14e). Montant : 1.500 euros.

2010 DUCT 130 Subvention à l'association Faire le mur (1er). Montant : 5.000 euros.

2010 DUCT 143 Subvention à l'association Espace bénévolat (18e). Montant : 10.000 euros.

2010 DUCT 148 Subvention à l'association Autremonde (20e). Montant : 5.000 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2010 DASCO 33 Subvention à l'association Société Centrale d'Apiculture, de Sériciculture, d'Insectologie et de Zoologie Agricole (14e). Montant : 2.000 euros.

2010 DASCO 77 Dotations du lycée François Truffaut (3e) pour 2011. Montant total : 90.000 euros.

2010 DASCO 79 Subvention compensatrice à la Caisse des Ecoles du 14e arrondissement pour financer le déficit 2009-2010 de la restauration de l'annexe du lycée municipal Lucas de Nehou. - Montant : 25.755,66 euros.

2010 DASCO 82 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 2e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 100.278 euros.

2010 DASCO 83 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 3e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 66.427 euros.

2010 DASCO 84 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 4e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 103.623 euros.

2010 DASCO 89 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 9e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 46.787 euros.

2010 DASCO 90 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 10e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 189.064 euros.

2010 DASCO 92 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 12e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 162.919 euros.

2010 DASCO 93 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 13e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 223.000 euros.

2010 DASCO 94 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 14e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 194.648 euros.

2010 DASCO 98 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 18e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 430.602 euros.

2010 DASCO 99 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 19e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 339.010 euros.

2010 DASCO 100 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 20e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 534.233 euros.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2010 CAS 7 Révision du barème des prestations attachées à la Carte Paris à Domicile. Actualisation de la liste des bénéficiaires de la Carte Paris à Domicile et de la prestation "aide à domicile".

2010 CAS 8 Mise en place d'un tarif en l'absence ou dans l'attente d'une prise en charge par un tiers financeur pour le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile du CASVP.

Mme Liliane CAPELLE, rapporteure.

2010 DDEEES 162 Subvention à l'association de commerçants Carré de la Porte Montmartre (18e). - Montant : 8.000 euros.

2010 DDEEES 182 Subvention à l'Association des Inventeurs et Fabricants Français à titre de soutien pour la réalisation du Concours Lépine 2010. Montant : 2.000 euros.

2010 DDEEES 202 Signature d'une convention avec l'association Boutiques de Gestion Paris Ile de France, relative à l'attribution d'une subvention. Montant : 15.000 euros.

2010 DDEEES 218 Subvention à l'association des commerçants de Ménilmontant pour les illuminations de fin d'année 2009. - Montant : 5.500 euros.

2010 DDEEES 219 Subvention à l'association des commerçants Avron Concept pour les illuminations de fin d'année 2009. - Montant : 5.000 euros.

2010 DDEEES 220 Subvention à l'association Halle Saint Quentin (10e) pour les illuminations de fin d'année 2009. - Montant : 4.500 euros.

2010 DDEEES 223 Subvention à l'association des Commerçants et Artisans de la rue de la Jonquière et des rues adjacentes pour des animations de quartier au titre de l'année 2010. - Montant : 8.220 euros.

2010 DDEEES 226 Signature d'un avenant de clôture à la convention de délégation de service public de gestion du marché découvert Beauvau (12e).

2010 DDEEES 250 Signature d'un avenant à la convention fixant les conditions d'installation et d'exploitation d'une grande roue en 2010 place de la Concorde (8e) autorisant l'installation d'un distributeur automatique de billets.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2010 SG 196 Approbation des modalités de lancement d'un appel d'offres de prestations de services de traiteur pour les réceptions organisées par la Délégation Générale à l'Evènementiel et au Protocole.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2010 DILT 20 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande pour la fourniture en 6 lots séparés de véhicules utilitaires et particuliers, à impact environnemental limité, de pièces détachées, de produits et d'accessoires, d'opérations de maintenance.

2010 DILT 25 Autorisation à M. le Maire de Paris de signer une convention d'occupation domaniale pour l'installation et l'exploitation de photocopieurs et cabines photographiques dans les mairies d'arrondissement et les sites administratifs de la Ville de Paris.

2010 DRH 2 Modification de la délibération D 870 en date du 25 juin 1984 modifiée relative à la rémunération accessoire des personnels techniques de la Commune de Paris.

2010 DRH 56 Réglementation applicable en matière de prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents de la Commune de Paris entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

2010 DSTI 30 Approbation du principe de passation et des modalités d'attribution d'un marché relatif à des prestations d'exploitation et d'assistance technique sur les systèmes de production informatique.

2010 DUCT 113 Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations de gestion et d'animation locales destinées aux états spéciaux d'arrondissement en 2011, en application du titre I du livre V du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon.

2010 DUCT 114 Dépenses d'investissement supportées par les conseils d'arrondissement. Autorisation donnée aux conseils d'arrondissement d'effectuer des dépenses d'investissement sur des équipements autres que ceux visés à l'article L. 2511-16 du code général des collectivités territoriales.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2010 DF 84 Décision modificative n° 2 du budget d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2010.

2010 DF 66 Individualisation des autorisations de programme votées à la décision modificative n°2 d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2010.

2010 DF 64 Approbation du montant des dotations destinées aux états spéciaux des arrondissements pour le budget primitif de la Ville de Paris de l'exercice 2011.

2010 DF 59 Modification des délibérations 1998 DFAE 136 en date des 14 et 15 décembre 1998, 2001 DFAE 105 en date des 22 et 23 octobre 2001 et 2004 DF 57 en date des 18 et 19 octobre 2004 fixant les modalités du rattachement des charges et des produits.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2010 DEVE 68 Signature de quatre conventions avec les propriétaires ou syndics d'immeubles jouxtant les jardins des Grands Moulins-Abbé Pierre (13e), pour leur raccordement au réseau de collecte des eaux pluviales et la gestion y afférant.

2010 DEVE 97 Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec l'association le Théâtre Astral un avenant modifiant les conditions financières de la convention l'ayant autorisé à exploiter un théâtre pour enfants dans le Parc Floral (12e).

2010 DEVE 106 Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert relatif à la fourniture d'oignons à fleurs pour le fleurissement des espaces verts de la Ville de Paris.

2010 DEVE 107 Approbation du principe de réalisation des travaux de construction d'un ossuaire au cimetière parisien de Thiais (94) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre.

2010 DEVE 115 Subvention à l'association Action Vers l'Avenir (AVA) pour la réalisation d'un guide destiné aux porteurs de projets de jardins en Ville (11e). Montant : 1.000 euros.

2010 DPA 69 Approbation du principe de construction des locaux sociaux et techniques au cimetière parisien de Pantin et dépôt des demandes de permis de démolir et de construire.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2010 DEVE 120 - DF 81 Modification de la délibération 2001 PJEV 90 des 19 et 20 novembre 2001 fixant le mode de calcul des amortissements du budget annexe du fossoyage de la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, **M. Bernard GAUDILLÈRE**, rapporteurs.

2010 DAC 43 Signature avec l'association La Compagnie du Lierre (13e), d'un avenant à la convention du 28 décembre 2009 relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 121.250 euros.

2010 DAC 85 Signature d'un avenant à la convention avec l'Association des Concerts Pasdeloup (3e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 65.475 euros.

2010 DAC 96 Signature d'une convention avec l'association Les Métamorphoses singulières (9e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 67.245 euros.

2010 DAC 182 Subvention à l'association Les Cris de Paris (10e). Montant : 7.000 euros

2010 DAC 220 Subvention à l'association Choeurs d'enfants de Saint Christophe de Javel (15e). Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 246 Subvention à l'association Fédération Musicale de Paris (13e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 265 Subvention à l'association Groupe Vocal Pro Homine (13e). Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 315 Subvention à l'association Sotto Voce (94000 Créteil). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 326 Subvention à l'association Le choeur des Polysons (19e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 340 Subvention à l'association Choeur d'Oratorio de Paris (6e). Montant : 8.000 euros.

2010 DAC 343 Signature d'un avenant à la convention avec l'association Orchestre des Concerts Lamoureux (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 72.500 euros.

2010 DAC 368 Subvention à l'association Les étés de la danse de Paris (15e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 383 Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs signée avec la Fondation de la Cité Internationale des Arts (4e), pour l'attribution d'une subvention. Montant : 343.949 euros.

2010 DAC 401 Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention et d'une convention d'occupation des locaux avec l'association Immanence (15e). Montant : 30.000 euros.

2010 DAC 460 Signature d'une convention avec l'association Culture et Bibliothèques pour Tous (15e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 18.000 euros.

2010 DAC 463 Subvention à l'association 13 en vue (13e). Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 465 Subvention à l'association Choeur Stella Maris (4e). Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 474 Subvention à l'association La Galerie du Haut Pavé (5e). Montant : 4.000 euros.

2010 DAC 491 Subvention à l'association La Reine Blanche (18e). Montant : 2.500 euros.

2010 DAC 492 Signature d'une convention avec l'association UFISC - Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles (19e) - pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25.000 euros

2010 DAC 510 Subvention à l'association Lastiko (31200 Toulouse). Montant : 2.500 euros

2010 DAC 512 Subvention à l'association Culture et Hôpital (14e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 514 Subvention à l'association La Maison du Hip Hop (11e). Montant : 12.000 euros

2010 DAC 519 Subvention à l'association Seizièm'Art (16e). Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 523 Signature d'un avenant N°2 à la convention avec l'association Life Live (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros

2010 DAC 526 Subvention à l'association Compagnie Air de Lune (10e). Montant : 7.000 euros.

2010 DAC 531 Subvention à l'association La Maison des Contes et des Histoires (4e). Montant : 1.500 euros.

2010 DAC 540 Subvention à l'association Pro Quartet Centre européen de Musique de Chambre (4e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 541 Subvention à l'association Atelier des Feuillantines (5e). Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 543 Signature d'une convention avec l'Association du Festival d'Automne à Paris (1er) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 349.200 euros.

2010 DAC 546 Subvention à l'Association pour l'Enseignement du Judaïsme comme Culture, A.E.J.C. (13e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 547 Signature d'un avenant à la convention avec l'association Maison du Geste et de l'Image (1er) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 388.000 euros.

2010 DAC 553 Subvention à l'association Théâtre et Territoires associés (19e). Montant : 8.000 euros

2010 DAC 556 Subvention à l'association Roaratorio (2e). Montant : 13.000 euros.

2010 DAC 558 Signature d'un avenant à convention avec l'association Progéniture relatif à l'attribution d'une subvention pour le projet Les Rémouleurs (12e). Montant : 8.000 euros.

2010 DAC 559 Signature d'une convention avec l'association Musique Nouvelle en Liberté (1er) relative au versement du solde de la subvention 2010. Montant : 187.500 euros.

2010 DAC 567 Subvention à l'association Comité des fêtes et d'action sociale du 6e arrondissement (6e). Montant : 5.000 euros.

2010 DAC 572 Subvention à l'association THEMAA - Association Nationale des Théâtres de Marionnettes et des Arts Associés (9e). Montant : 3.500 euros.

2010 DAC 585 Signature d'une convention avec l'Association du Conservatoire Municipal du 17e arrondissement - Claude Debussy pour l'attribution d'une subvention. Montant : 11.870,89 euros.

2010 DAC 606 Signature d'une convention avec l'association Bibliothèques sans Frontières (Librairies without Borders) (6e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 608 Subvention à l'association Ad Lib (78670 Villennes-sur-seine) pour l'organisation de la deuxième édition du festival Sons Neufs dans l'Impro en 2010. Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 645 Subvention à l'association Fama (4e) pour l'organisation du festival Paris Banlieues Tango en 2010. Montant : 10.000 euros.

2010 DAC 660 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande pour l'acquisition d'instruments de musique pour les conservatoires municipaux d'arrondissement et le conservatoire à rayonnement régional de la Ville de Paris.

2010 DAC 691 Apposition d'une plaque commémorative en hommage aux artistes de la rue Blomet, square de l'Oiseau Lunaire 43 rue Blomet à Paris (15e). Montant : 11.837 euros.

2010 DPA 78 Indemnisation de la société APAVE PARISIENNE à raison des prestations supplémentaires réalisées lors de l'opération de réhabilitation de l'immeuble communal en atelier d'artistes et d'accueil du public sur un terrain, 59, rue de Rivoli (1er).

2010 SG 119 Subvention à l'association Jangada afin qu'elle organise le 12e festival du cinéma brésilien de Paris. Montant : 2.500 euros.

2010 SG 137 Signature d'une convention avec l'Association d'Aide au Développement de l'Audiovisuel au Cambodge (AADAC) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 10.000 euros.

2010 SG 190 Signature d'une convention avec l'association Festival de films gays & lesbiens de Paris (3e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 23.000 euros

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2010 DPA 73 Approbation du principe de construction d'un conservatoire municipal 61 rue du Charolais (12e), des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et du dépôt de la demande de permis de construire.

M. Christophe GIRARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2010 DAC 406-DJS 364 Subvention à l'association Ere de Jeu (93100 Montreuil). Montant : 23.000 euros.

2010 DAC 533 - DJS 390 Signature d'une convention avec l'association La Guinguette Pirate (20e) pour l'attribution d'une subvention au titre de ses activités en 2010. Montant : 74.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2010 DAC 530 - DJS 402 - SG 509 Signature d'un avenant à la convention triennale avec l'association Centre de promotion du livre de jeunesse (93100 Montreuil) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 30.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, **M. Pierre MANSAT**, rapporteurs.

2010 DAC 611 Signature de conventions de partenariat technique et de communication avec Eau de Paris pour la réalisation des fontaines de Pascale Marthine Tayou (projet artistique T3).

M. Christophe GIRARD, **Mme Annick LEPETIT**, **Mme Anne LE STRAT**, rapporteurs.

2010 DAC 625 - SGRI 78 Subvention à l'Association de la Plume Noire (15e). Montant : 7.500 euros.

M. Christophe GIRARD et **M. Pierre SCHAPIRA**, rapporteurs.

2010 DAC 399 Subvention à l'association L'Aquilone (20e). Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 490 Subvention à l'association Art Exprim 18 (18e). Montant : 7.000 euros.

2010 DAC 495 Subvention à l'association Pièces Montées (20e). Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 595 Subvention à l'association l'Aire à Mots (10e). Montant : 1.500 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2010 DAC 400 - DJS 381 Subvention à l'association Teatro Pazzo (20e) dans le cadre de la politique de la Ville. Montant : 6.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2010 DDEEES 70 Subvention à l'association Etudiants et Développement. - Montant : 12.000 euros.

2010 DDEEES 160 Signature d'une convention avec l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 54.000 euros.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2010 DU 125 Cession des droits immobiliers de la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier 12 à 18 avenue de la Porte des Ternes et 6 à 10 rue Gustave Charpentier (17e).

2010 DU 210 Etablissement d'une servitude de passage pour issue de secours au profit de la SNI pour les locaux situés 72/A/C et 78/80 rue Rebeval (19e).

2010 DU 219 Convention de servitudes réciproques de cour commune à conclure entre la Ville de Paris et la COGEDIM dans la ZAC Pajol (18e).

2010 DU 233 Acquisition en l'état futur d'achèvement d'un local situé dans l'îlot 2.1.1.A dans la ZAC Cardinet-Chalabre (17e).

2010 DU 242 Cession par voie d'adjudication publique d'une parcelle de terrain située 75 rue du Ruisseau (18e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2010 DU 218 Signature de la convention tripartite région Ile de France - Ville de Paris - SEMAVIP relative au Nouveau Quartier Urbain Claude Bernard / Macdonald (19e).

Mme Anne HIDALGO, **M. Pierre MANSAT**, **Mme Anne LE STRAT**, rapporteurs.

2010 DJS 386 Lancement d'un marché selon la procédure de l'article 30 du code des marchés publics pour assurer la gestion du centre d'animation Simon Lefranc (4e).

2010 DJS 393 Subvention au Collectif 13ème Round. - Montant : 2.000 euros.

2010 DJS 430 Signature d'un avenant au marché de prestations de service pour la gestion des Antennes Jeunes parisiennes.

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2010 DJS 157-DPVI 13 Signature d'une convention avec l'association Plus Loin (20e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 23.000 euros.

2010 DJS 382-DPVI 361 Subvention à l'association Ars Longa. Montant : 2.000 euros.

M. Bruno JULLIARD, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2010 SG 44 Subvention au Comité pour une Maison des Savoirs et des Cultures de l'Est Parisien dans la Maison des Métallos (Comité des Métallos) pour son parcours filles/femmes. Montant : 3.500 euros.

2010 SG 166 Signature d'une convention avec l'association 40 ans de Mouvement, pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25.000 euros.

2010 SG 203 Subvention à l'association Archives, Recherches et Cultures Lesbiennes pour le développement de son Centre de documentation. Montant : 8.000 euros.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2010 DASES 35 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'Institut Curie - Section Recherche, pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Jean-René HUYNH, lauréat 2009. Annuité 2010. Montant : 62.000 euros.

2010 DASES 36 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'Institut Pasteur pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Marc LECUIT. Annuité 2010. Montant : 62.000 euros.

2010 DASES 37 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'INSERM (DR Paris 6) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Jean LIVET, lauréat 2009 - Annuité 2010. Montant : 62.000 euros.

2010 DASES 38 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'INSERM (DR Paris 12) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Germán SUMBRE, lauréat 2009 - Annuité 2010. Montant : 62.000 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2010 DASES 33 Signature d'une convention avec l'association Fonds Solidarité Sida Afrique (11e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 100.000 euros.

2010 DASES 34 Signature d'une convention avec l'association Sidaction (10e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 350.000 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, **M. Pierre SCHAPIRA,** rapporteurs.

2010 DVD 185 Signature de l'avenant n° 1 à la convention de concession avec la société Vinci Park pour proroger d'un an la concession pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement Lobau (4e).

2010 DVD 184 Principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement Lobau (4e) pour une durée de 8 ans. Autorisation de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation.

2010 DVD 241 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2010 DPE 74 Signature d'une convention avec le SIAAP pour le financement des travaux de remplacement de neuf trappes d'accès à des ouvrages d'assainissement parisiens, de descenderies et de garde-corps sur trois sites.

2010 DPE 83 Signature d'une convention avec le SIAAP pour le financement des travaux de remplacement d'armoires de mesure de sections de mesures du déversoir d'orage Vincennes-Charenton (12e).

2010 DVD 161 Subvention à l'association Contraste (93320 Pavillons-sous-Bois) pour l'organisation de la 11e édition de "l'Ourcq'athlon". Montant : 5.000 euros.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2010 DPE 80 - DF 70 Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris - Décision modificative n° 1 pour l'exercice 2010.

2010 DPE 81 - DF 71 Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris - Décision modificative n° 2 pour l'exercice 2010.

Mme Anne LE STRAT, **M. Bernard GAUDILLÈRE**, rapporteurs.

2010 DVD 141 Signature du contrat de participation aux frais d'étude et d'animation du contrat de bassin versant de la rivière Beuvronne alimentant le canal de l'Ourcq au titre des années 2010-2015.

2010 DVD 209 Signature avec la ville de Vignely de la convention de superposition d'affectation du domaine public fluvial pour l'aménagement d'un tronçon d'une Voie Verte sur la rive gauche du canal de l'Ourcq.

Mme Anne LE STRAT, **M. Pierre MANSAT,** rapporteurs.

2010 DLH 136 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'immeuble communal situé 189 rue de Charonne (11e).

2010 DLH 137 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'immeuble communal, 132 avenue de Saint-Ouen (18e).

2010 DLH 186 Modification de la délibération 2007 DLH 308 des 17, 18 et 19 décembre 2007 autorisant la location par bail emphytéotique au profit de FREHA, des lots communaux dans l'immeuble en copropriété situé 23 rue d'Argenteuil (1er).

2010 DLH 188 Location par bail emphytéotique au profit de la RIVP de l'immeuble communal situé 9 rue de Béarn, 10 rue des Minimes (3e).

2010 DLH 201 Réalisation par Immobilière 3F d'une opération de transformation de locaux de bureaux en 2 logements PLA-I et 2 logements PLUS, 5-11 rue des Deux Boules, 16 rue Bertin Poirée (1er).

2010 DLH 221 Réalisation par La Sablière d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale comportant 62 logements PLA-I et 41 logements PLUS, 81 rue de la Plaine (20e).

2010 DLH 231 Autorisation à M. le Maire de Paris de consentir au dépôt par l'Etablissement public du musée national Picasso-Paris d'une demande de permis de construire, de démolir, autorisations au titre des monuments historiques au 5 rue de Thorigny (3e).

2010 DLH 249 Réalisation par la SGIM dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement d'un programme comportant 5 logements PLUS situé 6 rue Letellier (15e).

2010 DLH 252 Réalisation par Batigère Ile-de-France d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 3 logements PLA-I, 7 logements PLUS et 2 logements PLS situé 1 rue de Casablanca (15e).

2010 DLH 254 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition réhabilitation comportant 2 logements PLA-I et 5 logements PLUS situé 22 rue Chaudron (10e).

2010 DLH 263 Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH de l'emprise communale située 154 rue de Crimée - 2 rue de Colmar, 3 rue de Thionville - 1 rue Evette et 4-6 rue de Colmar - 1 bis rue de Thionville (19e).

2010 DLH 278 Réalisation par la SGIM d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 2 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 4 logements PLS situé 13 rue Ernest Lacoste (12e).

2010 DLH 279 Réalisation par Toit et Joie d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 4 logements PLA-I et 10 logements PLUS, 90 rue Saint Denis (1er).

2010 DLH 295 Réalisation par ICF La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 44 logements PLUS et 16 logements PLS situé 10 rue Cugnot (18e).

2010 DLH 308 Réalisation par ICF La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 50 logements PLUS et 30 logements PLS, Lotissement Saussure, lot 4.5 (17e).

2010 DLH 310 Réalisation par Paris Habitat OPH d'un programme d'acquisition-réhabilitation de 13 logements PLUS, 2 logements PLA-I et 4 logements PLS, 6 rue Jules Dumien (20e).

2010 DU 142 Acquisition à la SEMAPA et revente au CASVP du lot D de la ZAC Gare de Rungis (13e), terrain à bâtir destiné à la construction par le CASVP d'un EHPAD.

2010 DU 183 Revente des biens communaux, 23 rue Pajol - 62 rue Philippe de Girard (18e).

2010 DU 185 Revente de biens communaux, 8 rue Labat (18e).

2010 DU 186 Revente de biens communaux, 38 rue de Terre neuve/103 rue de Buzenval (20e).

2010 DU 245 Revente de biens communaux situés 208 rue du Faubourg Saint Denis (10e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2010 DDEEES 185 Signature d'une convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris pour l'attribution d'une subvention pour l'accueil de chercheurs étrangers. Montant : 125.000 euros.

2010 DDEEES 203 Signature de conventions pour l'attribution de subventions à divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre de l'appel à projets "EMERGENCE (S)". Montant total : 1.343.000 euros.

2010 DDEEES 245 Subvention au CNRS pour l'organisation d'un colloque sur l'archéozoologie. Montant : 5.000 euros.

2010 DDEEES 246 Signature d'avenants à conventions pour l'attribution de subventions à divers organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre de l'appel à projets " EMERGENCE(S) " au titre de la 2e annuité du soutien municipal. Montant total : 303.000 euros.

2010 DDEEES 248 Subvention à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) pour l'organisation d'un colloque sur le développement et la plasticité du système nerveux. Montant : 5.000 euros

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2010 DAJ 23 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres le 5 octobre 2010. Attribution et signature d'un marché de maîtrise d'oeuvre.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2010 DFPE 9 Signature d'une convention avec l'association Parler à d'autres, gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents Les P'tits, Les Grands (9e), et d'un avenant pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2010. - Montant : 100.768 euros.

2010 DFPE 11 Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association Aire de Famille gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents Le Coquelicot situé 5, place du Maroc (19e). - Montant : 90.906 euros.

2010 DFPE 52 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Les Globes Trotteurs (9e). - Montant : 364.404 euros.

2010 DFPE 53 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Les Enfants d'Abord (19e). - Montant : 91.986 euros.

2010 DFPE 54 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Charivari (9e). - Montant : 251.268 euros.

2010 DFPE 61 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Les Lutins de la Plaine (15e). Montant : 223.966 euros.

2010 DFPE 62 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil "La souris verte" (15e). Montant : 131.643 euros.

2010 DFPE 64 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Champerret (17e). - Montant : 114.201 euros.

2010 DFPE 66 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil 1, 2, 3 Soleil (18e). - Montant : 99.854 euros.

2010 DFPE 68 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Coccinelle (20e). - Montant : 99.634 euros.

2010 DFPE 69 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Vivre au Jardin (20e). Montant : 143.181 euros.

2010 DFPE 70 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Fontarabie (20e). Montant : 161.464 euros.

2010 DFPE 71 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Enfance et découvertes (3e).Montant : 164 108 euros.

2010 DFPE 75 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Saint Roch (1er). - Montant : 142.394 euros.

2010 DFPE 76 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Belleville (20e). - Montant : 155.091 euros.

2010 DFPE 80 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil Toboggan (15e). Montant : 152.496 euros.

2010 DFPE 99 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association "LES PIEDS TENDRES" (12e) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom. Montant : 92.406 euros.

2010 DFPE 101 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association LES CROCOS pour l'attribution d'une subvention (12e). Montant : 107.821 euros.

2010 DFPE 110 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association La Halte d'enfants Varet-Saint Charles pour l'attribution d'une subvention. Montant : 57.743 euros.

2010 DFPE 126 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Les petits du Canard pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Charlot (3e). Montant : 113.437 euros.

2010 DFPE 127 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Les Petits du Canard pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Saint Martin. (3e) Montant : 90.844 euros.

2010 DFPE 128 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "LES JEUNES HEURES" (3e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 18.166 euros.

2010 DFPE 145 Signature d'un avenant N°1 à la convention passée avec l'association ABC Puériculture pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Chérioux (15e).Montant : 327.940 euros.

2010 DFPE 180 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Les Petits Lardons (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 110.816 euros.

2010 DFPE 181 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Espace 19 pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Riquet (19e). - Montant : 54.529 euros.

2010 DFPE 182 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l' Association Initiative Rencontre et Solidarité 10e pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie. - Montant : 117.559 euros.

2010 DFPE 183 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'Association Jardin d'Enfants des Nations Unies pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son jardin d'enfants (16e). Montant : 25.392 euros.

2010 DFPE 184 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l' Association Familiale Catholique de Saint Honoré d'Eylau pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie. Montant : 165.375 euros.

2010 DFPE 186 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Le Dauphin Bleu pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (18e). Montant : 45.042 euros.

2010 DFPE 201 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association La Nouvelle Etoile des Enfants de France (19e) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective. - Montant : 53.983 euros.

2010 DFPE 202 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec Le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective Pirouette (11e).Montant : 150.614 euros.

2010 DFPE 203 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec Le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective A Tire d'Aile. - Montant : 168.734 euros.

2010 DFPE 204 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Espace 19 pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Espace Ardennes (19e). - Montant : 35.097 euros.

2010 DFPE 207 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Espace 19 pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie Curial (19e). - Montant : 58.701 euros.

2010 DFPE 222 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Ateliers pour les Petits pour l'attributiond'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie Atelier Pour les Petits (18e). Montant : 123.542 euros.

2010 DFPE 241 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Araignée Gentille pour l'attribution d'une subvention pour la halte garderie Araignée Gentille. (18e). - Montant : 104.311 euros.

2010 DFPE 244 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association La Joannaise du Gros Caillou pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie La Joannaise du Gros Caillou (7e). - Montant : 91.910 euros.

2010 DFPE 245 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Centre d'Actions Locales du 18e pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (18e). - Montant : 151.269 euros.

2010 DFPE 250 Signature d'un avenant n°1 à la convention passée avec l'association Centre Epinettes Famille Insertion Accueil (C.E.F.I.A.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (17e). - Montant : 56.987 euros.

2010 DFPE 256 Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association Les Zèbres de l'Atlas pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa structure multi-accueil (10e). - Montant : 56.219 euros.

2010 DFPE 308 Réalisation des travaux pour la création d'une crèche collective de 66 places, d'un logement de fonction, d'une halte-garderie de 30 places et d'un centre de protection maternelle et infantile (P.M.I.) intégrés à un immeuble de logements sociaux sur le lot 2 de la Z.A.C. Beaujon (8e), ainsi que des modalités de passation du marché .

2010 DFPE 379 Signature d'une convention avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation des travaux de réhabilitation d'un établissement d'accueil de la petite enfance Père Lachaise sur la parcelle 3, place Martin Nadaud (20e). Montant : 1.069.306 euros.

2010 DFPE 386 Signature d'une convention avec la Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon relative à l'attribution de subventions pour sa plate forme de services à la personne. Montant : 50.000 euros.

2010 DFPE 390 Signature d'une convention avec l'association Crescendo pour l'attribution d'une subvention pour l'aménagement d'un établissement d'accueil de la petite enfance rue des Haies (20e). - Montant : 3.664.362 euros.

2010 DPA 93 Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre signé avec la société ECDM relatif à la construction d'une crèche de 66 places avec logement de fonction 15, rue Pierre Budin (18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2010 DAC 482 Signature d'une convention avec la Fondation Irlandaise (5e), pour l'octroi d'une subvention. Montant : 7.500 euros.

2010 DAC 582 Subvention à l'Association Chantiers Histoire et Architecture Médiévales (14e). Montant : 5.000 euros.

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2010 DAC 655 Modification de l'article 1 de la délibération 2010 DAC 262 concernant l'acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

Mme Danièle POURTAUD et **M. Christophe GIRARD**, rapporteurs.

2010 PP 55 Signature d'une convention relative au paiement par la ville de Paris (Préfecture de police) des dépenses prises en charge au titre de la restauration collective des personnels de la préfecture de police.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2010 SGRI 26 Subvention au Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) pour l'édition 2010 de la "Semaine de la Solidarité Internationale". Montant : 5.000 euros.

2010 SGRI 46 Signature d'une convention avec Médecins Sans Frontières pour l'attribution d'une subvention. Montant : 125.000 euros.

2010 SGRI 49 Signature d'une convention avec l'association Solidarité Thérapeutique et Initiatives contre le Sida (SOLTHIS) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 120.000 euros.

2010 SGRI 58 Signature d'une convention avec l'association Enda Europe pour l'attribution d'une subvention. Montant : 90.089 euros

2010 SGRI 60 Signature de l'accord de coopération avec la Municipalité d'Amman et l'AFD et de la convention avec le Syndicat des Transports d'Ile de France pour le projet d'Appui à la mise en oeuvre du Schéma Directeur Transports et Mobilité.

2010 SGRI 62 Signature d'une convention avec le Forum des Images (1er) pour l'attribution d'une subvention pour la manifestation "Cambodge, le génocide effacé". Montant : 15.000 euros.

2010 SGRI 63 Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fondation Alliance Française pour l'attribution d'une subvention. Montant : 25.000 euros.

2010 SGRI 66 Signature d'une convention avec l'association Maison des Journalistes pour l'attribution d'une subvention complémentaire. Montant : 15.000 euros

2010 SGRI 67 Subvention à la Coordination des Collectivités Portugaises de France. Montant : 6.000 euros.

2010 SGRI 69 Subvention à l'association Ensemble Contre la Peine de Mort. Montant : 5.000 euros.

2010 SGRI 71 Signature d'une convention avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 35.000 euros.

2010 SGRI 77 Acceptation du titre de recettes du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes et signature d'une convention avec l'APUR pour le projet de coopération avec Buenos Aires.

2010 SGRI 84 Signature d'un accord de coopération avec la Municipalité de Gaziantep dans le cadre du Programme Européen de Planification d'une Mobilité Urbaine Durable SUMPA-MED.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2010 DPVI 105 Signature d'une convention avec l'association Savoirs pour Réussir Paris, pour l'attribution d'une subvention. Montant : 40.000 euros.

2010 DPVI 110 Signature d'un avenant à la convention avec l'association Jeunes Amis du Marais - AJAM (10e) pour l'attribution d'une subvention correspondante. Montant : 60.000 euros.

2010 DPVI 157 Soutien des activités de "lien social" menées par les régies de quartier : Subvention à la régie de quartier du 17e Passerelles 17 et à celle du 10e La Maison du Canal. Montant : 26.497 euros.

2010 DPVI 163 Signature d'une convention avec l'association M.U (18e) pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation d'un projet d'interface web de mise à disposition de contenu sonore localisé Champs Sonores. Montant : 8.000 euros.

2010 DPVI 171 Signature d'une convention avec la Société Immobilière d'Economie Mixte de la ville de Paris pour la création d'un jardin partagé dans le secteur de la Grange aux Belles (10e). Montant total : 6.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2010 DPVI 151 - DJS 257 - DAC 503 Subventions de fonctionnement à l'association Permis de Vivre la Ville. Montant total : 10.500 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, **M. Bruno JULLIARD**, **M. Christophe GIRARD**, rapporteurs.

2010 DASES 6 Subvention à la Fondation Claude Pompidou Paris (1er) au titre de 2010. Montant : 20.000 euros.

2010 DFPE 311 Subvention à l'association L'Union Départementale des Associations Familiales et de la Fédération de Paris 75 (9e), destinée à financer le projet Lire et faire lire. - Montant : 5.000 euros.

2010 DFPE 339 Subvention à l'Association des Ludothèques d'Ile de France (13e). - Montant : 4.000 euros.

2010 DFPE 347 Subvention à l'association D'ici-d'ailleurs, destinée à financer la ludothèque Nautilude (11e). Montant : 4.000 euros.

2010 DFPE 391 Subvention à l'association Oeuvre de Protection des Enfants Juifs, 46 boulevard Voltaire (11e), destinée à financer la Maison des Familles et des Cultures. Montant : 10.000 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2010 DASES 41 Signature d'une convention avec le Centre d'information et d'animation du 7e dit "Inter 7" pour l'attribution d'une subvention. Montant : 30.000 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY et **Mme Liliane CAPELLE**, rapporteures.

2010 DAC 30 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean Zay 46 rue de Verneuil à Paris (7e). Montant : 2.063 euros.

2010 DAC 87 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Rouben Mélik, 6 rue de Trétaigne (18e). Montant : 1.017 euros.

2010 DAC 324 Signature d'une convention avec l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre pour l'attribution d'une subvention. Montant : 21.500 euros.

2010 DAC 602 Subvention à l'association Nationale des sous-officiers de réserve de l'Armée de l'Air (15e). Montant : 1.000 euros.

2010 DAC 605 Subvention à l'Union Nationale des Déportés de Rawa-Ruska et des Ayants - Droit des Disparus ; sous-titre : Ceux de Rawa-Ruska UNDRR 10e. Montant : 3.000 euros.

2010 DAC 617 Subvention à l'association Libération Nord (15e). Montant : 2.000 euros.

2010 DAC 624 Subvention à l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs amis (16e). Montant : 900 euros.

2010 DAC 637 Subvention à l'Association régionale des anciens résistants de Paris Ile-de-France - A.R.A.R (12e). Montant : 2.500 euros.

2010 DAC 687 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maria Rabaté 18 boulevard Saint-Jacques (14e). Montant : 2.579 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2010 DJS 234 Signature de l'avenant n° 1 à la convention avec le Paris Football Club pour l'attribution d'une subvention au titre de la saison sportive 2010-2011. Montant : 857.250 euros.

2010 DJS 293 Signature d'une convention avec le Comité d'Organisation des Championnats du Monde d'Escrime Paris 2010 pour l'attribution d'une subvention. Montant : 300.000 euros.

2010 DJS 427 Subvention à une association dans le 14e arrondissement. - Montant : 1.250 euros.

2010 DJS 457 Signature d'un contrat de transaction avec la société Sport France.

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications suivantes :

2010 DEVE 117 Communication relative à quatre arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant, au titre du Code de l'Environnement, l'exploitation d'installations soumises à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2010 DAJ 24 Communication de la liste des marchés attribués du 2 septembre 2010 au 23 septembre 2010.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mmes Aline ARROUZE, Lynda ASMANI, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Florence BERTHOUT, Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mmes Frédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, MM. Jean-Marie CAVADA, Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Pascal CHERKI, Mmes Odette CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Laurence DREYFUSS, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, MM. Michel DUMONT, René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mmes Marie-Laure HAREL, Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-François MARTINS, Jean-Baptiste MENGUY, Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Melle Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mmes Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, M. Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Absents : Mmes Sandrine CHARNOZ, Joëlle CHÉRIOUX de SOULTRAIT, M. Eric HÉLARD, Mmes Christine LAGARDE, Katia LOPEZ, M. Philippe TORRETON.

Excusée : Mmes Yamina BENGUIGUI, Mme Hélène BIDARD.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, David ALPHAND, Julien BARGETON, Jacques BRAVO, Mmes Geneviève BERTRAND, Laurence DREYFUSS, MM. Alain DESTREM, Sylvain GAREL, Bernard GAUDILLÈRE, Jean-François MARTINS, Mme Camille MONTACIÉ, MM. Mao PENINOU, Yves POZZO di BORGO et Daniel VAILLANT.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Geneviève BERTRAND, M. Jacques BOUTAULT, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Seybah DAGOMA, Maïté ERRECART, MM. Didier GUILLOT, Jean-Louis MISSIKA, Mme Valérie SACHS et M. Christian SAUTTER.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mmes Laurence DOUVIN, Annick LEPETIT, M. Jean VUILLERMOZ et Mme Marie-Chantal BACH.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mme Aline ARROUZE, MM. Denis BAUPIN, Jean-Didier BERTHAULT, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, M. Yves CONTASSOT, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT, Annick OLIVIER et Claude-Annick TISSOT.

Excusé : M. François DAGNAUD.

5e Commission

Mmes Sylvie WIEVIORKA, Frédérique PIGEON, M. Georges SARRE, Mmes Danielle SIMONNET et Gisèle STIEVENARD.

Excusé : M. Hamou BOUAKKAZ.

6e Commission

Mmes Karen TAÏEB, présidente, Pascale BOISTARD, Catherine BRUNO, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Véronique DUBARRY, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Martine MÉRIGOT de TREIGNY, M. Vincent ROGER et Mme Olga TROSTIANSKY.

Excusées : Mmes Myriam EL KHOMRI et Fatima LALEM.

7e Commission

Mme Emmanuelle BECKER, présidente, M. Hervé BENESSIANO, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Colombe BROSSEL, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

Excusés : MM. Bruno JULLIARD et Richard STEIN.

8e Commission

M. René DUTREY, président, MM. Jérôme DUBUS, Michel DUMONT, Jean-Yves MANO, Christophe GIRARD et Mme Geneviève BERTRAND.

Excusés : M. François VAUGLIN, vice-président, Mme Anne HIDALGO et M. Pierre MANSAT.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, présidente, M. Philippe DUCLOUX, Mme Danielle FOURNIER, M. Christophe GIRARD, Mmes Laurence GOLDGRAB, Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, M. Pierre SCHAPIRA et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Annexe n° 1 - Liste des questions posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

I - Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2010- 30 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur les moyens mis en place pour lutter contre la recrudescence de la prostitution dans la Capitale.

Libellé de la question :

"On déplore depuis quelques mois une forte recrudescence de la prostitution qui touche malheureusement tous les arrondissements de Paris. Ce phénomène est encore plus marqué dans les quartiers de l'Est et du Nord de la Capitale et de nombreux élus ont été alertés par les associations et par nos concitoyens, excédés et inquiets.

Les nouveaux réseaux de proxénétisme ne se cachent plus et exploitent la prostitution féminine ou transexuelle au grand jour, au vu de tous et dans des lieux parfois très fréquentés. On m'a même signalé plusieurs faits de racolage dans des halls d'immeubles d'habitation, à quelques mètres de familles qui retrouvent des préservatifs devant leurs portes.

Lors des récents débats au Sénat sur la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, j'ai attiré l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur sur ce problème. Le Ministre a indiqué être conscient de la situation, et prôné une application déterminée du système délictuel instauré il y a quelques années. Il a également souligné la nécessité de protéger dans le même temps celles et ceux qui sont les victimes de ces pratiques.

Il est aujourd'hui urgent, pour assurer la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique, mais aussi pour mettre fin à l'exploitation scandaleuse de ces êtres humains, de réagir fermement et de lutter contre le proxénétisme dans la Capitale.

Mme Catherine DUMAS interroge M. le Préfet de police sur les moyens mis en place et les mesures envisagées pour appliquer la loi, et lutter efficacement contre ces réseaux."

Réponse non parvenue.

QE 2010- 31 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au rôle de la Direction des achats en tant que coordinatrice des marchés publics de la Ville de Paris.

Libellé de la question :

"Au quotidien, et notamment pour le bon fonctionnement et l'entretien des équipements de proximité, la mairie d'arrondissement est amenée à passer par les marchés publics de la Ville de Paris.

Ils sont, à ce titre des leviers de l'action publique parisienne.

Or, force est de constater que des dysfonctionnements existent dans leur mise en oeuvre, soit parce qu'ils sont infructueux, soit parce que des discontinuités existent entre deux marchés, freinant de ce fait l'activité des services, et la bonne exécution des investissements.

A titre d'exemple, faute de marché, la DEVE du 17e arrondissement n'a pu effectuer les réparations nécessaires sur les aires de jeux pendant 6 mois, la mairie du 17e n'a pu commander certaines fournitures de bureau pendant 6 mois, ou encore, en raison du retard d'attribution du marché, les vitres des écoles du 17e ne pourront pas être nettoyées en 2010.

Des améliorations doivent pouvoir être apportées par la Direction des Achats, dont c'est le rôle.

Mme Brigitte KUSTER souhaiterait savoir dans quelle mesure la Direction des Achats de la Ville de Paris coordonne davantage les marchés, anticipe le terme de ces marchés, et met tout en oeuvre pour faciliter le travail des services dans les arrondissements."

Réponse non parvenue.

QE 2010- 32 Question de MM. Jean-François LEGARET, Jean TIBERI, Jean-Pierre LECOQ, Mme Rachida DATI, MM. François LEBEL, Philippe GOUJON, Claude GOASGUEN, Mme Brigitte KUSTER à M. le Maire de Paris sur la réflexion à mener pour la mise place d'un "Conseil pour les droits et les devoirs des familles parisiennes" à Paris.

Libellé de la question :

"Monsieur le Maire,

Parmi tous les signalements d'affaires de délinquance des mineurs, 50 % des cas mettent en cause la carence éducative et les conflits de couples. La séparation des ménages intervient pour 30 % d'entre eux.

Ces raisons conduisent le Gouvernement à souhaiter que soit mis en place dans un grand nombre de communes un "Conseil pour les droits et les devoirs des familles". L'article 9 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance permet au Maire de mettre en place et de présider un conseil des droits des familles au sein de sa commune. Celui-ci est constitué d'une équipe pluridisciplinaire comprenant les représentants de différents services de l'Etat. Le C.C.D.F. est un outil d'accompagnement efficace et personnalisé de la famille en difficulté.

En raison de la situation particulière que nous connaissons dans la Capitale où, manifestement, certains jeunes appartenant ou non à des bandes ont des comportements relevant de services spécialisés, il nous paraîtrait important que la Ville de Paris puisse vous associer à la politique de l'Etat, en créant un "Conseil pour les droits et les devoirs des familles parisiennes".

Nous serions très heureux de pouvoir y participer et nous serions prêts à relayer l'action de ce C.C.D.F. dans nos arrondissements.

Nous vous demandons donc, Monsieur le Maire, de bien vouloir réfléchir à la mise en place de ce Conseil à Paris dans les meilleurs délais possibles."

Réponse non parvenue.

II - Question du groupe "Les Verts".

QE 2010-29 Question de M. Christophe NAJDOVSKI et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la légalité du panneau publicitaire installé récemment sur la place Félix Eboué (12e) et la date de son retrait.

Libellé de la question :

"Au début du mois de septembre dernier, un panneau publicitaire grand format a été installé sur la place Félix-Eboué. L'installation de ce panneau a été signalée et a fait l'objet de vives critiques de la part de nombreux riverains. D'autant qu'il a été installé à proximité de l'édicule Guimard de la station Daumesnil, qui est classé monument historique depuis 1978. D'autres panneaux grand format ont également été installés récemment dans le 12e arrondissement.

La réponse apportée pour l'heure aux riverains est que cela correspond à un déplacement provisoire de mobiliers implantés initialement sur le trajet de l'extension du tramway T3.

Aussi, M. Christophe NAJDOVSKI et les élu/es du groupe "Les Verts" demandent à M. le Maire de Paris :

- Si l'installation du panneau publicitaire place Félix-Eboué est légale et conforme au règlement de la publicité et des enseignes actuellement en vigueur à Paris. Et si oui, quand ce panneau sera retiré."

Réponse non parvenue.

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.

Séance des 18 et 19 octobre 2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	1ère	01		Non inscrit	MARTINS	CM	V	DF 67-DF 18 G	Création d'une réserve exceptionnelle pour le logement social	GAUDILLERE	Rejeté	19/10/2010
4e	4e	02		UMPPA	B KUSTER H BENESSIANO	CM	Vnr	-	renforcement des effectifs du CAPP	DAGNAUD	Rejeté	18/10/2010
4e	4e	03		UMPPA	B KUSTER H BENESSIANO	CM	Vnr	-	Egalité de traitement des immeubles avec et sans gardiennage dans le cadre des collectes	DAGNAUD	Rejeté	18/10/2010
4e	4e	04		UMPPA	P GOUJON JF LAMOUR G POIRAULT GAUVIN	CM	Vnr	-	proposition de différentes mesures relatives aux pelouses de l'avenue de Breteuil	GIBOUDEAUX	Rejeté	18/10/2010
1ère	4e	05	244	PS-RGA	BACHE	CM	Vnr	-	Projection du film Water Makes Money dans l'auditorium de l'Hôtel de Ville	LE STRAT	Adopté	18/10/2010
5e	5e	06	245	PS-RGA	P AIDENBAUM	CM	Vnr	-	renforcement des moyens des services de police dans le centre de Paris	SARRE	Adopté	18/10/2010
6e	6e	07		PS-RGA	CHERKI	CM	Vnr	-	Application de l'accord de juin 2010 concernant les travailleurs sans papier en grève	BOISTARD	Retiré	18/10/2010
1ère	6e	08		PS-RGA	BLUMENTHAL, TAIEB, CHARNOZ	CM	Vnr	-	Soutien aux travailleurs sans-papiers occupant la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration (12e)	BOISTARD	Retiré	18/10/2010
1ère	6e	09		Verts	BOUTAULT	CM	Vnr	-	Soutien aux travailleurs sans-papiers occupant la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration (12e)	BOISTARD	Retiré	18/10/2010
2e	6e	10		PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE, SIMONNET	CM	Vnr	-	Régularisation des travailleurs sans papiers	BOISTARD	Retiré	18/10/2010
5e	6e	11		Verts	J BOUTAULT	CM	Vnr	-	Situation des grévistes sans papiers de la porte des Lilas	BOISTARD	Retiré	18/10/2010
séance	6e	11 bis	246	Exécutif		CM	Vnr		Accord concernant les travailleurs grévistes sans papiers en grève	BOISTARD	Adopté	18/10/2010
6e	6e	12	247	UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, BERTHAULT	CM	V	DASES 30	Demande d'un lieu plus adapté pour le CIO du 17e ardt	DUBARRY	Adopté	18/10/2010
5e	6e	13	248	PS-RGA	P BLOCHE	CM	Vnr	-	résurgence d'un marché sauvage bd de Belleville et rue du Fg du Temple	TROSTIANSKY	Adopté	18/10/2010
7e	7e	14		Exécutif	BROSSEL	CM	A	DASCO 74	Annexes amendées concernant la sectorisation des écoles du 11e, 19e et 20e ardts	BROSSEL	Adopté	18/10/2010
7e	7e	15		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	V	DASCO 88	Que la subvention contractuelle soit calculée en fonction de critères clairs, objectifs et transparents	BROSSEL	Rejeté	18/10/2010
7e	7e	16		Exécutif	BROSSEL	CM	A	DASCO 97	Modification du montant à l'article 2 du délibéré	BROSSEL	Adopté	18/10/2010
7e	7e	17		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr	-	Création d'une nouvelle école dans le sud du 15e ardt	BROSSEL	Rejeté	18/10/2010
séance	7e	17 BIS	249	Exécutif		CM	Vnr			BROSSEL	Adopté (amendé oralement)	18/10/2010
7e	7e	18		UMPPA	ONGHENA	CM	Vnr	-	Actualisation des données chiffrées dans le rapport de la MIE sur la petite enfance	NAJDOVSKI	Rejeté	18/10/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
7e	7e	19		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	CM	Vnr	-	Demande un budget entretien et un suivi des installations sportives du 19e ardt	VUILLERMOZ	Rejeté	18/10/2010
8e	8e	20		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, DE CLERMONT TONNERRE, MACE DE LEPINAY, POIRAULT GAUVIN	CM	V	DU 177	Requalification du secteur Bargue	HIDALGO	Rejeté	18/10/2010
8e	8e	21		PS-RGA	COUMET, LANG, BARTHE, LE GUEN, DE LA GONTRIE, OLIVIER, BROS, JULLIARD, MOINE	CM	Vnr	-	Attribution de la dénomination "rue Rosa Parks" à une future voie de la ZAC "Paris Rive Gauche"	HIDALGO	Retiré	18/10/2010
8e	8e	22	250	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Désengagement financier de l'Etat dans la politique du logement social	MANO	Adopté	18/10/2010
8e	8e	23	251	PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Tentatives de médiation du collectif "Jeudi noir" pour l'occupation d'un hôtel particulier place des Vosges	MANO	Adopté	18/10/2010
8e	8e	24		UMPPA	LAGARDE, LAMOUR, TIBERI, DOUVIN	CM	Vnr	-	Projet de construction de "Paris-Habitat" situé square Contenot (12e)	MANO	Rejeté	18/10/2010
8e	8e	25		UMPPA CI	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr	-	Dégradation d'une partie du patrimoine immobilier de "Paris-Habitat" dans le 17e	MANO	Rejeté	18/10/2010
8e	8e	26	252	CI	DUBUS, TACHENE	CM	Vnr	-	Charte des bailleurs sociaux	MANO	Adopté	18/10/2010
1ère	8e	27		Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr		Majoration de 50 % de l'aide Plan Paris Logement avec les recettes supplémentaires des droits de mutation,	MANO	Rejeté	18/10/2010
Séanc	7e	27 bis	253	Exécutif		CM	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté	18/10/2010
8e	8e-4e	28		Exécutif	MANSAT	CM	A	SG 179	Amendement "technique"	MANSAT	Adopté	18/10/2010
9e	9e	29		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Condamnation des propos homophobes du groupe Sexion d'Assaut et création d'un festival musical contre les discriminations	GIRARD	Retiré	19/10/2010
Séanc	9e	29 bis	254	Exécutif		CM	Vnr		Organisation d'un événement culturel dédié à la lutte contre les discriminations et à la promotion de la diversité à Paris	GIRARD	Adopté	19/10/2010
9e	9e	30		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	Vnr	-	Application de la convention d'occupation sur l'interdiction de tout accrochage d'objets sur la façade du 59, rue de Rivoli (1er)	GIRARD	Retiré	19/10/2010
Séanc	9e	30bis		Exécutif		CM	A	SGRI 85		SCHAPIRA	Adopté	19/10/2010
9e	9e	31	255	PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Solidarité avec le Président CORREA suite à la tentative du coup d'Etat en Equateur	SCHAPIRA	Adopté	19/10/2010
6e	9e	32	.	UMPPA	COUDERT	CM	Vnr	-	Engagement du Maire de Paris à promouvoir la dépénalisation universelle de l'homosexualité	SCHAPIRA	Rejeté	19/10/2010
Séanc	9e	32 bis	256	Exécutif		CM	Vnr			SCHAPIRA	Adopté	19/10/2010
8e	9e	33		PS-RGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	CM	Vnr	-	Ajout d'une mention sur les plaques du boulevard Malesherbes	VIEU CHARIER	Retiré	19/10/2010
9e	9e	34	257	CI	BERTRAND, DUBUS	CM	Vnr	-	Commémoration du génocide cambodgien	VIEU CHARIER	Adopté	19/10/2010
1ère	9e	35	258	Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Entretien du monument aux défenseurs de Belfort au cimetière du Père Lachaise	VIEU CHARIER	Adopté	19/10/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	1ère	36	259	Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr		Mutualisation des marchés publics de la Ville	MONTACIE	Adopté	19/10/2010
2e	2e	37		PS-RGA	COHEN-SOLAL	CM	A	DDEEES 224	Suppression des articles 2 et 3 de la délibération	COHEN-SOLAL	Adopté	19/10/2010
2e	2e	38		PS-RGA PCF-PG	MADEC, DAGNAUD, VUILLERMOZ	CM	V	DUCT 112	Inscrire l'ensemble des "jardins partagés" répertoriés dans le 19e ardt à l'inventaire 2012.	ERRECART	Retiré	19/10/2010
Séanc	2e	38bis	260	Exécutif		CM	V	DUCT 112		ERRECART	Adopté	19/10/2010
2e	2e	39		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	V	DUCT 112	Inscrire le centre d'animation "Les Halles-Le Marais" et le conservatoire du centre à l'inventaire des équipements du 1er ardt	ERRECART	Rejeté	19/10/2010
2e	2e	40		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	V	DUCT 112	Inscrire le "jardin de la Nouvelle France" à l'inventaire des équipements du 8e ardt	ERRECART	Rejeté	19/10/2010
1ère	2e	41		UMPPA	LAMOUR, DESTREM, LEGARET, ALPHAND, AURIACOMBE, TISSOT	CM	Vnr	-	Mise en place d'une nouvelle MIE concernant les ressources humaines Ville et Département de Paris	ERRECART	Rejeté	19/10/2010
1ère	2e	42		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Subvention complémentaire pour EPN Microlithe et ASTS	MISSIKA	Rejeté	19/10/2010
2e	2e	43	261	PCF-PG	BECKER	CM	Vnr	-	Soutien à l'occupation de la Maison du lait (9e) par la Confédération paysanne	SAUTTER	Adopté (amendé oralement)	19/10/2010
1ère	2e	44	262	Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Indépencance du quotidien Le Parisien/Aujourd'hui en France	SAUTTER	Adopté	19/10/2010
3e	3e	45		Exécutif	LEPETIT	CM	A	DVD 205	Modification imputation budgétaire et rectif erreur matérielle .	LEPETIT	Adopté	19/10/2010
3e	3e	46	263	Verts	J BOUTAULT S GAREL	CM	V	DVD 205	Bilan et meilleur encadrement du transport des touristes par autocars à Paris.	LEPETIT	Adopté	19/10/2010
1ère	6e	01	41 G	PS-RGA Verts PCF-PG	EXECUTIF	CG	V	-	Création de salles de consommation à moindres risques à Paris	LE GUEN	Adopté	19/10/2010
1ère	6e	02		Verts	DUBARRY, GAREL	CG	V	-	Création de salles de consommation à moindres risques à Paris	LE GUEN	Retiré	19/10/2010
Séanc	6e	2 bis	42 G	Verts		CG	V			LE GUEN	Adopté	19/10/2010
6e	6e	03	43 G	UMPPA	DOUVIN	CG	V	-	Demande d'un bilan de la politique menée par la collectivité parisienne en matière de prévention contre la consommation de drogues	LE GUEN	Adopté (amendé oralement)	19/10/2010
6e	6e	04		UMPPA	LAMOUR, GOUJON	CG	V	-	Mise en place d'un groupe de travail pour une stratégie globale de prévention sur la consommation de drogues et sur les risques liés à son usage	LE GUEN	Rejeté	19/10/2010

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
6e	6e	05	44 G	CI	BRUNO, POZZO DI BORGO, BERTRAND, CAVADA, SAINT-ETIENNE, CUIGNACHE-GALLOIS, TACHENE, SACHS, HELARD, ASMANI, GASNIER	CG	V	-	Expérimentation d'une salle de consommation supervisée	LE GUEN	Adopté	19/10/2010
1ère	6e	06	45 G	Non inscrit	MARTINS	CG	V	-	Collaboration de la ville avec les institutions pénitentiaires dans le cadre d'un plan de réduction des risques liés à la toxicomanie	LE GUEN	Adopté	19/10/2010
1ère	1ère	07		Exécutif	MONTACIE	CG	A	DAJ 23 G	Erreur dans l'intitulé et dans l'exposé des motifs	MONTACIE	Adopté	19/10/2010
1ère	2e	08		Exécutif	SAUTTER	CG	A	DDEEES 102 G	Modification de l'article 3	SAUTTER	Adopté	19/10/2010
6e	6e	09	46 G	PCF-PG	BROSSAT, LHOSTIS	CG	Vnr	-	Centre de santé des Ternes (17e)	LE GUEN	Adopté	19/10/2010
6e	6e	10	47 G	PCF-PG	SIMONNET, LHOSTIS, BECKER	CG	Vnr	-	Soutien aux infirmiers anesthésistes en grève	LE GUEN	Adopté	19/10/2010
1ère	6e	11	48 G	PCF-PG	MANSAT, SIMONNET	CG	Vnr	-	Situation de l'hôpital Tenon	LE GUEN	Adopté	19/10/2010

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques.

Séance des 18 et 19 octobre 2010

Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
						CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1ère	01	V	DF 67-DF 18 G	Création d'une réserve exceptionnelle pour le logement social	Rejeté	X		X		X			X		X	
4e	02	Vnr	-	renforcement des effectifs du CAPP	Rejeté											
4e	03	Vnr	-	Egalité de traitement des immeubles avec et sans gardiennage dans le cadre des collectes	Rejeté											
4e	04	Vnr	-	proposition de différentes mesures relatives aux pelouses de l'avenue de Breteuil	Rejeté											
4e	05	Vnr	-	Projection du film Water Makes Money dans l'auditorium de l'Hôtel de Ville	Adopté											X
5e			DUCT 141		Adopté											X
5e			DPP 25		Adopté											X
5e			DPP 26		Adopté											X
5e			DPP 27		Adopté											X
5e			DPP 28		Adopté											X
5e			DPP 29		Adopté											X
5e			DPP 30		Adopté											X
5e			DPP 31		Adopté											X
5e	06	Vnr	-	renforcement des moyens des services de police dans le centre de Paris	Adopté											X
5e			DPVI 142		Adopté											X
5e			DPVI 165		Adopté											X
6e	07	Vnr	-	Application de l'accord de juin 2010 concernant les travailleurs sans papier en grève	Retiré en séance											
6e	08	Vnr	-	Soutien aux travailleurs sans-papiers occupant la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration (12e)	Retiré en séance											
6e	09	Vnr	-	Soutien aux travailleurs sans-papiers occupant la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration (12e)	Retiré en séance											
6e	10	Vnr	-	Régularisation des travailleurs sans papiers	Retiré en séance											
6e	11	Vnr	-	Situation des grévistes sans papiers de la porte des Lilas	Retiré en séance											
6e	11 bis	Vnr		Accord concernant les travailleurs grévistes sans papiers en grève	Adopté									X		
6e	12	V	DASES 30	Demande d'un lieu plus adapté pour le CIO du 17e arct	Adopté											X
6e			DASES 30		Adopté											X
6e	13	Vnr	-	résurgence d'un marché sauvage bd de Belleville et rue du Fg du Temple	Adopté		X						X		X	

Séance des 18 et 19 octobre 2010

Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
						CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
7e			DASCO 74		Adopté											X
7e	14	A	DASCO 74	Annexes amendées concernant la sectorisation des écoles du 11e, 19e et 20e ardts	Adopté											X
7e			DASCO 86		Adopté											X
7e	15	V	DASCO 88	Que la subvention contractuelle soit calculée en fonction de critères clairs, objectifs et transparents	Rejeté	X		X		X						
7e			DASCO 91										X		X	
7e			DASCO 95										X		X	
7e			DASCO 96													
7e			DASCO 97													X
7e	16	A	DASCO 97	Modification du montant à l'article 2 du délibéré	Adopté											X
7e	17	Vnr	-	Création d'une nouvelle école dans le sud du 15e ardt	Rejeté	X		X		X						
7e	17 BIS	Vnr			Adopté (amendé oralement)											X
7e	18	Vnr	-	Actualisation des données chiffrées dans le rapport de la MIE sur la petite enfance	Rejeté	X		X		X						
7e			DJS 435		Adopté							X		X		
7e			DJS 354		Adopté											X
7e	19	Vnr	-	Demande un budget entretien et un suivi des installations sportives du 19e ardt	Rejeté	X		X		X						
7e			DJS 429													X
7e			DJS 438													X
8e	20	V	DU 177	Requalification du secteur Bargue	Rejeté	X		X		X						
8e			DU 177												X	
8e			SG 184		Adopté											X
8e			SG 198		Adopté							X		X		
8e			SG 199		Adopté							X		X		
8e			SG 206		Adopté							X		X		
8e			SG 202		Adopté											X
			DU 261													X
8e	21	Vnr	-	Attribution de la dénomination "rue Rosa Parks" à une future voie de la ZAC "Paris Rive Gauche"	Retiré en séance											
8e			DLH 159													X
8e			DLH 161													X

Séance des 18 et 19 octobre 2010

Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
						CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8e			DLH 195													X
8e	22	Vnr	-	Désengagement financier de l'Etat dans la politique du logement social	Adopté							X		X		
8e	23	Vnr	-	Tentatives de médiation du collectif "Jeudi noir" pour l'occupation d'un hôtel particulier place des Vosges	Adopté							X		X		
8e	24	Vnr	-	Projet de construction de "Paris-Habitat" situé square Contenot (12e)	Rejeté	X		X		X						
8e	25	Vnr	-	Dégradation d'une partie du patrimoine immobilier de "Paris-Habitat" dans le 17e	Rejeté	X		X		X						
8e	26	Vnr	-	Charte des bailleurs sociaux	Adopté											X
8e	27	Vnr		Majoration de 50 % de l'aide Plan Paris Logement avec les recettes supplémentaires des droits de mutation,	Rejeté	X		X		X			X		X	
7e	27 bis	Vnr			Adopté							X		X		
8e-4e	28	A	SG 179	Amendement "technique"	Adopté											X
8e-4e			SG 179		Adopté											X
9e			DAC 183		Adopté											X
9e			DAC 724		Adopté											X
9e	29	Vnr	-	Condamnation des propos homophobes du groupe Sexion d'Assaut et création d'un festival musical contre les discriminations	Retiré en séance											
9e	29 bis	Vnr		Organisation d'un événement culturel dédié à la lutte contre les discriminations et à la promotion de la diversité à Paris	Adopté											X
9e	30	Vnr	-	Application de la convention d'occupation sur l'interdiction de tout accrochage d'objets sur la façade du 59, rue de Rivoli (1er)	Retiré en séance											
9e			DAC 426			X			X							X
9e			DAC 599						X							
9e			SGRI 70													
9e			SGRI 79													X
9e	30bis	A	SGRI 85		Adopté											
9e	31	Vnr	-	Solidarité avec le Président CORREA suite à la tentative du coup d'Etat en Equateur	Adopté											
9e	32	Vnr	-	Engagement du Maire de Paris à promouvoir la dépénalisation universelle de l'homosexualité	Rejeté	X		X		X						
9e	32 bis	Vnr			Adopté											X
9e	33	Vnr	-	Ajout d'une mention sur les plaques du boulevard Malesherbes	Retiré en séance											
9e	34	Vnr	-	Commémoration du génocide cambodgien	Adopté											X
9e			SGRI 75													X
9e	35	Vnr	-	Entretien du monument aux défenseurs de Belfort au cimetière du Père Lachaise	Adopté											X

Séance des 18 et 19 octobre 2010

Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		UNANIMITE
						CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
1ère	36	Vnr		Mutualisation des marchés publics de la Ville	Adopté										X	
2e	37	A	DDEEES 224	Suppression des articles 2 et 3 de la délibération	Adopté											X
2e			DDEEES 224													X
2e			DUCT 112									X		X		
2e	38	V	DUCT 112	Inscrire l'ensemble des "jardins partagés" répertoriés dans le 19e ardt à l'inventaire 2012.	Retiré en séance											
2e	38bis	V	DUCT 112		Adopté											X
2e	39	V	DUCT 112	Inscrire le centre d'animation "Les Halles-Le Marais" et le conservatoire du centre à l'inventaire des équipements du 1er ardt	Rejeté	X		X		X						
2e	40	V	DUCT 112	Inscrire le "Jardin de la Nouvelle France" à l'inventaire des équipements du 8e ardt	Rejeté	X		X		X						
2e	41	Vnr	-	Mise en place d'une nouvelle MIE concernant les ressources humaines Ville et Département de Paris	Rejeté	X		X		X						
2e	42	Vnr	-	Subvention complémentaire pour EPN Microlithe et ASTS	Rejeté			X		X			X		X	
2e	43	Vnr	-	Soutien à l'occupation de la Maison du lait (9e) par la Confédération paysanne	Adopté (amendé oralement)							X		X		
2e	44	Vnr	-	Indépencance du quotidien Le Parisien/Aujourd'hui en France	Adopté								X	X		X
3e			DVD 205													X
3e	45	A	DVD 205	Modification imputation budgétaire et rectif erreur matérielle .	Adopté											X
3e	46	V	DVD 205	Bilan et meilleur encadrement du transport des touristes par autocars à Paris.	Adopté											X

Séance des 18 et 19 octobre 2010

						PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
6e	01G	V	-	Création de salles de consommation à moindres risques à Paris	Adopté								X	X		
6e	02G	V	-	Création de salles de consommation à moindres risques à Paris	Retiré en séance											
6e	2 bisG	V			Adopté								X	X		
6e	03G	V	-	Demande d'un bilan de la politique menée par la collectivité parisienne en matière de prévention contre la consommation de drogues	Adopté (amendé oralement)											X
6e	04G	V	-	Mise en place d'un groupe de travail pour une stratégie globale de prévention sur la consommation de drogues et sur les risques liés à son usage	Rejeté	X		X		X			X			
6e	05	V	-	Expérimentation d'une salle de consommation supervisée	Adopté									X		
6e	06	V	-	Collaboration de la ville avec les institutions pénitentiaires dans le cadre d'un plan de réduction des risques liés à la toxicomanie	Adopté									X		
1ère	07	A	DAJ 23 G	Erreur dans l'intitulé et dans l'exposé des motifs	Adopté											X
2e			DDEEES 92G		Adopté											X
2e			DEEES 102G		Adopté											X
2e	08	A	DDEEES 102 G	Modification de l'article 3	Adopté											X
2e			DEEES 82G		Adopté											X
2e			DEEES 81G		Adopté											X

Séance des 18 et 19 octobre 2010

						PCF-PG		VERTS		PS-RGA		CI		UMPPA		
Commission Séance	n° Définitif	A V Vnr	n° délib	Objet	VOTE	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
6e	09	Vnr	-	Centre de santé des Ternes (17e)	Adopté			X		X						
6e	10G	Vnr	-	Soutien aux infirmiers anesthésistes en grève	Adopté							X		X		
6e	11G	Vnr	-	Situation de l'hôpital Tenon	Adopté										X	
6e			DASES 488G													X
6e			DASES 517G													X

Sommaire

Ouverture de la séance. 1251

Adoption d'un compte rendu. 1251

Débat commun Ville et Département sur les orientations budgétaires. 2010, DF 67 - Communication de M. le Maire de Paris sur les orientations budgétaires 2011. 1251

Suspension et reprise de la séance. 1269

Vœu relatif aux effectifs des agents verbalisateurs déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1269

Vœu relatif aux collectes de déchets alimentaires, verres, papiers déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1270

2010, DEVE 71 - Approbation des modalités de lancement et de signature d'un appel d'offres pour les prestations d'entretien de la régénération et des plantations dans le bois de Vincennes (12e). 1270

Vœu relatif aux pelouses de l'avenue de Breteuil (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1271

Vœu relatif à la projection du film "Water Makes Money" à l'auditorium de l'Hôtel de Ville déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. 1273

2010, DUCT 141 - Subvention à l'association "Aurore" (15e). Montant : 12.000 euros. 1273

2010, DPP 25 - Signature d'une convention de partenariat avec Paris Habitat OPH pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux . Montant : 4.262.640 euros. 2010, DPP 26 - Signature d'une convention de partenariat avec ICF La Sablière pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 146.408 euros. 2010, DPP 27 - Signature d'une convention de partenariat avec la RIVP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 972.730 euros. 2010, DPP 28 - Signature d'une convention de partenariat avec SAGECO pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 73.963 euros. 2010, DPP 29 - Signature d'une convention de partenariat avec la SIEMP pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 133.499 euros. 2010, DPP 30 - Signature d'une convention de partenariat avec Immobilière 3F pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 178.120 euros. 2010, DPP 31 - Signature d'une convention de partenariat avec Logement francilien pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la surveillance de logements sociaux. Montant : 132.640 euros. 1274

Vœu demandant le renforcement des moyens des services de police déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. 1277

2010, DPVI 142 - Subventions à 7 associations mettant en oeuvre des projets visant à la participation et à la mobilisation des habitants dans les quartiers "politique de la ville". Montant total : 22.000 euros. 1279

2010, DPVI 165 - Subvention à la Régie de Quartier du 14e Flora Tristan. Montant : 10.000 euros. 1279

Vœu relatif à l'application de l'accord de juin dernier concernant les travailleurs sans-papiers en grève déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Vœu relatif au soutien des travailleurs sans-papiers occupant la CNHI déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés . Vœu relatif au soutien des travailleurs sans-papiers occupant la CNHI déposé par le groupe "Les Verts". Vœu relatif à la régularisation des travailleurs sans papiers déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Vœu relatif à la situation des grévistes sans-papiers de la Porte des Lilas déposé par le groupe "Les Verts". Vœu déposé par l'Exécutif. 1280

2010, DASES 30 - Approbation du principe de déplacement des chapiteaux de l'association "Turbulences" et autorisation de déposer une demande de permis de construire pour l'implantation des chapiteaux sur le terrain situé 12, boulevard de Reims (17e). Vœu relatif à la mise à disposition du CIO du 17e d'un lieu d'accueil plus adapté déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1282

Vœu relatif à la résurgence d'un marché sauvage boulevard de Belleville et rue du Faubourg du Temple (11e) déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. 1283

2010, DASCO 74 - Ressort des écoles publiques de Paris pour l'année scolaire 2011-2012. 1284

2010, DASCO 81 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 1er arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 61.099 euros. 2010, DASCO 85 Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 5e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 56.755 euros. 2010, DASCO 86 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 6e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 17.412 euros. 2010, DASCO 87 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 7e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 79.080 euros. 2010, DASCO 88 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 8e arrondissement portant sur le versement par la ville d'une subvention contractuelle. Montant : 19.430 euros. Vœu relatif aux critères de calcul de la subvention contractuelle déposé par le groupe U.M.P.P.A. 2010, DASCO 91 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 11e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 426.640 euros. 2010, DASCO 95 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 15e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 12.878 euros. 2010, DASCO 96 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 16e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. Montant : 31.601 euros. 2010, DASCO 97 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 17e arrondissement portant sur le versement par la Ville d'une subvention contractuelle. - Montant : 97.549 euros. 1285

Dépôt de questions d'actualité. 1293

Suspension et reprise de la séance. 1294

Examen de questions d'actualité. I - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative à la mise en place dans le projet de loi de finances 2011 d'une nouvelle taxation sur les loyers des organismes H.L.M. 1294

II - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative aux biffins. 1295

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative au mouvement contre le projet de réforme des retraites. 1297

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les problèmes d'éducation. . .1298

V - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative au devenir du projet d'aménagement des voies sur berges. 1299

VI - Question d'actualité de M. Georges SARRE à M. le Préfet de police relative à la sécurité des lycéens mobilisés pour la défense des retraites. 1300

Vœu relatif à la création d'une nouvelle école dans le Sud du 15e déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 1302

2010, DJS 435 - Signature d'une convention annuelle de mise à disposition, à titre précaire, de locaux avec l'association "Les M.A.C.A.Q. Troubadours" (17e). 1303

Vœu relatif à l'actualisation des données chiffrées dans le rapport de la M.I.E. sur la petite enfance déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1306

2010, DJS 354 - Subvention à la SASP Paris Saint-Germain Football pour l'année 2010. Montant : 1.500.000 euros. . . .1307

2010, DJS 429 - Signature d'un marché de prestations de billetterie et de communication avec la SASP Paris Saint-Germain Football pour les saisons sportives 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. 1309

Vœu relatif à l'entretien des équipements sportifs dans le 19e déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1310

2010, DJS 438 - DASES 42 - Adoption de la Charte Safe Party relative à la santé des jeunes en milieu festif. 1312

2010, DU 177 - Acquisition auprès de la société AXA France Assurances de la parcelle CK 73 correspondant à une voie piétonne Villa La Fresnay (15e). Vœu relatif à la requalification du secteur Bargue (15e) déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1313

2010, SG 184 - Modalités de passation d'un marché de services d'assurances pour le secteur Bourse Saint Eustache, Bâtiments Lescot et la Voirie Souterraine du Forum des Halles à Paris (1er). 2010, SG 197 - Communication du bilan d'avancement du projet de réaménagement du quartier des Halles (1er). 2010, SG 198 - Réaménagement du quartier des Halles. Approbation et signature d'un protocole transactionnel relatif au marché subséquent de maîtrise d'oeuvre de l'aménagement du jardin des Halles. 2010, SG 199 - Réaménagement du quartier des Halles. Approbation du schéma de principe de réaménagement de la place René Cassin. 2010, SG 206 - Approbation et signature d'un protocole transactionnel relatif au marché subséquent de maîtrise d'oeuvre de l'aménagement d'espaces publics de voirie dans le quartier des Halles. 2010, SG 202 - Réaménagement du quartier des Halles (1er). Projet de réaménagement du pôle RER Châtelet-les-Halles. 1314

2010, DU 261 - Approbation de la convention tripartite Région Ile de France - Ville de Paris - SPLA Paris Batignolles Aménagement relative à la réalisation du Nouveau Quartier Urbain Clichy Batignolles (17e). 1325

Vœu relatif à l'attribution de la dénomination "rue Rosa Parks" à une voie de la ZAC Paris Rive Gauche déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. 1328

2010, DLH 159 - Réalisation par EFIDIS d'une opération d'acquisition-conventionnement de 500 logements PLS situés 2 à 14 avenue de la Porte de Vincennes (12e) - 2 boulevard Davout - 5 avenue de la Porte de Vincennes (20e), 29 rue des Meuniers (12e) et 3 à 7 cité de Gênes (20e). 1329

2010, DLH 161 - Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-réhabilitation d'une résidence sociale comportant 10 logements PLA-I, 16 rue de Beauce (3e). 1330

2010, DLH 195 - Location par bail emphytéotique au profit de Paris Habitat OPH d'une partie de la propriété communale situé 63, boulevard de Charonne (11e). 1330

Vœu relatif au désengagement financier de l'État dans la politique du logement social déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de gauche. 1331

Vœu relatif aux tentatives de médiation du collectif "Jeudi noir" pour l'occupation d'un hôtel particulier place des Vosges déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. 1333

Vœu relatif au projet de construction de 92 logements sociaux square Contenot (12e) déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1334

Vœu relatif à la dégradation d'une partie du patrimoine immobilier de Paris-Habitat dans le 17e déposé par Mme KUSTER et M. DUBUS. 1336

Vœu relatif à la charte des bailleurs sociaux déposé par le groupe Centre et Indépendants. 1337

Vœu relatif à l'accession des Parisiens à l'habitat déposé par M. MARTINS. 1337

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la fin des expulsions sans relogement des ménages de bonne foi. 1339

2010, SG 179 - Signature des statuts portant création d'un syndicat mixte ouvert d'études avec la Ville d'Achères. . .1340

Suspension et reprise de la séance. 1341

2010, DAC 183 - Subvention à l'association M.A.P. Musiques Actuelles à Paris (20e) au titre de ses activités en 2010. Montant : 20.000 euros. 1341

2010, DAC 724 - Signature avec l'association CO-Arter d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation précaire pour les locaux, 17, rue de la Chapelle (18e), donnant lieu à l'octroi d'une contribution non financière. Montant : 124.730 euros. . . .1342

Vœu relatif à la création d'un festival musical contre les discriminations déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Vœu déposé par l'Exécutif. 1344

Vœu relatif au bail civil conclu avec l'association "59 rue de Rivoli" déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1346

2010, DAC 426 - Signature d'une convention avec l'association cultuelle de l'Eglise réformée de Pentemont Luxembourg (6e) pour l'attribution d'une subvention. Montant : 36.000 euros. 1347

Suspension et reprise de la séance. 1349

2010, DAC 599 - Signature d'une convention avec l'association Le Vieux Montmartre, Société d'Histoire et d'Archéologie des IXe et XVIIIe arrondissements pour l'attribution d'une subvention. Montant : 50.000 euros. Octroi de la remise gracieuse du loyer 2010. Montant : 84.030 euros. 1349

2010, SGRI 70 - Subvention à l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour le projet "1 Parisien 1 Arbre". Montant : 305.000 euros. 1350

2010, SGRI 79 - Signature d'une convention de partenariat administratif avec la Ville-Land de Vienne. 1350

2010, SGRI 85 - Signature des avenants aux conventions relatives au Programme d'appui au développement de stratégies municipales de santé à Bamako et Ouagadougou. 1351

Vœu relatif à la tentative de coup d'état en Equateur déposé pa le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. 1352

Vœu relatif à l'engagement du Maire de Paris à promouvoir la dépénalisation universelle de l'homosexualité déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 1353

Vœu relatif à l'ajout de la mention "défenseur de Louis XVI" sur les plaques du boulevard Malesherbes déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. 1354

Vœu relatif à la commémoration du génocide cambodgien déposé le groupe Centre et Indépendants. 1355

2010, SGRI 75 - DPE 85 - Signature d'une convention avec la Municipalité de Phnom Penh et la Régie des Eaux de Phnom Penh pour la poursuite du projet de l'eau potable pour tous. Montant : 150.000 euros. 1355

Vœu relatif à l'entretien du monument aux défenseurs de Belfort déposé par M. MARTINS. 1357

2010, DF 82 - Communication sur l'activité et la situation financière du Crédit Municipal de Paris. Communication du compte financier de l'exercice 2009. 1357

Vœu relatif à la création d'une réserve exceptionnelle pour le logement social déposé par M. MARTINS. 1359

Vœu relatif à la mutualisation des marchés publics de la Ville déposé par M. MARTINS. 1360

2010, DDEEES 224 - Signature d'avenants de clôture aux conventions de délégation de service public de gestion des marchés couverts. 1361

2010, DUCT 112 - Inventaire des équipements dont les Conseils d'arrondissement ont la charge. Vœu relatif à l'ensemble des jardins partagés répertoriés dans le 19e déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche. Vœu relatif au Centre d'Animation Les Halles-Le Marais et au Conservatoire du Centre déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu relatif au "jardin de la Nouvelle France" déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 1362

Vœu relatif à la M.I.E. Effectifs et gestion des ressources humaines déposé par le groupe U.M.P.P.A. 1364

Vœu relatif aux Espaces Publics Numériques portés par les associations Microlithe et ASTS déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. 1366

2010, DDEEES 228 - Approbation du principe et des modalités du lancement d'un marché pour l'animation du lieu d'incubation de projets et d'animation des acteurs de filière du livre et de l'édition numérique, 2 rue Saint-Médard (5e). 1368

Vœu en soutien à l'occupation de la Maison du lait (9e) par la Confédération Paysanne déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts". 1369

Vœu relatif à l'indépendance du quotidien "Le Parisien/Aujourd'hui en France" déposé par M. MARTINS. . . .1371

2010, DVD 205 - Signature de trois contrats de transaction pour la mise à disposition d'emplacements de stationnement autocars dans trois parcs fermés à Paris. Vœu pour un bilan et un encadrement du transport des touristes par autocars déposé par le groupe "Les Verts". 1372

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans un organisme. . . .1373

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 1373

Clôture de la séance. 1374

Votes spécifiques. 1374

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 1375

Liste des membres présents. 1385

Liste des membres présents en Commission. 1385

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 1386

I - Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2010- 30 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur les moyens mis en place pour lutter contre la recrudescence de la prostitution dans la Capitale. 1386

QE 2010- 31 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au rôle de la Direction des achats en tant que coordinatrice des marchés publics de la Ville de Paris. 1386

QE 2010- 32 Question de MM. Jean-François LEGARET, Jean TIBERI, Jean-Pierre LECOQ, Mme Rachida DATI, MM. François LEBEL, Philippe GOUJON, Claude GOASGUEN, Mme Brigitte KUSTER à M. le Maire de Paris sur la réflexion à mener pour la mise place d'un "Conseil pour les droits et les devoirs des familles parisiennes" à Paris. 1386

II - Question du groupe "Les Verts". QE 2010-29 Question de M. Christophe NAJDOVSKI et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la légalité du panneau publicitaire installé récemment sur la place Félix Eboué (12e) et la date de son retrait. 1387

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 1388

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques. 1392

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT